Supplément « Sans frontières »

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14629 – 6 F

SAMEDI 8 FÉVRIER 1992

BOURSE ★★★

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Une étape décisive dans la construction communautaire

Les Douze signent à Maastricht le traité instituant l'union européenne

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne devaient signer, vendredi 7 février en fin d'après-midi, à Maastricht, le traité sur « l'union européenne » qui concrétise l'accord intervenu les 9 et 10 décembre entre les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze. Ce traité vise notamment à la mise en place progressive d'une union économique et monétaire, d'une politique étrangère et de sécurité, susceptible de conduire, le moment venu, à une défense commune, à l'établissement d'une citoyenneté européenne. Ce traité doit maintenant être ratifié dans les douze pays.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Mise en place progressive d'une Union économique et monétaire (UEM), ainsi que d'une politique étrangère et de sécurité commune susceptible de conduire le moment venu à une défense commune, établissement d'une citoyenneté européenne, renforcement de la *« cohésion »*, c'est-à-dire de l'effort consenti pour moderniser, mettre à niveau, les pays les moins riches de la CEE, élargissement des politiques dont l'objet est d'accompagner la création du marché unique, coopération accrue en matière judiciaire et policière : tels sont les ingrédients de l'« Union européenne » que les chefs d'Etat et de gouvernements des Douze ont décidé d'instituer lors du conseil européen de Maastricht en décembre.

Ils sont résumés dans le Préambule d'une page, sorte d'*« abstract »* pour parlementaire ou tout autre lecteur pressé, qui ouvre le traité sur l'Union européenne, qui a été présenté vendredi à la signature des Douze.

Il est souligné, dès ce préambule, qu'il s'agit là d'un processus évolutif : l'Union européenne, qui repose sur la Communauté, mais inclut des domaines de coopération nouveaux, telle la politique étrangère, appelés à se développer *« dans un cadre institutionnel unique »*, mais selon des procédures pouvant différer des procédures communautaires classiques, n'est qu'une nouvelle étape du processus d'intégration lancé il y a quarante ans.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 6

Les principaux extraits du traité
pages 8 et 9

A suivre...

L'« APRÈS-MAASTRICHT » est formellement engagé. De même que, dans chaque Etat membre, les débats qui vont précéder la ratification. Le document signé vendredi n'est rien d'autre que la mise en forme juridique, vérifiée, consolidée, comme on dit, des décisions du conseil européen de décembre.

La lecture du traité permet de prendre la mesure de l'œuvre accomplie à Maastricht : mise en route, en principe irréversible, du programme d'union économique et monétaire (UEM) devant conduire, au plus tard le 1er janvier 1999, à une monnaie unique, amorce d'une politique étrangère et de sécurité commune, renforcement des pouvoirs du Parlement européen et création d'une citoyenneté européenne, extension des compétences de la Communauté, engagement en faveur d'une politique de solidarité plus généreuse au profit des pays les moins riches de la CEE.

LES lacunes ou insuffisances de cette nouvelle étape dans le processus d'intégration engagé il y a quarante ans ne doivent pas être dissimulées. La plus préoccupante a trait à la nature toujours hésitante de l'engagement de la Grande-Bretagne. Partie prenante au programme d'UEM, elle n'est pas en mesure d'indiquer si elle ira jusqu'au bout de l'aventure, c'est-à-dire jusqu'à la monnaie unique. Plus grave peut-être, pour des raisons idéologiques qui, compte tenu de l'enjeu concret, paraissent dérisoires, elle a refusé de s'associer à un effort minimum d'harmonisation des politiques sociales.

L'« après-Maastricht » consistera d'abord à concrétiser en termes financiers les engagements pris alors. Tel sera l'objet des propositions budgétaires pour les cinq années à venir que la Commission soumettra la semaine prochaine aux Etats membres. Pour tenir les promesses faites aux Espagnols, Portugais, Grecs et Irlandais, elle préconisera un doublement des transferts financiers en leur faveur.

Se souvenant de l'accent mis dans le traité (à la demande de la France) sur l'avenir de l'industrie européenne, elle suggérera de réserver des crédits plus importants que dans le passé pour la recherche et, de façon plus générale, afin d'accroître la compétitivité de nos entreprises.

SANS attendre le 1er janvier 1993, date prévue pour l'entrée en vigueur du nouveau traité, les Douze, on peut du moins l'espérer, auront à cœur de rapprocher leurs politiques étrangères, d'agir le plus possible de façon collective. Malheureusement ils sont partis du mauvais pied, par la faute de l'Allemagne, lorsque celle-ci a décidé de reconnaître en tout état de cause et sans tenir compte des conditions posées par le conseil des Douze, l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. Les autres reproches parfois adressés à Bonn (notamment à propos de la politique des taux d'intérêt) sont sans réelle gravité comparés à cette décision, qui, si elle se renouvelait, empêcherait la naissance d'une politique étrangère et de sécurité commune.

M 0147 - 0208 0 - 6,00 F

L'épilogue parlementaire de l'affaire Habache

Mme Cresson face à l' « impatience »

La session extraordinaire du Parlement, dont M. Mitterrand veut faire l'épilogue de l'affaire Habache, s'est ouverte vendredi 7 février par un discours de Mme Edith Cresson à l'Assemblée nationale, lu par M. Lionel Jospin au Sénat. Empêché par le président de la République de remanier son gouvernement, le premier ministre ne pouvait non plus, comme le souhaitait une partie de son entourage, chercher un nouvel élan dans un vote de confiance des députés. Il ne lui était permis que de faire face à une motion de censure, que l'opposition de droite se préparait à déposer sans illusions sur ses chances de succès.

Mme Cresson a, néanmoins, revendiqué le bilan de la gauche au pouvoir et affirmé sa volonté de le prolonger par son propre programme, en dénonçant l' *« impatience »* de ceux qui veulent précipiter les échéance électorales.

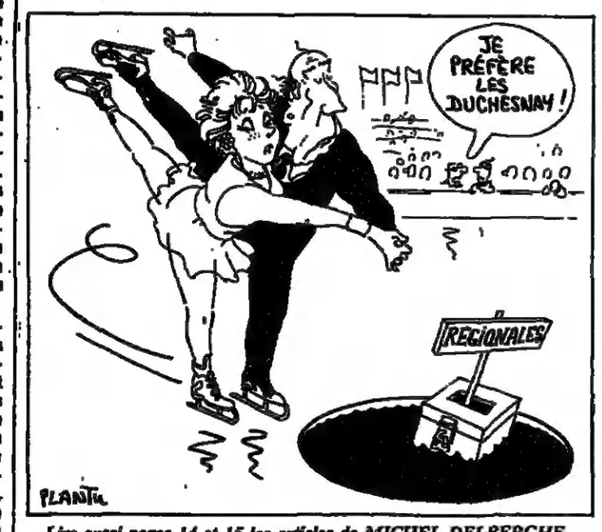
Lire page 10 le texte du discours ainsi que l'article de DANIEL CARTON

3.5 milliards de francs de crédits débloqués

L'aide française à la Russie

Avant de regagner Moscou vendredi après-midi 7 février, au terme de sa visite d'Etat de trois jours en France, M. Boris Eltsine a donné une conférence de presse au côté de M. Mitterrand. Les deux chefs d'Etat avaient auparavant signé le « traité entre la France et la Russie ». Jeudi, M. Eltsine a obtenu de Mme Edith Cresson une aide d'un montant de 3,5 milliards de Francs, soit l'essentiel des crédits anciennement destinés à l'ex-URSS. Reçu à l'Hôtel de Ville, le président russe a évoqué les risques de dictature, en cas d'échec des réformes : « Je sens sur ma nuque, a-t-il dit, le souffle de ceux qui portent des chemises noires ou rouges. »

Lire page 3 les articles d'ANNICK COJEAN ERIC FOTTORINO, JEAN-PIERRE LANGELLIER et JEAN PERRIN



Lire aussi pages 14 et 15 les articles de MICHEL DELBERGHE, ALAIN GIRAUDO et MARTINE LARONCHE

Le rêve olympique d'Albertville

Alors que s'ouvrent les Jeux d'hiver, la Savoie, engagée dans une aventure audacieuse, fait déjà ses comptes

ALBERTVILLE
de notre envoyé spécial

Le « rêve olympique » d'Albertville – qui se concrétise samedi après-midi 8 février, avec l'ouverture officielle des Jeux d'hiver par M. François Mitterrand – est né un jour de décembre 1981 sur les pentes de la station de Val-d'Isère. Le triple médaillé olympique de Grenoble en 1968, Jean-Claude Killy, et le jeune député RPR de la Savoie M. Michel Barnier, décidèrent alors de prendre le départ d'une course au résultat très incertain. Cette alliance du champion et du politique avait des allures de conte moderne. Elle est devenue une affaire de comptes. Au début des années 80, la Savoie faisait face à des handicaps géographiques, et à une série d'imprévoyances politiques. Des villes de 20 000 à 30 000 lits touristiques chacune avaient poussé, parfois jusqu'à 2 300 mètres d'altitude, dans le cadre du « Plan neige », lancé par l'Etat en 1970.

En bétonnant la montagne, on avait oublié de réaliser en même temps les infrastructures nécessaires à ce développement immobilier. Une modeste route de montagne desservait les puissantes usines à skier de la Tarentaise. Aucune station d'épuration importante n'avait été prévue pour traiter les effluents d'une population de 250 000 skieurs. Parfois l'eau ne sortait plus des robinets des studios et des chambres d'hôtels et la lumière s'éteignait dans les villages d'altitude lorsque les stations étaient trop gourmandes en électricité. Pourtant la Savoie affichait un large sourire malgré les embouteillages et les soucis de toute nature qui accablaient ses touristes. Elle offrait, en effet, les plus belles et les plus longues pistes de ski du monde fréquentées par une clientèle étrangère nombreuse.

CLAUDE FRANCILLON

Lire la suite page 14

Une rencontre avec le président du Venezuela
« Les insurgés voulaient ma peau » Page 6

Les catholiques et l'affaire Touvier
Un entretien avec M. René Rémond Page 2

Les Mondes juifs à Berlin
Une considérable exposition présente l'histoire des différentes communautés juives dispersées dans le monde.
Lire page 17 l'article de FRÉDÉRIC EDELMANN

Le Front national vingt ans après
V. – Les auxiliaires du Révérend Moon
Lire page 12 les articles de DANIEL CARTON et ERICH INCIYAN

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

Retour à la mosquée

M. Haddam quittera le Haut Comité algérien pour reprendre ses fonctions religieuses à Paris

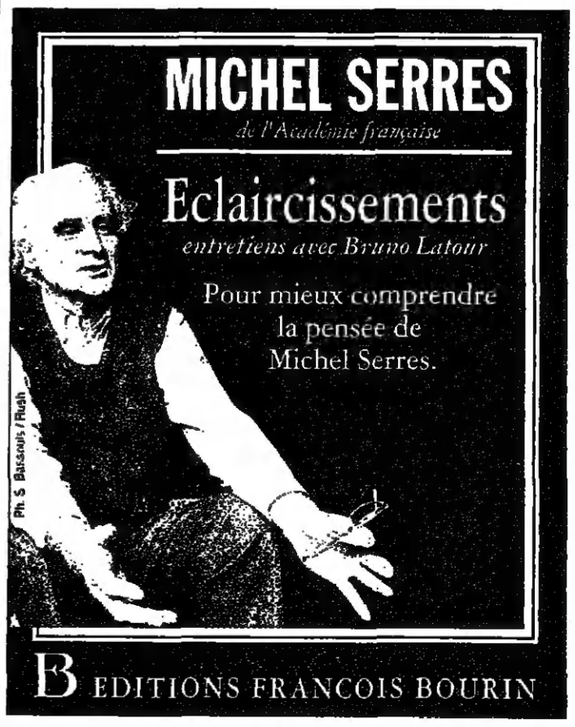
par Henri Tincq

M. Tedjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris, devait signifier officiellement, vendredi 7 février, à M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur et des cultes, son intention de démissionner de son poste au Haut Comité d'Etat en Algérie, où il avait été nommé le 14 janvier dernier. L'incompatibilité entre cette fonction politique à Alger et celle de recteur de la Mosquée de Paris lui avait été notifiée, jeudi soir 6 février, au cours d'une rencontre avec M. Marchand. M. Haddam a également décidé de ne plus siéger au Conseil de réflexion sur l'avenir de l'islam en France (CORIF), où son départ pour Alger avait provoqué de vives réactions.

Une fois de plus, la société des habous (biens religieux) et lieux saints de l'islam, gestionnaire depuis sa construction en 1922 de la Mosquée de Paris, dévolue il y a dix ans à l'Algérie, aura retourné en sa faveur une situation devenue périlleuse. Par deux télégrammes comminatoires, Si Hamza Boubakeur, ancien recteur de la Mosquée et président d'honneur de la société des habous, a convaincu M. Tedjini Haddam, actuel recteur et président en exercice de cette association, de quitter Alger, où il avait été nommé le 14 janvier parmi les cinq membres du Haut Comité d'Etat, et de rentrer au plus vite à Paris. Beaucoup avaient pronostiqué sa démission du lieu historique et symbolique de l'islam en France, et élaboré des scénarios pour sa succession.

La manière dont s'est faite la reprise en main de la Mosquée, jeudi 6 février, a été également expéditive.

Lire la suite page 16.



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; URA (orbite) 2,60 $.

DÉBATS

L'affaire Touvier et l'Eglise catholique

Un entretien avec René Rémond

« Les défenseurs de l'ancien milicien ont fini par se convaincre que la cause qu'ils soutenaient était juste » déclare le président de la commission d'historiens suscitée par le cardinal Decourtray

A l'occasion de la publication en librairie du rapport consacré aux liens entre l'Eglise catholique et l'ancien milicien Paul Touvier (le Monde des 7 et 8 janvier), nous avons demandé à M. René Rémond, qui présidait la commission d'historiens instituée par le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, d'éclairer certains aspects politiques et sociologiques de l'affaire Touvier (1).

« Qu'avez-vous pensé des réactions qui ont suivi la publication de votre rapport ?

– J'ai été frappé par leur ampleur, voire par une certaine démesure. Deux phénomènes jouent en même temps : une initiative courageuse, celle de Mgr Decourtray, et un symbole, Touvier, bénéficiaire d'une indulgence jugée coupable. On retrouve aussi, plus ou moins, les anciennes lignes de clivage entre la collaboration et la Résistance, entre les partisans et les adversaires du dernier concile Vatican II (1962-1965).

» Ceux qui désapprouvent l'initiative que l'Eglise a prise de s'en ouvrir aux historiens sont très minoritaires et situés à l'extrême droite. Aucune voix autorisée dans l'épiscopat ne s'est élevée contre notre travail. Au moment de l'enquête déjà, j'avais été frappé par le nombre et la célérité des réponses positives des abbayes à notre demande d'entrer dans leurs murs.

– Comment expliquez-vous que, tant d'années après, l'opinion se passionne encore pour le cas Touvier ?

– En 1972 déjà, à la suite de la grâce, l'opinion s'était enflammée. Cette grâce était en fait une mesure relativement mineure portant sur les deux peines subsidiaires dont se plaignait Touvier (confiscation des biens et interdiction de séjour dans une dizaine de départements), à laquelle il n'est pas du tout sûr que le président Pompidou lui-même ait attaché une grande portée. Mais le cas Touvier n'est singulier et symbolique qu'à cause de la mobilisation d'ecclésiastiques en sa faveur et du fait que l'opinion s'en est emparée par la suite.

– Beaucoup d'hommes d'Eglise l'ont en effet conseillé et protégé. Peut-on réellement faire la différence entre ces personnalités et l'institution à laquelle ils appartiennent ?

– L'Eglise comme institution ne serait vraiment impliquée que si, à son sommet, la question Touvier avait été posée. Or il est bien clair que l'assemblée des cardinaux et archevêques ne connaît pas l'existence de Touvier, que Mgr Julien Gouet, le secrétaire de l'épiscopat, quand il aide l'ancien milicien, n'en réfère jamais à ses supérieurs. Il agit de son propre gré. Et quand bien même une communauté monastique accueille Touvier, ce n'est pas toute la communauté. A part le Père abbé et le Père hôtelier, qui est au courant des passages de Touvier ?

– Parmi ses conseillers, à la limite du religieux et du politique, vous avez mis en lumière le rôle d'André Lavagne. Qui était-il vraiment ?

– André Lavagne est un juriste, membre du Conseil d'Etat, qui dirige le cabinet civil du maréchal Pétain jusqu'en 1943. Il est vraisemblable que Mgr Chappoulie, chargé des relations entre l'épiscopat et le gouvernement, s'adresse alors à lui. Il a dû participer, dès 1941, à la réforme du statut des congrégations. Aussi, après la guerre, au Conseil d'Etat, sa compétence est-elle reconnue à la fois par les autorités civiles et par les autorités religieuses, et le secrétariat de l'épiscopat le consulte. Mgr Gouet l'a intéressé à la cause de Touvier en 1962, en lui demandant des conseils. Il y avait probablement entre eux des relations de travail et de confiance qui, à la longue, ont donné naissance à une conjonction d'interventions.

» Ces passerelles sont exemplaires du type de relations qui ont pu jouer en faveur de Touvier. C'est au cours d'une visite à l'abbaye de Solesmes, par exemple, que le secrétaire de l'archevêque de Paris, Mgr Bernard Lalande, entend parler de Touvier et qu'il le met en contact avec Mgr Charles Duquaire, secrétaire de l'archevêque de Lyon. Ce sont des relations professionnelles en quelque sorte et, à part la connivence idéologique qu'on ne peut exclure, le motif est le plus souvent la charité.

– C'est le cadre de relations sociales propres à l'Eglise...

– Quand on emploie le mot de réseau, les gens imaginent qu'il s'agit d'une conspiration. Mais il existe forcément des réseaux, des liens de solidarité entre les ecclésiastiques. Les supérieurs des abbayes bénédictines, par exemple, se retrouvent chaque année en chapitre. Ils se connaissent, vivent ensemble et, quand l'un recommande une personne, tout naturellement l'autre l'accueille avec un préjugé favorable. C'est ce qui explique le nombre, la multiplicité des soutiens et des filières parallèles dont a pu bénéficier Touvier dans ce milieu. Et l'ancien chef de la milice excelle à garder le contact, à relancer chacun. Souvenons-nous qu'il a été un bon chef de renseignement. Il tient les gens, les réactive, essaie en permanence d'élargir et d'enrichir son réseau.

– Car Paul Touvier, lui, pense en termes de réseau ?

– Certainement et c'est lui, avec Mgr Duquaire, qui tire toutes les ficelles.

« Certains silences » des politiques

– Avez-vous pu établir ou cerner une connivence avec la sphère politique ?

– Trois campagnes successives ont eu lieu en direction des milieux politiques et gouvernementaux. Celle de 1959-1963 auprès du général de Gaulle, dans l'espoir d'obtenir l'amnistie de Touvier, échoue. Ses amis repartent à l'assaut en 1969-1971, et la tentative aboutit cette fois de manière inespérée et inopinée, avec la grâce présidentielle de novembre 1971.

» La troisième campagne est beaucoup moins connue. Elle est destinée à faire échec aux plaintes pour crimes contre l'humanité engagées au cours des années 70. Mais à ce moment-là, après les révélations et la polémique qui ont suivi la grâce, le soutien des ecclésiastiques s'effiloche. On voit bien revenir l'abbaye de Solesmes et Hautecombe, mais il n'y a plus guère que les chapelles intégristes pour protéger Touvier. Il y a aussi des fidèles. Ils interviennent pour atteindre des hommes comme Jean Foyer (alors président de la commission des lois) ou Christian Bonnet (alors ministre de l'intérieur), qui se dérobent et refusent, des magistrats de la Cour de cassation et de la chambre d'accusation...

– Les hommes politiques que vous citez ne prêtent aucun concours à Touvier ?

– Non, et Touvier s'indigne de ce que ces gens qui se disent catholiques ne fassent rien pour lui. Il parle de leur lâcheté, les accuse d'être impressionnés par les communistes. Pour Touvier, tout est simple... et, à mon avis, il n'a pas changé. Nous n'avons jamais trouvé trace, chez lui, d'un regret ou d'un remords. Il croit avoir choisi le bon camp et continue à penser que, s'il est poursuivi, c'est en raison de ses adversaires qui veulent prendre une revanche.

– Qui sont ces adversaires ?

– Les juifs et les francs-maçons, relayés par les communistes, auxquels les autres forces politiques n'osent pas s'opposer, par complaisance coupable ou par faiblesse, pour des raisons d'arithmétique électorale. Il va jusqu'à penser que sa persécution est la preuve de l'existence du mal. Il est l'innocent persécuté.

– Pouvez-vous établir une échelle des responsabilités pour la sphère du politique comme vous l'avez fait pour l'Eglise ?

– C'est plus difficile, compte tenu de certains silences...

– Celui de M. Edouard Balladur, qui n'a pas accepté de répondre à votre commission ?

– Cela m'a surpris, car il s'agit d'un homme extrêmement courtois. Je pense qu'Edouard Balladur, secrétaire général de l'Elysée en 1971, comme René Brouillet, alors ambassadeur auprès du Saint-Siège, sont tous les deux convaincus du caractère exceptionnel d'une mesure de grâce et se gardent de se prononcer sur le fond de l'affaire. Ils se bornent à aiguiller les requérants vers la voie normale. Ainsi l'ambassadeur du Saint-Siège oriente-t-il Mgr Duquaire vers le secrétaire général de l'Elysée, c'est-à-dire M. Balladur, et ce dernier le renvoie vers le ministère de la justice, en pensant probablement que l'affaire en resterait là. Mais elle repart, de façon inespérée pour les protecteurs de Touvier, par un autre canal, celui du ministère de l'intérieur, qui dirige Mgr Duquaire vers Mme Anne-Marie Dupuy, directrice de cabinet de M. Pompidou.

» Il est difficile de mesurer le décalage entre le caractère subjectif et personnel de telles pressions et la façon dont elles sont perçues par celui ou celle auquel elles s'adressent. Anne-Marie Dupuy elle-même convient que, parce que ses interlocuteurs sont des ecclésiastiques, elle y attache de l'importance. Mais, pour Edouard Balladur, j'en viens vraiment à me demander si, en orientant l'enquête vers le ministère de la justice, il ne souhaitait pas, au fond, l'envoyer sur une voie de garage.

Une sociologie des entourages

– Comment expliquer que des personnes comme Mgr Duquaire ou Mgr Gouet, exerçant des fonctions dans l'Eglise, aient pu si longtemps agir apparemment sans contrôle et en toute impunité ?

– A l'époque, les structures de l'épiscopat étaient moins rigides qu'aujourd'hui, la tutelle des cardinaux et archevêques plus lointaine et leurs réunions plus espacées. C'est ainsi que Mgr Gouet, secrétaire de l'épiscopat, qui a une prédilection pour l'interventionnisme politique, a pu manquer à son devoir de réserve et faire du crédit dont il disposait, grâce à la confiance de l'épiscopat, un usage dont il n'a pas mesuré la portée ni les inconvénients. Une autre raison relève de ce que j'appellerai le mystère des relations interpersonnelles ou la sociologie des entourages. La force des liens entre personnes qui se respectent jouent un grand rôle. A dire vrai, le cardinal Gerlier n'a pas grande estime pour Mgr Duquaire, son secrétaire particulier, qu'il traite de *« bougre d'âne »*... Et, pourtant, Mgr Villot, succédant à Mgr Gerlier, garde son secrétaire particulier. Et Mgr Renard fait de même. Mgr Villot l'emmène même à Rome pour tenir sa maison de secrétaire d'Etat du Vatican ! Force des habitudes, des liens contractés, d'un héritage que l'on veut conserver. Ces liens d'intimité personnelle jouent beaucoup dans le microcosme ecclésiastique.

» Mais lorsqu'un homme comme le philosophe Gabriel Marcel pose de vraies questions sur Touvier, ses défenseurs patentés dans l'Eglise ne se troublent guère. Ils sont prisonniers de ce qu'ils ont fait et finissent par se convaincre que la cause qu'ils défendent est juste. Que des gens qui ont souffert, comme déportés ou comme résistants, un Edmond Michelet ou un Dom Poisson, prieur de la Grande-Chartreuse, se reconnaissent le droit à défendre, voire à absoudre, un Touvier, qui viendra le leur reprocher ? Mais qu'un homme comme Mgr Duquaire, qui lui n'a pas souffert, se fasse l'avocat acharné de l'amnistie d'un Touvier, c'est beaucoup plus difficile à comprendre et à admettre.

Propos recueillis par
LAURENT GREILSAMER
et **HENRI TINCQ**

(1) *Paul Touvier et l'Eglise*, Fayard, 415 p., 130 F.

Dès 1944, une critique du Père de Lubac

La Revue des Deux Mondes publie, dans son numéro de février 1992, un document de 1944 du Père Henri de Lubac, théologien jésuite, devenu cardinal en 1983 et décédé le 4 septembre dernier. Retrouvé dans les archives de Jacques Maritain, à Kolbsheim (Bas-Rhin), ce texte met en cause l'attitude de l'épiscopat catholique pendant la guerre. Sa publication coïncide avec la sortie en librairie du rapport des historiens dirigé par René Rémond sur l'affaire Touvier.

Dans ce texte écrit en 1944, le Père Henri de Lubac, qui dans la Résistance avait participé aux *Cahiers de Témoignage chrétien*, analyse les raisons pour lesquelles la hiérarchie catholique avait choisi le camp de Vichy. La principale est le *« légitimisme »*. *« Les évêques ne sont ni des politiciens ni des arrivistes*, dit le Père de Lubac, *mais ils se laissent facilement entraîner à la remorque du pouvoir civil (...). D'où le principe monstrueux, accepté docilement par presque tous, de la soumission des actes épiscopaux à la censure de l'Etat »*.

Une conception frileuse de leur mission ne permet pas aux évêques d'être à la hauteur d'une telle situation de guerre et d'occupation. Le futur cardinal de Lubac dénonce *« le scandale de ces quatre années où l'Eglise a paru satisfaite, alors que la justice était partout violée, que les consciences étaient torturées, que le christianisme était bafoué »*.

L'un des principaux regrets du théologien, qui a écrit *Résistance chrétienne à l'antisémitisme*, porte sur la passivité de la hiérarchie française devant *« les traques de juifs et de communistes »*. *« Il est triste de constater*, écrit le jésuite, *qu'au lieu de rappeler les catholiques à l'esprit de l'Evangile, l'attitude de l'épiscopat français n'a fait quelquefois que les ancrer dans leurs sentiments charnels »*, à l'égard des juifs et des communistes.

Le motif en est sans doute la faiblesse intellectuelle de l'Eglise de France, incapable de faire front aux *« doctrines antichrétiennes de l'époque »*. *« Pour se renseigner sur la doctrine de l'Eglise au sujet de l'antisémitisme, tel évêque se confiait aux infâmes dissertations que lui adressait le commissariat aux affaires juives »*, écrit le Père de Lubac, pour qui *« l'indigence doctrinale explique que l'Eglise de France, officiellement, se soit tue en face du péril nazi (...). Sauf exceptions, ce silence est un fait trop réel. Il a eu des conséquences incalculables »*. Rejoignant presque mot pour mot les conclusions du rapport Rémond sur les liens de l'Eglise avec Touvier, le Père de Lubac dénonçait, dès 1944, la coupure entre la hiérarchie et le peuple, l'absence d'esprit critique du clergé, les lacunes de sa formation et de son ouverture aux problèmes du monde.

Autant de raisons qui ont pu expliquer, selon lui, que pour éliminer *« tel franc-maçon ou tel instituteur anticlérical »*, des évêques ont préféré être *« en bons termes avec les maîtres de l'heure »*, interdisant *« comme un péché l'audition de la radio anglaise, présidant les grandes conférences collaborationnistes et les banquets offerts par la milice ou la Phalange »*.

H. T.

Doivent-ils avoir honte ?

Suffit-il de se voir accorder la palme de la honte pour la mériter ? Beaucoup de gens voient dans l'affaire Touvier la « preuve » de la collusion de l'Eglise avec Vichy et sa politique de collaboration avec les nazis. Le pas est vite franchi et toute la pression médiatique y incite...

Et pourtant, rien n'est plus faux. Pour ceux qui en doutent, je conseille la lecture de *Vichy-Auschwitz*, l'excellent livre de Serge Klarsfeld (qui a souffert du nazisme dans sa chair et semble vraiment peu suspect de complaisance vis-à-vis de l'Eglise catholique), en particulier le chapitre VI intitulé « Le haut clergé et l'opinion publique contre Vichy ».

J'en cite juste un extrait (p. 165) qui en traduit bien la teneur : *« Le haut clergé ne s'est pas uniquement engagé avec des mots courageux, émouvants, dont la portée a d'ailleurs été subite et profonde. Il a su trouver aussi les actes qui ont démontré au pouvoir à Vichy qu'il avait dépassé toute mesure et que, face à lui, se dressait soudain réellement une résistance suscitée par la nature même de ses opérations anti-juives. »*

Documents et témoignages irréfutables à l'appui, ce livre démontre que l'Eglise catholique s'est engagée courageusement, et de la manière la plus nette qui soit, contre la barbarie anti-juive de Vichy. En dépit des hurlements des procureurs improvisés (et ignorants), l'essentiel est là : sur cette période, l'Eglise peut regarder en face sa mémoire. Celle-ci n'est sûrement pas sans taches, mais elle ne la déshonore pas, loin de là. Le pire est que les catholiques eux-mêmes, trop culpabilisés pour oser seulement se pencher sur leur histoire, l'ignorent et se taisent.

ANTOINE GILBERT
Maisons-Laffitte

En leur âme et conscience

Le Secours catholique a publié le communiqué suivant :

La presse a fait largement écho au rapport de la commission René Rémond et à ses constats concernant le Secours catholique. Des précisions doivent être apportées : Mgr Rodhain, aumônier général des prisons et fondateur, secrétaire général puis président du Secours catholique, a accepté que le Père Duben, aumônier général adjoint des prisons, fasse parvenir à la famille Touvier une somme trimestrielle de 1 500 francs, portée ultérieurement à 2 000 francs, en provenance du Secours catholique. Au décès de Mgr Rodhain en 1977, ces versements n'ont pas été interrompus. Deux prêtres ont donc décidé seuls, en leur âme et conscience. Leurs successeurs ont assumé la poursuite de cet engagement. Le Secours catholique n'a jamais reçu d'argent des Chevaliers de Notre-Dame pour le retransmettre à la famille Touvier. Le Père Duben puis, après sa mort, sa secrétaire avaient accepté à titre personnel de servir d'intermédiaire avec la famille Touvier.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

Le Monde PUBLICITE S.A.
Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Télécopie : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

Imprimerie du « Monde », 12, r. M.-Gunsbourg, 94852 IVRY Cedex

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, **renvoyez ce bulletin** accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP — 201 MON 01

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
_____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉTRANGER

La visite d'Etat du président russe

Avant de regagner Moscou, vendredi 7 février en début d'après-midi – fort d'un crédit de 3,5 milliards de francs, – le président russe s'est entretenu dans la matinée une seconde fois en tête à tête avec M. François Mitterrand. Les deux présidents ont aussi signé le traité entre la France et la Fédération de Russie et donné une conférence de presse au palais de l'Elysée.

La deuxième journée en France du président russe avait été particulièrement chargée en rencontres et en déclarations : discussion privée avec M. Giscard d'Estaing à la résidence du Grand Trianon; entretien avec le chef de la diplomatie française, M. Dumas; dépôt de gerbe à l'Arc de triomphe; réception par M. Chirac à l'Hôtel de Ville de Paris; déjeuner offert par Mme Cresson au Quai d'Orsay; entretien avec le président de l'Assemblée nationale; rencontre avec des hommes d'affaires et le président du CNPF, réception de la communauté russe de France ; entretien, puis, dîner, avec le président du Sénat au palais du Luxembourg. Chargée, la journée fut aussi fructueuse : la France a accordé, jeudi, 3,5 milliards de francs de crédits à la Russie, soit finalement 500 millions de plus qu'annoncé (2 milliards pour la fourniture de céréales et 1,5 milliard pour l'achat de biens industriels). Un accord de troc (pétrole russe contre aliments français) a aussi été conclu. C'était là une façon de répondre aux demandes en forme de cri d'alarme du président russe. *« Si les réformes échouent, alors je vous dis que je sens le souffle de ceux qui portent des chemises brunes et des chemises rouges »*, avait-il dramatiquement lancé à l'Hôtel de Ville.

Si la coopération économique a largement dominé cette seconde journée, les questions de sécurité ont aussi été évoquées, notamment lors de l'entretien entre MM. Eltsine et Dumas. Les deux hommes ont poursuivi leur dialogue sur la sécurité nucléaire, amorcé lors du voyage du ministre français des affaires étrangères à Moscou, selon un diplomate français.

Et M. Dumas a proposé, une nouvelle fois, à la Russie d'utiliser les technologies françaises pour détruire une partie du potentiel nucléaire russe, a précisé ce responsable du Quai d'Orsay cité par l'agence Itar-Tass, qui ne précise pas la réponse de M. Eltsine. Ce dernier a répété publiquement à Paris jeudi le *« souhait »* de Moscou. *« Nous espérons, lorsque le programme de réduction et d'élimination de l'armement nucléaire sera mis en œuvre en Russie, que la France à son tour s'abstiendra de procéder à l'augmentation de son armement nucléaire »*, a déclaré le président russe. Lors du dîner au Sénat, M. Eltsine a estimé que la Russie *« va entrer dans la Communauté européenne »*, qu'une *« page nouvelle* (était) *tournée dans les relations entre la République française, éprise de démocratie depuis longtemps, et la jeune démocratie de Russie »*.

La rencontre avec Mme Cresson

« Aide » ou « soutien » ?

Fierté nationale oblige, M. Boris Eltsine n'aime pas le mot *« aide »*. Il l'a dit tout de go à Mme Edith Cresson, qui le recevait à déjeuner jeudi 6 février sous les lambris du Quai d'Orsay. Le président russe préfère qu'on parle de « soutien » – terme moins compatissant – au processus de réformes en cours dans son pays.

« La Russie est une grande puissance comme la France, a-t-il rappelé en haussant la voix, qu'il a déjà robuste. *Elle a cent cinquante millions d'habitants, un potentiel immense et des richesses naturelles pour plusieurs centaines d'années. »* M. Eltsine va plus loin : ce *« soutien »*, assure-t-il, équivaut à un *« investissement »*.

« Des instincts ont disparu »

En nous aidant, dit en substance Boris Eltsine aux patrons français, vous vous aiderez vous-mêmes, car la Russie *« représente un immense marché »*. Citant La Bruyère, M. Eltsine avait souligné la veille, lors du dîner au Grand Trianon : *« La générosité ne consiste pas tellement à ce qu'on donne quand il faut. »* Et le matin même, à l'Hôtel de Ville, il avait regretté que les milieux d'affaires français n'occupent pas d'ores et déjà en Russie *« la place qui devrait être la leur »*.

Mais M. Eltsine est un homme lucide. Il connaît mieux que quiconque les handicaps dont souffre son peuple en ces temps de passage à l'économie de marché. Il était presque émouvant à l'évocation du passé. *« Le système impérial s'est effondré, le système communiste aussi. La Russie est enfin libre de ses choix. Mais soixante-dix années ont effacé de la mémoire des Russes tout ce qui était lié à la propriété privée, à la liberté d'entreprise. Des instincts ont disparu. Cela représente l'obstacle le plus grand sur la voie des réformes. »*

Boris Eltsine compte – c'est le moins – sur *« le talent, le courage et l'esprit d'initiative »* du peuple russe, qui – il n'en doute pas – *« sortira de l'apathie, se réveillera, et saura ouvrir les yeux après cette longue hibernation »*, où son pays s'est plongé au moment où *« il se dirigeait vers la démocratie, vers la liberté »*. Sa petite phrase revient, quatre-vingts ans plus tard, à réhabiliter Stolypine, le premier ministre de Nicolas II, qui tenta de libéraliser le régime tsariste avant d'être assassiné, en 1911.

Avant de laisser la parole à son hôte, Mme Cresson lui avait rendu un vibrant hommage en saluant, à travers lui, *« le courage et la sagesse du peuple russe »*. *« Vous avez su parler à vos concitoyens le langage de la vérité »*. Côté « aide » ou « soutien », Boris Eltsine a exprimé sa satisfaction d'avoir obtenu l'argent qu'il espérait : *« J'ai entendu les réponses aux nombreuses questions que je me posais hier encore. »* Voilà qui était dit de manière fort délicate.

M. Eltsine obtint même une coquette « rallonge ». Était-ce la chaleur de la conversation, le temps d'un rapide repas, entre Mme Cresson et son hôte? Entre le toast apéritif et le café, l'enveloppe du crédit céréalier offerte par le premier ministre gonflé de 500 millions de francs. Ce fut un déjeuner où le président russe ne perdit pas son temps.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

A l'Hôtel de Ville

« Si les réformes échouent... »

Deux cents ans après l'agonie en ces lieux de Robespierre, cent quarante-quatre ans après la révolution de 1848 où, ici même, le drapeau rouge voulut effacer l'emblème tricolore, cent vingt ans après la Commune et deux ans et demi après la venue de Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine, l'ex-membre du Parti communiste de l'Union soviétique et président de la Fédération de Russie, se présentait à son tour, jeudi 6 février *(nos dernières éditions du 7 février)*, sous les lambris dorés de l'hôtel de Ville de Paris, pavoisé aux couleurs du nouvel Etat : blanc, bleu, rouge.

Pour celui qui a été, en son temps, un des héritiers de ces journées tragiques des siècles passés, tout cela est de l'histoire ancienne. D'un sourire et d'une poignée de main chaleureuse au maire de Paris, il balaie ces souvenirs qui n'ont plus cours. Il prendra soin, cependant, de saluer, au cours de son allocution, *« cet édifice historique qui a connu beaucoup d'événements et de bouleversements qui ont touché la France et l'humanité »*.

M. Jacques Chirac présente à Boris Eltsine les élus parisiens alignés en rang d'oignons sous les immenses tapisseries du salon d'honneur relatant le transfert des corps de saint Gervais et de saint Protais. M. Henri Malberg, le président du groupe communiste à l'Hôtel de Ville, est présent. Avant de prendre sa place parmi ses *« chers collègues »*, il nous déclare mi-figue, mi-raisin : *« J'ai beaucoup d'inquiétude pour l'avenir des peuples de l'ancienne Union soviétique, et j'espère qu'ils trouveront le chemin du progrès social et de la démocratie. »*

De nombreux Parisiens étaient massés dans la grande salle des fêtes de la mairie de Paris pour découvrir celui que, selon M. Chirac, *« les Russes se sont donné, librement et démocratiquement, le 12 juin 1991, pour président »*. Au cours de son discours, le maire de la capitale a affirmé : *« Le développement et la prospérité de l'ex-Union soviétique sont non seulement une exigence morale, mais aussi une exigence pour la stabilité de l'Europe. »*

« Le souffle des chemises noires ou rouges »

Saisissant la balle au bond, Boris Eltsine s'est lancé, une fois n'est pas coutume lors d'une réception d'un chef d'Etat à l'Hôtel de Ville, dans un long discours économique et politique. Après avoir rappelé que son pays était désormais *« libre et démocratique »*, et dénoncé l'*« héritage »* reçu, le président de la nouvelle fédération déclare : *« Les réformes engagées sont la dernière chance historique pour permettre à la Russie d'entrer définitivement dans la grande famille des Etats démocratiques. »*

Inquiet, il précise : *« Le succès des réformes dépendra de l'attitude économique qu'auront à son égard ses partenaires étrangers. »* Il met alors en garde ses auditeurs : *« Si les réformes échouent en Russie, un dictateur viendra. »* Et le nouveau maître du Kremlin invite, avec force, les hommes d'affaires français à investir – très vite – du côté de l'Oural. Car, déjà, l'homme sait être lyrique, *« il sent sur sa nuque le souffle de ceux qui portent des chemises noires ou rouges »*.

Il doit tenir jusqu'au printemps : *« février, mars, avril »*, martèle-t-il. Bref, trois mois, c'est si court et si long. Charmeur et pathétique, parfois policé, parfois rugueux, avec des airs de colosse apprivoisé, tel est apparu Boris Eltsine à l'Hôtel de Ville. Mais quand l'ancien apparatchik a remercié le peuple de Paris d'avoir accueilli, en 1917, les Russes qui fuyaient la révolution d'Octobre, peut-être en a-t-il trop fait. Sans doute l'émotion d'être reçu dans la capitale en chef d'Etat !

JEAN PERRIN

3,5 milliards de francs

M. Eltsine a récupéré l'essentiel des crédits destinés à l'ex-URSS

Est-ce le frisson causé par la petite phrase de Boris Eltsine (*« si la réforme échoue, un dictateur viendra »*), est-ce l'obtention par la France d'un *« bon compromis »*, selon l'expression d'un proche du ministre de l'économie, M. Bérégovoy, à propos des garanties financières fournies par les Russes; est-ce tout simplement l'habileté diplomatique de M. Eltsine et de ses collaborateurs qui leur a permis d'obtenir le maximum espéré?

Toujours est-il qu'à l'issue de sa deuxième journée à Paris le président de la Fédération de Russie a récupéré l'essentiel des crédits anciennement destinés à l'ex-URSS et restés sans affectation depuis l'éclatement de l'Union, soit un total de 3,5 milliards de francs. *« L'accord que nous venons de signer ce jour prévoit une ligne de crédits de 2 milliards de francs pour la fourniture de céréales et confirme les 200 millions de francs déjà prêtés pour l'achat de viande* (bovine), déclarait ainsi jeudi 6 février M. Bérégovoy. *Il prévoit également une ligne de crédits de 1,5 milliard pour la fourniture de biens industriels qui pourront inclure des fournitures d'acier ou de produits chimiques à la demande de la Russie. »*

Paris a en outre confirmé une aide déjà annoncée par le passé mais jamais débloquée de 120 millions de francs pour l'assistance technique (en particulier des opérations de restructuration). La France a aussi assuré la Russie de son soutien dans sa demande d'adhésion rapide aux institutions de Bretton-Woods, à savoir la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

Des garanties acceptables

Dès que Moscou se sera entendu avec ce dernier sur un programme d'assainissement financier et de redressement économique, Paris appuiera l'idée d'un fonds de stabilisation du rouble destiné à garantir sa convertibilité. Il s'agira d'adosser la monnaie russe à une masse d'argent occidental pour gagner la confiance des opérateurs internationaux à l'égard d'un instrument de paiement jusqu'ici peu attrayant, voire décourageant...

En contrepartie de ce nouvel effort français, la Russie a donné un certain nombre d'assurances dont la solidité reste à éprouver. D'abord, M. Eltsine s'est engagé à mettre en œuvre l'accord de troc (produits alimentaires contre pétrole et gaz) conclu à l'automne dernier entre Paris et Moscou, et demeuré depuis lettre morte, la partie russe peinant à honorer ses engagements énergétiques. Cette opération, d'un montant de 1,6 milliard de francs, devrait se concrétiser avant la fin de février.

Surtout, M. Eltsine a accepté de donner à la France des conditions de garantie jugées acceptables par Paris, *dont le montage s'apparente aux traditionnelles poupées russes*. Paris avait dès le début souhaité une garantie directe du gouvernement de M. Eltsine, ce que celui-ci refusait. Au bout du compte, c'est la VTB, banque russe du commerce extérieur, qui garantira les opérations engagées, tandis que le gouvernement garantira lui-même les actions de la VTB, opération par opération.

Ainsi, chaque décision de la VTB portant sur l'application des accords de crédit français sera nécessairement contresignée par le gouvernement lui-même. Quant aux taux d'intérêt et aux délais de remboursement, ils feront l'objet de discussions complémentaires. Il n'est pas question que la Russie obtienne des conditions meilleures que celles prévues par les règles générales de l'OCDE en matière de crédit.

Alors que la Russie de M. Eltsine représentait quelque 60 % de l'ex-URSS, elle aura ainsi obtenu à Paris *la quasi-totalité des aides destinées* initialement à l'Union, le crédit céréalier étant même entièrement reconduit. Devant les responsables du patronat français, le président russe a incité les entrepreneurs tricolores à investir davantage dans son pays, où les Italiens se sont montrés moins timorés... Il reste qu'avec une dette totale de l'ordre de 80 milliards de dollars (450 milliards de francs), l'ancienne URSS ne laisse pas d'inquiéter. *« Nous paierons la dette, c'est là notre meilleure garantie pour donner confiance aux investisseurs étrangers »*, a affirmé M. Eltsine. Au même moment, son ministre de l'économie, M. Egor Gaïdar, envisageait de solliciter un nouveau sursis dans le remboursement des intérêts de la dette soviétique, les autres Républiques n'ayant *« pas payé un seul dollar »*.

ÉRIC FOTTORINO

La conférence de presse de MM. Eltsine et Mitterrand

« Renouer le fil d'une longue et grande histoire »

M. Boris Eltsine devait quitter Paris vendredi 7 février en début d'après-midi. Au cours d'une conférence de presse conjointe avec M. Mitterrand au palais de l'Elysée, le président russe a fait le bilan d'une visite *« très dense, très utile »*.

M. Mitterrand a souligné que cette visite donnait *« un tour nouveau aux relations de la France avec la Russie, ce qui renoue le fil d'une longue et grande histoire »*, notant en particulier que c'est la *« première rencontre de la Russie et de la France »* à ce niveau. M. Eltsine a résumé sa visite en constatant que des *« questions »* nombreuses étaient posées mais qu'elles étaient *« pratiquement toutes réglées »*.

Les deux présidents ont aussi beaucoup *« débattu des problèmes militaires touchant au désarmement nucléaire »*, a indiqué M. Mitterrand : *« Nous avons en effet parlé de ce que la France pourrait accomplir pour aider la Russie au démantèlement des forces* [nucléaires stratégiques]. *Et, de ce point de vue, les experts français pourront prendre part à ce travail, qui risque d'être long »*.

Répondant aux demandes de *« réduction »* faites par M. Eltsine, M. Mitterrand a déclaré : *« Nous nous associerons à votre mouvement de réduction. »* Mais il a ajouté qu'il attendait un *« signal »*. *« Ce qui a été accompli par la Russie permet à la France de modérer ses programmes* [nucléaires]. *Quant à la négociation, nous attendons de constater dans les faits les réductions des autres pays »*, a-t-il conclu.

MM. Mitterrand et Eltsine ont d'autre part signé le *« traité entre la France et la Russie »*, qui marque *« à la fois la continuité des relations franco-russes et son caractère novateur »* et se substitue au traité franco-soviétique signé le 29 octobre 1990.

La France prend acte du fait que la Fédération de Russie est le continuateur de l'URSS. Paris et Moscou s'engagent à *« agir de concert pour la défense des droits de l'homme »*, *« conviennent également d'élargir et d'approfondir les consultations entre leurs deux gouvernements »* et *« coopèrent entre eux et d'autres Etats intéressés en vue de la conclusion d'un Traité de sécurité européenne.* Il a été convenu enfin que les deux présidents se rencontreraient au moins une fois par an. M. Eltsine a précisé : *« Je serai heureux d'accueillir M. Mitterrand sur le sol russe. »*

L'indifférence des Parisiens

C'était... presque parfait. L'étendard tricolore, immense, sous la voûte de l'Arc de triomphe; les uniformes à fourragère pour quadriller la place; plusieurs alignements d'officiers, bien sûr des généraux; la garde républicaine et sa musique, une haie de motards, un cortège de voitures, et puis la limousine, trois limousines en fait, sous les drapeaux russes et français entrelacés le long des Champs-Elysées.

Il y avait la télé, les photographes, des dizaines de talkies-walkies, des centaines de micros, y compris sur chaque moto. Le gris du ciel était bleuté, et répandait une jolie luminosité. La température, glaciale à Moscou, était des plus clémentes. C'était, donc, presque parfait... A un détail près : l'indifférence royale du peuple parisien. Un désintéressement qui confinait à la froideur, peut-être même au dédain. Un de ces états que redoutent entre tout ceux qui aiment briller, font profession de plaire. Un sentiment que Boris l'impétueux, sacré star et tzar par l'ensemble des médias, ne peut que détester, lui qui aime le contact, les poignées de main, la foule. Il avait voulu les honneurs et le faste. On lui fit le grand jeu, la République sait faire. Il manquait la chaleur, les regards, les bravos. Les Parisiens ne se sont pas déplacés, et quand il s'en *trouvait derrière les barrières de* protection, l'ambiance était glaciale. Le cœur n'y était pas. Penché vers la vitre, le sourire euphorique, Boris Eltsine saluait avec énergie. On ne lui répondait pas. Peut-être conserve-t-il encore trop de mystère pour susciter l'adhésion...

ANNICK COJEAN

La réception en l'honneur des Russes de France

« Merci à vous... »

Lors de la réception donnée, jeudi 6 février en fin d'après-midi, en l'honneur des Russes de France, M. Boris Eltsine a lancé une opération *de séduction, réussie à en* croire les applaudissements de la salle.

A la résidence de l'ambassadeur de Russie à Paris, M. Eltsine s'est d'abord excusé auprès des survivants et des descendants de l'émigration russe – dont l'héritier du trône de Russie – pour *« la façon dont on vous a traités sous le communisme »*. Puis ce fut les promesses. Il a déclaré à *« l'élite morale et intellectuelle du pays qui était partie »* que le Parlement allait prochainement examiner une loi autorisant les Russes de l'étranger à avoir la double nationalité. *« Merci à vous d'avoir conservé la culture et la langue russes. »*, a ajouté le président russe. Il s'est ensuite entretenu séparément avec le prince Vladimir Kirilovitch Romanov. L'héritier du trône, âgé de soixante-quatorze ans, a assuré M. Eltsine de son soutien. *« J'ai émis l'idée qu'une personne complètement neutre, le chef d'une famille royale, pourrait avoir un rôle à jouer »*, a raconté le grand duc Vladimir Kirilovitch, qui a vécu toute sa vie en exil. *« Enthousiaste »*, le maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces armées de la Communauté des Etats indépendants, a, lui, rencontré l'actrice Marina Vlady.

AFRIQUE

ALGÉRIE : après les violents affrontements de Batna

Le gouvernement craignait de nouveaux troubles à l'occasion de la prière du vendredi

Les affrontements de Batna, à 430 kilomètres au sud-est d'Alger, entre forces de l'ordre et manifestants islamistes se sont transformés en un « *effroyable carnage* » contre la population civile, a affirmé le Front islamique du salut (FIS), dans un communiqué publié dans la soirée de jeudi 6 février. Le FIS avait annoncé plus tôt un bilan de « *plus de vingt morts* » alors que, de source officielle, on faisait état de douze morts et de soixante-six blessés, dont un grand nombre dans un « *état critique* ».

Dans son journal du soir, la télévision algérienne a montré des images de Batna, soulignant l'usage par les manifestants de bombes artisanales (coktails Molotov) et de pierres lancées avec des frondes. Elle a indiqué que la « *situation tendait au calme* » après trois jours de troubles qui ont pris parfois l'allure d'une guérilla urbaine. Les incidents avaient commencé par des heurts autour du tribunal de Batna, à l'occasion de la présentation au parquet d'imams islamistes accusés d'avoir prononcé des prêches politiques dans les mosquées.

Pour sa part, l'agence de presse officielle APS a mentionné des actes de « *pillage* » en affirmant que les forces de l'ordre « *contrôlaient la situation* » dans la soirée de jeudi et que la « *fréquence des tirs de sommation* » de l'armée avait « *nettement regressé* ». Citant des « *sources sûres* », l'APS a signalé que les balles retirées du corps de certains blessés ne proviennent pas des armes utilisées par l'armée algérienne mais sans doute d'armes employées par les manifestants.

Plus tôt dans la journée de jeudi, le FIS avait de nouveau déclaré que la « *seule solution à la crise politique* » résidait dans « *la poursuite du processus électoral* », interrompu par l'annulation du second tour des législatives qui aurait dû avoir lieu le 26 décembre dernier. « *Nous rappelons à ceux qui se complaisent dans la politique du gros bâton*, disait un communiqué, *que le peuple algérien n'oubliera pas ceux qui ont participé au crime barbare, notamment dans les Aurès* » (Batna).

De son côté, sur le même ton déterminé que le FIS, le ministère de l'intérieur a réaffirmé, à la veille de la grande prière du vendredi, qu'il « *lutterа résolument* (...) *afin que l'ordre public soit préservé* ». Il a fait état à ce propos d' « *informations* » selon lesquelles « *des troubles à l'ordre public* » seraient en préparation à Alger et dans d'autres villes. Il a ajouté : « *l'occasion serait l'exploitation de la prière du vendredi pour entraîner les fidèles et des enfants dans des marches destinées à provoquer le service d'ordre et à défier l'autorité de l'Etat allant parfois jusqu'à l'utilisation d'armes à feu.* » – (*AFP.*)

Portée disparue

Une équipe de Médecins du Monde a été recueillie par les rebelles djiboutiens

Les membres de l'organisation humanitaire Médecins du Monde (MDM), partis le 19 janvier de Djibouti pour la Somalie et disparus en mer, ont dérivé pendant treize jours à bord d'un canot de sauvetage, a raconté le «logisticien» de l'équipe, M. Dominique Guillemard, jeudi 6 février à Taez, au Yemen.

« *Nous n'avons été ni prisonniers ni retenus par quiconque* », a indiqué M. Guillemard, sans expliquer pourquoi ses compagnons n'avaient pas rejoint le Yemen avec lui. Il a affirmé que les deux autres membres de l'organisation, les cinq membres d'équipage et un jeune somalien qui les accompagnait, étaient sains et saufs après avoir été recueillis en territoire djiboutien par la guérilla antigouvernementale, selon le logisticien.

« *Nous avons coulé quatorze heures après notre départ de Djibouti*, a-t-il précisé, *nous avons dérivé pendant treize jours et treize nuits et atterri sur la côte entre Obock et Tadjourah* », où les rebelles du Front pour la restauration et l'unité de la démocratie (FRUD, opposition armée djiboutienne), ont pris les rescapés en charge. – (*AFP.*)

□ **TCHAD : quinze prisonniers politiques encore détenus, selon la Ligue des droits de l'homme.** – Les mesures de clémence prises par le régime, le 25 janvier, n'ont pas touché tous les prisonniers arrêtés à la suite des troubles du 13 octobre 1991 et du 8 janvier dernier, a indiqué, jeudi 6 février, la Ligue tchadienne des droits de l'homme, selon laquelle la police politique détient encore quinze personnes. D'autre part, dans un communiqué publié jeudi à Lagos, le lieutenant-colonel Kafine Chadallah, récemment entré en dissidence, a appelé Amnesty International à enquêter sur la «disparition» de vingt-neuf officiers arrêtés en octobre.

□ **ZAÏRE : plus de deux mille réfugiés en Ouganda.** – Au moins deux mille Zaïrois se sont réfugiés en Ouganda au cours des deux dernières semaines pour fuir la « *brutalité militaire* », ont déclaré, jeudi 6 février, des responsables ougandais. Selon les réfugiés, les soldats zaïrois violent les femmes et volent la population. Le représentant en Ouganda du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), a confirmé cet afflux de Zaïrois et annoncé l'envoi d'une équipe à la frontière pour évaluer la situation.

□ **GUINÉE : important remaniement ministériel.** – Le président guinéen, le général Lansana Conté, a procédé jeudi 6 février à un profond remaniement du gouvernement. Tous les « *Guinéens de l'extérieur* », revenus d'exil en 1984, de nombreux proches du chef de l'État, et neuf militaires – sur treize – ont été limogés. Le lieutenant-colonel Abdourahmane Diallo garde le ministère de la défense mais perd celui de la sécurité, qui incombe à M. René Alseny Gomez, ancien secrétaire général de la présidence devenu ministre de l'intérieur et de la sécurité. – (*AFP.*)

Pour que vous exportiez vos compétences, l'Acife importe les faits.

Vous partez informatiser les services fiscaux du Burundi, mais c'est l'Acife qui peut vous dire combien vous paierez d'impôts sur place! Protection sociale, coût de la vie, éducation, fiscalité, logement, transports : tous les faits concrets sont dans les monographies de l'Acife.

Réalisées par le Ministère des Affaires Étrangères, ces monographies vous informent précisément sur plus de 100 pays. Disponibles pour un prix modique, à l'Acife ou par correspondance, elles peuvent aussi être consultées dans la plupart des Préfectures.

Accompagnée du Livret du Français à l'Étranger, seul document officiel pour connaître vos droits et les démarches à accomplir, votre monographie Acife est la clef d'une expatriation réussie.

Pour plus d'informations, tapez 36 15 code A1 Acife.

Accueil et informations des Français à l'Étranger
30, rue La Pérouse
75116 Paris
Tél. : (1) 40 66 60 79
(1) 40 66 69 20

PUBLICATIONS
ACIFE
LE BON DEPART

PROCHE-ORIENT

Les tractations sur les garanties bancaires demandées par Jérusalem

Washington exige d'Israël l'arrêt des implantations dans les territoires occupés

Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a souligné les réticences américaines avant de poursuivre, vendredi 7 février, avec l'ambassadeur d'Israël à Washington, M. Zalman Shoval, l'épineuse tractation sur la garantie que l'Etat hébreu veut obtenir des Etats-Unis avant de contracter 10 milliards de dollars d'emprunts bancaires pour l'installation des immigrants juifs soviétiques.

WASHINGTON

de notre correspondant

La petite phrase de M. Baker a sonné comme un avertissement. Témoignant devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, jeudi, il a exposé sa « *philosophie* » en quelques lignes : le gouvernement américain donne déjà beaucoup à Israël – de 3 à 4 milliards de dollars par an – et si celui-ci veut une aide supplémentaire, il ne doit pas demander aux Etats-Unis de la dispenser « *à des conditions qui contreviennent à leur politique* ». Décodé, le message veut dire que le gouvernement israélien ne peut pas avoir à la fois la colonisation dans les territoires occupés de Cisjordanie et Gaza – que Washington considère comme un « *obstacle à la paix* » – et l'aide des Etats-Unis pour intégrer les nouveaux immigrants. C'est l'un ou l'autre, et c'est un choix qui pourrait bien être au cœur de la campagne électorale en Israël.

M. Baker dira donc à M. Shoval qu'il veut un arrêt des implantations israéliennes dans les territoires et l'assurance que l'aide nouvelle ne contribuera en rien à la colonisation. La requête israélienne date de septembre dernier et a pour objet de permettre au gouvernement de M. Itzhak Shamir d'obtenir de meilleures conditions d'emprunt.

« Un revers cinglant »

Si l'on en croit le correspondant diplomatique du *New York Times*, l'administration proposerait à Israël un dispositif en trois parties : 1) le gouvernement américain veut bien fermer les yeux sur les chantiers en cours dans les territoires : quelque 9 000 logements ; 2) une fois ceux-ci achevés, les Etats-Unis exigent un arrêt complet des implantations en Cisjordanie et à Gaza – « *si Israël ne respecte pas cette condition*, aurait dit M. Baker à M. Shoval, selon le journal, *cela signifiera la suspension de la garantie américaine* » qui devrait être accordée par tranche de deux milliards de dollars pendant cinq ans ; 3) pour empêcher que l'argent des dits emprunts serve au renforcement de la colonisation (avec la construction de routes, par exemple), la garantie américaine sera chaque année amputée du budget que le gouvernement israélien consacre aux territoires. Autrement dit, l'aide américaine ne doit pas permettre à l'Etat hébreu de détourner d'autres fonds vers la colonisation.

La négociation n'est pas finie et pourrait encore durer plusieurs mois. Sur cette question, le président George Bush, selon tous les sondages, est très largement soutenu par une opinion américaine résolument opposée aux implantations. Plusieurs des candidats démocrates à l'élection présidentielle ont timidement critiqué le président et réclamé que l'aide américaine soit accordée sans condition. Peine perdue, le «*lobby*» israélien – au Congrès et ailleurs – sait que la cause est impopulaire ; il ne s'est pas mobilisé et n'a pas cherché à défier le président. Cela relativise singulièrement la prétendue puissance de ce « *lobby* », qui, à vrai dire, a rarement intimidé M. Bush. Et le *Wall Street Journal* commentait la semaine dernière : « *Cette situation marque un revers cinglant pour Israël ; jamais un président américain n'avait encore attaché de conditions à l'octroi de l'aide des Etats-Unis à Israël* ».

C'est qu'il y va, pour MM. Bush et Baker, de la poursuite des négociations de paix amorcées en novembre dernier à Madrid : les Palestiniens peuvent difficilement continuer à y participer si Israël décide du statut des territoires non pas à la table de négociation mais en créant des faits accomplis sur le terrain. En principe, a indiqué M. Baker, les pourparlers bilatéraux entre l'Etat hébreu, ses voisins arabes et les Palestiniens, suspendus en janvier, devraient reprendre fin février.

ALAIN FRACHON

ASIE

Après la normalisation des relations entre Hanoï et Pékin

La réconciliation entre le Vietnam et la Thaïlande est bien engagée

Tout en normalisant ses relations avec la Chine, le Vietnam a entrepris, ces derniers mois, de se réconcilier avec la Thaïlande. Ce rapprochement entre les deux frères-ennemis du Sud-Est asiatique commence à porter ses fruits.

BANGKOK

de notre correspondant

Entre Bangkok et Hanoï, une profonde méfiance l'emportait il y a encore quelques mois. En septembre, alors même que le ministre thaïlandais des affaires étrangères se trouvait dans la capitale vietnamienne, l'homme fort de Bangkok, le général Suchinda Krapayoon, avait déclaré que le Vietnam demeurait une « *menace potentielle* » pour le royaume. Le mois suivant, à la veille de la réception à Bangkok de M. Vo Van Kiet, premier ministre vietnamien, le commandant suprême des forces armées thaïlandaises était revenu à la charge en accusant l'ambassade du Vietnam à Bangkok de contacts non autorisés avec les quelques dizaines de milliers de Vietnamiens établis depuis des décennies dans le nord-est du pays.

Depuis, les relations se sont nettement améliorées. Le général s'est rendu au Vietnam. S'il n'a pas pu, comme il le souhaitait, visiter la base aéronavale de Cam-Ranh, où des Russes sont encore présents, le général Le Duc Anh, numéro deux du PC vietnamien, lui a dit qu'il pouvait revenir « *quand il le voudrait* » et qu'il pourrait alors se rendre « *où il le voudrait* ».

Le général Suchinda a, de son côté, proposé que des officiers vietnamiens inspectent les régions où le Vietnam soupçonne Bangkok d'abriter des opposants vietnamiens. Il a également proposé que des observateurs de Hanoï assistent aux manœuvres de l'armée thaïlandaise, y compris à celles menées une fois par an en compagnie d'éléments militaires américains. Dix jours plus tard, le premier ministre thaïlandais a rendu la politesse à M. Kiet, et cette visite de M. Anand Panyarachun a été qualifiée de « *succès* » par les deux parties.

La Thaïlande a accordé un crédit de 5,8 millions de dollars au Vietnam. Dans le domaine de la coopération, un nouveau protocole remplace celui de 1978, antérieur à l'intervention vietnamienne au Cambodge. Le gouvernement thaïlandais va ouvrir un consulat à Ho-Chi-Minh-Ville et celui du Vietnam à Rayong, dans le Sud thaïlandais, avec la possibilité de le transférer plus tard dans le Nord-Est. Deux banques thaïlandaises – la Bangkok Bank et la Thaï Military Bank – figurent parmi les sept premières banques étrangères qui devraient être autorisées à opérer au Vietnam (1).

Deux régimes aux antipodes

Depuis, la première s'est déclarée prête à participer à un montage financier pour rembourser la dette du Vietnam à l'égard du FMI. Les deux pays se sont entendus, en outre, pour mettre un terme à de graves querelles de pêches. En revanche, Hanoï a refusé de signer des accords concernant l'exploitation conjointe de ses eaux territoriales, faisant valoir que sa flotte n'avait pas la capacité de concurrencer celle de la Thaïlande, nettement mieux équipée. Bangkok et Hanoï, deux exportateurs de riz parmi les trois premiers, ont enfin signé un mémorandum sur le commerce de cette denrée.

Tout n'est certes pas réglé entre deux régimes politiques aux antipodes. Le premier ministre thaïlandais s'est, cependant, prononcé pour une levée de l'embargo américain contre le Vietnam. Il est également significatif que le Cambodge ne soit plus l'objet d'un contentieux et, surtout, que les deux armées envisagent d'échanger du matériel militaire à des « *tarifs amicaux* ». Les Thaïlandais sont désireux de se procurer des pièces de rechange, notamment pour leur aviation, parmi les stocks américains récupérés en 1975 par les Vietnamiens. Ces derniers sont intéressés par le matériel chinois acquis, voilà quelques années, par Bangkok.

On en oublierait presque que Bangkok avait dépêché une division au Vietnam, lors de l'intervention américaine, et que la Thaïlande, après les avoir appuyés, continue d'entretenir d'étroites relations avec les Khmers rouges, principaux adversaires du régime installé par le Vietnam à Phnom-Penh en 1979.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Les autres sont l'Australia & New Zealand Banking Group et quatre banques françaises : (Indosuez, Crédit lyonnais, BNP et Banque française du commerce extérieur).

(Publicité)

EXODUS 92
DIMANCHE 9 FÉVRIER 1992
SOYEZ A L'ÉCOUTE DU **94.8**
LA FRÉQUENCE DES RADIOS JUIVES DE PARIS
19, rue de Téhéran
75008 Paris
TÉL. : **45-63-06-10**

(Publicité)

Au sommaire du
n° 179 de février 1992
FRANCE PAYS ARABES
Algérie Au Trente
Dialogue avec l'Islam
Louis Terrenoire, 25 ans de solidarité franco-arabe
La chronologie, les pages culturelles et économiques, le dossier Eurabia
En vente 15 F en kiosques et librairies.
Spécimen sur demande.
FPA - 14, rue Augereau, 75007 Paris.
Tél. : (1) 45-55-27-52.

EUROPE

YOUGOSLAVIE : à la demande de l'Allemagne

La Croatie a accepté « inconditionnellement » le plan de paix de l'ONU

Le président croate, M. Franjo Tudjman, a accepté « inconditionnellement » le plan de paix des Nations unies, mais l'accord de l'un des leaders serbes de Croatie n'étant toujours pas acquis, le Conseil de sécurité a décidé, jeudi 6 février, de ne pas déployer, pour le moment, de « Casques bleus » en Yougoslavie.

NEW-YORK

Nations unies (correspondance)

Il ne reste plus qu'un obstacle au déploiement de dix mille « casques bleus » dans l'ex-fédération yougoslave : l'opposition de M. Milan Babic, le dirigeant de la Krajina (enclave serbe du sud-ouest de la Croatie), à la mise en œuvre du plan de paix des Nations unies. Souhaitant le déploiement, *« incessamment »*, des forces de l'ONU, les responsables de la Serbie auraient informé, mercredi soir, M. Cyrus Vance, émissaire de l'ONU pour la Yougoslavie, de leur volonté de *« lever à tout prix ce dernier obstacle avant le début de la semaine prochaine »*. Un autre obstacle, à savoir les objections du gouvernement croate, a été surmonté grâce aux efforts du ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher.

L'acceptation *« inconditionnelle »* du plan des Nations unies par le président croate a été annoncé jeudi par M. Vance, qui a remercié M. Genscher pour son *« intervention constructive »* en faveur de la mise en œuvre de ce plan. Dans une lettre adressée à M. Tudjman, mardi soir, le ministre allemand avait *« conseillé fortement »* au dirigeant croate d'écrire *« aujourd'hui »* une lettre à M. Vance en annonçant *« une acceptation inconditionnelle »* du plan de paix. Dans cette lettre, que nous avons pu consulter, M. Genscher ajoute : *« Etant donné la position de M. Babic, il est important que la Croatie tienne ses promesses. »*

Malgré l'adoption de ce plan par la Croatie, le Conseil de sécurité a décidé d'approuver le rapport du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, basé sur les recommandations de son adjoint, M. Marrack Goulding. Préparé avant l'acceptation de la Croatie, le rapport concluait que *« des obstacles majeurs s'opposent à ce que le Conseil déploie les forces de maintien de la paix en Yougoslavie »*. Il recommande, pour l'instant, l'augmentation à soixante-quinze – soit vingt-cinq de plus qu'actuellement – du nombre des officiers de liaison déployés sur le terrain depuis janvier. Certains membres du Conseil – la France, la Belgique, l'Autriche, la Russie et la Hongrie – se sont toutefois déclarés *« déçus »* par la décision de ne pas déployer de « casques bleus », *« même partiellement »*, car, pour ces pays, *« le temps ne travaille pas en faveur de la paix »*. Selon des sources diplomatiques, les Etats-Unis ainsi que la Grande-Bretagne sont *« beaucoup plus prudents »*.

AFSANÉ BASSIR-POUR

En Bosnie-Herzégovine

Lord Carrington organise une conférence sur l'avenir de la République

BELGRADE

de notre correspondante

Une conférence sur la Bosnie-Herzégovine, à laquelle participeront les dirigeants des trois partis au pouvoir ainsi que l'opposition parlementaire, doit s'ouvrir dans le courant de la semaine prochaine et sera supervisée par les médiateurs européens. Ainsi en ont convenu les leaders musulmans, serbes et croates de Bosnie-Herzégovine à l'issue d'entretiens menés, jeudi 6 février, à Sarajevo par le président de la Conférence pour la paix en Yougoslavie, Lord Carrington. En préconisant le dialogue, le médiateur européen espère que les dirigeants des trois communautés, divisées sur la question de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, parviendront à un compromis politique et régleront ainsi une crise qui menace chaque jour de dégénérer en guerre civile.

« Nous avons proposé une sorte de mini-conférence de paix pour discuter de l'indépendance et de la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine et trouver une formule qui convienne à tous », a déclaré Lord Carrington en soulignant qu'il était important que le dialogue soit entamé avant le référendum. Les 29 février et 1er mars, les électeurs de Bosnie devront en effet se prononcer pour ou contre une République souveraine et indépendante. Cependant, cette consultation est remise en cause par les Serbes, qui ont annoncé son boycottage. Ces derniers s'opposent fermement à l'indépendance de la Bosnie et réclament leur rattachement à la Serbie en proposant une division des territoires sur une base ethnique. Le président bosniaque Alija Izetbegovic, Musulman et fervent partisan de l'indépendance de sa République, a tenu à préciser devant Lord Carrington que *« la nouvelle Constitution après l'indépendance garantira la pleine égalité des trois peuples constitutifs »*, répondant ainsi aux inquiétudes des Serbes et d'une partie des Croates qui craignent de devenir des minorités nationales dans une Bosnie indépendante où les musulmans dominent (44 % de la population). M. Izetbegovic a par ailleurs demandé au médiateur européen que le référendum soit supervisé par des observateurs internationaux.

Avant de quitter Sarajevo, Lord Carrington a rencontré le président macédonien, M. Kiro Gligorov. La Macédoine, qui a demandé, en vain, à être reconnue par la CEE – seules, jusqu'à présent, la Bulgarie et la Turquie ont reconnu Skopje –, estime que la crise yougoslave pourrait être réglée par *« la reconnaissance de toutes les Républiques de l'ex-Fédération yougoslave qui le désirent, ce qui permettrait ensuite de négocier une nouvelle coopération »*, a précisé M. Gligorov. Lors de cette rencontre, le président macédonien a fait part au médiateur européen des difficultés résultant du retrait de l'armée yougoslave de la Macédoine.

FLORENCE HARTMANN

Nouvelle épreuve de force entre les autorités macédoniennes et l'armée fédérale

BELGRADE

de notre correspondante

Les autorités de Macédoine et l'armée yougoslave se sont engagées, mercredi 5 février, dans une nouvelle épreuve de force. La police macédonienne, après qu'un décret eut interdit aux convois militaires de circuler sans autorisation, a installé des postes de contrôle aux abords des casernes fédérales ainsi que sur les routes menant hors de la République. L'un des convois interceptés par la police locale a dû menacer d'ouvrir le feu pour forcer le passage.

Cette décision vise à contrôler le retrait de l'armée yougoslave de Macédoine, les autorités de Skopje accusant les militaires d'emporter avec eux des équipements qu'elles estiment leur revenir, parmi lesquels du matériel médical, des réserves de nourriture et de médicaments ainsi que les instruments de contrôle aérien de l'aéroport de la capitale.

Le président de Macédoine, M. Kiro Gligorov, a indiqué qu'il entendait parvenir à un accord avec les autorités militaires pour *« éviter le pire »* et faciliter le retrait de l'armée yougoslave. Il estime, en outre, que les mesures de contrôle qu'il a adoptées devraient calmer les esprits alors que la population se sent *« pillée »* par une *« armée d'occupation »*. Pour l'heure, de nombreuses casernes, postes frontières et autres bâtiments ont déjà été abandonnés et l'on estime que le retrait de l'armée de cette République de l'ex-Fédération yougoslave devrait s'achever vers la mi-février.

F. H.

ALLEMAGNE : ministre-président du Land de Brandebourg

M. Manfred Stolpe est mis en cause à son tour pour les contacts qu'il entretenait avec la Stasi

Une commission d'enquête parlementaire a été nommée par le Parlement du Land de Brandebourg pour faire la lumière sur la nature des contacts que le ministre-président régional, M. Manfred Stolpe (social-démocrate), a entretenus avec le régime communiste de l'ex-RDA, alors qu'il était l'un des membres influents de l'Eglise évangélique. L'ouverture de son dossier, au siège du commissariat chargé des archives de la Stasi à Berlin, n'a confirmé aucun des soupçons sur d'éventuelles relations coupables avec l'ex-sécurité d'État. La polémique autour de M. Stolpe a relancé le débat sur le rôle joué dans l'ex-RDA par l'Eglise protestante, dont plusieurs autres dirigeants ont été mis en cause.

BERLIN

de notre correspondant

En prenant la décision d'ouvrir les archives de la Stasi à tous ceux qui en ont été les victimes, les responsables politiques allemands n'ignoraient pas les risques encourus. Les révélations distillées au compte-gouttes par les anciens agents de la Stasi ou par tous ceux qui avaient réussi à récupérer des dossiers compromettants commençaient à pourrir sérieusement le climat politique et n'ont pas vraiment laissé de choix. Les partis politiques se sont finalement résignés au grand déballage exigé par les comités de citoyens est-allemands.

Ces comités, regroupés sous la bannière de l'alliance électorale « Bundnis 90 » et des Verts, espéraient, un peu naïvement, être en mesure de faire une fois pour toute la lumière sur la période communiste et d'évaluer les responsabilités. Pour le commissaire chargé des archives de la Stasi, M. Joachim Gauck, venu de « Neues Forum », ce déballage était la condition préalable pour purifier la société est-allemande et la rendre apte à la démocratie.

Pactiser avec le diable

Mais une chose est de désigner à la vindicte publique un poète qui a espionné les siens ou un psychiatre qui se faisait l'instrument des sombres plans de la Stasi. Une autre est de considérer que tous ceux qui, pour des raisons politiques, avaient pactisé avec le diable, sont forcément coupables. La mise en cause de l'Eglise protestante a trop de conséquences sur la société est-allemande pour ne pas obliger à poser une nouvelle fois le problème de la lecture des archives.

Les comités de citoyens, qui se sont un peu vite arrogé le beau rôle après la chute du régime communiste, n'auraient pas existé longtemps sans la présence protectrice de l'Eglise protestante. Infiltrés de toute part, les héros des « lundis de Leipzig » et de l'église de Gethsemane à Berlin-Est ont fait la gloire de la « révolution » est-allemande. Ils ont aussi permis d'oublier que la RDA n'avaient eu ni un Vaclav Havel ni un Lech Walesa. Les deux seules forces de résistance avec lesquelles le SED (Parti communiste de l'ex-RDA) a dû vraiment compter étaient l'Eglise et, sur la fin, une opposition gorbatchévienne qui commençait à prendre forme dans ses propres rangs.

Les gorbatchéviens, portés au pinacle tant que le SED faisait encore peur, ont fini par être mis dans le même sac que les autres. Ils n'ont pas survécu à la réunification, à la prise en main par l'Ouest des destinées de l'ex-RDA. L'Allemagne de l'Est a été privée de la sorte de nombreux cadres politiques qui lui font aujourd'hui cruellement défaut. Le chancelier Kohl avait cru pouvoir échapper au dilemme en s'appuyant sur la CDU de l'Est, un repaire d'opportunistes médiocres compromis avec l'ancien régime. Deux des trois ministres-présidents est-allemands élus en octobre 1991 sous les couleurs du Parti chrétien-démocrate ont dû démissionner depuis et ont été remplacés par des politiciens de l'Ouest.

Ne pas discréditer l'Eglise

M. Manfred Stolpe (SPD) est aujourd'hui le seul dirigeant de l'Est bénéficiant d'une véritable aura. Il a été un moment, cité comme l'un des successeurs possibles de M. Richard von Weizsacker à la présidence de la République. Sa mise à l'écart, et plus encore le discrédit jeté sur l'Eglise, priveraient l'ex-RDA du peu de substance qu'elle est encore capable d'opposer à l'Ouest, d'une des rares sources authentiques de son identité propre. La purification souhaitée tournerait au drame.

Le futur ministre-président a-t-il fait plus que ce qui était nécessaire en ayant des rencontres secrètes avec les gens de la Stasi ? Vice-président du consistoire, au sommet de la hiérarchie protestante, il était un de ses principaux interlocuteurs avec le régime. Les rapports entre l'Eglise et les communistes ont donné lieu en RDA à un bras de fer permanent, compliqué par les divisions au sein de la hiérarchie ecclésiastique. Certains évêques ne voyaient pas d'un bon œil l'activisme d'une partie de leurs ouailles ou de leurs pasteurs. Les moindres avancées, notamment en matière de droits de l'homme, faisaient l'objet de négociations serrées, avec des compromis inévitables.

Homme de coulisse, M. Stolpe estime n'avoir fait que ce qu'il devait pour parvenir à des résultats, qu'il s'agisse d'obtenir plus de marge de manœuvre, ou d'aider les candidats à l'émigration. Il est défendu par de nombreux anciens dirigeants ouest-allemands, comme l'ex-chancelier social-démocrate Helmut Schmidt. Mais ses méthodes ne faisaient pas l'unanimité chez ceux avec lesquels il travaillait. L'ancien évêque Fork de Berlin-Brandebourg a jeté de l'huile sur le feu en estimant qu'il était allé trop loin. Mais le président du synode, M. Jürgern Schmude, a affirmé qu'il serait tragique que ce qui apparaissait utile dans les conditions difficiles de l'époque soit jugé avec d'autres critères, maintenant que la situation s'est normalisée. Et il s'est étonné que *« les mêmes qui autrefois demandaient de l'aide s'érigent aujourd'hui en juges des actions menées pour eux »*.

HENRI DE BRESSON

GÉORGIE

M. Zviad Gamsakhourdia accuse à nouveau la Russie d'avoir organisé son renversement

Le président géorgien déchu, M. Zviad Gamsakhourdia, a accusé une nouvelle fois la Russie d'avoir organisé le renversement de son régime, dans une lettre manuscrite envoyée à plusieurs organes de presse par le ministère tchétchène de l'information. Ce dernier a refusé d'indiquer où se trouvait actuellement l'ex-président géorgien, en fuite depuis le 6 janvier. Ce dernier affirme, dans sa lettre, que, *« sans le soutien des militaires de la région du Caucase* [les forces armées de l'ex-URSS], *l'opposition n'aurait pas eu d'armes »*.

Le conseil militaire, au pouvoir en Géorgie, a annoncé, pour sa part, que ses troupes s'étaient emparées, mercredi soir, du dernier bastion fidèle au président Zviad Gamsakhourdia, la ville de Soukhoumi, sur la mer Noire. Le ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire, M. Tedo Caparidze, avait déclaré lundi que des élections législatives seraient organisées avant la fin de l'année. – *(AFP, Reuter.)*

□ **AZERBAIDJAN : cent mille personnes ont manifesté à Bakou.** – Environ cent mille personnes ont manifesté, jeudi 6 février, à Bakou à l'appel du Front populaire d'Azerbaïdjan pour demander la démission du président Ayaz Moutalibov jugé *« incapable de stopper l'agression de l'Arménie contre le Haut-Karabakh »*. Les manifestants, qui se sont rassemblés sur la place centrale de la capitale de l'Azerbaïdjan, ont demandé l'unification sous le même commandement de toutes les forces militaires du ministère de la défense, de l'intérieur et des détachements locaux d'autodéfense. Ils ont également réclamé la suspension de toutes les relations avec l'Arménie. – *(AFP.)*

□ **UKRAINE : La nouvelle monnaie sera mise en circulation en mai** – Le premier ministre ukrainien, M. Vitold Fokine, a annoncé, jeudi 6 février, la mise en circulation de la devise nationale ukrainienne, le khrivna, au mois de mai. – *(AFP.)*

□ **RUSSIE : libération des derniers prisonniers politiques.** – Dix prisonniers politiques détenus dans le « dernier goulag », le camp de Perm-35 (dans l'Oural), seront libérés, vendredi 7 février, a annoncé l'agence ITAR-Tass. M. Boris Eltsine avait annoncé, le 31 janvier aux Nations unies, que, *« désormais, il n'y aurait plus de prisonniers de conscience dans la Russie libre »*. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Tarifs applicables au départ de Paris à partir du 20 janvier 1992, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la [illegible] mentation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale.

EUROPE

IRLANDE

M. Albert Reynolds remplace M. Charles Haughey à la tête du Fianna Fail et du gouvernement

Après la démission de M. Charles Haughey (*le Monde* du 1er février), les députés du Fianna Fail (nationaliste) ont élu, jeudi 6 février, pour lui succéder à la tête du parti, M. Albert Reynolds, qui a recueilli soixante et une voix sur soixante-dix-sept. Les deux autres candidats, le ministre de l'agriculture, M. Michel Woods, et le ministre de la santé, Mme Mary O'Rourke, n'ont obtenu, respectivement, que dix et six voix. Le jeune ministre des finances, M. Bertie Ahern, qui avait les faveurs de M. Haughey, s'était retiré de la compétition lorsqu'il était devenu évident que M. Reynolds l'emporterait. M. Reynolds, âgé de cinquante-neuf ans, succédera à M. Haughey comme premier ministre lorsque le Dail, le Parlement, approuvera, mardi 11 février, sa nomination.

DUBLIN

de notre correspondant

Un remaniement radical du gouvernement de coalition formé par le Fianna Fail et la petite formation des Démocrates progressistes (conservateurs) de M. Desmond O'Malley, qui détient deux portefeuilles, est très probable : la victoire de M. Reynolds représente la véritable fin de l' «ère Haughey». M. Reynolds, qui devient le quatrième leader du Fianna Fail, était ministre des finances jusqu'au mois de novembre dernier. Il avait été renvoyé du gouvernement pour avoir voté une motion de censure, interne au parti, hostile à M. Haughey.

Marié et père de sept enfants, M. Reynolds, aimable et courtois, a été considéré comme le plus apte à colmater les brèches ouvertes au sein du Fianna Fail durant le règne de M. Haughey et à mener le parti à la victoire aux prochaines législatives. Il a surtout réussi à se tenir à l'écart des controverses et des scandales financiers qui bouleversent le parti depuis plus de six mois et qui, à tort ou à raison, ont contribué au départ de M. Haughey.

Self-made-man

M. Reynolds, élu d'une circonscription du centre du pays, est un exemple de self-made-man. Homme d'affaires aujourd'hui très fortuné, il est issu d'un milieu modeste. Ancien employé de la Compagnie nationale de transport, cet homme appliqué et surtout ambitieux, organise dans les années 60, des bals populaires, seule forme de divertissement alors, pour les jeunes des centres ruraux du pays. Il est bientôt propriétaire de plusieurs salles de bal, avant d'avoir l'idée de monter dans sa ville natale une usine d'aliments pour animaux grâce à laquelle il a fait fortune.

Comme beaucoup d'hommes d'affaires de l'époque, il est attiré par le Fianna Fail, une formation politique alors dynamique dans les domaines économique et social et considérée comme un parti pragmatique sans grandes préoccupations idéologiques. Elu député en 1977, lorsque M. Jack Lynch donne à son parti un succès électoral retentissant, il est vite déçu par son chef de file et devient membre d'un petit groupe de députés frondeurs qui aboutit à l'installation de M. Haughey à la tête du parti en 1979.

Objectif : la création d'emplois

En récompense, M. Reynolds obtient le portefeuille des PTT deux ans seulement après son élection au Parlement. Fidèle inconditionnel de M. Charles Haughey, il est l'un de ses défenseurs les plus «sûrs», lorsque plusieurs tentatives sont menées pour évincer «Charlie» en 1982 et 1983. M. Reynolds s'est révélé, par la suite, un ministre compétent au portefeuille-clé de l'industrie et du commerce. C'est au ministère des finances, il y a deux ans, qu'il a pris ses distances vis-à-vis de M. Haughey.

N'ayant ni l'habileté politique ni le style flamboyant de M. Haughey, il s'est rarement prononcé sur les sujets prêtant à controverse, tels que l'avortement, le divorce et le planning familial. Mais ce conservateur saura sans doute être pragmatique et il s'est donné comme objectif prioritaire la création d'emplois, afin de résorber un chômage de près de 20 % de la population active.

JOE MULHOLLAND

(Publicité)

A VENDRE

COMPAGNIE D'ASSURANCES EN ESPAGNE

Caractéristiques :

- Implantation sur tout le territoire national.
- 3 000 lieux de vente, agents propres et associés.
- Développement considérable dans le domaine rural.
- Volume de primes 4 500 millions de pesetas.
- Secteurs agréés :
  - Automobile.
  - Accidents personnels.
  - Foyer.
  - Commerce.
  - Responsabilité civile.
  - Vitres.

S'adresser à : **DAVIES ARNOLD COOPER**
Att. M. Camps
C/Serrano Anguita, 10 – 5e dcha
28004 MADRID (ESPAGNE)
Fax : (91)445-16-00 – Telex : 41436 EUBI-E

LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

Une étape décisive dans la construction communautaire

Suite de la première page

L'avenir est d'ores et déjà pris en compte : il s'agit, au moment où a pris fin la division du continent, de renforcer la Communauté afin d'*«établir des bases solides pour l'architecture de l'Europe future»*. Pour illustrer le caractère évolutif, et par là-même réaliste du processus maintenant engagé, le traité comprend plusieurs clauses de rendez-vous (en particulier 1996 pour la défense commune), qui seront autant d'occasions de voir s'il n'y a pas lieu d'encore accélérer l'intégration.

Le document signé vendredi contient sept « Titres », suivis de «Protocoles» et de «Déclarations». Le premier Titre énumère des «Dispositions communes» qui concernent donc l'ensemble des activités déployées au titre de l'Union européenne, que ce soit dans le cadre de la CEE ou en marge de celui-ci. On y explique que le *«cadre institutionnel unique»* (les différentes institutions de la CEE) a pour tâche, même si c'est au travers de méthodes différentes, d'assurer la *«cohérence et la conimité des actions»*. Tel est également le champ d'action du conseil européen (les chefs d'Etat et de gouvernement), qui, créé en 1974, trouve ainsi pour la première fois sa place dans un traité.

Le Titre II modifie et complète les dispositions du Traité de Rome et de l'Acte unique. Débutant par une description des principes qui sous-tendent l'action communautaire, on y trouve, pour la première fois, clairement exprimée à la demande en particulier des Allemands et des Anglais, la définition du principe de *«subsidiarité»*. *«Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les Etats membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire.»* La phrase suivante, dans le même esprit, invite les Douze à ne pas légiférer au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Union.

Les institutions chargées d'accomplir les tâches confiées à la Communauté passent de quatre à cinq : au Parlement européen, au Conseil des ministres, à la Commission, à la Cour de justice, vient s'ajouter la Cour des comptes. Il faut voir là une manifestation de la volonté de certains Etats membres, en particulier du Royaume-Uni, d'assurer un contrôle plus strict de l'activité communautaire.

«Citoyenneté»

La partie suivante, tout à fait nouvelle, concerne la *«citoyenneté de l'Union»*. Principale innovation, le traité reconnaît aux ressortissants de la Communauté *«le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'Etat membre où ils résident»*. Ce droit s'applique également aux élections du Parlement européen et il est précisé, dans ce second cas, que ses modalités d'application devront être arrêtées par les Douze avant le 31 décembre 1993 (avant la fin 1994 pour les élections municipales). C'est ensuite qu'est annoncée l'installation d'un *«médiateur»*. Une clause de révision, témoignage de la volonté de compléter, lorsqu'on en ressentira la nécessité, les droits maintenant prévus, figure dans cette partie du traité.

Sont ensuite décrites les politiques de la CEE. Première innovation, l'article 100c qui instaure une politique commune des visas. Cette première «communautarisation» en matière de coopération judiciaire et policière, pourra être élargie à d'autres domaines, c'est explicitement indiqué dans le Traité.

Viennent alors trente pages qui décrivent le programme devant conduire en trois étapes à une Union économique et monétaire. On y détaille le statut et le fonctionnement de la future Banque centrale européenne (BCE) ainsi que celui de l'Institut monétaire européen (IME) qui doit être mis en place le 1er janvier 1994. Le lecteur s'appesantira sur l'article 109 j, qui fut l'objet de négociations serrées et raconte en deux pleines pages, comment s'opèrera le passage à la troisième étape de l'UEM, celle de la monnaie unique. Le texte rappelle que cette troisième étape débutera au plus tard le 1er janvier 1999.

Sont ensuite passées en revue les compétences nouvelles de la Communauté, ainsi que les politiques communes déjà existantes mais où la capacité d'intervention de la CEE se trouve renforcée. Dans ce second cas figure l'environnement où, désormais l'essentiel des décisions pourront être prises à la majorité qualifiée. Pour quelques décisions (M. Jacques Delors a bataillé à Maastricht pour que leur nombre soit limité) la règle demeurera cependant celle de l'unanimité. C'est vrai notamment pour toute disposition de nature fiscale, ce qui veut dire que la taxe sur l'énergie, modulée en fonction des émissions de carbone, qui est actuellement sur la table du Conseil, ne pourra être adoptée qu'à l'unanimité.

Parmi les compétences nouvelles (outre la politique des visas, signalée plus haut), le traité énumère la santé, les grands réseaux (c'est-à-dire les infrastructures transnationales de transports et de télécommunications), l'éducation, la formation, la protection des consommateurs, la culture et l'industrie. S'agissant des quatre premiers postes, les décisions seront arrêtées par le conseil des ministres statuant à la majorité qualifiée et en association avec le Parlement européen (procédure dite de «codécision»). Dans le cas de la culture et de l'industrie, le chancelier Kohl a exigé le maintien de l'unanimité. S'agissant de la culture, sa préoccupation était d'éviter d'empiéter sur les prérogatives des Lander. En ce qui concerne l'industrie, il manifestait ainsi une méfiance persistance à l'égard de l'intervention des pouvoirs publics, qu'il soient nationaux ou communautaires. C'est là d'ailleurs un point de vue partagé par d'autres Etats membres. La France, appuyée par la Commission, s'est au contraire battue pour que le traité prenne en compte la nécessité d'agir, au-delà de la libération des échanges, pour muscler la compétitivité des entreprises de la CEE.

Toujours dans le Titre II, il est question des institutions. Le Parlement européen voit ses pouvoirs sérieusement accrus, en particulier en matière législative. Il sera en effet associé à l'adoption d'une large partie des règlements et directives communautaires grâce à la procédure de codécision. Celle-ci introduit deux principales novations : l'instauration d'un *«Comité de conciliation»* au sein duquel s'instaure en cas de litige, un dialogue direct entre le Parlement et le Conseil; d'autre part, dans l'hypothèse d'un désaccord persistant avec le Conseil, la faculté pour le Parlement de rejeter la proposition de la Commission en cours de discussion et d'avoir ainsi (certes de manière négative) le dernier mot. A partir de 1995 le Parlement sera très étroitement associé aux Etats membres pour la désignation de la Commission et de son président.

L'idée que l'Union doit disposer d'un cadre institutionnel unique aura pour conséquence de supprimer, au niveau des acteurs, les séparations qui existaient, au sein des instances du Conseil, entre l'activité proprement communautaire et celle relevant de la coopération politique. Le Comité des représentants permanents (les ambassadeurs des Douze), dont le rôle s'en trouvera encore renforcé, s'occupera désormais également des dossiers concernant la politique étrangère. De même le secrétariat du Conseil intégrera celui qui, jusqu'ici, traitait les affaires de la coopération politique. La Cour de justice verra sa mission encore élargie avec en particulier la possibilité de condamner à des astreintes les Etats membres ne respectant pas ses avis.

«Actions communes»

Après les Titres III et IV, qui décrivent les adaptations à apporter aux traités de la CECA (charbon-acier) et d'Euratom, le Titre V – titre «royal» – expose les objectifs, méthodes et procédures de la politique étrangère et de sécurité commune. Des *«actions communes»* seront menées *«dans les domaines où les Etats membres ont des intérêts importants en commun»*. L'article J3 décrit comment ces actions communes sont décidées, puis mises en œuvre. Il précise, et c'est essentiel, que certaines décisions d'application pourront être prises à la majorité qualifiée. Il a été entendu à Maastricht qu'une première liste de domaine *«d'intérêts commun»* sera établie par le Conseil européen de Lisbonne, en juin. L'article J4 traite de la défense et considère l'UEO (Union de l'Europe occidentale) comme le *«bras séculier»* de la Communauté. Cet article renvoie à deux déclarations annexées au traité, ayant trait aux relations de l'UEO avec l'Union européenne d'une part, avec l'Alliance atlantique d'autre part. S'agissant de la politique étrangère et de sécurité, le conseil européen et le Conseil des ministres jouent un rôle accru par rapport aux procédures normales de la Communauté, mais cependant la Commission est *«pleinement associée aux travaux»*.

Le Titre VI qui aborde les domaines de la justice et de la police, prévoit (à l'exception de la politique des visas, qui, on l'a vu, sera communautarisée) une coopération intergouvernementale renforcée. Les *«dispositions finales»* contiennent une clause de révision (ce traité ne signifie pas encore l'aboutissement du processus d'intégration) et en particulier la convocation d'une nouvelle conférence intergouvernementale en 1996. Celle-ci est suivie par une clause d'adhésion indiquant, en substance, qu'il ne peut y avoir d'adhésion à la carte à la Communauté. L'acquis communautaire constitue un tout, y compris donc les dispositions ayant trait à la politique étrangère ou à la défense.

On relèvera parmi les Protocoles annexés au traité ceux décrivant les statuts et les fonctions de la future Banque centrale européenne (BCE) ainsi que de l'Institut monétaire européen. Un protocole sur l'UEM souligne que la signature du traité confère *«à la marche de la Communauté vers la troisième phase de l'UEM un caractère irréversible»*. Enfin, deux protocoles abordent la politique sociale, source de tensions aiguës à Maastricht. Le premier, approuvé par les Douze, constate que onze d'entre eux entendent aller de l'avant et pourront le faire en ayant recours aux institutions et procédures de la Communauté, alors que la Grande-Bretagne restera à l'écart. Le second, approuvé à onze, précise les domaines où ceux-ci veulent agir.

PHILIPPE LEMAITRE

(Lire pages 8 et 9 les principaux extraits du traité)

AMÉRIQUES

VENEZUELA : après l'échec du coup d'Etat

« Les insurgés voulaient ma peau »

nous déclare le président Carlos Andres Perez

Accusé d'être lié à la tentative de coup d'Etat de mardi, le dirigeant du parti d'extrême gauche Cause radicale, M. Noé Acosta, a été arrêté jeudi 6 février à Maracaïbo, où une partie de la garnison militaire s'était soulevée. Dans cette ville, des échanges de coups de feu se sont produits jeudi, lorsque plusieurs centaines de personnes ont tenté de piller des magasins. Le président Carlos Andres Perez est décidé à poursuivre son plan de stabilisation économique néo-libéral. Il souhaite cependant accélérer l'application de mesures sociales, prévues depuis décembre et destinées à pallier les effets négatifs de ce programme pour toute la population, armée comprise.

CARACAS

de notre envoyé spécial

Grilles enfoncées, impacts de balles et de roquettes sur les murs, vitres brisées : le palais présidentiel de Miraflores, où M. Carlos Andres Perez nous a reçu, porte les traces de l'assaut lancé par les insurgés à l'aube du 4 février. Des chars, tourelles braquées, restent en position aux angles des rues d'accès du palais et tout le quartier est interdit à la circulation.

Le soulèvement a, semble-t-il, manqué de souffle, de sympathies, de moyens et d'hommes. M. Perez, qui qualifie les leaders du mouvement insurrectionnel de *«fascistes»* et d' *«ambitieux»*, espère qu'ils seront sanctionnés *«de manière exemplaire»*. La peine de mort a été supprimée au Venezuela. Le principal leader de la révolte, le lieutenant-colonel des parachutistes Hugo Chavez, risque une peine maximum de vingt-cinq ans de prison. Avec son béret rouge, sa carrure athlétique de Rambo, sa reddition spectaculaire – il a été jusqu'ici traité en «officier» par ses pairs de l'armée – et ses airs de macho insolent, il a suscité dans la population des sentiments partagés, dont toute admiration n'est pas exclue.

«Du plomb du plomb»

Il reste que l'immense majorité des Vénézuéliens poussent aujourd'hui un soupir de soulagement et se félicitent d'avoir échappé, *«de justesse»*, dit-on dans la rue, à une dictature militaire certainement bornée, à en juger par les très simplistes déclarations d'intention des putschistes.

M. Perez pense qu'il a échappé à la mort *«par miracle»* et affirme que *«les insurgés voulaient sa peau»*. Le récit de son parcours – de l'aéroport, retour du Forum économique de Davos (Suisse), à sa résidence de la Casona puis au palais de Miraflores qu'il a quitté *«à toute vitesse»* sous le feu des rebelles et par un souterrain pour les locaux du canal 8 de la télévision – montre, en tout cas, qu'il a la baraka.

A l'aéroport, à onze heures du soir lundi, tout est calme. *«Personne*, précise-t-il, *ne m'informe alors de quelque menace que ce soit.»* Vers minuit, le général Ochoa, ministre de la défense, l'appelle à la Casona pour lui dire qu'un putsch est en marche à Maracaïbo. *«A ce moment-là*, dit-il, *je suis en pyjama»*. Il s'habille, quitte en hâte la Casona pour Miraflores. Dix minutes plus tard, les rebelles ouvrent le feu contre cette luxueuse résidence, à l'est de la capitale. Ils occupent déjà l'aéroport de La Carlota, tout proche. M. Perez est à peine installé au palais, que les insurgés attaquent avec deux blindés et visent les fenêtres du deuxième étage, où se trouvent la suite du président et son bureau du rez-de-chaussée. Une quarantaine de gardes organisent la défense. Une dizaine d'entre eux se font massacrer sur place.

Censure de la presse

Le général Ochoa préconisait, semble-t-il, une négociation avec les rebelles. *«J'ai donné*, dit M. Perez, *des ordres formels pour réprimer sans faiblesse l'insurrection. Du plomb, du plomb...»*. Les putschistes finalement capturés à Miraflores, le président réintègre le palais. Ses trois interventions successives à la télévision ont été, estime-t-il, *«décisives»*.

Il refuse catégoriquement d'admettre qu'un *«quelconque malaise de la société civile»* ait pu encourager les putschistes à passer à l'action. Il juge, en revanche, que *«la dramatisation et l'exploitation systématiques par la presse vénézuélienne des accusations de toute sorte, des affaires de corruption inventées et le dénigrement de la classe politique ont pu faire croire aux rebelles qu'il existait un climat favorable»*. *«Il n'y a pas*, ajoute-t-il fermement, *de cas de corruption dans mon gouvernement.»* *«J'ai convoqué mercredi*, précise-t-il, *tous les directeurs de journaux et de médias pour leur demander de faire preuve de plus de sérénité.»* Première conséquence de la suspension des garanties constitutionnelles impliquant l'instauration de la censure, les autorités ont saisi jeudi soir la revue *Zeta*, dont la couverture était consacrée au lieutenant-colonel Chavez, qualifié de *«chef du mouvement militaire bolivarien»* pendant la *«nuit des bérets rouges»*.

Dans son commentaire, la revue ajoutait qu'un *«pourcentage substantiel de Vénézuéliens souhaitait, à l'aube du 4 février, le triomphe des insurgés.»*

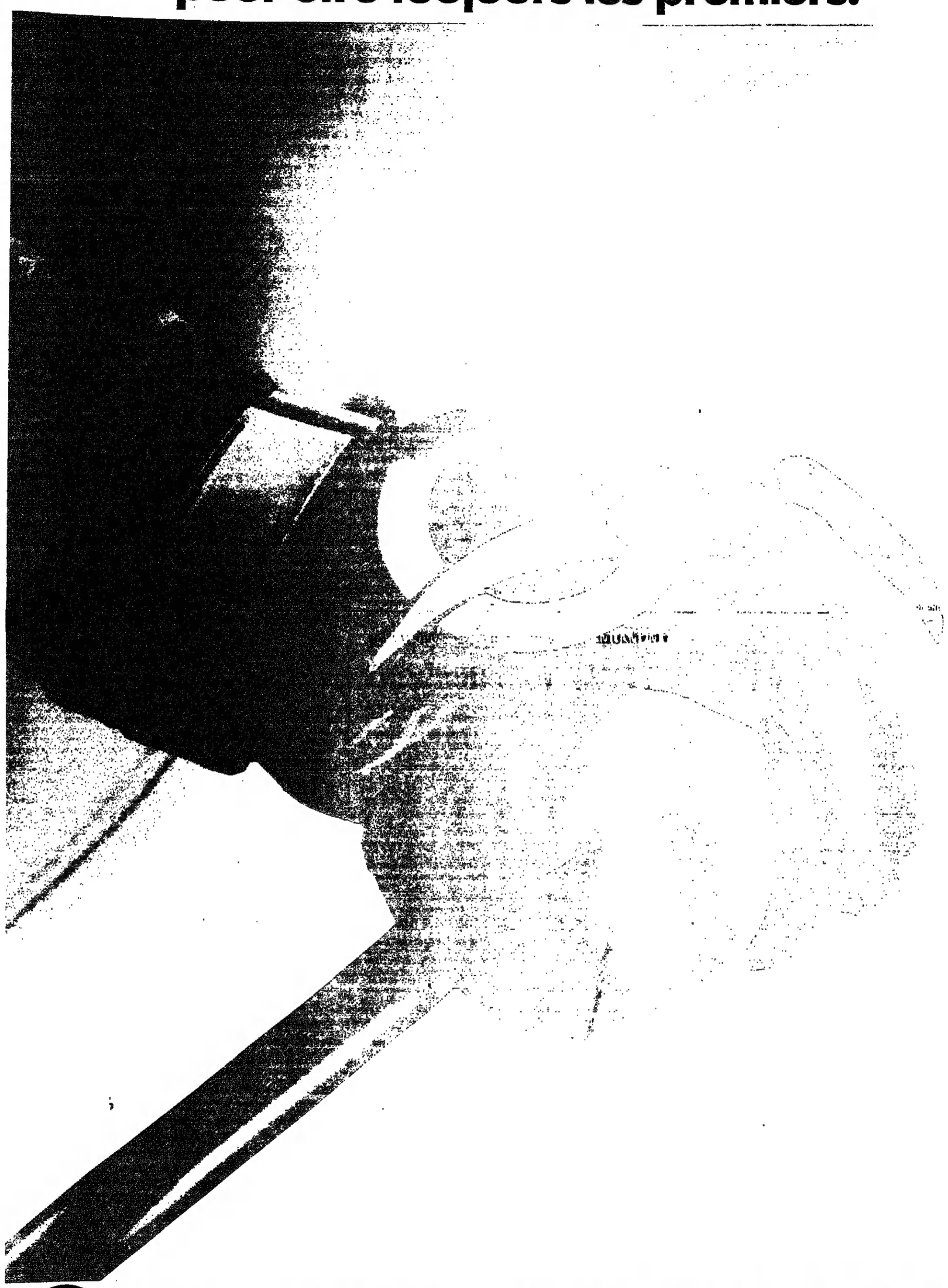
La population n'est pas, comme on aurait pu le penser, descendue dans la rue pour s'opposer aux putschistes. Elle n'a pas davantage manifesté de joie particulière après leur reddition. *«Mais personne*, dit M. Perez, *ne leur a demandé cette mobilisation. Cela aurait été insensé. Les circonstances sont bien différentes de celles du coup de 1958* (renversement de la dictature de M. Perez Jimenez). *Je suis sûr que si nous avions lancé un appel, la population serait sortie. Les rebelles ne disposaient d'aucun appui civil, que l'on sache du moins jusqu'à présent. L'université centrale, qui est plus ou moins en grève, n'a absolument pas bougé. En fait, ce qu'on appelle le malaise social n'existe que dans la capitale. Pas du tout dans le reste du pays»*, conclut-il.

MARCEL NIEDERGANG

□ **SAINT-DOMINGUE : soixante-dix réfugiés portés disparus.** – Environ 70 boat-people dominicains sont portés disparus, après le naufrage dans le mauvais temps, jeudi 6 février, de leurs embarcations, au large de Punta-Cana, sur la côte est de la République Dominicaine, ont indiqué les garde-côtes américains, qui ont dépêché des secours. Les réfugiés se dirigeaient vers Porto-Rico, où des milliers de Dominicains ont tenté d'entrer illégalement, fuyant leur pays frappé par la crise économique. – *(AP.)*

هكذا من الاصل

Il n'y a pas que les sportifs qui se battent contre les secondes pour être toujours les premiers.



Young & Rubicam 92

MONDIAL ASSISTANCE

ASSISTEUR OFFICIEL DES XVIes JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

ALBERTVILLE 92

MAASTRICHT : LES PRINCIPALES DISPOSITIONS

Les engagements communs

Voici les principaux extraits du traité sur l'Union européenne qui devait être signé vendredi 7 février à Maastricht.

Par le présent traité, les hautes parties contractantes instituent entre elles une Union européenne, ci-après dénommée « Union ».

Le présent traité marque une nouvelle étape dans le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe, dans laquelle les décisions sont prises le plus près possible des citoyens.

L'union est fondée sur les Communautés européennes complétées par les politiques et formes de coopération instaurées par le présent traite. Elle a pour mission d'organiser de façon cohérente et solidaire les relations entre les Etats membres et entre leurs peuples.

L'union se donne pour objectifs :

– de promouvoir un progrès économique et social équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une union economique et monétaire comportant, à terme, une monnaie unique, conformement aux dispositions du présent traité ;

– d'affirmer son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition à terme d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire, le moment venu, à une defense commune ;

– de renforcer la protection des droits et des intérêts des ressortissants de ses Etats membres par l'instauration d'une citoyenneté de l'Union ;

– de développer une coopération étroite dans le domaine de la justice et des affaires intérieures ;

– de maintenir intégralement l'acquis communautaire et de le développer afin d'examiner (...) dans quelle mesure les politiques et formes de coopération instaurées par le présent traité devraient être revisées en vue d'assurer l'efficacité des mécanismes et institutions communautaires (...).

Les objectifs de l'Union sont atteints conformément aux dispositions du présent traité, dans les conditions et selon les rythmes qui y sont prévus, dans le respect du principe de subsidiarité tel qu'il est défini à l'article 3 B du traité instituant la Communauté européenne.

(...) L'Union dispose d'un cadre institutionnel unique qui assure la cohérence et la continuité des actions menées en vue d'atteindre ses objectifs, tout en respectant et en développant l'acquis communautaire.

L'Union veille, en particulier, à la cohérence de l'ensemble de son action extérieure dans le cadre de ses politiques en matière de relations extérieures, de sécurité, d'économie et de développement. Le conseil et la Commission ont la responsabilité d'assurer cette cohérence. Ils assurent, chacun selon ses compétences, la mise en œuvre de ces politiques.

Le conseil européen donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations politiques générales.

Le conseil européen réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres ainsi que le président de la Commission. Ceux-ci sont assistés par les ministres chargés des affaires étrangères des Etats membres et par un membre de la Commission. Le conseil européen se réunit au moins deux fois par an, sous la présidence du chef d'Etat ou de gouvernement de l'Etat membre qui exerce la présidence du conseil.

Le conseil européen présente au Parlement européen un rapport à la suite de chacune de ses réunions, ainsi qu'un rapport écrit annuel concernant les progrès réalisés par l'Union.

Le Parlement européen, le conseil, la Commission et la Cour de justice exercent leurs attributions dans les conditions et aux fins prévues, d'une part, par les dispositions des traités instituant les Communautés européennes et des traités et actes subséquents qui les ont modifiés ou complétés et, d'autre part, par les autres dispositions du présent traité.

1. L'Union respecte l'identité nationale de ses Etats membres, dont les systèmes de gouvernement sont fondés sur les principes démocratiques.

2. L'Union respecte les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, en tant que principes généraux du droit communautaire.

3. L'Union se dote des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et pour mener à bien ses politiques.

(...) Les termes « Communauté économique européenne » sont remplacés par les termes « Communauté européenne ».

(...) La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, d'une union économique et par la mise en œuvre des politiques ou des actions communes, (...) de promouvoir un développement harmonieux et équilibré des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une croissance durable et non inflationniste respectant l'environnement, un haut degré de convergence des performances économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les Etats membres (...).

L'action de la Communauté comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le présent traité :

– l'élimination, entre Etats membres, des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'entrée et à la sortie des marchandises, ainsi que de toutes autres mesures d'effet équivalent ;

– une politique commerciale commune,

– un marché intérieur caractérisé par l'abolition, entre les Etats membres, des obstacles à la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux ;

– des mesures relatives à l'entrée et à la circulation des personnes dans le marché intérieur ;

– un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché intérieur ;

– le rapprochement des législations nationales dans la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun ;

– une politique dans le domaine social comprenant un Fonds social européen ;

– le renforcement de la cohésion économique et sociale ;

– une politique dans le domaine de l'environnement ;

– le renforcement de la compétitivité de l'industrie de la Communauté ;

– la promotion de la recherche et du développement technologique ;

– l'encouragement à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens ;

– une contribution à une éducation et à une formation de qualité ainsi qu'à l'épanouissement des cultures des Etats membres ;

– une politique dans le domaine de la coopération au développement ;

– l'association des pays et territoires d'outre-mer, en vue d'accroître les échanges et de poursuivre en commun l'effort de développement économique et social ;

– une contribution au renforcement de la protection des consommateurs ;

– des mesures dans les domaines de l'énergie, de la protection civile et du tourisme.

(...) L'action des Etats membres et de la Communauté comporte dans les conditions et selon les rythmes prévus par le présent traité l'instauration d'une politique économique fondée sur l'étroite coordination des politiques économiques des Etats membres, sur le marché intérieur et sur la définition d'objectifs communs, et conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.

Parallèlement, dans les conditions et selon les rythmes et les procédures prévus par le présent traité, cette action comporte la fixation irrévocable des taux de change conduisant à l'instauration d'une monnaie unique, l'écu, ainsi que la définition et la conduite d'une politique monétaire et d'une politique de change uniques dont l'objectif principal est de maintenir la stabilité des prix et, sans préjudice de cet objectif, de soutenir les politiques économiques générales dans la Communauté, conformément au principe d'une économie de marché ouverte.

Cette action des Etats membres et de la Communauté implique le respect des principes directeurs suivants : prix stables, finances publiques et conditions monétaires saines et balance des paiements stable.

La Communauté agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont assignés par le présent traité.

Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les Etats membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire.

L'action de la Communauté n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs du présent traité.

Politique économique et monétaire

Les Etats membres conduisent leurs politiques économiques en vue de la réalisation des objectifs de la Communauté (...) Ils agissent dans le respect d'une économie de marché ouverte, où la concurrence est libre, favorisant une allocation efficace des ressources (...). Le conseil européen débat d'une conclusion sur les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres et de la Communauté. Statuant à la majorité qualifiée, il adopte une recommandation fixant ces grandes orientations et en informe le Parlement (...). Il surveille l'évolution dans chacun des Etats membres et dans la Communauté (...). Lorsqu'il est constaté que les politiques économiques d'un Etat membre ne sont pas conformes aux grandes orientations ou qu'elles risquent de compromettre le bon fonctionnement de l'union économique et monétaire, le conseil peut adresser les recommandations nécessaires (et les rendre publiques) à l'Etat concerné.

Le conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut décider des mesures appropriées (...), notamment si de graves difficultés surviennent dans l'approvisionnement en certains produits.

(...) L'objectif principal du SEBC (système européen de banques centrales) est de maintenir la stabilité des prix. Les missions fondamentales relevant du SEBC consistent à :

– définir et mettre en œuvre la politique européenne de la Communauté ;

– détenir et gérer les réserves officielles de change des Etats membres ;

– promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement (...).

Le SEBC est composé de la BCE (Banque centrale européenne) et des banques centrales nationales. Il est doté d'une personnalité juridique et dirigé par les organes de décision de la BCE, qui sont le conseil des gouverneurs et le directoire (...).

Le conseil des gouverneurs de la BCE se compose des membres du directoire de la BCE et des gouverneurs des banques centrales nationales.

Le directoire se compose du président, du vice-président et de quatre autres membres.

En vue de promouvoir la coordination des politiques des Etats membres dans toute la mesure nécessaire au fonctionnement du marché intérieur, il est institué un comité monétaire de caractère consultatif.

Ce comité a pour mission :

– de suivre la situation monétaire et financière des Etats membres et de la Communauté ainsi que le régime général des paiements des Etats membres et de faire rapport régulièrement au conseil et à la Commission à ce sujet.

Au début de la troisième phase, il est institué un comité économique et financier. Le comité monétaire est dissous. Le comité économique et financier a pour mission :

– (...) de suivre la situation économique et financière des Etats membres et de la Communauté (...) ;

– de procéder, au moins une fois par an, à l'examen de la situation en matière de mouvement de capitaux et de liberté des paiements, tels qu'ils résultent de l'application du traité et des mesures prises par le conseil (...).

Les Etats membres, la Commission et la BCE nomment chacun au maximum deux membres du comité (...).

La deuxième phase de l'union économique et monétaire commence le 1er janvier 1994.

Au cours de la deuxième phase, les Etats membres s'efforcent d'éviter des déficits publics excessifs (...).

Dès le début de la deuxième phase, un institut monétaire européen, ci-après dénommé « IME », est institué et exerce ses tâches ; il a la personnalité juridique et est dirigé et géré par un conseil composé d'un président et des gouverneurs des banques centrales nationales, dont l'un est vice-président.

Le président est nommé d'un commun accord par les gouvernements des Etats membres au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, sur recommandation du comité des gouverneurs des banques centrales des Etats membres, ci-après dénommé « comité des gouverneurs », ou du conseil de l'IME, selon le cas, et après consultation du Parlement européen et du conseil. Le président est choisi parmi des personnes dont l'autorité et l'expérience professionnelle dans le domaine monétaire ou bancaire sont reconnues (...).

L'IME :

– renforce la coopération entre les banques centrales nationales ;

– renforce la coordination des politiques monétaires des Etats membres en vue d'assurer la stabilité des prix ;

– supervise le fonctionnement du système monétaire européen ;

– procède à des consultations sur des questions qui relèvent de la compétence des banques centrales nationales et affectent la stabilité des établissements et marchés financiers ;

– reprend les fonctions jusqu'alors assumées par le fonds européen de coopération monétaire, qui est dissous ; les modalités de dissolution sont fixées dans les statuts de l'IME ;

– facilite l'utilisation de l'écu et surveille son développement, y compris le bon fonctionnement du système de compensation en écus.

En vue de préparer la troisième phase, l'IME :

– prépare les instruments et les procédures nécessaires à l'application de la politique monétaire unique au cours de la troisième phase ;

– encourage l'harmonisation, si besoin est, des règles pratiques régissant la collecte, l'établissement entre la diffusion des statistiques dans le domaine relevant de sa compétence (...).

L'IME, statuant à la majorité des deux tiers des membres de son conseil, peut :

– formuler des avis ou des recommandations sur l'orientation générale de la politique monétaire et de la politique de change ainsi que sur les mesures y afférentes prises dans chaque Etat membre ;

– soumettre des avis ou recommandations aux gouvernements et au conseil sur les politiques susceptibles d'affecter la situation monétaire interne ou externe dans la Communauté et, notamment, le fonctionnement du système monétaire européen (...). La composition en monnaies du panier de l'écu reste inchangée.

Dès le début de la troisième phase, la valeur de l'écu est irrévocablement fixée (...). En cas de crise soudaine de la balance des paiements (...), l'Etat membre intéressé peut prendre, à titre conservatoire, les mesures de sauvegarde nécessaires (...). La Commission et les autres Etats membres doivent être informés de ces mesures (...). Sur l'avis de la Commission, (...), le conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider que l'Etat intéressé doit modifier, suspendre ou supprimer les mesures de sauvegarde susvisées.

La Commission et l'IME font rapport au conseil sur les progrès faits par les Etats membres dans l'accomplissement de leurs obligations pour la réalisation de l'union économique et monétaire (...). Les rapports examinent si un degré de convergence durable a été réalisé en analysant dans quelle mesure chaque Etat membre a satisfait aux critères suivants :

– La réalisation d'un degré élevé de stabilité des prix (...) ; le caractère soutenable de la situation des finances publiques ; le respect des marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de change du système monétaire européen pendant deux ans au moins ; le caractère durable de la convergence atteint par l'Etat membre (...).

Sur la base de ces rapports, le conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission, évalue pour chaque Etat membre, s'il remplit les conditions nécessaires pour l'adoption d'une monnaie unique ; si une majorité d'Etats membres remplit les conditions nécessaires pour l'adoption d'une monnaie unique, et transmet (...) ses conclusions au conseil (...).

Prenant en considération les rapports (...) et l'avis du Parlement européen (...), le conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement statuant à la majorité qualifiée, au plus tard le 31 décembre 1996, décide (...) si une majorité des Etats membres remplit les conditions nécessaires pour l'adoption d'une monnaie unique ; décide s'il convient que la Communauté entre dans la troisième phase et dans l'affirmative, fixe *(sa)* date d'entrée en vigueur.

Si à la fin de 1997, la date de début de la troisième phase n'a pas été fixée, la troisième phase commence le 1er janvier 1999. Si (...) la décision de fixer la date a été prise, le conseil décide, à la majorité qualifiée, si des Etats membres font l'objet d'une dérogation (...). Les droits de vote des Etats membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus pour *(certaines)* décisions du conseil (...).

Politique commerciale

La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions.

La Commission, pour la mise en œuvre de la politique commerciale commune, soumet des propositions au Conseil.

Si des accords avec un ou plusieurs Etats ou organisations internationales doivent être négociés, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Ces négociations sont conduites par la Commission en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans ce cadre des directives que le conseil peut lui adresser.

Culture

La Communauté contribue à l'épanouissement des cultures des Etats membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun.

L'action de la Communauté vise à encourager la coopération entre Etats membres et, si nécessaire, à appuyer et à compléter leur action dans les domaines suivants :

– l'amélioration de la connaissance et de la diffusion de la culture et de l'histoire des peuples européens ;

– la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel d'importance européenne ;

– les échanges culturels non commerciaux ;

– la création artistique et littéraire, y compris dans le secteur de l'audiovisuel.

La Communauté et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes dans le domaine de la culture et en particulier avec le Conseil de l'Europe.

Santé publique

La Communauté contribue à assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine en encourageant la coopération entre les Etats membres et, si nécessaire, en appuyant leur action. L'action de la Communauté porte sur la prévention des maladies, et notamment des grands fléaux, y compris la toxicomanie, en favorisant la recherche sur leurs causes et leur transmission ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé. Les exigences en matière de protection de la santé sont une composante des autres politiques de la Communauté.

Protection des consommateurs

La Communauté contribue à la réalisation d'un niveau élevé de protection des consommateurs par :

– des mesures qu'elle adopte dans le cadre de la réalisation du marché intérieur ;

– des actions spécifiques qui appuient et complètent la politique menée par les Etats membres en vue de protéger la santé, la sécurité et les intérêts économiques des consommateurs et de leur assurer une information adéquate.

Le conseil, après consultation du Comité économique et social, arrête des actions spécifiques. Celles-ci ne peuvent empêcher un Etat membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes. Ces mesures doivent être compatibles avec le présent traité. Elles sont notifiées à la Commission.

Industrie

La Communauté et les Etats membres veillent à ce que les conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de la Communauté soient assurées. A cette fin, conformément à un système de marchés ouverts et concurrentiels, leur action vise à :

– accélérer l'adaptation de l'industrie aux changements structurels ;

– encourager un environnement favorable à l'initiative et au développement des entreprises de l'ensemble de la Communauté et notamment des petites et moyennes entreprises ;

– encourager un environnement favorable à la coopération entre entreprises ;

– favoriser une meilleure exploitation du potentiel industriel des politiques d'innovation, de recherche et de développement technologique.

Les Etats membres se consultent mutuellement en liaison avec la Commission et, pour autant que de besoin, coordonnent leurs actions. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

Politique sociale

(...) Afin d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs dans le marché intérieur et de contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie, il est institué, dans le cadre des dispositions ci-après, un fonds social européen qui vise à promouvoir, à l'intérieur de la Communauté, les facilités d'emploi et la mobilité géographique des travailleurs, ainsi qu'à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles et à l'évolution des systèmes de production, notamment par la formation et la reconversion professionnelles (...).

Education, formation professionnelle et jeunesse

(...) La Communauté contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre Etats membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action tout en respectant pleinement la responsabilité des Etats membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique.

L'action de la Communauté vise :

– à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des Etats membres ;

– à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études ;

– à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement ;

– à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des Etats membres ;

– à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs ;

– à encourager le développement de l'éducation à distance.

Cohésion économique et sociale

Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de la Communauté, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique et sociale. En particulier, la Communauté vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions les moins favorisées, y compris les zones rurales (...).

La Commission présente un rapport au Parlement européen, au conseil, au Comité économique et social et au Comité des régions, tous

La citoyenneté de l'Union

Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre. Les citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par le présent traité.

– Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres, sous réserve des limitations et conditions prévues par le présent traité et par les dispositions prises pour son application (...).

– Tout citoyen de l'Union résidant dans un Etat membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales [et] aux élections au Parlement européen dans l'Etat membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat. Ce droit sera exercé sous réserve des modalités à arrêter (...) par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen ; ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un Etat membre le justifient.

– Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'Etat membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection de la part des autorités diplomatiques et consulaires de tout Etat membre, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet Etat. Avant le 31 décembre 1993, les Etats membres établiront entre eux les règles nécessaires et engageront les négociations internationales requises en vue d'assurer cette protection.

– Tout citoyen de l'Union a le droit de pétition devant le Parlement européen (...). Tout citoyen de l'Union peut s'adresser au médiateur (...).

– La Commision fait rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social avant le 31 décembre 1993, puis tous les trois ans, sur l'application des dispositions de la présente partie. (...) Sur cette base, (...) le Conseil peut arrêter des dispositions tendant à compléter les droits prévus dans la présente partie, dispositions dont il recommandera l'adoption par les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

DU TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE

les trois ans, sur les progrès accomplis dans la réalisation de la cohésion économique et sociale et sur la façon dont les divers moyens prévus au présent article y ont contribué. Ce rapport est, le cas échéant, assorti des propositions appropriées (...).

Le Fonds européen de développement régional est destiné à contribuer à la correction des principaux déséquilibres régionaux dans la Communauté par une participation au développement et à l'ajustement structurel des régions en retard de développement et à la reconversion des régions industrielles en déclin (...).

Recherche et développement technologique

La Communauté a pour objectif de renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'industrie de la Communauté et de favoriser le développement de sa compétitivité internationale, ainsi que de promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires (...).

A ces fins, elle encourage dans l'ensemble de la Communauté les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, les centres de recherche et les universités, dans leurs efforts de recherche et de développement technologique de haute qualité; elle soutient leurs efforts de coopération, en visant tout particulièrement à permettre aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, notamment, de l'ouverture des marchés publics nationaux, de la définition de normes communes et de l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux à cette coopération (...).

Environnement

La politique de la Communauté dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs suivants :

– la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement;

– la protection de la santé des personnes;

– l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles;

– la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement.

La politique de la Communauté dans le domaine de l'environnement vise un niveau de protection élevé, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de la Communauté. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur. Les exigences en matière de protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques de la Communauté.

Dans l'élaboration de sa politique dans le domaine de l'environnement, la Communauté tient compte :

– des données scientifiques et techniques possibles;

– des conditions de l'environnement dans les diverses régions de la Communauté;

– des avantages et des charges qui peuvent résulter de l'action ou de l'absence d'action;

– du développement économique et social de la Communauté dans son ensemble et du développement équilibré de ses régions.

Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure (...) implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un Etat membre, le Conseil prévoit (...) les dispositions appropriées sous forme :

– de dérogations temporaires et/ou,

– d'un soutien financier du Fonds de cohésion qui sera créé au plus tard le 31 décembre 1993 (...).

Coopération au développement

La politique de la Communauté dans le domaine de la coopération au développement, qui est complémentaire de celles qui sont menées par les Etats membres, favorise :

– le développement économique et social durable des pays en développement et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux;

– l'insertion harmonieuse et progressive des pays en développement dans l'économie mondiale;

– la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement.

La politique de la Communauté dans ce domaine contribue à l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi qu'à l'objectif de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La Communauté et les Etats membres respectent les engagements et tiennent compte des objectifs qu'ils ont agréés dans le cadre des Nations unies et des autres organisations internationales compétentes (...).

Politique étrangère et sécurité

Il est institué une politique étrangère et de sécurité commune, régie par les dispositions suivantes :

L'Union et ses Etats indépendants définissent et mettent en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune, régie par les dispositions du présent titre et couvrant tous les domaines de la politique étrangère et de sécurité.

Les objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune sont :

– la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux et de l'indépendance de l'Union; le renforcement de la sécurité de l'Union et de ses Etats membres sous toutes ses formes; le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, conformément aux principes de la Charte des Nations unies, ainsi qu'aux principes de l'Acte final d'Helsinki et aux objectifs de la charte de Paris; la promotion de la coopération internationale; le développement et le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'Union poursuit ces objectifs :

– en instaurant une coopération systématique entre les Etats membres pour la conduite de leur politique;

– en mettant graduellement en œuvre des actions communes dans les domaines où les Etats membres ont des intérêts importants en commun.

Les Etats membres appuient activement et sans réserves la politique extérieure et de sécurité de l'Union dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle. Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force cohérente dans les relations internationales. Le conseil veille au respect de ces principes.

Les Etats membres s'informent mutuellement et se concertent au sein du conseil sur toute question de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt général, en vue d'assurer que leur influence combinée s'exerce de la manière la plus efficace par la convergence de leurs actions.

Chaque fois qu'il l'estime nécessaire, le conseil définit une position commune. Les Etats membres veillent à la conformité de leurs politiques nationales avec les positions communes. Les Etats membres coordonnent leur action au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils défendent dans ces enceintes des positions communes. Au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales auxquelles tous les Etats membres ne participent pas, ceux qui y participent défendent les positions communes.

La procédure pour adopter une action commune dans les domaines relevant de la politique étrangère et de sécurité est la suivante :

Le conseil décide, sur la base d'orientations générales du conseil européen, qu'une question fera l'objet d'une action commune. Lorsque le conseil arrête le principe d'une action commune, il en fixe la portée précise, les objectifs généraux et particuliers que s'assigne l'Union dans la poursuite de cette action, ainsi que les moyens, procédures, conditions et, si nécessaire, la durée applicables à sa mise en œuvre;

Lors de l'adoption de l'action commune et à tout stade de son déroulement, le conseil définit les questions au sujet desquelles des décisions doivent être prises à la majorité qualifiée. Pour les délibérations du Conseil qui requièrent la majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération (...) du traité instituant la Communauté européenne et les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins cinquante-quatre voix exprimant le vote favorable d'au moins huit membres (...).

Toute prise de position ou action nationale envisagée en application d'une action commune fait l'objet d'une information dans des délais permettant (...) une concertation préalable au sein du conseil. (...). En cas de difficultés majeures pour appliquer une action commune, un Etat membre saisit le conseil, qui en délibère (...).

La politique étrangère et de sécurité commune inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union européenne, y compris la définition à terme d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire le moment venu, à une défense commune.

L'Union demande à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) (...) d'élaborer et de mettre en œuvre les décisions et les actions de l'Union qui ont des implications dans le domaine de la défense. Le conseil (...) adopte les modalités pratiques nécessaires. (...). La politique de l'Union n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certaines Etats membres, elle respecte les obligations découlant pour certains Etats membres du traité de l'Atlantique nord et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre (...).

La présidence représente l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune. La présidence a la responsabilité de la mise en œuvre des actions communes : à ce titre, elle exprime en principe la position de l'Union dans les organisations internationales et au sein des conférences internationales (...). La présidence est assistée (...) par l'Etat membre ayant exercé la présidence précédente et par celui qui exercera la présidence suivante (...).

Les Etats membres qui sont aussi membres du Conseil de sécurité des Nations unies se concerteront et tiendront les autres Etats membres pleinement informés (...).

La présidence consulte le Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune (...). Le Parlement européen procède chaque année à un débat sur les progrès réalisés [dans ce domaine].

Le conseil européen définit les principes et les orientations générales de la politique étrangère et de sécurité commune. Le conseil prend les décisions nécessaires à [sa] définition et à [sa] mise en œuvre, sur les bases arrêtées par le conseil européen. (...). Le conseil statue à l'unanimité, sauf pour les questions de procédure (...).

La Commission est pleinement associée aux travaux dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune (...).

Justice et affaires intérieures

La coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures est régie par les dispositions suivantes.

Aux fins de la réalisation des objectifs de l'Union, notamment de la libre circulation des personnes, et sans préjudice des compétences de la Communauté européenne, les Etats membres considèrent les domaines suivants comme des questions d'intérêt commun :

– la politique d'asile;

– les règles régissant le franchissement des frontières extérieures des Etats membres par des personnes et l'exercice du contrôle de ce franchissement;

– la politique d'immigration et la politique à l'égard des ressortissants des pays tiers : les conditions d'entrée et de circulation des ressortissants des pays tiers sur le territoire des Etats membres, les conditions de séjour y compris le regroupement familial et l'accès à l'emploi, la lutte contre l'immigration, le séjour et le travail irréguliers de ressortissants des pays tiers sur le territoire des Etats membres;

– la lutte contre la toxicomanie;

– la lutte contre la fraude de dimension internationale;

– la coopération judiciaire en matière civile;

– la coopération judiciaire en matière pénale;

– la coopération douanière;

– la coopération policière en vue de la prévention et de la lutte contre le terrorisme, le trafic illicite de drogue et d'autres formes graves de criminalité internationale, y compris, si nécessaire, certains aspects de coopération douanière, en liaison avec l'organisation à l'échelle de l'Union d'un système d'échanges d'informations au sein d'un Office européen de police (Europol).

(...) Ces questions sont traitées dans le respect de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et de la convention relative au statut des réfugiés et en tenant compte de la protection accordée par les Etats membres aux personnes persécutées pour des motifs politiques.

Le présent texte ne porte pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

(...) Les Etats membres s'informent et se consultent mutuellement au sein du conseil en vue de coordonner leur action. Ils instituent à cet effet une collaboration entre les services compétents de leurs administrations.

Le conseil peut :

– arrêter des positions communes et promouvoir toute coopération utile à la poursuite des objectifs de l'Union,

– adopter des actions communes, dans la mesure où les objectifs de l'Union peuvent être mieux réalisés par une action commune que par les Etats membres agissant isolément, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée; il peut décider que les mesures d'application d'une action commune seront adoptées à la majorité qualifiée;

– établir des conventions dont il recommandera l'adoption par les Etats membres selon leurs règles constitutionnelles respectives (...). Ces conventions peuvent prévoir que la Cour de justice est compétente pour interpréter leurs dispositions et pour statuer sur tout différend concernant leur application (...).

Il est institué un Comité de coordination composé de hauts fonctionnaires. En plus de son rôle de coordination, ce comité a pour mission :

– de formuler des avis à l'intention du conseil, soit à la requête de celui-ci, soit de sa propre initiative;

– de contribuer à la préparation des travaux du conseil.

La Commission est pleinement associée aux travaux.

Le conseil statue à l'unanimité sauf dispositions contraires (...)

Les Etats membres expriment les positions communes dans les organisations internationales et lors des conférences internationales.

Les institutions de la Communauté

Le Parlement

Le Parlement européen, composé de représentants des peuples des Etats réunis dans la Communauté, exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par le présent traité.

Le Parlement européen élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres.

Le conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

(...) Le Parlement participe au processus conduisant à l'adoption des actes communautaires (...) ainsi qu'en rendant des avis conformes ou en donnant des avis consultatifs.

Le Parlement européen peut, à la majorité de ses membres, demander à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui lui paraissent nécessiter l'élaboration d'un acte communautaire pour la mise en œuvre du présent traité.

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, le Parlement européen peut, à la demande d'un quart de ses membres, constituer une commission temporaire d'enquête pour examiner, sans préjudice des attributions conférées par le présent traité à d'autres institutions ou organes, les allégations d'infraction ou de mauvaise administration dans l'application du droit communautaire, sauf si les faits allégués sont en cause devant une juridiction et aussi longtemps que la procédure juridictionnelle n'est pas achevée.

L'existence de la commission temporaire d'enquête prend fin par le dépôt de son rapport.

Les modalités d'exercice du droit d'enquête sont déterminées d'un commun accord par le Parlement européen, le conseil et la commission.

∴

Tout citoyen de l'Union, ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre, a le droit de présenter, à titre individuel ou en association avec d'autres citoyens ou personnes, une pétition au Parlement européen sur un sujet relevant des domaines d'activité de la Communauté et qui le ou la concerne directement.

Le Parlement européen nomme un médiateur, habilité à recevoir les plaintes émanant de tout citoyen de l'Union ou de toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre et relative à des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions ou organes communautaires, à l'exclusion de la Cour de justice et du tribunal de première instance dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles.

Le conseil

Le conseil est formé par un représentant de chaque Etat membre au niveau ministériel, habilité à engager le gouvernement de cet Etat membre.

La présidence est exercée à tour de rôle par chaque Etat membre du conseil pour une durée de six mois selon l'ordre suivant des Etats membres :

– pendant un premier cycle de six ans : Belgique, Danemark, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni;

– pendant le cycle suivant de six ans : Danemark, Belgique, Grèce, Allemagne, France, Espagne, Italie, Irlande, Pays-Bas, Luxembourg, Royaume-Uni, Portugal.

Le conseil se réunit sur convocation de son président à l'initiative de celui-ci, d'un de ses membres ou de la Commission.

La Commission

La Commission est composée de dix-sept membres choisis en raison de la compétence générale et offrant toutes garanties d'indépendance.

Le nombre des membres de la Commission peut être modifié par le conseil statuant à l'unanimité.

Seuls les nationaux des Etats membres peuvent être membres de la Commission.

La Commission doit comprendre au moins un national de chacun des Etats membres, sans que le nombre des membres ayant la nationalité d'un même Etat membre soit supérieur à deux.

Les membres de la Commission exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de la Communauté.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions. Chaque Etat membre s'engage à respecter ce caractère et à ne pas chercher à influencer les membres de la Commission dans l'exécution de leur tâche.

Le président et les autres membres de la Commission désignés *[d'un commun accord par les Etats membres]* sont soumis, en tant que collège, à un vote d'approbation par le Parlement européen. Après l'approbation du Parlement européen, le président et les autres membres de la Commission sont nommés, d'un commun accord, par les gouvernements des Etats membres. *[Ces dispositions s'appliquent pour la première fois au président et aux autres membres de la Commission dont le mandat commence le 7 janvier 1995. Le président et les autres membres de la Commission dont le mandat commence le 7 janvier 1993 sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des Etats membres. Leur mandat expire le 6 janvier 1995.]*

Le Conseil et la Commission procèdent à des consultations réciproques et organisent d'un commun accord les modalités de leur collaboration.

La Cour des comptes

La Cour des comptes assure le contrôle des comptes.

– *[Elle]* est composée de douze membres (...) choisis parmi des personnalités appartenant ou ayant appartenu dans leurs pays respectifs aux institutions de contrôle externe ou possédant une qualification particulière pour cette fonction. *[Ils]* sont nommés pour six ans par le conseil, statuant à l'unanimité après consultation du Parlement européen. [Ils] peuvent être nommés de nouveau. Ils désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour des comptes. Le mandat de celui-ci est renouvelable. *[Ils]* exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de la Communauté. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions.

– La Cour (...) examine les comptes de la totalité des recettes et des dépenses de la Communauté *[et]* de tout organisme créé par la Communauté (...).

Le comité des régions

Il est institué un comité à caractère consultatif composé de représentants des collectivités régionales et locales, dénommé «comité des régions».

Le nombre des membres du comité des régions est fixé ainsi qu'il suit :

Belgique : 12 ; Danemark : 9 ; Allemagne : 24 ; Grèce : 12 ; Espagne : 21 ; France : 24 ; Irlande : 9 ; Italie : 24 ; Luxembourg : 6 ; Pays-Bas : 12 ; Portugal : 12 ; Royaume-Uni : 24.

Les membres du comité ainsi qu'un nombre égal de suppléants sont nommés, sur proposition des Etats membres respectifs, pour quatre ans par le conseil statuant à l'unanimité. Leur mandat est renouvelable.

Le comité des régions désigne parmi ses membres son président et son bureau pour une durée de deux ans.

Il établit son règlement intérieur et le soumet à l'approbation du conseil statuant à l'unanimité.

Le comité est convoqué par son président à la demande du conseil ou de la Commission. Il peut également se réunir de sa propre initiative.

Le comité des régions est consulté par le conseil ou par la Commission dans les cas prévus au présent traité et dans tous les autres cas où l'une de ces deux institutions le juge opportun.

S'il l'estime nécessaire, le conseil ou la Commission impartit au comité. pour présenter son avis, un délai qui ne peut être inférieur à un mois à compter de la communication qui est adressée à cet effet au président. A l'expiration du délai imparti, il peut être passé outre à l'absence d'avis.

La Banque européenne d'investissement

La Banque européenne d'investissement a pour mission de contribuer, en faisant appel aux marchés des capitaux et à ses ressources propres, au développement équilibré et sans heurt du marché commun dans l'intérêt de la Communauté. A cette fin, elle facilite, par l'octroi de prêts et de garanties, sans poursuivre de but lucratif, le financement de projets dans tous les secteurs de l'économie.

Comité économique et social

Le nombre des membres du Comité économique et social est fixé ainsi qu'il suit : Belgique, 12; Danemark, 9 : Allemagne, 24 ; Grèce, 12; Espagne, 21; France, 24; Irlande, 9; Italie, 24; Luxembourg, 6; Pays-Bas, 12; Portugal, 12; Royaume-Uni, 24.

Les membres du Comité sont nommés, pour quatre ans, par le conseil statuant à l'unanimité. Leur mandat est renouvelable.

POLITIQUE

La session extraordinaire du Parlement

Mme Cresson : « Ne faites pas de l'impatience une vertu républicaine »

En ouverture de la session extraordinaire du Parlement, vendredi 7 février, Mme Edith Cresson a dénoncé « l'impatience » de ceux qui voudraient précipiter les échéances électorales. Le premier ministre a présenté sa chronologie de l'affaire Habache et indiqué les grandes lignes de l'action qu'elle entend mener dans les mois à venir.

Mme Cresson affirme d'abord aux députés, vendredi après-midi, que l'affaire Habache n'est que « *le mobile apparent* » de la demande de l'opposition d'une session extraordinaire. « *J'ai perçu un mobile plus réel chez certains : l'impatience. J'ai cru entendre*, dit-elle, *ici et là, que certains d'entre vous souhaitaient un changement de gouvernement et que d'autres voulaient s'autodissoudre. (...) La démocratie a ses règles et son calendrier. Ne faites pas de l'impatience une vertu républicaine (...) Jamais, depuis 1958, aucun de mes prédécesseurs n'a voulu monter à cette tribune pour débattre d'affaires qui ont affecté, et parfois très gravement, le bon fonctionnement de l'Etat.* »

Après avoir dressé la chronologie du séjour de M. Georges Habache en France, le premier ministre ajoute : « *D'un mauvais fonctionnement de l'Etat, vous voulez faire une affaire d'Etat.* » Puis elle présente ce « *qu'attendent aujourd'hui les Français de leur gouvernement, de tout gouvernement (...) : un Etat de droit, des emplois, une protection sociale, des régions dynamiques ayant toutes leurs chances, une France qui tient son rang dans ce monde. C'est en fonction de ces attentes fondamentales que j'agis, comme l'ont fait les premiers ministres de gauche depuis dix ans.* »

Je poursuivrai mon action

Mme Cresson ajoute : « *Les libertés individuelles sont garanties en France peut-être plus et mieux que dans d'autres pays. On peut, même, perquisitionner pour la première fois le siège d'un parti politique au pouvoir. Mais peut-on injurier le gouvernement? Peut-on jeter l'opprobe sur l'ensemble de la représentation nationale et l'associer à l'argent ? La déviation à laquelle nous assistons est dangereuse, et vous le savez bien (...). Il n'y a pas, d'un côté, les politiques et, de l'autre, les justiciers, comme on tente bruyamment d'en accréditer l'idée. (...) Méfiez-vous de la démagogie! Soyez inflexibles envers ceux qui en nombre infime auraient failli. Rappelez-vous que tout ce qui tire la politique vers le bas (...) s'inscrit contre la démocratie, fait le jeu des faux prophètes et un jour peut faire le malheur du peuple.* »

Mme Cresson rappelle les accords signés sur la maîtrise des dépenses de santé et assure qu'elle « traitera » le problème des retraites, étant entendu que l'ouverture du droit à la retraite à soixante ans et le pouvoir d'achat des pensions seront maintenus. Elle évoque, ensuite, l'aménagement du territoire et indique son intention de « *compléter le dispositif de soutien au logement dans les différentes catégories* » et d'amplifier « *les programmes routiers et autoroutiers, ainsi que les transports collectifs* ».

Insistant sur le rôle international de la France et, particulièrement, sur son engagement dans la construction européenne, le premier ministre affirme : « *Je poursuivrai mon action. Avec persévérance. Avec détermination. Sans me laisser distraire. Sans temps mort. La France n'a pas de temps à perdre. Le rendez-vous de 1993 est pour demain.* » Elle ajoute : « *Avant que vous ne partiez dans vos départements et dans vos régions, je voudrais vous dire une chose. Dans ces temps que certains voudraient moroses, nous avons tous, ici, gouvernement et élus de toute la nation, un devoir fondamental vis-à-vis des Français : le devoir de leur dire la vérité. La vérité, c'est que dans une phase de langueur économique mondiale, les choses vont mieux chez nous qu'ailleurs; (...) que les résultats, lors de la reprise, dépendront de notre volonté de nous battre aujourd'hui; (...) que la France est un grand pays qu'il faut servir et qu'il faut aimer* ».

□ **Mme Georgina Dufoix a démissionné de la présidence de la Croix-Rouge.** – Mme Georgina Dufoix a donné, vendredi 7 février, sa démission de présidente de la Croix-Rouge. Cette démission, consécutive à l'affaire Habache, a été annoncée, comme prévu (*le Monde* du 5 février), à l'issue de la réunion du conseil d'administration par son vice-président, M. André Delaude.

L'opposition ne suit pas M. Giscard d'Estaing

Plutôt que d'emprunter les voies incertaines de l'« autodissolution » prônée par M. Giscard d'Estaing, l'opposition paraissait, à quelques heures de l'intervention à l'Assemblée nationale de Mme Edith Cresson, décidée à tenter de convaincre avant de vaincre.

Un apaisement des esprits s'est manifesté de plusieurs manières dans les rangs de l'opposition, avant la session extraordinaire du Parlement qui devait permettre à Mme Cresson, vendredi 7 février, de s'expliquer devant les députés sur l'affaire Habache.

En témoigne, d'abord, la façon dont le RPR s'est dispensé de relayer la proposition de M. Valéry Giscard d'Estaing de dissolution immédiate de l'Assemblée nationale.

Aucun propos officiel n'a été prononcé sur la question, mais, dans l'entourage de M. Jacques Chirac, on ne s'est pas privé d'exprimer quelque soupçon sur la pureté républicaine des intentions de l'ancien président de la République.

Mme Simone Veil avait eu, jeudi, sur Radio-Monte-Carlo, les mots les plus cruels, en considérant cette demande d'élections anticipées comme « *une façon de passer le temps, d'occuper les électeurs, de s'y préparer soi-même, peut-être aussi de fantasmer* ».

Toutes ces réticences devaient, d'ailleurs, se confirmer vendredi matin au cours d'une ultime réunion de l'intergroupe, qui s'apprêtait à repousser le projet compliqué d'autodissolution préconisé, l'avant-veille, par M. Giscard d'Estaing et par l'UDF.

Il n'était pas certain, d'ailleurs, que le sujet fût même inscrit à l'ordre du jour. « *Je crois*, avait confié jeudi M. Chirac, *que cette proposition n'est pas constitutionnelle et, donc, qu'il convient d'y réfléchir.* » Façon aimable de dire que c'était tout réfléchi.

Du coté de l'UDF, on semblait se rétracter sous motif que cette démarche n'avait, en réalité, qu'un « *caractère symbolique* ».

Ne pas ajouter « une crise à la crise »

Le choix des orateurs de l'opposition pour le débat général de vendredi est, aussi, un indice d'apaisement. Le RPR a choisi M. Edouard Balladur. M. Mitterrand y sera sans doute sensible. L'ancien ministre d'Etat n'est pas homme à se lancer dans les grands procès.

Son choix montre que M. Chirac n'était pas spécialement désireux de profiter de l'absence au Palais-Bourbon de M. Giscard d'Estaing pour revendiquer la conduite des manœuvres de l'opposition. L'UDF a délégué M. François Léotard.

Il n'est pas sûr que M. Giscard d'Estaing apprécie. Se consacrant beaucoup, depuis un an, aux grands dossiers internationaux, le président d'honneur du PR aurait, probablement, à cœur de replacer l'affaire Habache dans un contexte qui ne soit pas exclusivement « franco-français ».

Si l'opposition semble avoir opté pour l'apaisement, c'est que beaucoup, dans ses rangs, estiment qu'elle doit d'abord se méfier d'elle-même et qu'elle n'aurait rien à gagner, aux yeux de l'opinion, à vouloir ajouter « une crise à la crise ».

Si elle s'est résolue à déposer une motion de censure, c'est parce que ses électeurs n'auraient point compris qu'elle ne le fît pas. Cette motion de censure de principe sera repoussée la semaine prochaine, comme toutes les précédentes, mais, par une telle procédure, elle espère bien mettre un peu plus le projecteur sur le délabrement du pouvoir et du Parti socialiste, en espérant que les Français y verront d'eux-mêmes un peu plus clair.

Prouver, comme on a commencé à l'entendre, que l'Assemblée nationale est le dernier endroit où les socialistes conservent, grâce aux communistes, un semblant de majorité sera un argument fort pour les prochaines élections régionales. Ne voulant pas désespérer, M. Giscard d'Estaing affirme, dans *Paris-Match* (daté 13 février), que, le 23 mars prochain, « *ceux qui sont au pouvoir seront dans l'incapacité d'agir parce qu'ils n'auront plus le soutien de la population* ».

L'opposition veut faire la démonstration, enfin, comme le dit M. Alain Juppé, que « *M. Rocard a dû avaler son chapeau* ». Ce qui peut n'être pas inutile dans la perspective cette fois d'une campagne présidentielle.

DANIEL CARTON

DU 7 AU 16 FEVRIER 1992
NE RATEZ PAS L'OCCASION !

CHEZ CITROËN
DANS TOUS LES POINTS DE VENTE AFFICHANT L'OPÉRATION

REPRISES
5000F*
MINIMUM

CREDIT
TOTAL

ET FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS**
SUR CITROËN BX ET XM D'OCCASION

UN CHOIX EXCEPTIONNEL DE VÉHICULES
D'OCCASION TOUTES MARQUES
DES SERIES SPECIALES EUROCASION

GARANTIES CITROËN EUROCASION DE 6 A 24 MOIS

* Reprise 5000 F TTC minimum de votre ancien véhicule, quel que soit son état, pour tout achat d'un véhicule d'occasion marqué d'un point rouge.
** sous réserve d'acceptation du financement par Crédipar.

CITROËN
EUROCASION

Dans un entretien à *National-Hebdo*

M. Poniatowski dénonce des « lobbies ethniques »

Dans un entretien présenté comme « *exclusif et explosif* », et publié jeudi 6 février dans l'hebdomadaire lepéniste *National Hebdo* (daté 6-12 février), M. Michel Poniatowski, président d'honneur du Parti républicain, continue de prôner des « *arrangements électoraux* » entre les partis de l'opposition et le Front national. « *Notre seul adversaire est le socialisme, allié au communisme*, déclare l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing. *Cet adversaire nous diabolise les uns vis-à-vis des autres. Et c'est inacceptable venant de lui. De quel droit moral ou politique cette association du parti le plus pourri de France et du parti des assassins de quarante millions de martyrs en Europe dicte-t-elle à la droite ce qui est autorisé, légitime et bien? C'est un stupéfiant scandale que de voir le meurtrier imposant sa morale à sa victime.* »

Ravi de pouvoir manifester « *son entière liberté d'esprit* », M. Poniatowski invite ses amis de l'opposition à s'affranchir des « *influences occultes* ». « *Une bonne partie du monde politique est sous influence*, dénonce-t-il, *conditionnée par des groupes de pression, des maçonneries, des lobbies ethniques, des ambassades, des centres d'influence, des grandes sociétés. Ils pèsent directement sur la politique et les médias, font et défont ceux qui leur conviennent. Le Parti socialiste est le creuset type de ces influences occultes.* »

La préfecture du Gard s'oppose au retrait du portrait de M. Mitterrand de la mairie de Beaucaire

La préfecture du Gard va demander, devant le tribunal administratif de Montpellier, l'annulation d'une délibération adoptée le 4 février par le conseil municipal de Beaucaire, qui a conduit au retrait de la mairie, conformément au « *vœu* » du maire, M. Jean-Marie André (divers droite), du portrait officiel de M. François Mitterrand, qualifié par un communiqué de l'hôtel de ville d' « *image d'un pouvoir en déliquescence, d'une démocratie affaiblie* » après « *l'affaire Habache et ses suites* ».

La décision a été votée par 26 conseillers municipaux (5 RPR et 21 div. d.). Les deux élus socialistes ont voté « contre », et les cinq conseillers communistes n'ont pas pris part au scrutin.

Le secrétaire général de la préfecture, M. Jean-Lou Drubigny, a précisé lors d'une conférence de presse, mercredi 5 février, que « *la délibération du conseil municipal sur un tel vœu politique paraît illégale et sera déférée, sous le signe de l'urgence, devant le tribunal administratif* ». Aucun texte légal n'oblige à l'affichage du portrait du président de la République en exercice dans les locaux d'une mairie. La préfecture a cependant estimé qu'il s'agit « *d'un usage courant et d'une tradition républicaine qui constitue une obligation morale pour le maire* ».

L'Elysée dénonce une dépêche « mensongère » de l'AFP

Le président de la République a sans doute eu de quoi alimenter sa colère contre les médias, avec une dépêche de l'Agence France Presse diffusée jeudi 6 février, à 2 heures 06 du matin. Titrée « Habache-Mitterrand – La Présidence de la République annonce deux départs », elle indiquait que, par deux arrêtés du 5 février, il était « *mis fin aux fonctions* » de M. Michel Jau, conseiller technique à l'Elysée, et de Mme Marie-Claire Papegay, l'une des secrétaires particulières du président de la République depuis 1981.

Le service de presse de la présidence de la République a immédiatement réagi en « *relevant la présentation mensongère faite par l'AFP (...), reprise complaisamment par plusieurs médias, de la cessation de fonctions de M. Jau et de Mme Papegay* ». L'Elysée rappelle que M. Jau a été nommé haut commissaire de la République en Polynésie française par le conseil des ministres du 3 janvier, tandis que Mme Papegay était nommée inspecteur général des P et T par celui du 27 janvier, bien avant le début de l'« affaire Habache ».

Le PDG de l'AFP, M. Claude Moisy, s'est excusé personnellement auprès des deux anciens collaborateurs de l'Elysée et des abonnés à l'agence, en précisant qu' « *à des fins de recherche informatique le titre était malencontreusement précédé des mots-clés « Habache-Mitterrand » qui signifient à tort que les deux changements d'affectation pouvaient être liés à l'« affaire Habache »* ». Une nouvelle version, sans les deux mots « *erronés* », a été diffusée cinquante minutes après, note le président de l'AFP.

L'incident devrait alimenter l'irritation de l'Elysée envers l'AFP, dont l'attitude dans l'affaire des archives de la SAGES avait déclenché la colère du président de la République (*le Monde* du 29 janvier). Elle pourrait aussi accélérer la succession de M. Claude Moisy, dont le mandat à la tête de l'agence se termine en janvier 1993.

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

Le P S parvient à un accord avec les radicaux de gauche

Le Parti socialiste [redacted] France unie [redacted] décidé, jeudi 6 février, de [redacted] mettre en place un [redacted] *de* [redacted] *permanent sur* [redacted] *questions politiques*». Constatant leur «*accord* [redacted] *politique nationale*» [redacted] leur «*volonté d'agir* [redacted]», les [redacted] formations ont exprimé «*leur fidélité* [redacted] *président de la République*» [redacted] «*leur* [redacted] *au premier ministre* [redacted] *au gouvernement*». Toutefois, les deux délégations (celle [redacted] PS, [redacted] par M. Laurent Fabius, comprenaît MM. Michel Debout et Gérard Le Gall; pour France unie, M. Jean-Pierre Soisson [redacted] accompagné [redacted] MM. Emile Zuccarelli, président du MRG, Jacques Pelletier, président de l'Association des démocrates, [redacted] Jean-Michel Baylet, président de la [redacted] électorale) [redacted] sont [redacted] parvenues [redacted] un accord. Seul le MRG, composante de France unie, a conclu [redacted] le PS un [redacted] «*politique et électoral global*».

La négociation [redacted] abouti [redacted] la [redacted]gnation de quatre têtes de liste France unie : MM. Gilbert Baumet, sénateur, président [redacted] conseil général, [redacted] le Gard; Jean Monnier, maire d'Angers, dans le Maine-et-Loire; [redacted] Rigal (MRG), député, maire de Villefranche-de-Rouergue, dans l'Aveyron; Dominique Saint-Pierre (MRG), ancien député, dans l'Ain. Le [redacted] et le MRG, qui s'étaient déjà mis d'accord pour présenter [redacted] dans plusieurs départements, notamment dans [redacted] régions Midi-Pyrénées [redacted] Nord-Pas-de-Calais, ont [redacted] difficultés qui subsistaient dans une petite dizaine [redacted] départements (Bouches-du-Rhône, Dordogne, Eure, Gironde, Indre-et-Loire, Rhône, Seine-et-Marne, Seine-Saint-[redacted] et Val-d'Oise). De son côté, France unie devrait présenter une vingtaine de listes autonomes en concertation avec le PS.

Estimant que «*les propositions du PS* [redacted] *traduisent ni la volonté d'ouverture ni l'élargissement de la majorité présidentielle, alors que* [redacted] *situation politique l'impose aujourd'hui* [redacted] *plus*», [redacted] Convention V[redacted] République, présidée par M. Jean Charbonnel, qui [redacted] l'une des quatre composantes [redacted] France unie, n'a [redacted] participé aux discussions. Elle pré[redacted] que [redacted] absence [redacted] marque [redacted] *rupture*» [redacted] «*n'empêche pas la conclusion d'accords locaux*».

A. Ch.

MM. Poperen et Auroux renoncent à conduire les listes de la majorité dans le Rhône et la Loire

Dès son [redacted] au poste de premier secrétaire du PS, M. Laurent Fabius avait invité [redacted] ministres et [redacted] responsables du parti [redacted] s'engager dans [redacted] campagne pour les élections régionales. Dans la région Rhône-Alpes, deux [redacted] susceptibles de répondre à [redacted] invitation, MM. Jean Poperen et Jean Auroux, ont [redacted] la proposition.

LYON

[redacted] *régional*

M. Auroux, président [redacted] groupe socialiste [redacted] l'Assemblée nationale, [redacted] annoncé, jeudi [redacted] février, qu'il [redacted] la proposition de conduire la [redacted] socialiste [redacted] les [redacted] régionales dans la Loire. Le maire [redacted] Roanne motive [redacted] par la charge [redacted] ses [redacted] fonctions nationales [redacted] locales, [redacted] que [redacted] souci [redacted] respecter le principe [redacted] limitation [redacted] cumul [redacted] Quelques jours [redacted]ravant, M. Jean Poperen, ministre des relations [redacted] le Parlement, s'appuyant [redacted] identiques, avait adopté la même position pour le Rhône.

A l'automne dernier, [redacted] de [redacted] désignation [redacted] candidats, ces deux responsables avaient déjà refusé [redacted] mener la bataille [redacted] leurs départements respectifs. Les investitures, négociées d'après [redacted] votes du congrès de Rennes, avaient fait l'objet d'âpres conflits [redacted] courants [redacted] provoqué des ruptures avec des [redacted] régionaux [redacted] écartés. Ainsi, l'ancien président [redacted] régional, M. André Viana, présentera sa [redacted] dans le Rhône; M. Bruno Vennin [redacted] fera dans la Loire, [redacted] d'autres déçus se préparent [redacted] cette échéance, soit [redacted] l'étiquette Génération écologie, soit sous celle [redacted] la Nouvelle Gauche.

Les marchandages [redacted] l'automne [redacted] produit [redacted] dont beaucoup de responsables socialistes admettent, en privé, qu'elles font [redacted] figure. Si M. Louis Mermaz, ministre [redacted] l'agriculture, [redacted] choisi [redacted] s'engager en Isère, [redacted] croient en [redacted] volonté de s'investir au conseil régional. Les regards se tournent [redacted] M. Louis Besson, maire [redacted] Chambéry, ancien ministre du gouvernement de M. Michel Rocard, mais il n'est [redacted] emballé [redacted] une [redacted] perspective [redacted] réserve toujours sa réponse.

Les deux dernières défections risquent d'affaiblir un peu plus le PS, incapable de trouver un véritable chef [redacted] dans une région dominée [redacted] la droite. M. Auroux [redacted] cette situation en observant que [redacted] parti «*n'a pas de stratégie cohérente* [redacted] *niveau régional*» et qu'il «*a confiné, à tort, sa démarche dans* [redacted] *cadre départemental*».

BRUNO CAUSSÉ

Mme Trautmann persiste à refuser la tête de liste socialiste dans le Bas-Rhin

STRASBOURG

[redacted] *notre correspondant régional*

La [redacted] du PS [redacted] le [redacted] sera conduite par M. [redacted] Estève, fabusien, maire de Sélestat et [redacted] régional sortant, aux [redacted]chaines élections régionales. Mme Catherine Trautmann, rocardienne, maire de Strasbourg, membre du [redacted] européen, a tenu jusqu'au bout : les socialistes du département, y compris M. Estève, tentaient depuis [redacted] semaines [redacted] la convaincre [redacted] se placer à leur tête, mais elle en est restée [redacted] sa position [redacted] Mme Trautmann [redacted] toujours [redacted] qu'elle [redacted] par le cumul [redacted] et qu'elle [redacted] pouvait [redacted] son [redacted] à l'As[redacted] de [redacted] moment où [redacted] sort de Strasbourg comme capitale parlementaire européenne se jouait. Sans [redacted] la perspective d'un [redacted]tat [redacted] au soir du [redacted] a-t-elle [redacted] pesé d'un bon poids dans [redacted] décision. M. Jean-Marie Bockel, député [redacted] Haut-Rhin, maire de Mulhouse – qui lui [redacted] devra [redacted] à l'un [redacted] ses deux mandats [redacted] s'il veut siéger [redacted] conseil régional – a [redacted] le calcul inverse : il [redacted] choisi [redacted] tirer [redacted] le Haut-Rhin pour préserver sa position municipale [redacted] un contexte [redacted] difficile.

Le retrait, au [redacted] l'année, [redacted] M. Alfred Muller (France unie), [redacted] de Schiltigheim, [redacted] montré au [redacted] jour les dissensions au [redacted] de la «majorité présidentielle» [redacted] Alsace. M. Théo Braun, ancien membre du gouvernement de M. [redacted] Rocard, au quatrième rang sur la défunte liste de M. Muller, [redacted] annoncé son intention de présenter [redacted] sienne.

MARCEL [redacted]

Alpes-Maritimes : la confusion s'accroît dans les rangs de l'opposition

Mme Martine Daugreilh, député (RPR) [redacted] Alpes-Maritimes, adjoint au [redacted] devait annoncer, samedi 8 février, [redacted] candidature [redacted] la tête d'une liste d'élus [redacted] socio-professionnels. [redacted] initiative, qui [redacted] remous persistants provoqués par la désignation [redacted] candidats UDF [redacted] RPR (*le Monde* du [redacted] janvier), accroît [redacted] confusion [redacted] rangs [redacted] l'opposition du département.

NICE

[redacted] *correspondant régional*

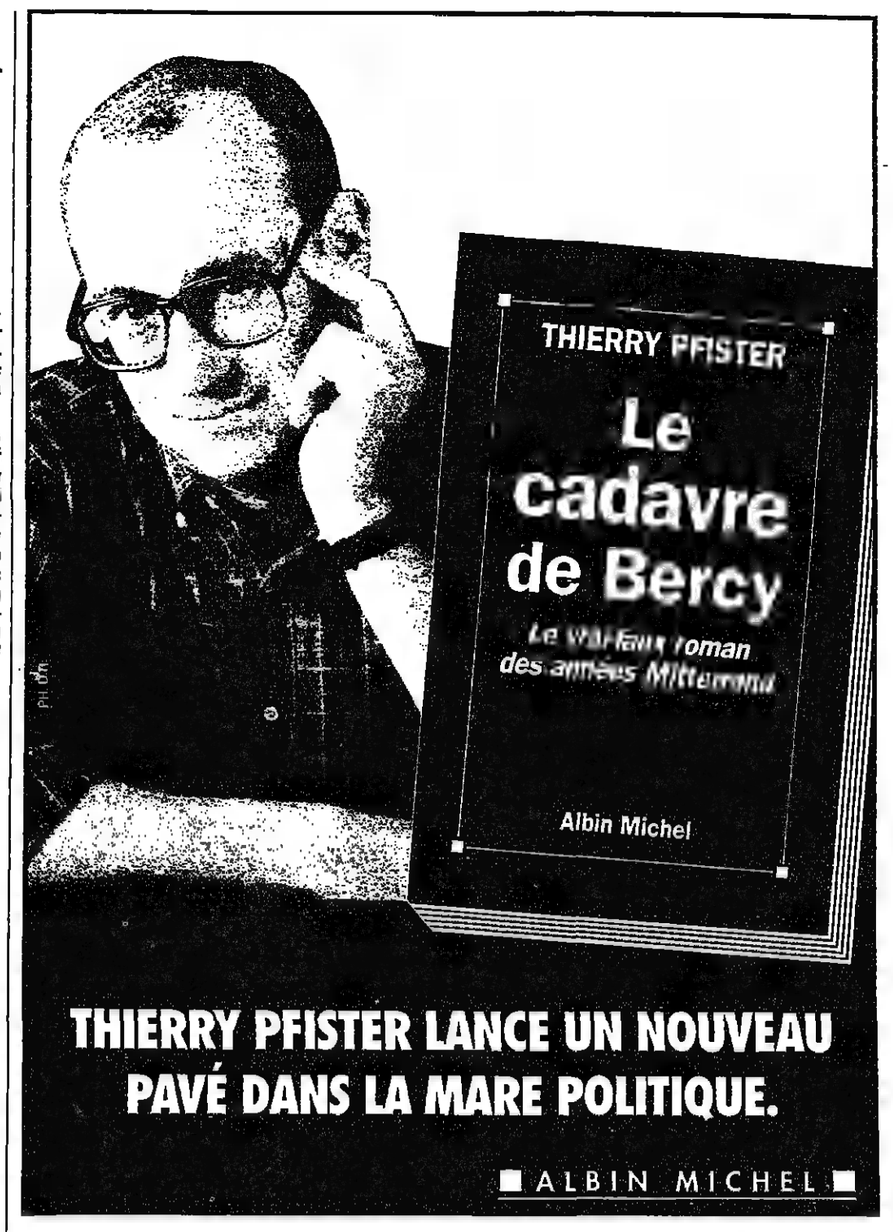
Mme Daugreilh se défend par [redacted] «*créer* [redacted] *division*» [redacted] insiste, au contraire, [redacted] le caractère «*original*» [redacted] sa démarche, visant à «*récupérer des voix qui ne* [redacted] *seraient* [redacted] *portées* [redacted] *liste de l'UPF, afin de faciliter la réélection de M. Jean-Claude Gaudin à la présidence de la région*». En d'autres [redacted] le député RPR [redacted] «ratis[redacted] plus large» [redacted] comblant les lacunes de la liste de l'UPF, conduite par un autre député RPR du département, Mme Suzanne Sauvaigo, maire [redacted] Cagnes-sur-Mer : d'abord, [redacted] «*sous-représentation de Nice* [redacted] *l'est du département*»; ensuite, [redacted] des socio-professionnels, qui l'ont sollicitée et auxquels elle [redacted] réserver une place impor[redacted] sur [redacted] liste. Il semble qu'elle puisse compter sur [redacted] d'une partie [redacted] membres [redacted] la [redacted] [redacted] d'industrie de Nice [redacted] la Côte d'Azur. Le président [redacted] la CCI, M. [redacted] Stellardo, ancien conseiller municipal [redacted] Nice, a, toutefois, décliné son offre.

La perspective de municipales à Nice

Après le soutien apporté, le week-end dernier, à M. Jean-Marie Le [redacted] par M. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) [redacted] Nice, Mme Daugreilh veut [redacted] démontrer que [redacted] *peut être* [redacted] *compromettre avec le Front national*». En clair, son intention [redacted] de rallier [redacted] sa candidature une partie des nostalgiques du médecinisme, qui seraient tentés de voter pour l'extrême droite. Il apparaît évident, aussi, qu'elle [redacted] place dans la perspective d'une éventuelle [redacted] municipale partielle [redacted] Nice, [redacted] un [redacted] M. Le Pen aux régionales [redacted] rumeur [redacted] nouveau enflé ces derniers jours. Elle pourrait donc vouloir «marquer son territoire» face [redacted] M. Christian Estrosi, député (RPR) [redacted] troisième [redacted] UPF, qui est son [redacted] direct pour [redacted] mairie [redacted] Nice au sein [redacted] son parti. En [redacted] cavalier seul, elle s'expose, cependant, à [redacted] sanctions du RPR.

Les protestations [redacted] composition [redacted] l'UPF [redacted] se [redacted] pas apaisées. [redacted] lettre qu'ils viennent d'adresser à M. Jean-Claude Gaudin [redacted] M. Robert Pandraud, respectivement responsables UDF [redacted] RPR [redacted] commission des [redacted] de l'UPF, dix-huit maires [redacted] l'est [redacted] département, parmi lesquels M. José Balarello, maire (PR) [redacted] Tende, sénateur [redacted] Alpes-Maritimes, [redacted] M. Jean-Claude Guibal, maire (CDS) [redacted] Menton, délégué départemental [redacted] l'UDF, écrivent que [redacted] liste «*donne* [redacted] [leurs] *élec*[redacted] *le sentiment d'être* [redacted] *pour négligeables, sinon méprisés* [redacted] *abandonnés par* [redacted] *formations politi*[redacted]». «*La conséquence* [redacted] *plus pro*[redacted] soulignent-ils, *risque d'être* [redacted] *abstention massive, accompagnée d'une forte poussée du Front national.*» Ils demandent donc «*ins*[redacted]» [redacted] responsables natio[redacted] de l'UPF de «*bien vouloir revoir la composition de la liste*».

GUY PORTE



du samedi 8 février au samedi 22 février

SOLDES inouïs

FOURRURES GEORGE V

EXCEPTIONNEL ouvert DIMANCHE 9 FÉVRIER

7/8 Vison Scanblack	14850F SOLDÉS	9850F
Manteaux Vison dark	16450F SOLDÉS	10250F
Manteaux Vison lunaraine	35000F SOLDÉS	21750F
3/4 Marmotte	14500F SOLDÉS	7500F
Vestes Mouton double-face	4650F SOLDÉS	2750F
3/4 Mouton double-face homme	5750F SOLDÉS	3750F
Duffle-Coat Cachemire et laine, garni renard	5350F SOLDÉS	3450F
Duffle coat micro fibre, inter. lapin capuche brodé renard	4750F SOLDÉS	2150F
3/4 Cachemire et laine, col opossum	3750F SOLDÉS	1850F
Parkas tissu, garnies renard	2550F SOLDÉS	1530F
Pelisses intérieur lapin col vison	2800F SOLDÉS	1650F
Echarpes Cachemire et laine garnies Queues de vison	780F SOLDÉS	580F
Châles Cachemire et laine, garnis Queues de vison	1150F SOLDÉS	980F
Toques, Chapeaux Vison, Renard, Marmotte	1150F SOLDÉS	850F

ESCOMPTES
sur les manteaux et vestes en:
Lynx=60% Zibeline=50%
Renard argenté et roux=45% Castor=40%

22, Avenue Hoche
Paris. 8e - Métro: Etoile-Ternes - Bus 31 Parking: Hoche

LE FRONT NATIONAL VINGT ANS APRÈS

V. – Les auxiliaires du Révérend Moon

Comment la secte coréenne fournit une aide financière et militante au président du Front national

Après avoir rappelé les racines idéologiques du Front national (le [illegible] du 4 février), expliqué comment sont organisés ses réseaux (le [illegible] du 5 février), exposé les idées de M. Le Pen en matière culturelle (le Monde du 6 février) et rapporté les témoignages de ceux qui ont, un temps, appartenu au mouvement d'extrême [illegible] (le Monde du 7 février), le cinquième volet de notre enquête traite du système de financement de ce parti.

Toujours prompt à faire la leçon aux autres, de droite et de gauche, ne ratant jamais l'occasion de mettre en avant sa propre probité, M. Le Pen a, en réalité, toujours été d'une grande discrétion sur les sources de financement de son parti.

Officiellement, sa réponse est toujours la même : le Front national est un parti qui vit chichement, sort repose entièrement sur le dévouement et les largesses de ses militants et sympathisants. Le Front national est en effet le seul parti de France à organiser des meetings à entrée payante. A chaque réunion publique, la générosité des gens qui viennent applaudir son président est remarquable. Comme une Eglise, le Front national ne vivrait donc que des offrandes de ses fidèles.

La réalité est beaucoup plus complexe. Un seul homme la connaît vraiment : M. Le Pen.

Tout aussi officiellement encore, le Front national a, comme tous les partis, un trésorier national, mais, dans la pratique, c'est M. Le Pen qui tient lui-même les cordons de la bourse. Son ancien directeur de campagne pour l'élection présidentielle de 1988, M. Bachelot, témoigne : « *A chaque fois que j'avais besoin d'argent, j'allais à Saint-Cloud. Le Pen sortait du tiroir de son bureau son chéquier et je repartais avec ce qu'il me fallait.* »

Si bien que, pour ne point déplaire au chef, la question du financement demeure pour les dirigeants du Front national « le » sujet tabou. Seuls les anciens du mouvement consentent parfois à briser cette loi du silence. La confrontation de leurs témoignages donne ainsi à penser que, depuis plusieurs années, l'Association pour l'unification du christianisme mondial du Révérend Sun Myung Moon constitue l'un des principaux pourvoyeurs de fonds de M. Le Pen et du Front national. « *Cette histoire mooniste n'est strictement qu'une histoire d'argent* » estime M. Arrighi, ancien député du FN. « *On touche là à de la haute voltige financière.* » confirme le président du CNI, M. Briant, autre ex-député lepéniste. « *Je me suis toujours étonné que la presse ne s'y soit jamais davantage intéressée*, explique M. Spieler, ancien député FN du Bas-Rhin, *pour moi ces relations de Le Pen avec la secte Moon constituent son véritable talon d'Achille.* »

Un colonel conquis à la Mutualité

A partir de témoignages du livre publié « *l'Empire Moon* » par notre confrère Jean-François Boyer (1), il apparaît que la secte Moon a entrée en [illegible] avec M. Le Pen quelques mois [illegible] élections européennes de juin 1984. Cela s'est fait par l'entremise de celui qui était alors éminence grise, le journaliste Jean Marcilly, lequel avait eu l'occasion de sympathiser avec de hauts dirigeants de l'Eglise du « nouveau Messie », participant notamment à des voyages d'études en Corée, aux Etats-Unis et encore en Uruguay.

Huit ans après, M. Marcilly ne dément [illegible] version. Il [illegible] que c'est en mars 1984, le soir du premier discours à la Mutualité pour la campagne européenne qui s'annonçait, qu'il organise une rencontre entre le président du Front national et le colonel coréen Cho Hi Pake, bras droit du Révérend Moon, arrivé de New-York.

Ce colonel assiste au meeting. Quatre mille personnes dans la salle, le *Nabucco* de Verdi, un Jean Marie Le Pen vitupérant contre « *le vieux dinosaure communiste* » et concélébrant « *l'Europe chrétienne* » (2). Ce soldat de l'anticommunisme mondial a du redressement moral conquis. Ainsi, au moment même où le chef de file de l'extrême droite invoque Dieu et Jeanne d'Arc dans ses discours, il se jette dans les bras de Moon.

Trois mois plus tard éclate l'« affaire Pordea ». Cet ancien diplomate roumain de soixante-huit ans réfugié en France, numéro quatre sur la liste du « *Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries* » conduite par M. Le Pen, est élu sans problème le 17 juin 1984, parlementaire européen. La presse suspecte une opération d'infiltration montée par les services secrets de Nicolas Ceaucescu. Personne ne doute qu'en réalité, M. Gustav Pordea constitue la première clause du marché passé entre les moonistes et M. Le Pen. « *En faisant élire Pordea*, raconte M. Marcilly, *les moonistes espéraient utiliser le Parlement européen pour étendre leurs réseaux à l'Est. Pour favoriser cette opération, Le Pen a perçu, quelques semaines plus tard, quatre millions de francs.* » M. Le Pen a toujours démenti.

Le rôle de M. Pierre Ceyrac

Rencontré le lundi 27 janvier à Lille, M. Pierre Ceyrac, l'un des principaux dirigeants en France de l'organisation Causa, branche politique de l'AUCM, a affirmé ne rien savoir sur les tractations financières. Il nous a confirmé, en revanche, que M. Pordea était effectivement « *membre de son Eglise depuis le début des années 70* ».

M. Ceyrac constitue précisément la pièce maîtresse du dispositif de rapprochement entre les moonistes et le mouvement lepéniste. La « trahison » de M. Marcilly, en fugue avec Mme Pierrette Le Pen, prend les moonistes au dépourvu. M. Ceyrac décide, à la fin de 1984, de prendre lui-même le relais dans l'opération d'infiltration déclenchée depuis un an.

Pour M. Le Pen, il n'est pas un inconnu. Quarante-six ans, neveu de M. François Ceyrac, l'ancien patron du CNPF, cet homme discret a manqué d'amis à droite, de M. Philippe Malaud, ancien président du CNIP, à M. de Michel de Rostolan, ancien du mouvement Occident, président depuis 1970 du cercle traditionaliste « Renaissance », aujourd'hui président du comité national de soutien à la candidature de M. Le Pen, sans oublier M. Jean-Pierre Gendron, le gendre de M. Le Pen, qui est conseiller régional du Front national dans le Nord-Pas-de-Calais.

Sur son initiative, M. Le Pen va multiplier les déplacements discrets aux Etats-Unis et aussi, [illegible] l'élection présidentielle de 1988, en Corée du [illegible] pour des échanges intéressés avec, d'une part, les représentants de la secte Moon et, en Corée, avec le Révérend Moon en personne.

En 1986, M. Pierre Ceyrac sort de l'ombre. M. Le Pen surprend les proches en l'imposant à la troisième place de la liste Front national du Nord pour les élections législatives de juin 1986. Ce parachutage fut pas, lui non plus, gratuit. Cette liste était emmenée par l'ancien secrétaire de la fédération RPR du Nord M. Bruno Chauvierre. « *La grande interrogation chez les militants FN du Nord*, se souvient cet autre ancien député, *était de savoir combien nous toucherions sur la dot de Moon. Il s'est dit à l'époque dans le parti que la secte avait versé à Le Pen vingt à trente millions de francs pour toute sa campagne des législatives et des régionales. Moi, ce que je sais, c'est qu'en tant que tête de liste, la place de Ceyrac nous a valu le reversement sur cette somme d'un million de francs.* »

Ces sommes sont pratiquement invérifiables. Les moonistes, les lepénistes, ne sont pas, sur ce terrain non plus, enfants de chœur. Il semble, en tout cas, que ces versements s'opéraient par l'intermédiaire de sociétés écrans installées dans la région parisienne, appartenant à des moonistes, et que M. Jean-Marie Le Chevallier, député européen du Front national, homme à tout faire de M. Le Pen, rendit à cet égard de multiples services.

Battu aux élections législatives de 1988, M. Pierre Ceyrac fut encore préservé par M. Le Pen. Huitième sur la liste Europe et Patrie, il fut, en mai 1989, élu à son tour parlementaire européen.

Un autre mooniste, M. Roger Johnstone, présenté sur une photo du livre de Jean-François Boyer comme « *le directeur de Causa pour le cône Sud* » figurait en [illegible] liste. Sa douzième place lui avait fait rater l'élection. Il fut repêché. M. Johnstone est aujourd'hui le secrétaire général adjoint du groupe parlementaire des droites européennes à Bruxelles et Strasbourg.

« Ils sont arrivés de partout »

Car il apparaît que le soutien de Moon à M. Le Pen ne se mesure pas exclusivement en espèces sonnantes et trébuchantes. A maintes reprises, la secte a apporté au Front national un soutien logistique important. On n'a jamais su, par exemple, qu'au printemps de 1988, près de deux « missionnaires » de la secte Moon sont séjourné en France pour participer activement à la campagne présidentielle de M. Le Pen puis, un mois plus tard, à celle du Front national pour les élections législatives. Si sourcilleux sur le travail des étrangers, M. Le Pen a ainsi accepté, en ces deux occasions, l'aide de jeunes arrivant des Etats-Unis, des pays nordiques, voire du Japon, de la Corée et de la Jamaïque. Le Mouvement des Jeunes d'Europe (MJE), créé en 1986 par MM. Carl Lang et Martial Bild, a servi de paravent.

Directeur de la campagne présidentielle de 1988, M. Bachelot raconte : « *Ils sont arrivés de partout, avec leur sac à dos. Nous en avons gardé une centaine à Paris. Le reste a été éparpillé en province. Ils sont venus comme les libérateurs de la France.* » Responsable à l'époque de la fédération lepéniste du Bas-Rhin, M. Spieler a dû « accueillir » lui aussi une vingtaine de ces jeunes : « *La consigne a été évidemment de ne jamais les mettre en contact avec des militants. On les a installés dans une maison à Strasbourg. Ils ont fait un boulot de dingue. Ils ont distribué des millions de tracts et collé des milliers d'affiches. Ils revenaient à la fin de la journée les pieds en sang et la nuit ils passaient leur temps à prier.* » « *On m'en a expédié aussi une vingtaine à Marseille*, complète M. Arrighi. *J'ai accepté de déjeuner avec eux et je leur ai aussitôt demandé d'aller voir ailleurs. Les Marseillais avaient ce qu'on leur amenait des Allemands et des Japonais, on aurait eu belle vue.* »

On pourrait croire qu'aujourd'hui le communisme étant terrassé à l'Est, les missionnaires de Moon ont perdu leur mission. M. Pierre Ceyrac est d'un tout autre avis. « *Le problème de l'Occident, maintenant*, soutient-il, *c'est sa propre décadence. Il ne pourra pas faire l'économie d'un renouveau spirituel. Moon pense que le pire qui puisse arriver à une société, c'est qu'elle devienne athée.* » Sept ans à Front national n'ont pas désarmé dans son combat : « *Je trouve très bien Jean-Marie. Comme Moon, il veut que France le persécuter. Mais pour moi, Jean-Marie a une fonction prophétique et spirituelle qui le dépasse lui-même. Toutes les conditions sont désormais réunies pour que son ascension soit irrésistible.* » Mais malgré ce genre de profession de foi, M. Ceyrac soutient encore aujourd'hui que, depuis le départ, sa présence à côtés de M. Le Pen n'engage que lui et non l'Eglise pour laquelle il prêche.

Comment croire ?

DANIEL CARTON

(1) *L'Empire Moon*, de Jean-François Boyer. Editions La Découverte (avril 1986).

(2) *Le Monde* du [illegible] mars 1984.

Prochain article :
Retour à Toulouse chez ceux de Reynerie

Un système financier hyper-centralisé

« *Nous avons une pureté de cristal* », [illegible] M. Le Pen à [illegible] du financement de son parti. Mais, le FN a tellement brouillé les pistes que distinguer les ressources tirées de la fortune personnelle des dirigeants des contributions des militants, des [illegible] des bailleurs de fonds du monde économique, relève de la mission impossible. Interrogés devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale (1), les trésoriers du parti d'extrême droite ont ainsi montré incapables de fournir un bilan des comptes de leur campagne présidentielle de [illegible].

Le système de financement du FN a un caractère artisanal. Ce parti dirige une municipalité d'envergure et on voit donc [illegible] à l'écart des réseaux occultes classiques (bureaux d'études, [illegible] factures). A la tête d'un système financier hyper-centralisé, M. Le Pen, conseillé par quelques grands argentiers, tient les cordons de la bourse avec le plus grand secret. Aucune enquête judiciaire le concernant n'a été ouverte. Bien des éléments indiquent toutefois que, à côté des ressources « visibles », le mouvement a, comme les autres, [illegible] « invisibles ».

● Les fortunes personnelles des dirigeants

Rarement chef politique aura tiré profit, comme que M. Le Pen, d'héritages légués par des richissimes sympathisants. En 1976, le chef d'extrême droite se métamorphosait en millionnaire et en châtelain grâce à l'héritage du patron des Ciments Lambert. La succession d'Hubert Lambert lui a rapporté plus de 6 millions de francs, ainsi qu'une propriété évaluée à 2,2 millions de francs à l'époque – 11 millions de francs [illegible] – qui comprend le parc et le château de Montretout à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Le train de vie de M. Le Pen a bénéficié tout comme que le fonctionnement du FN dans ses premières années.

Un autre château a pris le relais en mai 1985 : M. Le Pen a revendu à bon prix celui de La Fouilleuse, à Saint-Brévin-les-Pins dans la Loire-Atlantique. Deux ans plus tôt, le propriétaire des lieux, Pierre Briffaut, ancien sympathisant de l'OAS, l'avait désigné légataire universel. Le château, mobilier et propriété étaient à l'époque évalués à quelque 900 000 francs ; en contrepartie, M. Le Pen a dû s'occuper des dettes importantes de son bienfaiteur.

La fortune du chef du FN lui a permis de jouer – et de perdre – 10 millions de francs, en 1980, à l'occasion d'une spéculation boursière ratée sur les matières premières. Son conseiller financier était alors M. Sylvain Gliozo, qui vient d'être désigné tête de liste aux régionales dans la Marne.

Dans les provinces aussi, des dirigeants du FN paient de leur fortune personnelle. L'essentiel des [illegible] de certaines fédérations proviennent alors d'un seul militant. En Côte-d'Or, le responsable départemental et tête de liste aux élections de mars, M. Pierre Jaboulet-Vercherre, un des plus importants marchands de vins de la région de Beaune, dépense ainsi sans compter.

● Les contributions des sympathisants

Le [illegible] en [illegible] « *quatre-vingt mille adhérents* », chiffre que les Renseignements généraux diminuent de moitié. Les participants aux réunions publiques paient [illegible] barguigner leur droit d'entrée (de 30 à 50 francs) [illegible] ils participent généreusement aux collectes et autres « quêtes au drapeau ».

« *Peut-être, sur un trottoir avez-vous déjà se opérer des voleurs à la tire ? Ils sont en général deux, l'un détourne votre attention pendant que l'autre vous vole votre portefeuille* » ... Cette singulière entrée en matière a été adressée par M. Le Pen dans un courrier à des sympathisants sollicités par un appel de fonds, en 1990, qui étaient invités à établir leurs virements bancaires à l'ordre de la Cotelec.

Présidée par le chef du FN, cette association est chargée de la « *collecte et vue des élections* », selon le trésorier du parti, M. Christian Baeckeroot, qui affirme qu'elle aurait procuré trois millions de francs de recettes hors de la campagne présidentielle. [illegible] un flou artistique complet est entretenu sur ses opérations. Le FN est d'ailleurs la seule organisation politique à recevoir des dons par chèque – mais reçu – alors que la loi autorise une déduction fiscale sur de [illegible].

Dans une brochure intitulée « *Le guide du candidat du Front national* », les moyens de « tourner » la loi sont pourtant clairement exposés : « *Il est difficile d'empêcher un candidat d'alimenter une caisse noire avec de l'argent liquide provenant de dons, quêtes, etc*, lit-on dans ce document [illegible] par le FN, *s'il prend la précaution de ne pas établir un reçu qui pourrait être utilisé par le donateur pour obtenir une déduction fiscale* ». Le même document dispense d'autres conseils « *comment procéder avec les imprimeurs* ».

Aussi les inspecteurs des impôts s'intéressent de près à certaines des imprimeries travaillant pour le FN, qui crie aussitôt à l'« *inquisition fiscale* ». Responsable de la Société de [illegible] nouvelle (SPEN) organisatrice de la campagne présidentielle en 1988, M. Jacques Tauran, député européen du FN originaire de la Haute-Vienne, a ainsi [illegible] un important redressement fiscal dû, semble-t-il, aux 6 [illegible] de [illegible] réalisés pour son parti : ce qui ne l'empêchera pas d'être [illegible] de liste aux régionales dans le Lot, où des militants locaux protestent contre le parachutage.

La curiosité a également visé le PDG d'une importante société d'impression installée dans la Manche, M. Fernand Le Rachinel, alors délégué national du FN à la propagande, qui avait versé une « commission » de 6 % à la société parisienne Europaris-Conseil gérée par le trésorier de la campagne présidentielle, M. Dominique Chaboche (*le Canard enchaîné* du 19 décembre 1990). Plus récemment, début 1992, un contrôle fiscal a commencé d'éplucher les comptes de « Clergerie formation assistance-Groupe d'études et de recherches pour les élus », une association dirigée par M. Denis Daude, bras droit de M. Bruno Mégret. Domiciliée à la même adresse parisienne que le Front national, cette association a été dissoute en 1991 en raison de ses pertes.

● La participation [illegible]

Pour figurer en bonne place sur les listes présentées par le FN aux élections, les candidats doivent verser leur [illegible] au parti. Comme la plupart [illegible] liste aux élections [illegible] prochain, M. Bruno Gollnisch devra, à Lyon, dépenser 40 000 francs (somme remboursée en cas d'échec). En Moselle, les huit premiers [illegible] aux régionales devront débourser 30 000 francs. En [illegible] déjà, les premiers de la liste européenne avaient, comme M. Jean-Claude Martinez, avancé quelque [illegible] francs.

Les candidats aux élections locales [illegible] signer des « contrats de reversion » par lesquels ils s'engagent à [illegible] la moitié de leurs indemnités d'élus. Cette précaution draconienne a été décidée après le précédent malheureux des élections de 1986 : une bonne partie des 135 conseillers FN avaient omis de rendre à César... Mais les « contrats de reversion » auront un effet [illegible] : le [illegible] et l'UDF continueront-ils [illegible] au FN les indemnités des « dissidents » qu'ils ont débauché ?

Représenté au Parlement européen depuis 1984, le FN bénéficie tout des moyens importants mis à disposition par les institutions européennes. Ce qui a permis au FN de percevoir un chèque de 5 millions de francs, [illegible] et [illegible] par le Groupe des droites européennes auquel il appartient. Le « prêt » a, [illegible] le trésorier de la campagne présidentielle, [illegible] été remboursé.

● Les [illegible] de fonds du monde économique

Mais recevoir « *l'argent des entreprises* », le FN admet cependant bénéficier [illegible] d'entreprise (toujours reçu) qui l'aideraient à [illegible] personnel. Un listing portant les noms des cinq cents plus gros donateurs de l'année [illegible] montre à quel point le FN a réussi à convaincre : on y trouve des bienfaiteurs venus aussi bien de la marine marchande ou de l'aéronautique que des personnalités de la noblesse ou du monde des affaires.

De vieux [illegible] de Le Pen, comme l'avocat Jean-Baptiste Biaggi ou le cinéaste Claude Autant-Lara, côtoyaient le marquis François d'Aulan ou la baronne Laurence Bich. Aux côtés des généraux à la retraite et de commandants de bord qui [illegible] « contactés » par des cercles d'Entreprise moderne et liberté (le *Monde* du 5 février), une structure mise en place pour assurer la propagande de l'extrême droite dans les milieux socio-économiques.

ERICH INCIYAN

(1) Rapport de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales sous la Ve République, Assemblée nationale, 14 novembre 1991.

EN BREF

MÉDECINE

A la demande du gouvernement

Ouverture d'une enquête sur la contamination d'enfants à partir d'une hormone de croissance

A [redacted] suite des informations publiées dans *le Monde* du 7 février, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales [redacted] de l'intégration, et M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, ont décidé, jeudi 6 février, l'ouverture d'une enquête sur les circonstances de [redacted] contamination par l'agent infectieux de la maladie de Creutzfeldt-Jacob de dix enfants traités avant 1988 par une hormone [redacted] croissance obtenue [redacted] partir d'hypophyse prélevée [redacted] cadavres humains. Cette enquête, demandée au professeur Jean-Claude Job (hôpital Saint-Vincent-de-Paul, Paris), président de l'Association France-hypophyse, et au professeur Jean Dangoumeau, directeur de [redacted] pharmacie [redacted] du médicament, devra [redacted] menée dans les quinze jours et sera ensuite rendue publique.

L'enquête devrait notamment faire la lumière sur les mécanismes décisionnels qui [redacted] amené [redacted] autorités [redacted] françaises [redacted] maintenir l'usage, à partir [redacted] l'été 1985, [redacted] l'on pensait pouvoir être contaminée par l'agent infectieux d'une maladie neurologique dégéné[redacted] conséquences [redacted] (maladie [redacted] Creutzfel[redacted]-Jacob). Mais, plus que les raisons d'un tel choix ou, plus généralement, les causes de ce drame, cette enquête devrait aborder un point qui pourrait rapidement devenir source de polémique : celui de l'information donnée, à partir de 1985, aux parents dont un enfant bénéficiait alors de cette thérapeutique.

On sait que, début juin 1985, lors d'une assemblée générale de l'Association des parents concernés, [redacted] laquelle assistaient une quarantaine de personnes, une information avait été donnée à la suite de la publication des premiers cas recensés aux Etats-Unis de cette maladie dégénérative [redacted] système nerveux central. *« Concrètement, ceux qui [redacted] traitement en cours peuvent continuer leurs injections,* peut-on lire dans le compte-rendu de cette assemblée générale ; *les parents seront informés personnellement, au fur et à mesure des consultations. Une lettre a déjà été expédiée à tous les médecins prescripteurs pour information ; le risque est jugé excessivement faible. Les traitements peuvent donc être poursuivis. »*

Manque d'informations

« En pratique, nous a [redacted] professeur [redacted] Job, *un courrier [redacted] été [redacted] à [redacted] reprises, en 1985, [redacted] l'ensemble des praticiens français prescrivant [redacted] l'hormone [redacted] croissance. Ce courrier [redacted] cosigné par moi-même [redacted] par [redacted] responsable de la pharmacie centrale des hôpitaux. Nous donnions comme conseil [redacted] prescripteurs [redacted]informer les parents. Pour [redacted] part, mes patients ont toujours été informés et, lorsque la chose était possible, je leur [redacted] de [redacted] confirmer [redacted] leur consentement. Je dois préciser que neuf fois sur dix les parents souhaitaient la poursuite du traitement de leur enfant. Chaque praticien [redacted] ensuite [redacted] en [redacted] âme et conscience... »*

[redacted] il apparaît aujourd'hui, au travers [redacted] rares témoignages disponibles, que cette incitation à l'information des parents concernés n'a pas, loin s'en faut, toujours été suivie. On peut ainsi retenir le témoignage de M. [redacted] Mme Mathieu, de Thonon (Haute-Savoie), dont l'enfant, Jean-Philippe, aujourd'hui [redacted] de dix-huit ans, est atteint [redacted] la maladie [redacted] Creutzfeld-Jacob (MCJ) après avoir été traité de 1979 à février 1991 par hormone de croissance. M. et Mme Mathieu affirment, en effet, que le pédiatre de Lyon qu'ils voyaient très régulièrement ne les a à aucun moment informés ni en 1985 ni par la suite, du risque potentiellement encouru par leur enfant. *« Cette information aurait sans aucun mal pu nous être donnée lorsque, de notre côté, nous interrogions ce médecin responsable sur les risques de contamination par le virus du sida et sur les moyens mis en œuvre pour les prévenir. Si, comme on le dit, l'information a été donnée au sein du corps médical, comment comprendre ensuite que, lorsque notre fils a présenté les premiers symptômes [redacted] sa maladie, [redacted] a [redacted] très longtemps, [redacted] février à mai 1991, [redacted] porter le diagnostic de MCJ et de mettre en œuvre à cette occasion des thérapeutiques totalement inadaptées ? »*

« On nous a ri au nez »

Le fils de M. et Mme Mathieu est aujourd'hui malade depuis près d'un an, sa mère a dû abandonner son travail, la Caisse primaire d'assurance-maladie et la Caisse d'allocations familiales de Haute-Savoie refusent toujours de prendre en charge le coût des aliments artificiels injectés à l'enfant ou celui d'une hospitalisation à domicile. *« Pourquoi à aucun moment n'avons-nous pas été avertis des risques encourus alors que le traitement par hormone n'est absolument pas vital ?,* interrogent M. [redacted] Mme Mathieu. *Peut-on trouver normal que nous soyons livrés à nous-mêmes, [redacted] sur le plan médical que sur [redacted] plan matériel, que l'Association [redacted] d'enfants déficitaires en hormones de croissance reste totalement silencieuse, de même que France-hypophyse ? Peut-on trouver normal que les responsables de ce gâchis ne nous aient jamais contactés, jamais soutenus ? Nous avons le sentiment aujourd'hui que beaucoup d'efforts ont été faits pour étouffer l'affaire et bien peu pour tenter de trouver des traitements. Le recensement exact des cas a certainement été fait. Nous demandons de bien vouloir nous mettre en rapport avec les autres parents de victimes puisque l'association officielle s'y refuse. »*

Un second témoignage, celui de Mme Guillemet, habitant dans l'Eure, mère d'un enfant atteint de MCJ, est en tous points comparable : *« En 1985, nous avons montré au médecin qui soignait notre fils à Paris, Nicolas, un article du* Monde *évoquant l'existence de cas de MCJ chez des enfants traités par hormone [redacted] croissance [redacted] aux Etats-Unis,* précise-t-elle. *On nous [redacted] ri au nez en disant que ça ne pouvait pas nous arriver. On nous a dit aussi de ne pas nous mêler de ça. Par la suite, quand Nicolas a commencé à être fatigué et à souffrir de différents symptômes, on a évoqué plusieurs diagnostics, comme par exemple une tumeur au cerveau, avant [redacted] nous [redacted] qu'il s'agis[redacted] d'un cas de MCJ et [redacted] c'était sans doute le premier cas au [redacted] après traitement par hormone [redacted]. Nous avons aussi dû faire face [redacted] nombreuses [redacted] difficultés. Nous n'avons [redacted] bénéfi[redacted] d'une hospitalisation à domicile [redacted] Caisse primaire d'assurance [redacted] nous a longtemps refusé [redacted] système permettant l'alimentation artificielle [redacted] expliquant que [redacted] enfant ne pouvait [redacted] bénéficier [redacted] n'étant [redacted] d'une [redacted] digestive. En définitive, [redacted] bénéficier qu'un mois avant sa [redacted]. Nous [redacted] aujourd'hui [redacted] porter plainte. Pas [redacted] l'argent, [redacted] pour une question [redacted] morale. »*

Après la révélation [redacted] l'existence de dix cas [redacted] MCJ, les ministres des affaires sociales et de la santé ont fait savoir qu'ils allaient demander aux [redacted] régionales [redacted] l'action sanitaire et sociale de se mettre en relations [redacted] France-hypophyse [redacted] *« qu'une attention toute particulière soit accordée [redacted] familles ».* [redacted] vis-à-vis [redacted] l'aléa thérapeutique, mais [redacted] manifeste d'information [redacted] utile, [redacted] bornera-t-elle [redacted] administra[redacted] qui, malheureusement, ne s'appliquera pas [redacted] M. [redacted] Mme Guillemet, dont le fils [redacted] novembre dernier.

JEAN-YVES NAU

FAITS DIVERS

L'attaque d'un bus par un groupe armé dans les Hauts-de-Seine

Western urbain et guerre des bandes

Le mystère du bus 272 [redacted] désormais levé. Après quatre jours d'enquête sur [redacted] fait divers peu ordinaire, survenu le dimanche 2 février au petit matin [redacted] Colombes, [redacted] scénario a été établi [redacted] le Service départemental de police judiciaire (SDPJ) des Hauts-de-Seine. Transmis, jeudi 6 février, au parquet de Nanterre, les résul[redacted] de l'enquête en flagrant [redacted] mettent un [redacted] la [redacted] au [redacted] la RATP.

[redacted] urbain [redacted] l'arrêt [redacted] Buffon [redacted] Colombes, [redacted] 4 heures. Une cinquantaine [redacted] jeunes [redacted] d'une cité à la frontière de Nanterre et Colombes four[redacted] leurs armes. Leur objectif [redacted] de venger l'affront de leur [redacted] lors d'une [redacted] rangée *sur le [redacted] Défense* : fin janvier, [redacted] de la [redacted] des [redacted] Sartrouville avaient eu [redacted] dessus. Des battes de [redacted] au poing [redacted] unique fusil de chasse en mains, « ceux » de Nanterre-Colombes décident d'attendre leurs ennemis sur le parcours du bus 272, ce dimanche matin.

[redacted] les « *Indiens* » [redacted] Sartrouville, [redacted] les [redacted] des cités, ont été avertis par leur [redacted] ils [redacted] quitté [redacted] nuit [redacted] voiture, [redacted] ligne [redacted] la RATP qui les conduit habituellement jusqu'à [redacted] cité [redacted] Indes. Par dépit sans doute, après deux he[redacted] de [redacted] attente, [redacted] membres frigorifiés [redacted] Nanterre-Colombes font irruption dans le bus de la RATP, [redacted] que *le reste* [redacted] *la troupe* [redacted] au spectacle. D'un jet de [redacted] lacrymogène, [redacted] chassent [redacted] usagers. Puis la [redacted] se disperse [redacted] vite que [redacted] policiers, arrivés quelques minutes après, n'apercevront aucun groupe [redacted] jeunes dans les parages. A [redacted] *point que les polices urbaines* [redacted] Hauts-de-Seine [redacted] mysté[redacted] une attaque [redacted] assaillant, [redacted] dégradation et sans plaignant.

Les « Indiens » de Sartrouville

La [redacted] ira bon [redacted] dans les jours qui suivent : les syndicats CGT de la régie autonome parleront d'une *« soi-disant agression »* visant [redacted] ligne du réseau dont [redacted] service de nuit [redacted] fréquemment interrompu par la RATP . Comment, demandent-ils, les quatre agents armés de la RATP qui [redacted] discrètement le bus ont-ils pu [redacted] en déroute [redacted] puissante ? Des interrogations renforcées [redacted] l'enjeu [redacted] constitue la ligne 272 : [redacted] *« tournée [redacted] banlieues »* [redacted] M. Le Pen avait, à la mi-décembre 1991, emprunté un [redacted] bus de cette ligne [redacted] cesse perturbée par des agressions.

Balayant [redacted] thèse du « coup monté », l'enquête policière [redacted] retient plus [redacted] du règlement de comptes avorté entre deux bandes armées. [redacted] témoins [redacted] entendus, dont [redacted] – un photographe-amateur sur place au moment de l'attaque, et deux [redacted] jeunes [redacted] doute [redacted] la bande – gardés à [redacted] puis [redacted]. Confirmant la [redacted] faits, [redacted] témoignages évoquent [redacted] de [redacted] lors [redacted] l'agression. Une cartouche [redacted] fusil de [redacted] au sanglier sera d'ailleurs retrouvée, intacte, [redacted] lieux.

L'attaque du bus n'est [redacted] qu'un épisode [redacted] la petite guerre [redacted] qui éclate périodique[redacted] en [redacted] parisienne. Ce [redacted] n'est jamais fini. [redacted] *la nuit* [redacted] *mercredi* [redacted] *jeudi* 6 février, le [redacted] a interpellé qua[redacted] jeunes d'une [redacted] Pierre Plate, [redacted] Bagneux, [redacted] plusieurs agressions [redacted] main [redacted] d'autres bandes...

ÉRICH INCIYAN

EN BREF

□ **Le président Mobutu demande l'interdiction d'un livre intitulé « Mobutu [redacted] l'argent du Zaïre ».** – Le président zaïrois Mobutu Sese [redacted] assigné [redacted] éditions L'Harmattan [redacted] le tribunal de Paris afin d'interdire la parution d'un livre intitulé *Mobutu et l'argent du Zaïre*. Mme Francine Levon-Guérin, vice-présidente du tribunal, devait rendre [redacted] ordon[redacted] vendredi 7 février. L'auteur du livre, M. Emmanuel Dungia, a été versé [redacted] 1978 [redacted] service [redacted] renseignement du Zaïre, puis en [redacted] diplomatie, [redacted] Paris, Bruxelles et Rome. Devenu en 1989 conseiller du ministre des affaires étrangères Karl-I-Bond, il a quitté [redacted] pays en mai 1991 pour s'exiler [redacted] Belgique. L'avocat [redacted] M. Mobutu, [redacted] Jacques Vergès, affirme, pour justifier l'interdiction [redacted] la saisie de l'ouvrage, qu'il constitue une *« violation grave de la personnalité du requérant* [redacted] *une atteinte grave à l'intimité* [redacted] *privée ».*

□ **[redacted] d'urgence [redacted] Argentine [redacted] le choléra.** – Le président argentin, M. Carlos Menem, a déclaré jeudi [redacted] février *« l'état d'urgence nationale »* [redacted] la suite [redacted] l'arrivée du choléra dans [redacted] pays. Précisant que, jusqu'à présent, l'épidémie avait [redacted] l'origine de dix [redacted] sont actuellement malades, [redacted] a ajouté que quatre régions [redacted] nord du [redacted] – [redacted] Salta, Jujuy, Formosa [redacted] Chaco, frontalières avec la Bolivie ou [redacted] Paraguay – étaient placées [redacted] *« alerte rouge ». – (AFP.)*

□ **[redacted] l'accident d'un Hercules C-130 [redacted] l'Indiana.** – L'accident d'un Hercules C-130 de [redacted] Garde nationale aérienne américaine, qui [redacted] percuté dans la matinée du jeudi 6 février un complexe hôtelier d'Evansville, dans l'Indiana, a [redacted] seize [redacted] et onze blessés, dont trois grièvement, selon un dernier bilan. [redacted] le responsable de l'organisation des [redacted], neuf occupants du motel [redacted] péri, [redacted] que deux serveurs, dont une femme, du [redacted] cinq membres de l'équipage de l'appareil. – *(AFP, Reuter.)*

A Albertville, Primagaz fait comme chez vous. Il se rend utile.

De la même manière que Primagaz distribue du gaz Propane auprès de [redacted] millions de clients, Primagaz alimentera [redacted] interruption les 10 flammes olympiques des Jeux d'Albertville.

DASSAS

PRIMAGAZ

L'ÉNERGIE D'ALLER PLUS LOIN

Primagaz, distributeur officiel de gaz des XVIes Jeux olympiques d'hiver.

ALBERTVILLE 92

En [redacted], pour [redacted] contraires, [redacted] ski, [redacted] hommes volants, [redacted] Jeux olympiques d'hiver à Calgary : le [redacted] Nykaenen, léger comme [redacted] plume, [redacted] plané comme jamais [redacted] lui ; [redacted] Britannique Eddie Edwards, [redacted] comme [redacted] plomb, [redacted] péniblement évité [redacted] catastrophe à chaque envol. [redacted] croisés : [redacted] premier avait [redacted] couvert d'or, [redacted] second de louanges. En fait, celui-ci [redacted] ravi [redacted] à celui-là.

[redacted] une représentation olympique un peu trop guindée, Eddie, [redacted] le [redacted] avait [redacted] dérision « l'Aigle », [redacted] magnifique[redacted] du clown. Il portait [redacted] lunettes épaisses [redacted] toujours embuées. Il [redacted] jetait du tremplin comme un [redacted]. Il racontait des [redacted] debout [redacted] un humour [redacted]. Il [redacted] rire par [redacted] performances et il estomaquait [redacted] culot sinon [redacted] inconscience. C'était l'anti-héros parfait, l'image inversée du superchampion finl[redacted].

L'« Aigle » et le bouffon

Quatre [redacted] après, ni Nykaenen ni [redacted] sont sélectionnés pour [redacted] Jeux d'Albertville [redacted] officiellement [redacted] février. Le Scandi[redacted], auquel on reprochait d'être intempérant, violent [redacted] inculte, est parti un jour de chez lui sans laisser d'adresse. [redacted] ne sait pas ce qu'il est devenu. [redacted] compatriotes [redacted] sans mal : [redacted] avaient un [redacted] gamin prodige [redacted] réserve, Toni [redacted]. Ce n'était pas le cas [redacted] Britanniques. En dépit d'une pétition [redacted] d'un [redacted] courrier, [redacted] olympique britannique n'a pas voulu de « l'Aigle » dans [redacted] délégation.

[redacted] il [redacted] protéger [redacted] de lui-même, empêcher ce fou [redacted] mettre [redacted] en danger. Lui, c'est un [redacted] : il s'est accroché [redacted] d'un biplan, il [redacted] descendu un tremplin [redacted] voiture. Il [redacted] capable [redacted] franchir [redacted] si [redacted] lui laisse le loisir [redacted] perfectionner. [redacted] ce jour improbable, [redacted] l'arrache : il [redacted] vendu trente-cinq [redacted] exemplaires [redacted] sa biographie, il [redacted] inauguré un golf [redacted] d'Arnold Palmer, il [redacted] faire une chronique dans un journal populaire...

Pouvait-on le [redacted] nouvelle fois [redacted] à [redacted] profit la [redacted] olympique ? Les Jeux [redacted] trop [redacted] pour [redacted] supporter. [redacted] les performances [redacted] Nykaenen [redacted] pris un relief supplémentaire comparées à celles [redacted]. Les [redacted] de bouffons. Les Jeux olympiques aussi.

Plus de neuf mille hommes

Terrorisme, avalanche, accident [redacted] circulation, malaise cardiaque, catastrophe aérienne ou ferroviaire... Tous les risques prévisibles ont [redacted] pris [redacted] compte dans l'élaboration du système de sécurité mis en place pour [redacted] Jeux olympiques d'hiver. L'armée, [redacted] gendarmerie, la police [redacted] la protection civile ont disposé plus de neuf mille hommes. Des moyens matériels [redacted] techniques perfectionnés sont [redacted] place pour [redacted]rer le bon déroulement des épreuves qui doivent attirer un million de spectateurs.

ALBERTVILLE

[redacted] envoyé spécial

Avec [redacted] sans affaire Habache, [redacted] mardi 28 janvier aurait [redacted] façon [redacted] une mauvaise journée pour M. Philippe Marchand (1). Ce jour-là, [redacted] ministre de l'intérieur avait convié quelques journalistes [redacted] un voyage-éclair [redacted] Savoie. Paris-Chambéry-Courchevel-Albertville-Chambéry-Paris [redacted] moins [redacted] huit heures : il s'agissait [redacted] donner [redacted] d'ensemble du dispositif [redacted] sécurité mis [redacted] pour [redacted] Jeux olympiques d'hiver [redacted] plus précisément de présenter un exercice d'intervention du [redacted] (unité de recherche-assistance-intervention-dissuasion) dans l'enceinte du [redacted] où auront lieu [redacted] cérémonies d'inauguration [redacted] de clôture [redacted] Jeux.

Emmitouflée dans des tenues noires [redacted] laine polaire, harnachée de gilets pare-balles, armée jusqu'aux dents, cagoulée, l'unité d'élite commandée par Louis Bayon avait consciencieusement répété la présentation au cours de la matinée. Elle était fin prête quand le ministre et sa suite arrivèrent à l'heure du déjeuner. On avait [redacted] retard, [redacted] eut l'air tout à coup très pressé. Le ministre salua rapidement [redacted] hommes, alignés, au garde-à-vous, [redacted] suivit [redacted] la tribune d'honneur son hôte, [redacted] Michel Barnier, co-président du Comité d'organisation (COJO).

Poignées [redacted] main, propos de cir[redacted]. De présentation, point ! L'ordre d'annulation [redacted] tombé, brutal et inopiné. Les hommes du RAID plièrent bagages. Les photographes et [redacted] cameramen rangè[redacted] leurs objectifs. Les uns [redacted] fort mécontents d'avoir été privés du « spectacle ».

Dans l'entourage du ministre, [redacted] chercha [redacted] atténuer [redacted] déception générale [redacted] prétextant que les retards accumulés depuis [redacted] début de [redacted] visite [redacted] la [redacted] l'annulation. Au contraire, on [redacted]prendre que la démonstration du RAID avait [redacted] décommandée à [redacted] demande [redacted] COJO, [redacted] on relevait [redacted] manque d'égard [redacted] l'encontre de l'Etat : *« Plus [redacted] tiers [redacted] coût global [redacted] Jeux [redacted] par les finances publiques. »*

Inconvénient majeur

Etait-on soucieux à Albertville [redacted] développer une image policière [redacted] Jeux ? Effectivement, [redacted] s'était alarmé [redacted] publication, quelques jours auparavant [redacted] la une [redacted] *France-Soir*, [redacted] photos d'un homme du [redacted] tenue [redacted] combat avec un amplificateur [redacted] lumière [redacted] guise de lunettes.

L'image [redacted] forte. Elle rappelait celle d'un soldat pendu [redacted] bas au bout d'une corde au-dessus du [redacted] Séoul. En 1988, [redacted] avait fait le tour [redacted] monde [redacted] accrédité l'idée que les Jeux [redacted] allaient avoir lieu dans un climat d'extrême insécurité. Pas question ici de sombrer [redacted] une [redacted] analogue. Pour le COJO, les Jeux d'Albertville doivent [redacted] ceux [redacted] montagnards, pas [redacted] forces [redacted] sécurité.

Il n'empêche : alors que 2 [redacted] doivent [redacted] compétition, plus [redacted] 9 000 hommes – 3 500 gendarmes, 2 300 policiers, 1 270 sapeurs-pompiers, fonctionnaires [redacted] la sécurité civile, des services de santé et de secours, 2 350 militaires – sont engagés [redacted] puissants moyens [redacted] matériels, [redacted] transmission [redacted] en informatique [redacted] faire [redacted] toutes [redacted] situations imaginables [redacted] crise.

De l'entorse accidentelle d'un spectateur à l'opération d'un [redacted]mando terroriste, [redacted] passant par un accident [redacted] car, une avalanche, une [redacted] d'hélicoptère, un brouil[redacted] de fréquence hertzienne, un trafic [redacted] drogue, un [redacted] panique dans la foule [redacted] une attaque aérienne, tout [redacted] qu'il était théoriquement possible [redacted] prévoir l'a [redacted]. [redacted] scénarios catastrophes mettant en [redacted] une [redacted] d'otage, le caprice d'un VIP pressé [redacted] conditions météorologiques épou[redacted] testés.

L'exercice était complexe. Ces Jeux d'hiver ont [redacted] l'inconvénient majeur pour [redacted] spécialistes [redacted] la sécurité d'être [redacted] treize [redacted] répartis sur 1 [redacted] kilo[redacted] carrés. Outre [redacted] dangers du terrorisme, récurrents aux Jeux olympiques depuis le [redacted] la délégation israélienne [redacted] Munich en 1972, [redacted] principales [redacted] ainsi apparues [redacted] aux déplacements [redacted] population : *« Un million de [redacted] attendues [redacted] total, [redacted] TGV doit arriver [redacted] les cinquante minutes, deux [redacted] hélicoptères pourront survoler [redacted] les cars [redacted] au nombre [redacted] cinq mille [redacted] il y [redacted] particulières qui s'ajouteront aux véhicules [redacted] la flotte du COJO »*, [redacted] que M. Lionel Leclef, responsable [redacted] la communication à la direction [redacted] la [redacted] civile *(lire l'article sur la circulation page ci-contre)*.

L'Etat [redacted] commencé à mettre en place son dispositif en 1988 par l'intermédiaire des [redacted] de l'intérieur et de la défense nationale. Les objectifs étaient triples : surveiller, prévenir, intervenir. Enfouis [redacted] la [redacted] de la 27e [redacted] alpine postés sur [redacted] crêtes des frontières [redacted] l'Italie et la [redacted] vont guetter une infiltration éven[redacted] terroristes.

Cinq [redacted] sections [redacted] parachutistes [redacted] pris position dans [redacted] val[redacted] pour surveiller [redacted] points [redacted]bles. Les seize agents des renseignements généraux qui [redacted]rent habituellement [redacted] Savoie ont [redacted] le renfort de [redacted] soixante-dix collègues qui [redacted] chargeront notamment de la protection [redacted] lieux [redacted].

La DST, qui n'emploie habituellement [redacted] dans le département, y a dépêché vingt-quatre « espions ». Quatre-vingt-cinq spécialistes [redacted] « VO » (voyages [redacted] ciels) [redacted] particulièrement chargés, [redacted] cent cinquante [redacted] spécialement [redacted] pour la haute [redacted]tagne, de la sécurité [redacted] personnalités annoncées, [redacted] le vice-président des Etats-Unis, M. Dan Quayle, ou [redacted] fils [redacted] chah d'Iran. La police [redacted] l'air [redacted] frontières [redacted] renfort [redacted] quatre-vingt-treize [redacted] surveiller [redacted] aéroports [redacted] les [redacted] la région.

Une vingtaine d'hommes du [redacted] (groupe d'intervention [redacted] la gendarmerie nationale) [redacted] du RAID [redacted] proches d'Albertville.

La toile d'araignée des communications

Quatorze hélicoptères [redacted] l'ALAT (aviation légère de [redacted] terre) [redacted] stationnés au Bourget-du-Lac, prêts [redacted] transporter [redacted] d'hommes sur [redacted] les sites. Trois radars ALADIN (autonome léger [redacted] déploiement instantané) [redacted] de l'air [redacted] l'entrée d'appareils non [redacted] dans l'espace [redacted] des Jeux, afin de [redacted] leur interception par cinq hélicoptères Puma du COTAM (transport aérien militaire) [redacted] des avions

Le rêve...

Suite de la première page

Toutefois si [redacted] téléphériques [redacted] les [redacted] se jouaient des [redacted] des [redacted] en les survolant allègrement, ils n'étaient [redacted] parvenus à effacer les frontières communales. Les stations [redacted] Tarentaise s'ignoraient superbement et [redacted]royaient [redacted] marchés fran[redacted] et étrangers.

La tâche qui attendait les auteurs du [redacted] savoyard [redacted] donc immense. Il leur [redacted] la [redacted] réconcilier [redacted] montagnards têtus, et convaincre l'Etat, chaque [redacted]mune-station [redacted] les industriels de la neige d'entreprendre d'énormes travaux, notamment routiers. Finalement, le 17 octobre [redacted] Lausanne, la Savoie présentait devant [redacted] membres du Comité international olympique (CIO) un dossier [redacted] ficelé [redacted] lequel [redacted] s'efforçait de gommer l'un [redacted] handicaps majeurs de la candidature d'Albertville, l'éclatement [redacted] treize sites [redacted] l'infrastructure sportive et technique [redacted] Jeux : 118 kilomè[redacted] routes [redacted] montagne séparent [redacted] Saisies, où [redacted] disputeront [redacted] épreuves [redacted] ski nordique, de Val-d'Isère, royaume du ski alpin.

Pour [redacted] Savoyards, l'ultime obstacle qui restait à surmonter devant les quatre-vingts « cardi[redacted] olympiques » [redacted] l'autre candidature française, [redacted] Paris aux J.O. [redacted] de 1992, emmenée par Jacques Chirac, alors premier [redacted]. Finalement, dans [redacted] lisses du CIO, [redacted] joua en faveur d'Albertville.

Lot de consolation

[redacted] Catalan Juan-Antonio Samaranch, président du CIO, put ainsi, plus aisément, imposer Barcelone pour [redacted] Jeux d'été. La France recevait [redacted] quelque [redacted] d'hiver comme « lot [redacted] consolation » pour [redacted] centenaire de l'appel du [redacted] Pierre [redacted] Coubertin [redacted] faveur [redacted] la rénovation [redacted] Jeux.

En désignant [redacted] modeste cité d'Albertville – 18 000 habitants – et [redacted] vallée (la Tarentaise), le Comité international olympique rompait avec la tendance qui prévalait depuis plusieurs olympiades : confier les Jeux d'hiver [redacted] grandes métropoles. Ce fut le cas de Grenoble (250 [redacted] habitants) [redacted] 1968, de Sapporo (Japon, un million d'habitants) en 1972, de Sarajevo (Yougoslavie, 318 000 habitants) en 1984, de Calgary (Canada, [redacted] habitants) en 1988. *« Nous devions tenter un [redacted] au cœur [redacted] de la nature*, a expliqué, mardi 4 février à Courchevel, M. [redacted] lors [redacted] l'ouverture de la 98e [redacted] Comité international olympique. *Le CIO savait [redacted] quoi [redacted] s'engageait, et à quoi il engageait les organisateurs. »*

Ce retour à des Jeux plus alpins comporte en effet de nombreux risques. Météorologiques d'abord (1), qui peuvent avoir de lourdes conséquences financières [redacted] le [redacted]vais temps perturbe gravement les retransmissions télévisées [redacted] compétitions. D'autre part, l'accès [redacted] plupart des sites sportifs demeure [redacted] malgré [redacted] routiers considérables [redacted] l'Etat et [redacted] collectivités locales. Leur coût s'élève [redacted] plus [redacted] 4 milliards [redacted] francs. Malgré cela, certaines [redacted]tions [redacted] Val-d'Isère, Tignes ou Les Ménuires peuvent être isolées pendant plusieurs heures, voire plusieurs jours par [redacted] avalanches. [redacted] perspectives nécessitent l'installation sur place [redacted] moyens matériels et humains considérables, mais [redacted] dépôt préalable d'importants [redacted] nourriture. Finalement chaque village d'altitude a [redacted] équipé pour pouvoir vivre [redacted] totale autarcie pendant une [redacted].

« Il s'agit des Jeux les plus [redacted]plexes jamais organisés », analyse M. Michel Barnier qui copréside, avec Jean-Claude Killy, le Comité d'organisation [redacted] Jeux (COJO) (2) chargé [redacted] mise en [redacted] du projet. [redacted] coût avait [redacted] estimé dans le dossier [redacted] la candidature, présentée au mois d'octobre 1986, [redacted] 2 933 millions [redacted] francs ; sur [redacted] somme 613 millions devaient être consacrés *« aux équipements collectifs [redacted] transports »*. Ce chapi[redacted] a depuis [redacted] disparu [redacted] budget [redacted] J.O. a [redacted] fortement relevé puisqu'il atteint désormais [redacted] 947 millions de francs.

Le slogan, « Les Jeux paieront les Jeux », répété à de nombreuses reprises [redacted] Barnier pendant [redacted] la période [redacted] la candidature, puis [redacted] cours des premières semaines qui suivirent la désignation d'Albertville, n'a plus cours depuis bien longtemps. Les argentiers du COJO tiennent [redacted] ce que [redacted] chiffre affiché en [redacted] et en dépenses sur leur budget demeure, tout au moins avant et pendant les Jeux, inférieur [redacted] 4 milliards de francs. Mais tout indique que le bilan [redacted] dépenses s'est déjà envolé [redacted] qu'il franchira allègrement cette somme. Résolument optimistes, MM. Barnier [redacted] Killy n'évaluent cependant qu'à 2 ou [redacted] % les incertitudes financières [redacted] Jeux.

A l'origine [redacted] la dérive constatée, figurent naturellement les charges induites par la [redacted] grande dispersion [redacted] sites. D'autre part les coûts [redacted] équipements sportifs, financés à plus de [redacted] par le COJO, [redacted] fortement dérapé. Ainsi la facture [redacted] tremplin de saut de Courchevel dépasse [redacted] 120 millions de francs, [redacted] le double du devis initial. La piste [redacted] bobsleigh de La Plagne, construite elle aussi sur un terrain très instable, a [redacted] son coût [redacted] 130 à plus de 220 millions [redacted] francs et aura un budget annuel de fonctionne[redacted] millions de francs.

Les spécialistes financiers du Comité observent aussi avec angoisse l'évolution du cours du dollar, monnaie [redacted] laquelle [redacted] facturés [redacted] droits [redacted] retransmission télévisés qui représentent 31,4 [redacted] des recettes du COJO. Soixante-dix millions de dollars qui n'ont fait l'objet d'aucune couver[redacted] à [redacted] ainsi suspendus à la fluctuation de la monnaie américaine (3). A quelques heures du début [redacted] l'événement olympique beaucoup [redacted] Albertville retiennent leur souffle.

Vingt-quatre ans après Grenoble

Pour éviter que ces Jeux ne connaissent de sérieuses difficultés, [redacted] n'a [redacted] ménagé ses efforts. Sept milliards d'argent public auront [redacted] dépensés [redacted] quatre ans pour [redacted] niveau [redacted] réseau routier [redacted] la Savoie, pour doter [redacted] département [redacted] moyens ultra-modernes de télécommunication, pour transformer ou aménager de nou[redacted] hôpitaux, [redacted] des stations d'épuration. *« La Savoie a ainsi pris quinze ans d'avance ou a comblé un retard équivalent »*, note, satisfait, un industriel chambérien.

Au [redacted] l'effort [redacted] l'Etat [redacted] s'est pas arrêté là. Il a financé 17,4 [redacted] du budget du COJO. Et il a fortement encouragé plusieurs entreprises qu'il contrôle comme Renault, la SNCF, France-Télécom, la Poste [redacted] Thomson [redacted] entrer dans le Club Coubertin dont les douze membres ont parrainé à hauteur [redacted] 50 millions [redacted] francs au minimum le Comité d'organisation. Ainsi l'Etat [redacted] devenu [redacted] premier partenaire des XVIes Jeux d'hiver. Aujourd'hui, il n'entend pas se laisser facilement déposséder [redacted] titre. Sans le dire trop fort, il compte faire en [redacted] que les fruits d'un éventuel succès [redacted] ces Jeux lui soient, pour une large partie, décernés.

Prévoyant, M. Barnier, qui [redacted] également président RPR du conseil général de la Savoie, répète que *« le comportement de l'Etat [redacted] été impeccable. Tous les engage[redacted] ont été tenus »*. Une façon élégante pour les deux parties – l'Etat [redacted] COJO – [redacted] respecter [redacted] « trêve olympique » [redacted] de gommer notamment [redacted] incertitudes qui pèsent sur ces Jeux. Car leur succès n'est pas garanti. Il [redacted] grande partie sur une [redacted] incontournable, l'état du ciel. De brutales et [redacted] de neige peuvent désorganiser l'énorme machine olympique [redacted] quelques heures. La population savoyarde tarde également à se mobiliser pour [redacted] grande manifestation. Elle a le sentiment d'avoir « prêté » [redacted] département, sans vraiment l'avoir souhaité, à [redacted] *« organisation étrangère »*, [redacted] COJO, composée d'hommes qu'elle affuble du qualificatif, peu amène, de *« JOcrates »*.

En fait, c'est essentiellement l'après-Jeux qui les inquiète. Le département mais surtout plusieurs [redacted] de la [redacted] olympique – Pralognan-La-Vanoise, Brides-les-Bains, Macôt, [redacted] une moindre mesure Bourg-Saint-Maurice, Moûtiers, Albertville – se sont fortement endettés pour accueillir la manifestation sportive. Les équipements que les communes recevront [redacted] héritage seront, dans la plupart [redacted] fardeaux trop lourds pour [redacted].

Quant au bilan économique global [redacted] ces Jeux, il risque, lui aussi, de n'être pas [redacted] hauteur [redacted] espé[redacted]. Les J.O. n'ont pas [redacted] l'effet d'entraînement escompté [redacted] l'industrie, notamment [redacted] sports d'hiver. Certes des entreprises du bâtiment [redacted] publics se [redacted] installées [redacted] Savoie pour réaliser [redacted] chantiers olympiques. [redacted] la plupart d'entre elles [redacted] déjà reparties, laissant sur place de nombreux demandeurs d'emplois.

Ces inquiétudes [redacted] d'autant plus fortes [redacted] Savoie que vingt-quatre ans après les Jeux [redacted] Grenoble, [redacted] Dauphinois finissent [redacted] peine de régler la facture et que certains équipements réalisés [redacted] l'époque (la piste [redacted] l'Alpe-d'Huez, le tremplin de Saint-Nizier, l'anneau [redacted] vitesse [redacted] Grenoble) [redacted] d'état. Samedi après-midi [redacted] février, [redacted] spectacle d'ouver[redacted] des XVIes Jeux olympiques d'hiver parviendra-t-il à faire oublier [redacted] gros [redacted] qui obscurcissent l'avenir ?

CLAUDE FRANCILLON

(1) Voir l'article d'Yvonne Rebeyrol [redacted] « Le [redacted] Medecine » du 5 février.

(2) Le COJO, créé [redacted] 24 février 1987, est une association. Son organisation [redacted] sur deux principes : une représentation [redacted] principaux partenaires [redacted] Jeux (mouvement sportif, collectivités locales, [redacted] personnalités qualifiées) [redacted] un exécutif assurant [redacted] responsabilité opérationnelle du projet.

(3) Le COJO [redacted] protégé les deux tiers [redacted] recettes [redacted] télévision au prix [redacted] 6,23 francs pour 1 dollar.

EN JEUX

La renaissance d'Albertville

[redacted] commerçants ont [redacted] contre [redacted] bon cœur. Inter[redacted] d'emblèmes officiels, [redacted] garni leurs [redacted] sous-produits, [redacted] pin's, et [redacted] leur territoire. Ils ont aussi [redacted] leurs façades de guirlandes en sapin, signes d'un Noël [redacted] proche. La [redacted] n'a pas pour [redacted] changé [redacted] la principale artère brusquement [redacted] la soirée, comme si [redacted] n'était. Le [redacted] Jeux [redacted] ailleurs. Si proche et si lointain à la [redacted].

Lausanne, 17 février [redacted] h 29. Dans un français saccadé, M. Juan-Antonio [redacted] prononce soudain le nom [redacted] espéré : [redacted]. [redacted] 18 000 [redacted] souviennent [redacted] magique. C'[redacted] l'explosion de joie. Puis, [redacted] progressivement l'ampleur du malentendu. Par la grâce du [redacted] elle [redacted]tée cité olympique. [redacted] de la [redacted].

Pour que [redacted] montagnes [redacted] décor, [redacted] fallait une ville [redacted] la plaine. Bien [redacted] au [redacted], bordée par les rivières de l'Isère et [redacted] l'Arly, [redacted] sous-préfec[redacted] d'un [redacted]loppement au [redacted] de l'eau, [redacted]lant, par [redacted] successives, comme en témoigne [redacted] nature de son habitat, les ouvriers des aciéries d'Ugine toutes proches, les bâtisseurs des barrages EDF et des stations de la Tarentaise, avec un fonds de commerçants et de fonctionnaires. De quoi assurer un minimum de prospérité dans cette ville nouvelle du XIXe siècle, édifiée à partir de 1836, au pied de la cité médiévale de Conflans, par un décret du roi Charles-Albert de Piémont-Sardaigne, [redacted] bourg [redacted] L'Hôpital.

Tornade et cauchemar

« L'euphorie passée, le plus dur reste [redacted] accomplir. Il [redacted] faire des choix. » Le [redacted] Henri Dujol (RPR), ne croyait [redacted] si [redacted] dire. Cet ancien chirurgien [redacted] visage de boxeur [redacted] tempérament carré, n'avait guère eu l'occasion de manier [redacted] dans [redacted] gestion [redacted] municipales. Créant un [redacted] frustration (*« nous [redacted] dépossédés »*, proclame-t-on dans la ville), le [redacted] d'organisation, le COJO, [redacted] « bunker », [redacted] « le Vatican », s'en chargera. Pour la partie qui le concerne tout au moins, sur les 40 hectares de la plaine du Sauvay où, en moins de deux ans, ont été bâties toutes les installations des Jeux.

La tornade olympique a néanmoins fait des ravages. Pas seulement dans les esprits. *« Les Jeux sont une chance inespérée de réaliser en quatre ans ce qui aurait dû l'être en quinze ou vingt. »* Voilà pour la version officielle. Mais le conte de fées a parfois des allures de cauchemar. Financier s'entend. Etalée de 1987 à 1992, la facture s'élève à 300 millions de francs, deux fois plus que le seul budget communal voté en janvier dernier. Plus d'une fois, les élus, hésitants, se sont dit qu'ils *« n'avaient pas droit à l'erreur »*.

Bond en avant

Poussés par le vent d'une histoire dont ils n'étaient pas à l'origine, ils ont finalement choisi le bond en avant, saisis par la frénésie [redacted] construction. [redacted] nouvel hôpital, le centre culturel en est le témoin, dans un quartier à peine achevé en plein centre-ville, reconstruit selon une architecture monumentale à la manière de Ricardo Bofill. Un peu plus ou un peu moins d'unité dans un centre qui n'en avait guère.

Avec pour seule animation d'envergure un festival de musiques militaires, la cité parie maintenant sur la culture et le sport, moteurs d'une envolée économique attendue. Posés l'un sur l'autre, les cinq blocs de granit brut du sculpteur Rückriehm, un « cadeau » du programme culturel, laissent encore plus d'un Albertvillois pantois. Les J. O. laisseront des traces, pas seulement dans le béton. Le regard illuminé d'une certaine fierté, les « volontaires » balaient les critiques des plus pessimistes qui prévoient des lendemains difficiles : déficit, hausses des impôts, dette excessive. Les jeunes beurs de la ZUP Sainte-Thérèse ne se font guère d'illusions : *« Ici, il ne se passait rien et tout [redacted] comme [redacted]*, [redacted] l'un d'eux.

MICHEL DELBERGHE

D'ALBERTVILLE

assurent la sécurité des sites

de la FATAC (force aérienne tactique).

Quarante-quatre démineurs de la sécurité civile doivent [redacted] les forces de sécurité, neutraliser les colis [redacted] et radiographier les colis et cadeaux remis aux VIP. Trois camions de détection goniométrique [redacted] la direction des trans- [redacted] et de l'informatique (DTI) vont surveiller [redacted] fréquences hertziennes pour déceler les brouillages volontaires ou non. [redacted] caméras invisibles mises au point par Matra (M2S) permettront de suivre dans l'enceinte de chaque site olympique les déplacements d'individus suspects.

Le service de [redacted] armées a déployé treize antennes chirurgicales mobiles : dans chacune, deux chirurgiens, un réanimateur [redacted] neuf infirmiers pourront pratiquer douze [redacted] interventions par jour [redacted] spéciaux véhiculés par camions [redacted] hélicoptères. La sécurité civile dispose de plus de vingt et un médecins sapeurs-pompiers, de quarante-huit médecins des SAMU et [redacted] la [redacted] de l'UHSC (unité d'instruction et d'intervention de [redacted] sécurité civile). Une [redacted] tion de trente-deux hommes est spécialisée dans les risques chimi- [redacted] liés, en particulier, au chlore et [redacted] l'ammoniac. Plus de [redacted] pompiers sont venus de toute la France prêter main-forte aux brigades locales. Des gendarmes [redacted] des CRS formés au [redacted] en montagne sont prêts à sonder [redacted] avalanches...

Cette énumération [redacted] humains et matériels n'est pas exhaustive. Elle serait infiniment plus longue – vingt mille hommes avaient été mobilisés [redacted] sécurité lors des Jeux d'hiver de Grenoble en 1968 – si un impressionnant dispositif technique n'avait [redacted] été mis en [redacted] pour [redacted] circulation de l'information et [redacted] ordres, en [redacted] circonstances [redacted] en [redacted] lieux. L'armée et la police ont [redacted] une véritable toile d'araignée, la première [redacted] son système RITA (réseau intégré de [redacted] automatiques) servis par neuf [redacted] hommes [redacted] igloos à près de [redacted] mètres d'altitude, la seconde avec [redacted] RGT (réseau général de transport) alimentant les points de commandement [redacted] partir de plus [redacted] mille terminaux mobiles ou portatifs. L'ensemble des données doit être traité [redacted] le système RAMSES (régulation automatique des moyens sous experts pour [redacted] sécurité) mis en place par Bull *(lire encadré)*.

Partage de territoire

Le dispositif fonctionne sous [redacted] responsabilité du préfet de la Savoie, M. Jacques Lambert, qui dispose, [redacted] les locaux du COJO à Albertville, d'un PC de [redacted] dement [redacted] aboutissent [redacted] les informations. Il est [redacted] par le préfet Christian Prouteau, l'ancien commandant [redacted] GIGN, chargé de la sécurité à [redacted] délégation interministérielle [redacted] Jeux olympiques, [redacted] par [redacted] sous-préfets responsables [redacted] (Val-d'Isère, La Plagne, Chambéry, Courchevel, Méribel, Moûtiers, [redacted] Saisies) [redacted] chaque composante du dispositif (armée, police, gendarmerie, pompiers, sécurité civile) est représentée. « *C'est la préfiguration de [redacted] que pourrait être un système de sécurité couvrant toute la France* [redacted] *de conflit* », note M. Lambert.

Pour le mettre en œuvre, il a néanmoins fallu éviter les points de frictions possibles entre des [redacted] qui se considèrent le plus souvent comme concurrents sur le terrain. La coopération vantée au plus haut niveau ne [redacted] retrouve [redacted] *forcément aux échelons inférieurs* : la police estime par exemple que le système d'aide [redacted] la décision qu'elle a mis en place [redacted] préfecture de Paris est au moins aussi perfor- [redacted] promu [redacted] le préfet Prouteau ; l'armée attribue [redacted] plus grands mérites à RITA que [redacted] partenaires tiennent surtout pour une roue [redacted].

Ainsi [redacted] a-t-il eu [redacted] territoires : les gendarmes opèrent dans les [redacted] de Moûtiers. Les Saisies, Méribel et La Plagne, tandis que [redacted] policiers sont [redacted] Albertville [redacted] Chambéry. Ceux-ci [redacted] ceux-là [redacted] partagent [redacted] responsabilités [redacted] Val-d'Isère et [redacted] Courchevel. De même, le RAID [redacted] la protection des personnalités invitées par l'Etat, et le GIGN celle des VIP du COJO.

En fait, chacun [redacted] démontrer l'excellence de son savoir-faire. « *Plus de mille CRS veilleront, le samedi de l'ouverture,* [redacted] *bon déroulement de la cérémonie d'inauguration où* [redacted] *présent le président de la République. Ce jour-là, pas question pour* [redacted] *de se gratter le nez* [redacted] *de bâiller : deux milliards de téléspectateurs dans le monde se feraient alors une triste idée de la police française* », résume le commissaire divisionnaire Christian Lion, chargé de la coordination de la police pour [redacted] Jeux. Les [redacted] de sécurité risquent donc de paraître rapidement pesantes. Des journalistes qui souhaitaient faire pénétrer [redacted] invités dans leur résidence s'en sont, d'ores et déjà, aperçus : seules les personnes accréditées [redacted] accès [redacted] bâtiments officiels, y compris [redacted] hôtels.

ALAIN GIRAUDO

(1) Lire l'article d'Edwy Plenel [redacted] *le Monde* du [redacted] février.

Ramsès veille

A la suite d'importantes chutes de neige sur la Savoie, la route qui mène [redacted] Val-d'Isère, site olympique [redacted] la descente homme, a été coupée par une avalanche. Dans le même temps, [redacted] bloquent l'entrée [redacted] la Tarentaise, [redacted] que, sur la [redacted] Sainte-Foix, [redacted] proximité du lieu-dit La [redacted] un [redacted] qu'une alerte [redacted] bombe menace [redacted] de Bourg-Saint-Maurice. Scénario apocalyptique? [redacted] de tout cela n'est vrai, [redacted] il arrive parfois que la réalité dépasse la fiction.

Comment, ce jour-là, gérer la crise ? Comment utiliser au mieux les 9 470 hommes et femmes – [redacted] 500 gendarmes, 2 [redacted] militaires, [redacted] 200 policiers et 1 270 sapeurs-pompiers – chargés de la sécurité de la région? [redacted] déployer lorsque l'on sait que, malgré les aménagements routiers réalisés dans la région, une demi-journée peut, en cette saison, [redacted] pour aller d'un bout [redacted] du domaine olympique? [redacted] sites olympiques [redacted] vis pour la plupart par des routes en cul-de-sac et [redacted] tés » sur un territoire de 1 600 [redacted] *carrés. La* [redacted]? Ramsès. Il [redacted] rien moins qu'un pharaon pour régler pareil problème. Sous ce sigle se cache un dispositif informatique de Régulation automatique de moyens sous experts pour la sécurité.

Développé [redacted] la demande de l'Etat par le Centre d'expertise et de développement en intelligence [redacted] du groupe Bull (CEDIAG), ce système revient à une vingtaine de millions de francs. [redacted] s'articule autour d'une importante base de données informatique, chargée de gérer [redacted] des données dynamiques (ressources humaines et matérielles, [redacted] la circulation, [redacted] météo) que des données statiques [redacted] d'hébergement précaires, [redacted] risques, spécialistes [redacted] spécialisés, annuaire de la sécurité civile).

Seul un système informatique peut avaler pareille masse d'informations (1). Reste ensuite à les trier, à les hiérarchiser pour [redacted] nécessaires au traitement [redacted] place [redacted] à la bombe, [redacted] de car [redacted] conséquences de l'avalanche. Or, [redacted] d'aider [redacted] qui doit [redacted] l'urgence, le [redacted] d'informations disponibles en [redacted] risque de le submerger.

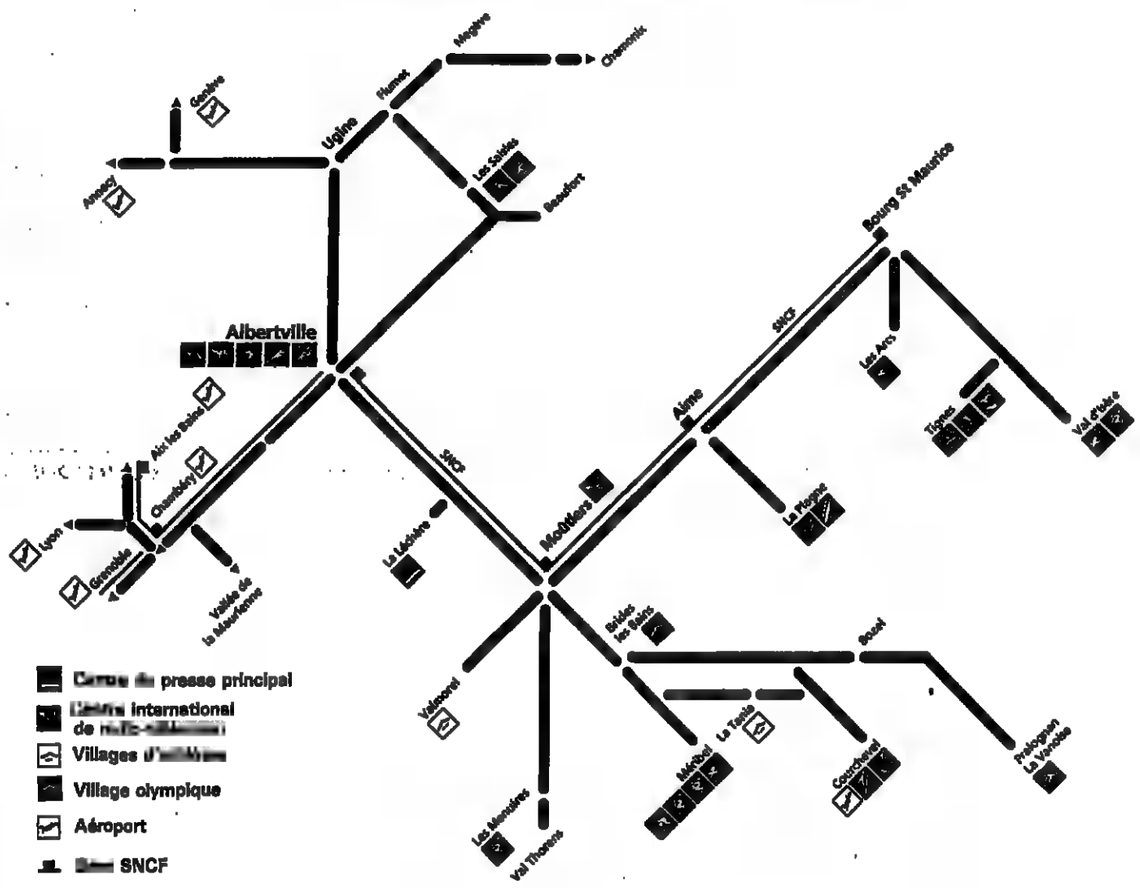
Comment y remédier? En faisant appel [redacted] l'intelligence artificielle [redacted] logiciels d'aide [redacted] la décision : un premier, dénommé EXPERT, pour analyser la situation, estimer les besoins [redacted] passer en revue les actions à mener; un deuxième, SITU, permettant [redacted] localiser sur le terrain les ressources disponibles ; un troisième enfin, OPTIMISATION, [redacted] intervenir lorsqu'il y a cumul [redacted] plusieurs [redacted] de manière à redéployer au mieux le dispositif [redacted] pour [redacted] aux multiples demandes de renfort.

Ramsès n'est qu'une aide à la décision. Le [redacted] final appartient aux [redacted].

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) La police norvégienne s'intéresse au système Ramsès pour les Jeux olympiques d'hiver de [redacted] et Bull participe à un projet européen de gestion [redacted] catastrophes ayant un impact sur l'environnement.

Dix scènes pour un théâtre



Albertville, porte d'entrée de l'espace olympique, doit accueillir les cérémonies d'ouverture et de clôture mais [redacted] les épreuves de patinage artistique et de patinage de vitesse. Au col des Saisies, à 38 kilomètres d'Albertville, a été aménagé un espace pour le ski de fond et un stade de biathlon. Bien loin de là, les pentes de la station de Val-d'Isère doivent permettre aux skieurs alpins de se mesurer, les dames se retrouvant à Méribel. Tignes reçoit les skieurs artistiques et Les Arcs les skieurs de vitesse. Autre station de la Tarentaise, La Plagne [redacted] les épreuves de luge et de bobsleigh. Enfin dans les Trois Vallées, Courchevel sur le site des tremplins de saut et de la piste de fond du combiné nordique, Méribel [redacted] sa patinoire les matchs de hockey sur glace et Pralognan-la-Vanoise les épreuves de curling.

La route des neiges

Les efforts réalisés en matière d'équipement dans le département de la Savoie ne mettent pas pour autant à l'abri des difficultés de circulation liées aux intempéries ou aux départs en vacances, comme ce fut le cas en décembre dernier.

Les neiges constituaient un des points faibles du dossier savoyard pour les Jeux olympiques. [redacted] plus de 120 kilomètres de nouvelles liaisons rapides – autoroutes et routes express – ont été mises en service durant l'année 1991 en Rhône-Alpes. A elle seule, cette région a [redacted] de près de 60 % des [redacted] d'investissements routiers [redacted] sur l'ensemble du territoire national (136 kilomètres sur 232). Le programme de desserte de la Tarentaise et des sites olympiques a coûté plus de [redacted] milliards de francs.

Avec la mise en service de la liaison Montmélian-Albertville (A 43 et A 430), le site olympique est désormais relié à Chambéry par l'autoroute. L'accès aux villes du [redacted] et à la vallée et aux stations de sports d'hiver est facilité par l'aménagement de la RN 90 en [redacted] express à 2 × 2 voies [redacted] Albertville et Moûtiers, et des aménagements ponctuels jusqu'à Bourg-Saint-Maurice. Des améliorations, parmi lesquelles le [redacted] du tunnel de l'Epine, [redacted] apportées en [redacted] points critiques [redacted] de Chambéry.

Le [redacted] de Lyon, avec l'ouverture de l'A 48 nord, et en [redacted] voie, de l'A 432 permet un nouvel accès à l'aéroport international de Satolas par l'autoroute Lyon-Genève. L'axe Valence-Grenoble est aujourd'hui dans une quasi-totalité autoroutier, avec l'achèvement de l'A 48 entre Voreppe et Bourg-de-Péage, l'aménagement de la RN 532 en route express et le [redacted] jusqu'à l'autoroute A 7 (vallée du Rhône).

En dépit de ces efforts d'équipement, les menaces des intempéries, et particulièrement des chutes de neige, persistent. Pour y faire face, des moyens renforcés en hommes et en matériel ainsi que des plans de circulation départemental et régional ont été prévus. Depuis le [redacted] janvier et jusqu'au [redacted] février, [redacted] venus de [redacted] départements complètent les effectifs [redacted] de la Direction départementale de l'équipement (DDE) de Savoie. Ils sont répartis sur six sites olympiques (Albertville, Beaufort, Bourg-Saint-Maurice, Aime, Moûtiers et Ugine) et dans vingt-deux centres de déneigement. Ils disposent de cent quarante engins, ce qui augmente de 50 % la capacité du parc actuel. L'objectif est de pouvoir faire face à des chutes de neige de trois jours en continu.

Sous l'autorité du préfet de la Savoie, un plan spécial de circulation doit orchestrer l'accès aux stations olympiques. D'une manière générale, la priorité a été accordée aux transports en commun. Des navettes de cars, prévues entre les heures à partir des gares routières de SNCF, vont sillonner la vallée et assurer les liaisons entre les sites. Aux spectateurs, il est conseillé de laisser les voitures individuelles dans les parkings aménagés aux entrées d'Ugine et d'Albertville.

Un plan « Palomar J.O. »

Les responsables de la sécurité ont admis toutefois que la circulation ne pouvait être totalement interdite pendant seize jours. Les seules restrictions seront apportées les jours d'épreuves dans les sites concernés, trois heures avant et trois heures après, sauf le matin que l'après-midi. Seuls [redacted] véhicules accrédités [redacted] les cars qui vont se croiser en permanence sur des routes étroites et sinueuses. Finalement, les artisans-taxis, qui avaient organisé une opération escargot, samedi 1er février, pourront, eux aussi, aller librement d'un site à l'autre.

M. Jacques Lambert, préfet de la Savoie, ne cache pas toutefois que sa plus grande inquiétude porte sur le premier grand départ des vacanciers de la zone A, les samedi 15 et dimanche 16 février. Durant ces deux jours, certaines stations seront pratiquement « interdites ». C'est le cas de Méribel, le samedi 15, dont l'accès sera bloqué entre 7 heures et [redacted] heures. Idem même pour Tignes et Val-d'Isère, le dimanche 16, entre [redacted] heures et 12 heures, puis de 13 h [redacted] à 17 h [redacted].

Pour éviter aux vacanciers des encombrements et des [redacted] d'attente au pied des stations, les dispositifs d'information seront multipliés. Un plan « Palomar JO » sera géré par le plan régional, prévoyant des mesures de délestage, de régulation, voire de fermeture. Des numéros d'appels téléphoniques (78-54-33-33) et par Minitel (3615 [redacted] ou 3615 Cojo), ou encore les radios locales, devraient fournir des informations en temps réel. C'est, toutefois, sans compter avec les conditions météorologiques, susceptibles non seulement de rendre la circulation plus malaisée, mais aussi de modifier le calendrier des épreuves.

MARTINE LARONCHE

GLISSES

Poudreuse interdite

Voulue par Jean-Claude Killy, l'enfant du [redacted] triple champion olympique en [redacted] et co-président du Comité d'organisation des Jeux d'Albertville, conçue par Bernard Russi, le Suisse médaille d'or 1972 à Sapporo, la descente masculine [redacted] Jeux d'hiver [redacted] sur la Face de Bellevarde à Val-d'Isère [redacted] un [redacted] du [redacted] alpin. Cette piste a tiré, mardi 4 février, des [redacted] d'enthousiasme et de plaisir aux gloires d'hier et d'avant-hier conviées à l'étrenner par le fabricant Rossignol.

Ces louanges – venant de champions [redacted] le Français Guy Périllat, le Suisse Roland Colombin ou l'Autrichien Karl [redacted] – ont mis fort à [redacted] organisateurs : à tort ou à raison, ceux-ci pensent que les Jeux [redacted] à 80 % si la [redacted] a lieu dans de bonnes conditions dimanche [redacted] derniers temps, un [redacted] de critiques plus [redacted] les [redacted] que [redacted] à l'encontre de ce parcours de [redacted] *mètres qui plonge* [redacted] 2 809 [redacted] d'altitude [redacted] la [redacted] une [redacted] moyenne [redacted] % (maximum [redacted] %, minimum 15 [redacted] en se coulant dans un [redacted] tourmenté.

Trop technique, trop dangereuse, trop lente, trop exposée. Les plus virulents ont [redacted] germanophones, qui, comme par hasard, possèdent les plus prestigieuses descentes, Kitzbühel (Autriche) et Wengen (Suisse).

La parole aux techniciens

Leurs représentants au sein de la Fédération internationale de ski s'étaient [redacted] l'an dernier à faire annuler les épreuves pré-olympiques sous prétexte qu'il était tombé [redacted] de neige. Comme pour leur donner raison, une avalanche a dévalé la Face le 21 [redacted] dernier, balayant les [redacted] place en faisant un blessé. Coût des dégâts : quelque 3 millions de francs.

Paradoxalement, la [redacted] en effet le principal handicap de cette piste sur laquelle les [redacted] poudreuse ont été compactés à la pelle et aux pieds depuis le [redacted] de la saison par des chasseurs alpins et des pisteurs. « *Une chute de neige importante* [redacted] *compétition* [redacted] *obligerait* à la *reporter* [redacted] *cette piste* [redacted] *longue à préparer* », [redacted] un des responsables du site.

Ainsi, les 50 centimètres de [redacted] tombés lundi [redacted] mardi 4 février, et qui, ailleurs, [redacted] le bonheur des [redacted] hors-piste, ont dû [redacted] déblayés le plus rapidement possible pour permettre le début des entraînements dans les meilleures conditions, jeudi 6 février. Et à partir de ce moment, de l'avis des anciens champions, la parole sera [redacted] aux véritables techniciens de la vitesse.

A. G.

Les épreuves

Samedi [redacted] février

HOCKEY SUR GLACE : France-Canada à 13 heures, Tchécoslovaquie-Norvège à 16 h [redacted] URSS-Suisse à [redacted] h 15.

CEREMONIE D'OUVERTURE à Albertville à 17 h.

Dimanche 9 février

SKI DE FOND : 15 kilomètres [redacted] à 10 h.

LUGE : premières manches hommes à 10 h.

SKI ARTISTIQUE : éliminatoires ballet à 11 h.

SKI ALPIN : descente hommes à 12 h 15.

HOCKEY SUR GLACE : Suède-Pologne à 13 h, Finlande-Allemagne à 16 h 30, Etats-Unis-Italie à 20 h 15.

SAUT A SKI : tremplin de [redacted] mètres à 13 h 30.

PATINAGE DE VITESSE : [redacted] mètres dames à [redacted] h.

PATINAGE ARTISTIQUE : programme original couple à 19 h 30.

ÉDUCATION

Après de nouveaux assouplissements des textes

Les présidents d'université approuvent le cadre général de la réforme

La Conférence des présidents d'université [redacted] adopté à l'unanimité, jeudi 6 février, le projet [redacted] général sur la rénovation [redacted] premiers cycles universitaires, après avoir [redacted] du ministère de l'éducation nationale [redacted] nouveaux assouplissements de son [redacted]

[redacted] ministère n'est [redacted] au bout [redacted] peines. Mais [redacted] projet de rénovation [redacted] formations universitaires [redacted] premier cycle [redacted] lentement. La Conférence [redacted] présidents d'université a, [redacted] effet, adopté, [redacted] l'unanimité [redacted] quarante-six présidents présents, jeudi [redacted] février, le projet d'arrêté général [redacted] l'organisation [redacted] diplômes d'études universitaires générales (DEUG). Après la [redacted] derniers jours (*le Monde* du 4 février), [redacted] approbation constitue un [redacted] important.

Il [redacted] vrai que, depuis trois semaines, [redacted] ministère a multiplié [redacted] concessions pour [redacted] désarmer [redacted] critiques. Il avait notam[redacted] renoncé, [redacted] il l'envisageait initialement, [redacted] imposer une organisation stricte, module par module, [redacted] chacune [redacted] filières de premier cycle et était revenu, en partie, sur [redacted] réductions d'horaires envisagées dans les disciplines scientifiques. Devant [redacted] présidents d'université, il a été plus loin [redacted] deux points importants.

Certes, l'arrêté général adopté reste [redacted] aux objectifs affichés : clarifier [redacted] formations proposées [redacted] instaurant onze DEUG (diplômes d'études universitaires générales) au lieu [redacted] quarante-cinq actuellement et organiser chacune [redacted] deux niveaux comportant [redacted] total [redacted] douzaine de modules capitalisables.

Mais le ministère a modifié son [redacted] sur la notion [redacted] le calendrier d'application. De nombreux universitaires estimaient en [redacted] l'organisation [redacted] chaque niveau de DEUG en [redacted] était trop rigide et difficile [redacted] mettre [redacted] place. Le nouveau texte préfère donc parler de « *périodes* », conduisant progressivement [redacted] une harmonisation nationale [redacted] péenne, conforme [redacted] recommandations du [redacted] Maastricht sur l'organisation [redacted] calendriers universitaires.

D'autre part, le calendrier d'application [redacted] de nouveau, [redacted] assoupli. La mise en place pourrait se faire [redacted] partir [redacted] la rentrée 1992, mais selon un calendrier défini de façon contractuelle [redacted] minis[redacted] et [redacted] universités. Autrement dit, [redacted] mise [redacted] œuvre [redacted] rénovation [redacted] premiers cycles ferait partie [redacted] quadriennaux qui lient désormais les établissements d'enseignement supérieur [redacted] l'Etat. La réforme pourrait être introduite [redacted] chaque étape de [redacted] contrats (évaluation [redacted] mi-parcours ou renouvellement). Il [redacted] clair [redacted] tout cas [redacted] date-butoir d'une application [redacted] la rentrée 1993 [redacted] supprimée du texte. En revanche, la rénovation des seconds cycles entrerait en vigueur [redacted] 1992.

Enfin la Conférence [redacted] présidents d'université n'a fait qu'aborder [redacted] discussion [redacted] les projets d'arrêtés particuliers, DEUG par DEUG. Elle devrait reprendre [redacted] débat lors d'une nouvelle réunion, mercredi 19 février, [redacted] présence de [redacted] président, M. Lionel Jospin. Auparavant, le Conseil national [redacted] l'enseignement supérieur [redacted] recherche (CNESER) devrait [redacted] miner l'ensemble [redacted] projet ministériel, le [redacted] 17 février.

M. A. [redacted] G. C.

Dans les Yvelines

Une cinquantaine d'établissements touchés par la grève des enseignants de Mantes-la-Jolie

La grève [redacted] enseignants [redacted] (Yvelines), entamée [redacted] 31 janvier, [redacted] étendue, jeudi 6 février, à [redacted] quasi-tota[redacted] du Mantois, [redacted] parents d'élèves s'étaient joints [redacted] mouvement. Une cinquantaine d'établissements [redacted] laires, écoles et collèges, étaient [redacted] et la mairie occupée par des enseignants grévistes depuis [redacted] 4 février après-midi.

[redacted] protestent [redacted] le non-respect des [redacted] pris, le 15 décembre, par [redacted] la préfecture des Yvelines, [redacted] la suite d'un premier mouvement de grève qui avait touché la quasi-totalité [redacted] scolaires [redacted] (*le Monde* [redacted] 7 décembre 1991). Le principal [redacted] porte [redacted] les [redacted] personnels de l'éducation nationale. Le [redacted] rat, qui [redacted] engagé [redacted] décembre [redacted] « *maintenir le potentiel éducatif* » [redacted] la zone d'éducation prioritaire (ZEP) du Val-Fourré, envisage, en raison d'une baisse des [redacted] prévus [redacted] la rentrée, la suppression de vingt-huit [redacted] de professeurs dans la cinquantaine [redacted] Mantois. Les enseignants réclament le maintien d'une douzaine [redacted] ces postes, ainsi que la création [redacted] cinq postes supplémentaires d'instituteurs.

Une délégation [redacted] été reçue à la préfecture des Yvelines dans la nuit du jeudi [redacted] vendredi 7 février [redacted] M. Armand Frémont, [redacted] l'académie [redacted] Versailles. Ce dernier a indiqué que trois postes d'instituteurs seraient [redacted] et que le maintien de neuf [redacted] douze postes [redacted] professeurs serait accordé. L'assemblée générale des enseignants [redacted] des parents de Mantes-la-Jolie devait décider, [redacted] 7 au matin, des [redacted] à donner au [redacted] et d'une éventuelle reprise des cours.

SCIENCES

Découverte archéologique en Oman

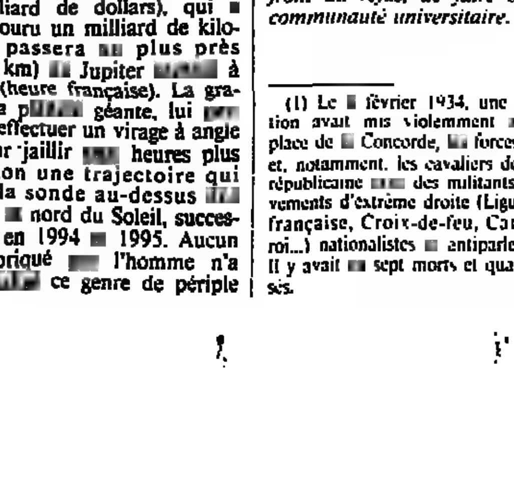
Une équipe dirigée [redacted] le doc[redacted] Juris Zarins, professeur [redacted] la Southwest Missouri State University et spécialiste [redacted] l'archéologie de [redacted] péninsule arabique, aurait découvert des ruines d'une ville ancienne autour du puits bien connu [redacted] Shisr (dans le Dhofar omanais, à quelque 175 kilomètres au nord-nord-ouest du port de Salalah).

Cette découverte serait due [redacted] l'examen d'images satellitaires – méthode classique depuis une ou deux décennies. Elle ne doit pour[redacted] surprendre : le Dhofar [redacted] la seule région du monde où pous[redacted] arbres [redacted] encens ; [redacted] l'on sait que l'encens, très apprécié dans [redacted] l'Ancien Monde, a été l'objet d'un commerce très actif, [redacted] l'Inde, la Méditerranée, la Mésopotamie, notamment, [redacted] temps [redacted] plus reculés. Le contrôle [redacted] routes [redacted] maritimes de l'encens [redacted] donc indissociable de [redacted] politique [redacted] de l'économie [redacted] périodes protohistoriques, peut-être même préhistoriques.

En outre, [redacted] vestiges anciens ont déjà été repérés dans les actuels déserts de la péninsule arabique. Et ils [redacted] que cette région, qui était moins désolée il y a quelques millénaires que maintenant, [redacted] été habitée [redacted] le néolithique (sixième millénaire avant Jésus-Christ) [redacted] peut-être même avant.

Des dépêches d'agence et un article du *New York Times* n'hési[redacted] pas [redacted] laisser entendre [redacted] ruines [redacted] Shisr seraient [redacted] d'Ubar, ville citée au deuxième siè[redacted] ère par [redacted] géographe grec Claude Ptolémée [redacted] peut-être aussi [redacted] le Coran sous le [redacted] d'Iram. Ils vont même jusqu'à dire qu'on a ainsi découvert le point [redacted] départ [redacted] Rois [redacted] (dont l'un a offert [redacted] l'encens à l'enfant Jésus à Bethléem). Le début [redacted] datant du 26 décembre dernier, il [redacted] prudent d'attendre, [redacted] se prononcer, le développement de ces travaux, [redacted] et la datation du matériel découvert.

Y. R.



□ **La sonde européenne Ulysse [redacted] Jupiter.** – Lancée [redacted] américaine Discovery le 6 octobre 1990 pour une mission inédite [redacted] Soleil, [redacted] sonde européenne Ulysse devait effectuer, samedi 8 février, [redacted] manœuvre la plus spectaculaire – [redacted] risquée – de son périple : un survol [redacted] Jupiter.

Le petit robot [redacted] 370 [redacted] (et d'un milliard de dollars), qui [redacted] déjà parcouru un milliard de kilomètres, passera [redacted] plus près (378 000 km) [redacted] Jupiter [redacted] à 13 [redacted] 02 (heure française). La gra[redacted] la p[redacted] géante, lui [redacted] mettra d'effectuer un virage à angle droit pour jaillir [redacted] heures plus tard, selon une trajectoire qui mènera la sonde au-dessus [redacted] pôles [redacted] nord du Soleil, successivement en 1994 [redacted] 1995. Aucun engin fabriqué [redacted] l'homme n'a [redacted] ce genre de périple

A Paris

Manifestation étudiante contre l'extrême droite

Quatre cents étudiants ont manifesté, jeudi [redacted] février, à Paris, contre l'extrême droite et les [redacted] violence dans les universités, [redacted] l'appel des principales organisations de gauche et d'extrême gauche. La date [redacted] manifestation avait [redacted] choisie symboliquement le jour [redacted] l'anniversaire du [redacted] février 1934 (1). Le rassemblement a occupé [redacted] place de la Sorbonne avant de défiler dans le Quartier latin.

Considérée par beaucoup de manifestants comme un « *commencement* », [redacted] manifestation a été organisée par le Comité [redacted] vigilance [redacted] d'action [redacted] l'extrême droite [redacted] la Sorbonne [redacted] la suite [redacted] incidents qui [redacted] opposé [redacted] étudiants, [redacted] dernières semaines (*le Monde* du 1er février). Les plus violents avaient eu lieu les jeudis 23 [redacted] 30 janvier, le jour de la [redacted] hebdomadaire du journal *Action française* par [redacted] militants royalistes du [redacted] Restauration nationale.

Aux cris, « *Fascistes facs off* », « *Les fascistes hors des facs* », les étudiants, quelques lycéens et enseignants ont exprimé durant leur marche vers [redacted] établissements d'enseignement supérieur de Jussieu et Censier leur [redacted] violence [redacted] leur volonté [redacted] ne [redacted] laisser l'extrême droite s'implanter. « *Ce qui compte*, [redacted] déclaré [redacted] Philippe Campinchi, président de l'UNEF-ID (indépendante et démocratique), *c'est de créer un front du refus, de faire bouger la communauté universitaire.* »

M. A.

(1) Le [redacted] février 1934, une manifestation avait mis violemment [redacted] prises, place de [redacted] Concorde, [redacted] forces [redacted] police et, notamment, les cavaliers de la Garde républicaine [redacted] des militants [redacted] mouvements d'extrême droite (Ligues, Action française, Croix-de-feu, Camelots du roi...) nationalistes [redacted] antiparlementaires. Il y avait [redacted] sept morts et quarante blessés.

RELIGIONS

Retour à la mosquée

Suite de la première page

A l'issue d'une brève réunion, le bureau [redacted] la [redacted] habous [redacted] lieux saints [redacted] publiait un communiqué (*voir [redacted] dernières éditions [redacted] 7 février*), indiquant que M. [redacted] « *continue [redacted] mission habituelle, qui n'a jamais [redacted] interrompue, [redacted] service [redacted] des musulmans [redacted] France, [redacted] la tête de [redacted] Mosquée de Paris* ». Il espérait que le retour du [redacted] « *mette fin [redacted] légendes [redacted] spéculations répandues en [redacted] absence par [redacted] semeurs [redacted] légendes et [redacted] spécialistes [redacted] l'intrigue* ».

Le coup était passé près, en [redacted]. A peine avait-il tourné [redacted] dos pour se rendre [redacted] Algérie, [redacted] la mi-janvier, que [redacted] CORIF et plusieurs grandes [redacted] protestaient [redacted] le [redacted] des [redacted] de M. Haddam [redacted] de la Mosquée [redacted]. Ils pressaient [redacted] gouvernement français d'intervenir pour [redacted] fin [redacted] entre fonctions politiques et fonctions religieuses.

Des institutions affaiblies

Déjà, en 1989, [redacted] la mort du recteur Abbas, Si Hamza [redacted] et l'Algérie avaient parachuté [redacted] tête [redacted] la Mosquée [redacted] Paris, prenant de [redacted] autorités françaises, M. Haddam, chirurgien célèbre, ancien ministre et ambassadeur de [redacted]. Le mois dernier, [redacted] départ [redacted] Alger et la perspective de [redacted] succession ouvraient l'espoir d'un changement de statut [redacted] la Mosquée et de la [redacted] habous, [redacted] que [redacted] leur tête [redacted] Français musulmans, souhaitée depuis longtemps.

[redacted] espoir a [redacted] déjoué. [redacted] terminée, après [redacted] d'un [redacted] mandat, [redacted] au Haut Comité [redacted] en Algérie – [redacted] prochainement à se [redacted] en [redacted] consultatif, – [redacted] responsable [redacted] plus grande mosquée [redacted] a préféré [redacted]. [redacted] faux [redacted] avait [redacted] de telles [redacted] au sein [redacted] la communauté musulmane en France, [redacted] entre Paris et Alger, que le retour au [redacted] aujourd'hui risque d'apparaître comme une nouvelle cause d'affaiblissement et de [redacted] pour [redacted].

[redacted] comme [redacted] le [redacted] penser, le recteur de [redacted] de [redacted] sa [redacted] de quitter le CORIF, un coup serait porté [redacted] cette jeune instance de concertation d'une quinzaine de [redacted] musulmans, [redacted] en [redacted] en [redacted] par [redacted] Pierre Joxe, [redacted] ministre [redacted] l'intérieur et des cultes. Malgré [redacted] divisions internes et la contes[redacted] permanente [redacted] sa représentativité, [redacted] CORIF avait acquis une certaine notoriété [redacted] favorisant, [redacted] des [redacted] (des carrés musulmans dans [redacted] cimetières, des barquettes de viande *hallal* dans [redacted] casernes, etc.) l'intégration [redacted] la banalisation de l'islam [redacted] française.

En jouant [redacted] carte du CORIF, M. Joxe [redacted] successeur, M. Marchand, espéraient rendre plus cohérent un islam de France [redacted] par [redacted] origines nationales, [redacted] implan[redacted] locales, [redacted] courants religieux, et dépendant, financièrement [redacted] idéologiquement, de l'étranger (Algérie, pays du Golfe, [redacted] Ligue islamique, etc.). La mini-crise qui vient [redacted] la Mosquée de Paris montre la [redacted]lité de cette politique. Mais il n'y en [redacted] guère d'autres, [redacted] on veut favoriser, [redacted] la concertation et [redacted] cadre de la laïcité, l'émergence d'un islam français, [redacted] libéré de [redacted] bailleurs de [redacted] étrangers.

A hue et [redacted] dia

L'isolement [redacted] la Mosquée de Paris qui, choyée par les pouvoirs publics, de gauche ou de droite, a longtemps prétendu [redacted] leadership de la représentation de l'islam en France est tout aussi dangereux. Il risque même de nuire aux intérêts que l'Algérie, d'une rive [redacted] l'autre [redacted] la Méditerranée, entend défendre. Quand ce [redacted] a pris le contrôle [redacted] la mosquée parisienne [redacted] 1982, [redacted] France ne comptait qu'une [redacted] lieux [redacted] culte musulman dignes de ce nom. [redacted] compte [redacted] plus aujourd'hui.

[redacted] Mosquée [redacted] Paris a [redacted] ses [redacted] pour [redacted] autour d'elle la communauté musulmane. [redacted] efforts pour en faciliter l'intégration en France, répondre aux besoins de culte, d'encadrement et [redacted] formation n'ont [redacted] que [redacted] limités. [redacted] c'est [redacted] concurrente, l'UOIF (Union [redacted] organisations islamiques de France), [redacted] d'origine douteuse, qui a lancé début janvier, près de Château-Chinon (Nièvre), le premier [redacted] islamique de formation d'imams, dont le démarrage se révèle [redacted] aussi [redacted] n'y a pas plus d'une douzaine d'étu[redacted].

Chacun tire [redacted] hue et à dia, au moment [redacted] musulmane en France, qui [redacted] millions de membres, subit de régulières campagnes de discrédit dans l'opinion, où les pétrodollars saoudiens et les subsides maghrébins se font plus rares, où la politique de répression des islamistes en Algérie, en Tunisie, au Maroc risque d'accélérer, en France, les infiltrations intégristes. Le repli de la communauté sur ses pôles et ses filières traditionnels (Algérie, Ligue islamique, Turquie, [redacted] d'Afrique noire, etc.) est la pire politique qui soit. Elle ne peut [redacted] le choix [redacted] l'Algérie qui, une [redacted] plus, vient de sauver sa mise [redacted] la Mosquée [redacted] Paris, grâce [redacted] concours d'une [redacted] la [redacted] suspectée et, paradoxalement, d'une personnalité parisienne, [redacted] Boubakeur, dont elle [redacted] souvent [redacted] passé fait [redacted] procès.

HENRI TINCQ

Soixante-dix ans de controverses

Lieu-phare [redacted] en France, la Mosquée [redacted] pris [redacted] séparation [redacted] laïcité. Son histoire [redacted] longue suite [redacted] politico-juridiques. [redacted] nom d'Institut musulman de [redacted] Mosquée de Paris, sa construction, achevée en 1922 [redacted] cinquième arrondissement, [redacted] Lyautey [redacted] au [redacted] Herriot, pour [redacted] hommage aux musulmans marocains, algériens, [redacted] galais, etc, qui, pendant [redacted] pour [redacted] France.

Sa gestion en [redacted] la [redacted] habous (biens religieux) et [redacted] l'islam, [redacted] en 1917 pour régler [redacted] problèmes d'hôtellerie [redacted] pèlerins [redacted] La Mecque [redacted]. Société [redacted] droit musulman, elle [redacted] transforme en association [redacted] droit français (1901) pour pouvoir bénéficier des subventions [redacted] la Ville [redacted]. Mais [redacted] siège [redacted] Alger, ce qui va expliquer la [redacted] tion constante [redacted] l'Algérie [redacted] l'égard [redacted] Mosquée [redacted] Paris. Celle-ci [redacted] dirigée, [redacted] 1922 à [redacted] mort en 1954, [redacted] Si Kaddour Ben Ghabrit, homme-clé [redacted] politique musulmane en France, [redacted] en Algérie, mais [redacted] du sultan du [redacted].

Le premier contentieux [redacted] va [redacted] 1957, quand Guy Mollet, président du Conseil, [redacted] gne comme « directeur » [redacted] la mosquée Si [redacted] Boubakeur, agrégé [redacted] professeur au lycée Bugeaud d'Alger. Après quelques habillages juridiques, [redacted] Boubakeur [redacted] la [redacted] habous, mais, [redacted] d'une plainte [redacted] Ben [redacted], le tribunal [redacted] tif [redacted] annule, [redacted] 1963, la [redacted] Guy Mollet, [redacted] par le [redacted] d'Etat.

La réconciliation entre Si Hamza [redacted] l'Algérie

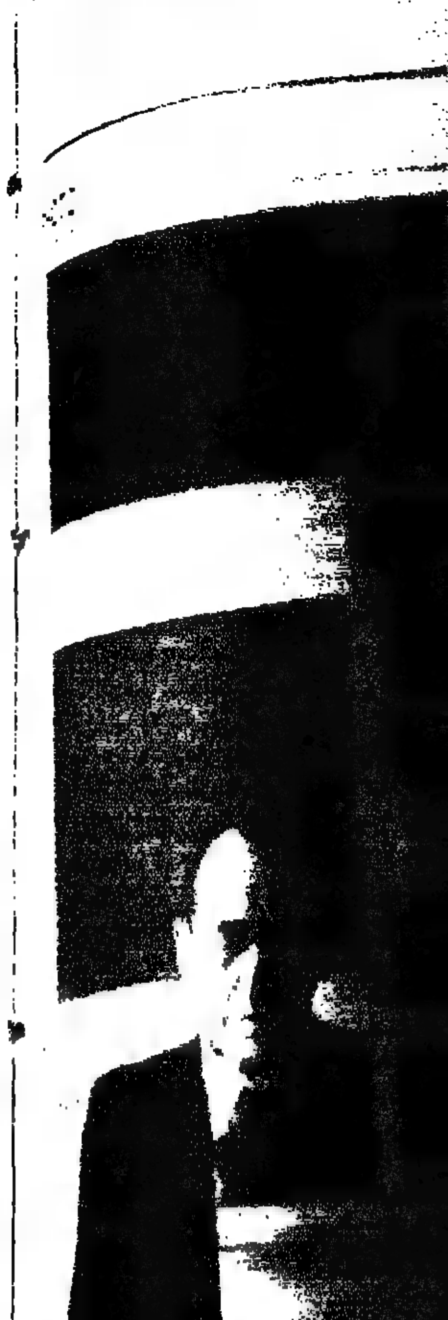
Après l'indépendance [redacted] l'Algérie, Si [redacted] fait [redacted] férer [redacted] siège [redacted] l'association d'Alger [redacted] ce qui [redacted] décupler [redacted] son [redacted] algériennes. [redacted] lendemain de l'indépendance, celles-ci [redacted] désigné [redacted] bouchaga Bou[redacted] comme responsable [redacted] mosquée française, mais il ne pourra jamais s'y installer. Les [redacted] plus [redacted] plus [redacted] entre l'Algérie et Si Hamza Boubakeur. *El Moudjahid* [redacted] de « *raciste* », [redacted] « *traître* », [redacted] « *sioniste* », [redacted]. En retour, [redacted] « *trublions algé*[redacted] faire [redacted] quée [redacted] Paris un [redacted] *propagande* [redacted] *gouvernement algérien* ». « *Projet parfaite*[redacted] *heureusement* [redacted] *ble* », ajoutent [redacted] (février 1974).

Ironie [redacted] l'Histoire, [redacted] 1982, la chance tourne pour Si Hamza Boubakeur, doublement condamné par les prud'hommes, pour un conflit avec un employé de la mosquée et devant le tribunal correctionnel de Paris. Le renversement du chah en 1979, la mort d'Anouar El Sadate en 1981 le privent de soutiens en Iran et en Egypte. Si Hamza Boubakeur va à nouveau modifier l'article 8 des statuts qui prévoient la dévolution de la mosquée, en cas de vacance ou de décès, à ... l'Algérie, hier honnie. Elle l'avait été précédemment en faveur du Maroc et même de la Ville de Paris.

Inquiète de la présence de Ben Bella à Paris, désirant contrôler plus étroitement son immigration en France – au moment où les beurs ne se laissent pas facilement manipuler – l'Algérie atteint enfin son but et, sans opposition des autorités françaises, prend, en 1982, le contrôle de la Mosquée de Paris.

Si Hamza Boubakeur, qui [redacted] président [redacted] la société [redacted] habous, accepte la nomination d'un nouveau [redacted] parachuté d'Algérie et [redacted] parlant [redacted] fran[redacted] Abbas). En 1987, [redacted] l'[redacted] tion de gestion au recteur Abbas, [redacted] il devient président d'honneur. [redacted] c'est lui qui, aussitôt après [redacted] cheikh Abbas en 1989, négocie avec Alger la nomination d'un autre représentant algérien, M. Tedjini Haddam, dont il vient aussi de hâter le retour d'Alger.

H. T.



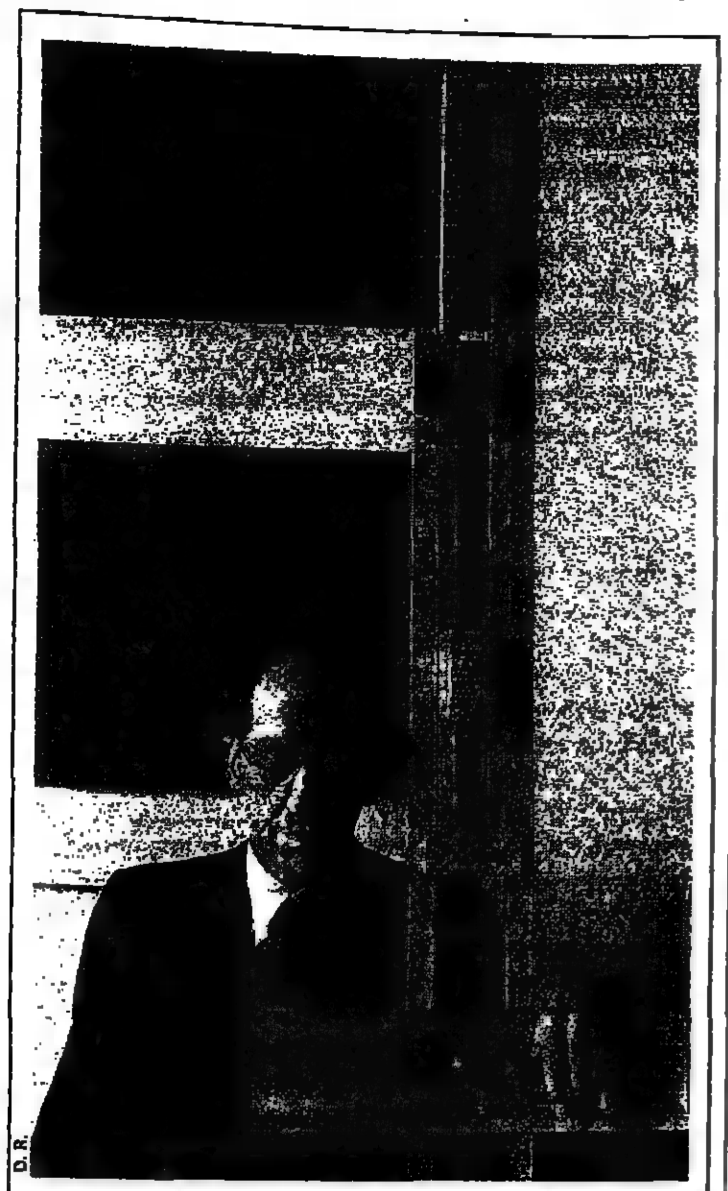
Newman, ou le portrait

CINÉMA

La production [redacted] a connu une forte [redacted]

CULTURE

PHOTO



« [redacted] Mondrian, [redacted] City », [redacted]

Newman, ou le portrait à domicile

En studio ou [redacted] domicile? Les photographes américains se sont opposés sur la façon de saisir au mieux la personnalité des grands de ce monde. « Je trouve décevantes les photos qui représentent les gens dans leur milieu naturel », affirme Irving Penn, illustre [redacted] de file du portrait froid, sans floritures, où la lumière [redacted] la pose dessinent [redacted] scalpel.

[redacted] New-Yorkais [redacted] Newman, soixante-quatorze [redacted], a choisi une [redacted] voie, [redacted] début [redacted] 40, [redacted] privilégiant l'environnement [redacted] : *« La maison [redacted] sujet, l'endroit où il travaille, le jour que les fenêtres laissent entrer et qui l'éclaire au fil [redacted] heures. [redacted] penser [redacted] façon dont il s'assied, [redacted] quotidiennement, [redacted] borner à capter [redacted] traits. »*

Ces quelques phrases s'appliquent aux cinquante [redacted] por[redacted] d'Arnold [redacted] – *Harper's Bazaar, Fortune, Life,* [redacted] *York* [redacted] – aujourd'hui exposés à Lausanne. Le ton était [redacted] Stravinsky, [redacted] photo la plus célèbre, dont la géométrie [redacted] piano rappelait [redacted] musique rigoureuse.

[redacted] c'est [redacted] portraits de plasticiens que Newman [redacted] montré de façon exemplaire [redacted] le visage, le [redacted] de vie et l'œuvre [redacted] font qu'un. Henry Moore, Jean Dubuffet, Edward Hopper, Andy Warhol, Barnett Newmank, Jackson Pollock ont été saisis chez eux. Piet Mondrian aussi, [redacted] place [redacted] cadre, [redacted] parmi [redacted] lignes, où chaque [redacted] au garde-à-vous.

M. G.

▶ **« Arnold Newman, Five [redacted] », Musée de l'Élysée, 18 [redacted] de l'Élysée, 1014 Lausanne. Tél. : 19-41-21-617-48-21. Jusqu'au 29 mars.**

CINÉMA

La production audiovisuelle a connu une forte augmentation en 1991

M. Dominique Wallon, directeur général du CNC, a présenté le bilan de [redacted] production 1991. Cent quarante-quatre films français ou [redacted] coproductions franco-étrangères ont [redacted] produits en 1991 (dont trente-quatre premiers films), soit trois [redacted] plus que l'année précédente. Il [redacted] ajouter [redacted] soixante-neuf coproductions comptabilisées douze titres bénéficiaires [redacted] l'aide [redacted] pays de l'Est. Les investissements [redacted] progressé [redacted] 3,289 milliards de francs en 1990 à 3,656 milliards en 1991, portant le devis moyen [redacted] longs métrages à 25,5 MF, soit une [redacted]ble par rapport aux 22,5 MF de 1990.

La production audiovisuelle a connu une forte augmentation par rapport [redacted] l'année précédente, [redacted] en volume horaire (+ 31 % avec 1 [redacted] commandées) qu'en valeur (+ 24 %, [redacted] 5,5 milliards [redacted] francs). Tous les genres de programmes ont considérablement progressé : + 24 % pour [redacted] fiction, qui [redacted] majoritaire [redacted] commandes [redacted] chaînes, + 42 [redacted] pour [redacted] documentaires. La production de dessins animés connaît une croissance [redacted] plus spectaculaire (+ 82 %, soit 281 heures), dépassant le niveau de 1989 (196 heures), [redacted] exceptionnel.

Cette évolution s'accompagne d'un accroissement notable [redacted] productions avec l'étranger : les investissements étrangers doublent presque [redacted] valeur (+ [redacted] 1,3 milliard [redacted] francs) [redacted] financent le quart [redacted] la production audiovisuelle française. Les aides du compte [redacted] soutien [redacted] l'industrie [redacted] audiovisuels [redacted] progressé de 16 % en valeur. Par ailleurs, le ministère de [redacted] culture a apporté [redacted] 1991 son [redacted] la production audiovisuelle grâce à [redacted] aides spécifiques : soutien à la création, [redacted] magazines culturels, à la production [redacted] haute définition.

□ Le [redacted] film [redacted] Forman [redacted] – Après quinze mois [redacted] préparation [redacted] quelques jours du [redacted] la production du nou[redacted] film [redacted] Forman, *Hell-camp*, [redacted] interrompue. Le scénario, qui raconte sur le mode humoristique la [redacted] deux jeunes Américains [redacted] arts traditionnels japonais, [redacted] déplu [redacted] la toute-puissante [redacted] sumo. L'affaire prend un [redacted] particulier [redacted] la [redacted] le film devait être produit par Tri-Star, [redacted] par Sony en même temps que Columbia, [redacted] une période de regain [redacted] attaques antijaponaises [redacted] Etats-Unis. Malgré un [redacted] scepticisme à Hollywood, Sony affirme avoir [redacted] de [redacted] le film contre [redacted] représentants du sport de combat, qui bénéficie d'une [redacted] quasi mystique au Japon.

EXPOSITION

Le souvenir d'une négation

« Les mondes juifs », la manifestation organisée à Berlin est une monumentale entreprise de compréhension

BERLIN

[redacted] envoyé spécial

Impressionnante, passionnante, émouvante, mais aussi terrifiante, tels [redacted] adjectifs qui viennent [redacted] l'esprit, lorsqu'on visite, au Martin-Gropius-Bau [redacted] Berlin (l'équivalent du Grand Palais parisien), l'exposition intitulée « Les mondes juifs » (Jüdische Lebenswelten). Cette [redacted] manifestation sur [redacted] cultures juives depuis l'Antiquité, [redacted] précédent par son ampleur, [redacted] ouvert [redacted] portes [redacted] 12 janvier dernier [redacted] l'occasion du [redacted] anniversaire de [redacted] mise [redacted] point de la « solution finale » par [redacted] nazis, le 20 janvier 1942. Evénement qui a coïncidé [redacted] l'inauguration du mémorial [redacted] Wannsee, où eut [redacted] conférence [redacted] célèbre (*le Monde* [redacted] et du 21 janvier), l'ouverture [redacted] plusieurs expositions complémentaires à celle du Martin-Gropius-Bau (1) qui abrite les collections du futur [redacted] juif, la [redacted] annoncée de [redacted] musée confiée à l'architecte Daniel Libeskind, [redacted] reconstruction de [redacted] Nouvelle Synagogue (Oranienburgerstrasse 30), détruite pendant la Nuit de Cristal le 9 novembre 1938. Ce [redacted] principales expressions visibles [redacted] célébration tragique.

Inaugurée par [redacted] président de la République, Richard von Weizsaecker, l'exposition « Les mondes juifs », financée pour moitié par [redacted] allemand, [redacted] coûté [redacted] seule 10 millions de DM (environ 30 millions [redacted] francs). C'est dire l'attention que portent les diri[redacted] actuels [redacted] l'Allemagne réu[redacted] événement symbolique, dont la résonance se [redacted] singulièrement amplifiée par [redacted] résurgence de nouvelles formes de [redacted] nazie [redacted] par la chute [redacted] mur. Un mur [redacted] l'est duquel on ne [redacted] souvenait plus, en effet, d'avoir pris part [redacted] ce dont on laissait l'Ouest assumer seul [redacted] responsabilité. Cette exposition constitue « [redacted] *signal positif à une époque où des jeunes gens succombent* [redacted] *appels d'organisations d'extrême droite* [redacted] *néo-nazies* », a donc pu déclarer M. Heinz Galinski, président du Conseil central des juifs d'Allemagne, par ailleurs président [redacted] communauté juive [redacted] Berlin. De son côté, M. Eberhard Diepgen, [redacted] maire (CDU) [redacted] Berlin, [redacted] exprimé l'espoir que l'exposition « *serve* [redacted] *améliorer* [redacted] *compréhension entre les Allemands et les juifs et,* [redacted] *particulier, qu'elle serve à leur réconciliation* ». [redacted] l'on voit bien que [redacted] enjeux d'une telle manifestation vont [redacted] des vertus pédagogiques, pour déboucher [redacted] questions-clés en Allemagne, et ailleurs : [redacted] soit la citoyenneté, la démocratie, les droits de l'homme et les échanges entre les peuples, diplomatie comprise.

Discrétion française

La diplomatie qui, dans l'essentiel de [redacted] circuit long d'une trentaine [redacted] salles, cède heureusement le pas [redacted] courage et [redacted] un souci de clarté, mais réapparaît ici [redacted] là, en creux. Ainsi, dans ce tour du monde soucieux de précisions ethnographiques et d'évocations historiques, l'Etat d'Israël apparaît bien sûr, et [redacted] façon développée, mais [redacted] travers des œuvres d'art ou des photographies, autrement dit [redacted] travers des représentations médiates, profondément sujectives, de la réalité. Ainsi [redacted] trouvent assez habilement effacées, mais [redacted] pas cachées, les réalités actuelles de l'État hébreu, [redacted] conflits extérieurs [redacted] passions [redacted]

Diplomatie, encore, [redacted] simple reconnaissance, que la place centrale donnée [redacted] Etats-Unis, [redacted] promise, [redacted] refuge, terre d'accueil, qui a prêté un nombre consi[redacted] d'œuvres, pièces [redacted] documents? L'équilibre du monde tel qu'il [redacted] aujourd'hui [redacted] trouve en tout [redacted] conforté par ce choix [redacted]tégique, comme il l'est également par l'extrême discrétion de la France, où vit pourtant [redacted] présent [redacted] plus grande communauté juive d'Europe (Russie non comprise). Discrétion par la place qui lui [redacted] accordée – [redacted] la notable exception [redacted] l'affaire Dreyfus – [redacted] que n'explique [redacted] le nombre des prêteurs français. Mais [redacted] doute fallait-il faire des choix.

La force [redacted] vie

L'Alsace, [redacted] c'est bien ainsi, s'est trouvée intégrée à l'ensemble [redacted] villes [redacted] Rhin, foyer ashkenaze au Moyen Age. Avignon n'est [redacted] présente en tant que telle, mais, si l'on est [redacted] recherche [redacted] particularités, [redacted] ne [redacted] déçu par l'excellence des ensembles consacrés [redacted] Yémen, au Maroc, [redacted] l'Espagne sépharade, à Salonique, Amsterdam [redacted] Vilnius; bien sûr [redacted] l'Amérique, et enfin [redacted] Berlin. Chacun de ces ensembles [redacted] introduit – [redacted] pratique en [redacted] banale – [redacted] un panneau qui explique comment s'est formée [redacted] développée chaque communauté, quelles singularités s'y [redacted] installées, [redacted] que dispa[redacted] pour autant les éléments d'une religion, d'une écriture, d'une culture communes.

La démarche n'en étant [redacted] lignée, [redacted] visiteurs [redacted] prennent [redacted] garde [redacted] un second panneau qui clôt inhabituellement chaque salle. Ce second panneau [redacted] pourtant [redacted]tiel : il explique comment chacune de [redacted] communautés s'est – rare[redacted] – pérennisée, [redacted] plus [redacted] disloquée, au mieux dans [redacted] exils choisis, [redacted] pis [redacted] coups [redacted] formes variées de l'antisémitisme.

Pour le profane – le non-juif – auquel les commissaires de l'exposition ont pris soin de s'adresser presque [redacted] premier lieu, les sentiments convenus, légués par l'histoire, [redacted] prennent un [redacted] coup. Les « effets secondaires » des croisades, les pogroms, les ghettos, [redacted] professions réservées sous des cieux ou [redacted] monarques qui ont pu laisser par ailleurs des souvenirs éclairés, l'alternance de la tolérance et de la vexation, de hauts moments de la civilisation [redacted] de périodes au contraire vouées à l'inhumanité, la Shoah : tout cela apparaît simplement, clairement. Il ne s'agit [redacted] de larmoiement, de pitié, ni de [redacted] qu'on pourrait appeler ici les effets d'une charité chrétienne. Tout cela est soigneusement évité. Seuls parlent les textes, les faits, les édits, les photographies, jusqu'à leur point limite. « *Nous* [redacted] *pris conscience qu'il manque* [redacted] *notre langue les* [redacted] *pour décrire cette injure faite à l'homme, cette destruction de l'homme* », écrit Primo Levi.

La phrase [redacted] citée [redacted] chapitre « Holocauste » d'une étonnante encyclopédie qui vient en contrepoint du cœur [redacted] l'exposition, la salle centrale du Martin-Gropius-Bau, où [redacted] catalogués – le procédé [redacted] mais inévitable – [redacted] apports faits [redacted] l'humanité par les intellectuels, les scientifiques, ou les artistes juifs. Car c'est cela qui fait d'abord la richesse d'une telle entreprise : montrer la force de la vie [redacted] de la création [redacted] où, le poids [redacted] l'histoire aidant, ne [redacted] parfois plus que [redacted] souvenir de leur négation.

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) Egalement au Martin-Gropius-Bau, « Notre seul chemin [redacted] le travail » (Unser [redacted] Weg ist Arbeit), [redacted] gh[redacted] Lodz de 1940 [redacted] 1944; jusqu'au 23 mars. [redacted] aussi, « Les juifs [redacted] Berlin », section « Musée juif » du Musée [redacted]lin.

▶ **Martin-Gropius-Bau, Stresemanstrasse, 110, [redacted] (Kreuzberg). Tél. : 25-48-60. Le [redacted]logue n'existe qu'en langue allemande. Jusqu'au 27 avril.**

THÉÂTRE

La conscience grecque

Deux œuvres de Sophocle évoquant la guerre sont jouées simultanément

« AJAX » ET [redacted] PHILOCTÈTE [redacted]
à l'Odéon

Les deux [redacted] de Sophocle *Ajax* et *Philoctète* touchent à la guerre de Troie. Ajax était tenu pour le plus grand homme de guerre, après Achille. Achille est tué. A qui vont être attribuées [redacted] d'Achille? Un jury de chefs grecs choisit Ulysse, le beau parleur. Ajax, traumatisé par l'injustice, perd la raison, et, croyant dans [redacted] délire s'en prendre à des hommes, il fait, une nuit, un mas[redacted] tout le [redacted] de l'armée. Quand il reprend conscience, il se tue [redacted] un glaive qu'il a planté au sol.

Sophocle avait au moins quatre-vingt-cinq [redacted] lorsqu'il [redacted] écrit l'autre pièce, *Philoctète*. Ulysse apprend, de [redacted] bouche d'un devin, [redacted] Troie [redacted] imprenable tant que les Grecs [redacted] disposeront [redacted] des [redacted] le dieu Hercule avait données [redacted] Philoctète. Philoctète est [redacted] guerrier qu'Ulysse, voguant vers Troie, avait abandonné dans [redacted] île parce qu'il s'était [redacted] au pied. N'osant [redacted] présenter lui-même, Ulysse charge un fils d'Achille, Néoptolème, d'aller s'emparer [redacted] la [redacted] de l'arc [redacted] Philoctète. Néopto[redacted] obligé d'accomplir, par discipline, [redacted] mission que dans son for intérieur il refuse. Mais en fin de compte il désobéira.

[redacted] de pathos

La guerre de Troie est bien ancienne. Pourquoi donc Sophocle nous tient-il [redacted] haleine? Parce [redacted] ses porte-parole [redacted] là, [redacted] table », d[redacted] conscience qui [redacted] toujours proches, toujours [redacted] saison. Injustice, liberté, devoir, responsabilité, démence au [redacted] des faits, éthique du suicide, puis droit à la désobéissance, puis droiture et trahison, raison d'Etat et autonomie de la personne... et beaucoup d'autres [redacted] ordre.

Or Sophocle nous fait entendre, [redacted] propos de questions de conscience actuelles, des paroles fortes, généreuses. Et il les exprime par des [redacted] vivants, clairs. Et, c'est [redacted] un choix que saura reprendre [redacted] Shakespeare, il [redacted] par [redacted]tants l'attention, l'acuité de l'écoute, par [redacted] embardées de poésie, qui jettent comme une brise d'enthousiasme, [redacted] l'on peut dire.

Exemple. Ajax est sur le point de se tuer, il dit ses dernières volontés. [redacted] ceci : « *Et toi, Soleil, qui vas lançant ton char dans les hauts du firmament, lorsque tu verras s'approcher les terres de mes parents, retiens tes rênes, le temps d'apprendre à* [redacted] *vieux père, à ma vieille mère, mes infortunes et ma mort.* » Ou bien c'est [redacted] qui dit, quand il [redacted] voit dépossédé [redacted] ses flèches : « *Vous, oiseaux, cibles ailées, et vous, races animales* [redacted] *regards d'étincelles, auxquels cette île donne asile, cherchant votre vie dans les montagnes, quittant vos refuges vous* [redacted] *vous approcherez plus de moi pour aussitôt vous enfuir, puisque je n'ai plus en mains l'ancienne suprématie de mes flèches.* »

Ces envolées de pathos ne [redacted] pas le ton continu, elles donnent des [redacted] de fouet. Le grand [redacted] beau texte de Sophocle [redacted] donné, [redacted] l'Odéon, avec un art sûr, [redacted] Christian Cloarec, magnifique dans le rôle de Néoptolème et dans celui, plus aventureux mais parfaitement maîtrisé, de la jeune captive d'Ajax.

Excellente interprétation aussi de Gérard Chaillou (Agamemnon), Bernard Freyd (Ulysse), Serge Maggiani (Ménélas). Très étrangement, [redacted] sont [redacted] deux rôles-titres, les deux premiers rôles, qui [redacted]qués : Jacques Bonnafé (Ajax) [redacted] Michel Cassagne (Philoctète) n'apportent qu'une [redacted] présence; ils semblent n'être pas parvenus à « prendre sur eux », [redacted] ces grands figures du mythe, [redacted] grandes paroles qu'elles disent.

Le metteur en scène Christian Schiaretti ne les [redacted] orientés vers un jeu plus énergique. Il a d'autre part opté pour des [redacted]tumes assez étranges, [redacted] capotes [redacted] surplus de l'armée rouge sur des vareuses de surplus de [redacted] Wehrmacht, et pour [redacted] musique inattendue, style chansonnette mimi-pinson. Il faut bien que mise en scène s'amuse, faute [redacted] mieux.

MICHEL COURNOT

▶ **Jusqu'au [redacted] février. Tél. : 43-25-70-32.**

MUSIQUES

Une fille de nulle part

MONICA PASSOS
[redacted] Café de la danse

Elle est drôle, infiniment drôle, dans son personnage [redacted] diva-rock abusive, gourmande, encostumée de velours [redacted] de perles, opulente [redacted] son soutien-gorge à balcon[redacted] elle siffle, [redacted] doigts fichés dans la bouche, sort du fond [redacted] gorge [redacted] grosse voix [redacted] des pleurs d'enfants, esquisse les [redacted] d'un flamenco décalé, entreprend une habanera cubaine avec la tendresse affectée des petites filles, raconte la naissance de la bossa-nova [redacted] singeant la légèreté d'un producteur yankee fumeur de cigares, prend l'accent allemand, se moque des Français, de sa « *légendaire taille de guêpe* » et d'elle-même, « *Brésilienne de Sao-Paulo qui n'a jamais eu faim sauf pendant les régimes* ». Qui n'ont servi à rien.

Tout [redacted] lui vient d'une imagination à coup sûr débordante, dont on ignore en quel lieu étrange elle peut bien prendre [redacted] source. Entre deux considérations sur la vie, Dieu, les sponsors, les cirques [redacted] campagne, Mônica Passos chante [redacted] une voix [redacted] registres suprenants, [redacted] qui lui [redacted] d'être comparée à Nina Hagen. Elle chante du Milton Nascimento (superbe version de *Encontros e despedidas*), du Gabriel Fauré (*Après* [redacted] *rêve*, paroles de Romain Bussine), mais surtout des musiques de [redacted] composition (quelques-unes avec son bassiste, Marc Madoré, d'Issy-les-Moulineaux), souvent imprégnées de l'underground pauliste, et de son chef de file, Arrigo Barnabé, formidable jongleur de musiques invertébrées. Musique bigarrée, bric-à-brac cosmopolite, aux limites de l'étrange, que Mônica [redacted] domine comme une magicienne [redacted] feu ni lieu. Las! ses musiciens (un quartet) lui collent parfois [redacted] talons comme des semelles de plomb.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

▶ **Café de la danse. Tél. : 42-97-41-65. Du lundi au samedi [redacted] 20 h 30, jusqu'au [redacted] février.**

DANSE

Retards [redacted] l'allumage

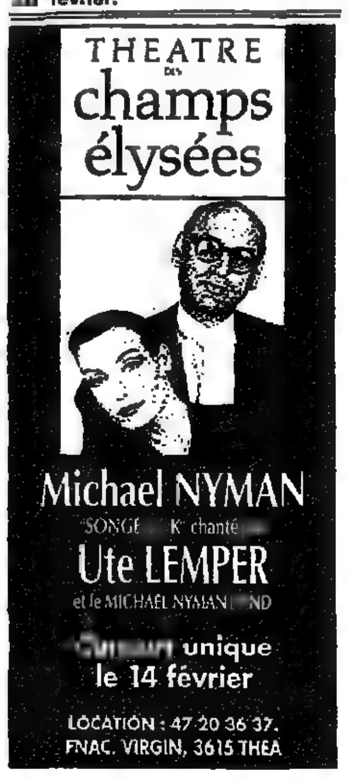
EN ATTENDANT L'ÉCLIPSE
d'Hervé Robbe

Lesté d'une bourse de la villa Médicis-hors-les-Murs, le jeune chorégraphe Hervé Robbe [redacted] parcouru l'Espagne [redacted] l'Amérique du Sud, caméra au poing, à la recherche de l'hispanité – question [redacted] cours très [redacted] la mode en ce moment. Fallait-il aller si loin pour ramener si pauvre butin [redacted] *En attendant l'éclipse*, qu'il nous présente [redacted] son car[redacted] voyage?

Dans un lugubre décor de [redacted] banlieue défavorisée, semé [redacted] fleurs rouges et [redacted] vilains bancs [redacted] roulettes, les mâles [redacted] envie [redacted] faire la sieste. Mais [redacted] femelles, qui [redacted] pensent qu'à la chose, c'est [redacted] essaient de les énerver [redacted] deux déménagements de pots de fleurs [redacted] allumages de bougies. Timides provocations, petits gestes agressifs ou défensifs, torpeur. On s'observe ou on feint [redacted] regarder ailleurs. Tango. Deux garçons sin[redacted] la cambrure [redacted] hautaines des danseurs de flamenco. C'est tout [redacted] qu'on perçoit d'espagnol – mis à part [redacted] musiques, [redacted]ditionnelles ou d'aujourd'hui – dans [redacted] spectacle aussi sensuel qu'une [redacted] molette. On bâille, [redacted] attendant de s'éclipser.

SYLVIE DE [redacted]

▶ **[redacted] la Bastille, jusqu'au 9 février, [redacted] heures, [redacted] dimanche, [redacted] 17 heures.**



AGENDA

Nous publions le *vendredi* (daté *samedi*) [redacted] des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). [redacted] d'show : [redacted] h. Rel. dim., lun. [redacted] photo : [redacted] 30. Rel. dim., lun. [redacted] le dire : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 22 h.
ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-46-28). [redacted] Feux : ven., sam., mar., mer., jeu. [redacted] h 45 ; sam. 17 h ; dim. 16 h.
ARCANE (43-38-19-70). L'Arbre [redacted] vie : 20 h 30. Rel. jeu., sam., dim.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Vassa Geleznova : jeu. 19 [redacted] ; lun., mar., mer. [redacted] h [redacted]
ATALANTE (46-06-11-90). *Pontormo* ; ven., sam., lun., mer., jeu. (dernière) [redacted] h [redacted] ; [redacted] 17 h.
ATELIER (46-06-49-24). L'Antichambre : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. [redacted] soir, lun.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). [redacted] C. Bérard. Made[redacted] ; mer., mar. [redacted] h [redacted] ; jeu., [redacted] 20 h [redacted] Jouvet. La Veuve : mer., jeu., ven., [redacted] 20 h 30 ; dim. 16 h ; [redacted] h.
BASTILLE (43-57-42-14). Lola [redacted] moi : ven., sam., mar., mer., jeu. 19 h 30 ; dim. [redacted] h [redacted] V. Rimbaud : ven., sam. (dernière) [redacted] h 30.
BATEAU-THÉATRE (FACE [redacted] 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : [redacted] h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun., [redacted] Moby [redacted]ck : 20 h 30 ; dim. 17 h. [redacted] dim. soir, lun., [redacted] Histoire du tigre : [redacted] 14 h 30. Jean-Pierre [redacted] : [redacted] h [redacted] Les Plumes Sergent Major : [redacted] h [redacted]
[redacted] (43-57-61-55). [redacted] Gynt : ven., sam. (dernière) 20 h 30. [redacted] : lun. 21 h.
BOUFFES [redacted] (42-96-60-24). George [redacted] Margaret : 20 h 45 ; sam. 17 h 30 ; [redacted] 15 h 30. [redacted] dim. soir, lun.
BOUFFONS-THÉATRE DU [redacted] (42-38-35-53). L'île des esclaves ; [redacted] d'un philosophe avec la Maré[redacted] +++ : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.
[redacted] **BOURVIL** (43-73-47-84). [redacted] Souriante Algérie : 20 [redacted] 30. Rel. dim., lun.
[redacted] **DE LA GARE** (42-78-52-51). Thé à [redacted] menthe [redacted] t'es citron : [redacted] h [redacted] ; [redacted] 17 h. [redacted] dim., lun. Les Couloirs de la honte : 22 h. Rel. dim., lun. Festival d'expression artistique : dim. [redacted] h.
CAFÉS DES 13e ET 14e ARRONDISSEMENTS (42-86-97-03). On joue... feu! : 20 h 30. Rel. dim., lun.
CARTOUCHERIE ÉPÉE DE BOIS (48-08-39-74). La vie [redacted] un songe (en espagnol) : ven., [redacted] 20 h 30 ; dim. 16 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE [redacted] LA TEMPÊTE (43-28-36-36). [redacted] I. Ivan [redacted] Terrible : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. [redacted] II. Quincailleries : 21 h ; dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.
[redacted] **DE PARIS** (49-95-99-99). Peter Pan : sam. 17 h, 20 h 30 ; dim. 14 h 15, 17 h 15.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Y a-t-il [redacted] communiste dans la salle ? : 21 h ; dim. [redacted] h 30. Rel. dim. soir, lun.
CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Grande salle. Glad : ven., sam. 20 h 30 ; dim. [redacted] h.
[redacted] **MANDAPA** (45-89-01-60). Céleste ou [redacted] Dame blanche : mar. [redacted] 30. Contes [redacted] martieux : ven. 20 h 30.
[redacted] **MATHIS.** Le Cercle infernal : [redacted] 20 h 30 ; sam. 17 h.
CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE [redacted] (40-28-28-40). [redacted] Story : ven., sam., dim., mar. [redacted] h 30 ; sam., dim. 15 h.
[redacted] (45-80-51-31). Le Mur [redacted] le [redacted] Monsieur : ven., sam. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Resserre. Piavodéon : 20 h 30 ; dim. [redacted] h. Rel. dim. soir, lun.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Bernard [redacted] : sam., lun., mar., mer., jeu. 21 h ; dim. 15 h 30.
COMÉDIE DE [redacted] (42-81-00-11). Grand-Peur [redacted] misère [redacted] : [redacted] h. Rel. dim., lun. Voltaire's [redacted] : 21 h. [redacted] dim., lun.
COMÉDIE DES [redacted]ÉLYSÉES (47-23-37-21). Pièce montée : 21 h ; dim. 15 h [redacted] dim. soir, lun.
[redacted] (40-15-00-15). [redacted] Richelieu. Iphigénie : ven., lun. [redacted] h [redacted] ; sam., [redacted] 14 h. Le [redacted] volant, suivi [redacted] malgré [redacted] : dim. (dernière) 14 h. Père : sam., [redacted] 20 h [redacted] Le [redacted] s'amuse : dim., mar. 20 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 21 h ; dim. 15 h 30. [redacted] dim. soir, lun.
CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-46). Andromaque : mer., jeu., [redacted] 20 h 30 ; dim. 15 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Couac ! [redacted] Orchestre du Splendid : 20 h 45 ; [redacted] Rel. mer., dim. soir.
DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Arthur Circus : mer., jeu., ven., [redacted] 21 h.
DÉJAZET-(TLP) (42-74-20-50). Font [redacted] Val : [redacted] h [redacted] Rel. dim., lun.
DEUX ANES (46-06-10-26). Cresson qui s'en dédit : 21 h ; dim. 15 h 30. [redacted] soir, lun.
DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). *Phèdre* : [redacted] h 30 ; [redacted] h. Rel. dim. soir, lun.
ÉCOLE INTERNATIONALE DE [redacted] DRAME DE PARIS (42-02-32-82). Journées portes ouvertes : [redacted] 11 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : [redacted] h 15. Rel. dim. [redacted] : [redacted] h. Rel. [redacted]
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). [redacted] : [redacted] h [redacted] ; [redacted] 17 h ; dim. [redacted] h. Rel. dim. [redacted] lun.
ELDORADO (42-49-60-27). [redacted] : [redacted] h [redacted] ; [redacted] 18 h, 21 h. [redacted] dim.
ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Au pays [redacted] enfants [redacted] Cham : ven., mar., mer., jeu. [redacted] h 30 ; dim. [redacted] h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). [redacted] Mariage de Figaro : [redacted] h ; dim. 15 h 30 ; mar. (sur *réservation*) 16 h. Rel. dim. [redacted] lun. La Mouette : 20 h. Rel. lun. Baudelaire's Fantaisie : dim. 17 h 30. Y [redacted] pas [redacted] la folie [redacted] vie? Si : [redacted] 22 h : dim. [redacted] h.
FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (40-78-81-93). [redacted] présent, [redacted] : 20 [redacted] 45. Rel. dim., lun.
FONTAINE (48-74-74-40). [redacted] : [redacted] h [redacted] ; sam., dim. [redacted] h [redacted] dim. soir, lun.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Passagères : [redacted] h [redacted] ; [redacted] 17 h 30 ; dim. [redacted] h. Rel. dim. soir, lun.
GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). [redacted] Bidochons, histoire d'amour : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) [redacted] h 15 ; [redacted] h. [redacted] Laqueyrie : ven., sam., lun., mar., [redacted] jeu. (dernière) [redacted] h.
GRANDE HALLE DE [redacted] VILLETTE (40-03-39-03). Opéra [redacted] : [redacted], jeu. (dernière) 12 h à 21 h ; [redacted], sam., dim., mar. 12 h à 21 h ; mar. et sam. 12 h à 23 h.
GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). La [redacted] Forte [redacted] : [redacted] h. [redacted] dim. La [redacted] un *petit* [redacted] agité : 22 h 15. Rel. dim. La [redacted] : lun., mar., mer., jeu. [redacted] h [redacted] Mimi Barthélemy : ven., [redacted] (dernière) [redacted] h 30.
GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). [redacted] Moi... : 20 h [redacted] ; dim. [redacted] h [redacted] soir, lun.
HÉBERTOT (43-87-23-23). C'était [redacted] : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
HUCHETTE (43-26-38-99). [redacted] Cantatrice chauve : [redacted] h 30. Rel. dim. La Leçon : [redacted] h [redacted] dim.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. [redacted] Petit Prince : [redacted] h 45. [redacted] dim. [redacted] privées, [redacted] : [redacted] h. [redacted] dim. La [redacted] (en allemand lun.) : 21 h 30. Rel. dim. [redacted] rouge. La Nuit [redacted] le Moment : [redacted] h. Rel. dim. La Valse [redacted] la nuit : 21 h 30. [redacted] dim. Bereshit : [redacted] h. [redacted] dim.
LYCÉE FÉNELON (ANNEXE) (42-87-65-61). La Journée du *maire* : ven., sam. (dernière) 20 h [redacted]
MADELEINE (42-65-07-09). [redacted], mesdames : 21 h ; [redacted] 17 h ; dim. [redacted] h 30. Rel. dim. soir, lun.
[redacted] (42-78-03-53). L'Ecole des femmes : 21 h. Rel. dim.
MARIE-STUART (45-08-17-80). Savage Love : 20 h 30. Rel. dim. La Nuit du Diable : mar., mer., jeu. 22 h. One for the road : Love Scene (en anglais) : ven., sam. (dernière) 22 h.
[redacted] **(PETIT)** (42-25-20-74). Génération chante Brassens : 21 h ; [redacted] 17 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
[redacted] (42-65-90-00). Caligula : [redacted] h [redacted] ; dim. 15 h. [redacted] dim. soir, lun.
[redacted] **(PETITS)** (42-65-90-00). [redacted] : 18 h [redacted] Rel. dim., lun.
MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44). Henjo : 21 h. [redacted] dim., lun.
MÉTAMORPHOSIS (THÉATRE [redacted] D'ENCHANTEMENTS) (42-61-33-70). Marchand [redacted] : 21 h ; dim. [redacted] h. [redacted] dim. soir, lun.
[redacted] (42-65-35-02). Darling [redacted] : 21 h 15 ; [redacted] 17 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. [redacted] soir, lun.
MICHODIÈRE (47-42-95-22). Je [redacted] du cinéma : [redacted] h 30 ; dim. [redacted] h. [redacted] dim. soir, lun.
[redacted] (48-78-04-04). Les [redacted] : [redacted] h [redacted] ; sam., dim. [redacted] h. [redacted] dim. soir, lun.
[redacted] (43-22-77-74). Cuisine [redacted] dépendances : 21 [redacted] ; [redacted] 18 h 30, 21 h [redacted] ; dim. [redacted] h [redacted] dim. soir, lun.
MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Dali ou le Journal d'un génie : mar. 21 h.
MUSÉE COGNACQ-JAY (40-27-07-21). Lettres [redacted] la marquise de M. [redacted] R. : mer., jeu. 15 h 30 ; ven., sam. 20 h [redacted] ; dim. 14 h, [redacted] h 15.
NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Coeur gros : [redacted] h [redacted] ; dim. [redacted] h 30. Rel. dim. soir, [redacted]
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : 20 h 30 ; [redacted] h 30, 21 h 30 ; dim. 15 h. Rel. [redacted] soir, lun.
ŒUVRE (48-74-42-52). Le [redacted] : 21 h ; dim. 15 h. [redacted] dim. soir, lun.
PALAIS DES [redacted] (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Jean-Marie Bigard : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30.
PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Jésus [redacted] nom : [redacted] 14 h ; [redacted], sam., mar. [redacted] h 30 ; sam. 15 h ; dim. 14 h, 17 h [redacted]
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sans rancune : [redacted] h 30 ; sam. 17 h 30, 21 h ; dim. [redacted] h. Rel. dim. soir, lun.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Grande salle. Chambres : 21 h ; dim. [redacted] h 30. Rel. dim. soir, lun.
POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). [redacted] I. Chambre [redacted] : 21 h ; dim. [redacted] h. Rel. dim. soir, lun. Salle II. Abraham [redacted] Samuel : 21 h ; sam. 18 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Célimène et le Cardinal : 20 h 30 ; [redacted] 21 h 30 ; [redacted] 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
POTINIÈRE (42-61-44-16). Zizanie : 20 h 45 ; [redacted] 16 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
LE PROLOGUE (45-75-33-15). Le [redacted] : [redacted] h 30. [redacted] dim., lun., [redacted]
RANELAGH (42-88-64-44). L'Illusion comique : [redacted] h 30 ; dim. 20 h 30. Rel. lun. L'Evasion : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
[redacted] (42-08-18-50). Le Voyage en Italie, [redacted] Bout de la nuit, Le Champ [redacted] : ven., [redacted], lun., mar., jeu. 20 h [redacted]
ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). [redacted] Malédiction de la [redacted] Guergand : 21 h. [redacted] dim., lun.
[redacted] (48-78-63-47). [redacted] seuls ! : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h. [redacted] dim. soir, lun.
SALLE BRASILIA (GALERIE [redacted] INTER ART) (40-46-01-28). Les Bonnes : ven., sam., mer., mer., jeu. (dernière) [redacted] h 30.
[redacted] (42-36-37-27). Louis Helmett : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 22 h.
SHOW-BUS (42-62-36-56). Show [redacted] : dim. 14 h [redacted]
SORBONNE (AMPHITHÉATRE RICHELIEU) Arthur R., [redacted] d'une de mes folies : lun., mar., jeu. (dernière) [redacted] h 45.
[redacted] **CHAPITEAU** (40-02-61-18). Archaos : ven., [redacted] lun. 20 h 30 ; dim. 15 h.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Charité bien ordonnée : [redacted] h 30. Rel. dim., lun.
STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). A propos [redacted] Martin : 20 [redacted] ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE 13 (45-88-62-22). A la merci de la [redacted] : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE 14 - [redacted] (45-45-49-77). Andromaque : [redacted] h 30 ; sam. [redacted] h 30. Bérénice : jeu. [redacted] ; dim. 14 h 30. Mithridate : mar., [redacted] 30. Phèdre : [redacted] 20 h 30 ; dim. 17 h 30.
THÉATRE CLAVEL (42-38-22-58). Plaies ivres : ven., [redacted] (dernière) [redacted] h 30.
THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Que reste-t-il [redacted] l'abat-jour? : 20 h 30. [redacted] dim., lun.
THÉATRE [redacted] L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Phèdre : [redacted] h 30 ; jeu. [redacted] h ; dim. 15 h. [redacted] dim. soir, lun.
THÉATRE DE LA [redacted] DE-MAI (48-05-67-89). Arène. Puzzle : 21 h, dim. 17 h. [redacted] dim. soir, lun. [redacted] de Mas. Edith détresses : 19 h ; dim. [redacted] h. Rel. dim. soir, lun. Les caïmans [redacted] gens [redacted] les [redacted] : 20 h 30 ; dim. [redacted] h. Rel. dim. soir, lun. La Brouette du vinaigrier : ven., sam., mar., mer., jeu. 21 h ; dim. 17 h. Kes : lun. 14 h 30. [redacted] 30.
THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Piment cannibale : jeu., ven., sam., lun. 20 h 30 ; dim. 18 h 30.
THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). [redacted] chez [redacted] : ven., sam., lun., mar., mer. (dernière) 19 h. Baudelaire : 20 h [redacted] ; lun., mar., jeu., ven. 14 h 30. Rel. dim., lun.
THÉATRE DE [redacted] (48-78-22-00). Smain : 21 h ; [redacted] h. Rel. dim., lun.
THÉATRE [redacted] ROYAL (48-[redacted]-72-34). Quabaret : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h ; dim. 15 h.
THÉATRE EN [redacted] (43-57-35-13). Les Prétendants : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) [redacted] h 30 ; dim. 16 h.
THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Anne Roumanoff : ven., [redacted] (dernière) [redacted] h 30.
THÉATRE MONTORGUEIL (48-52-98-21). On [redacted] faire [redacted] cocotte ; [redacted] : [redacted] h [redacted] ; dim. 15 h. [redacted] dim. soir, lun.
THÉATRE NATIONAL DE [redacted] (47-27-81-15). [redacted] Gémier. Carton plein : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Le Baron perché : jeu. 10 h ; ven., [redacted] mar., mer. 14 h 30.
THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). [redacted] (en roumain surtitré [redacted] français) : [redacted] 19 h 30.
THÉATRE NATIONAL DE [redacted] (PETITE [redacted]) (43-25-70-32). [redacted] salle. Sur la côte et l'autre bord : ven., sam., dim. 18 h ; dim. 21 h 30 ; mar., mer., jeu. 18 h 30.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Petite [redacted] Déjeuner chez Ludwig W. : 21 h ; dim. 16 h. [redacted] dim. soir, [redacted]
THÉATRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). Djurdjura (cellule [redacted] création) : jeu. 21 h ; sam. 16 h.
THÉATRE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). Kouguel : sam., dim., mer. 15 h.
THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Petite salle. L'Échange : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; [redacted] 15 h.
THÉATRE SILVIA MONFORT (45-33-66-70). [redacted] toréadors : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
TOURTOUR (48-87-82-48). [redacted] chère biche : 19 h. Rel. [redacted]
[redacted] (45-22-08-40). Vital : ven., sam., lun., mer., mer., jeu. 21 h.
LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Maseda, un [redacted] rendu : [redacted] h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SPECTACLES NOUVEAUX

[redacted] **TAC-TICS DU CŒUR.** [redacted] Lutèce (49-54-46-55) (dim. soir, mar.), [redacted] ; dim. 17 h (1).
LA TRILOGIE MARSEILLAISE. Variétés (42-33-09-92) (dim. soir, lun.), [redacted] ; [redacted] 16 h [redacted] dim. 15 h (1).
ROLAND MAGDANE. Grand Théâtre d'Edgar (43-20-90-09) (dim.), 20h15 ; [redacted] 18 h (3).
[redacted] **TITRE ; [redacted] AMOURS DE DOM PERLIMPLIN AVEC.** Centre Mandapa (45-89-01-60) (dim. soir), 21h ; dim. 17 h (3).
DÉPRESSIONS VERBEUSES. Aktéon-Théâtre (43-38-74-62) (dim., lun.), 22h (4).
[redacted] Bobigny (Maison de la culture) (48-31-11-45) (dim. soir, lun.), 21h ; dim. 16 h (4).
[redacted] **VOUS DEMANDE PLAIT-IL].** Théâtre [redacted] Paris (48-78-22-00) (dim., lun.), 20h30 (4).
MARIA DUCCESCHI. Théâtre Mau[redacted] (42-23-15-85) (dim., lun.), [redacted] (4).
MONTAIGNE. Cité internationale universitaire (45-89-38-69) (dim. soir, lun.), 21h ; dim. 17 h (4).
LA QUÊTE DE LA FEMME OISEAU. Essaïon [redacted] Paris (42-78-46-42) (dim. soir, lun.), [redacted] ; dim. [redacted] h (4).
SOIRÉES [redacted]. Tréteaux de l'Arsenal (42-77-47-54) (dim., lun.), [redacted] (4).
UNE NOUVELLE HISTOIRE DU VIEIL OUEST [redacted]. Bouffons-Théâtre du XIXe (42-38-35-53) (dim., lun.), 21h (4).
LE [redacted] MÉLIES. La Vieille Grille (47-07-22-11), mer., jeu., ven., sam. 20 h [redacted] dim. 17 h (29).
LE [redacted] CHAUD DE LA TERRE. Saint-Denis (Théâtre Gérard-Philipe) (42-43-00-59) (dim. soir, lun.), [redacted] ; dim. 17 h (29).
CONTE DE GLACE. Berry (43-57-51-55), jeu., ven., sam. 19 h et dim. 17 h (30).
MAITRE PUNTILA ET [redacted] VALET MATTI. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 15 h (30).
UN SOIR AU BOUT DU MONDE. Théâtre Grévin (42-46-84-47) (dim., lun.), 20h30 (30).
AJAX [redacted] PHILOCTÈTE. [redacted] national de l'Odéon (43-25-70-32) (dim. soir, lun.), 20h30 ; sam. et dim. 16 h (31).
NOCES À TIPASA ; LE VENT A DJEMILA ; RETOUR A. Centre Georges-Pompidou (42-74-42-19) (dim. soir, mar.), 20h30 ; dim. 16 h (31).

LES CAFÉS-THÉATRES

AU BEC FIN (42-96-29-35). Nijinsky l'ange de papier : 19 h (jeu., ven., sam., dim. ; mer. : mer. 20 h 30. Devos existe, je l'ai rencontré : 20 h 30, sam. 20 [redacted] 30. 22 h 15. Rel. mar., mer. I'm just [redacted] Gilles Gaulé : 22 h, sam. 23 h 30, sam. 23 [redacted] 30. [redacted] dim. Négropolitain ; 23 h 30. [redacted] dim. [redacted] d'essai des jeunes : dim. 22 h.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Salade de nuit : 20 [redacted] 15. Rel. dim. Cherer et Cherer : 21 h 30. Rel. dim. En attendant Pedro : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Rel. dim. Finissez les melons je vais chercher le rôti : 21 h 30. Rel. dim. Costa-Vagnon : 22 h [redacted] Rel. [redacted]
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Faites [redacted] son premier fatma-show : 20 h 15. Rel. dim. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Rel. dim. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h 30. Rel. dim.
[redacted] (42-71-40-20). C'est magique et ça tache : 24 h 22 h.
MOVIES (42-74-14-22). Tranche [redacted] quai : [redacted] h 30 ven., sam., lun., mar. [redacted]
PETIT CASINO (42-78-36-50). Qu'est-ce que je trinque ! : 21 h. Rel. lun. Ils nous prennent pour des boeufs. [redacted] passer : 22 h 30. Rel. lun.
PLATEAU 26 (48-87-10-75). Contradiction socio-gêne à l'Elysée : 20 h 15. Rel. dim., lun. Crise en thèmes : 21 h 15. Rel. dim., lun. Max de Bley... en herbe : 22 h [redacted] Rel. dim., lun., mar. Mais où est donc Dada ? : dim., lun. 21 h 15. Elles laissent des traces : dim., lun. 20 h 15. Le Bonjour d'Alfred : dim., lun. [redacted] 15.
[redacted] (42-78-67-03). Gustave Parking : 20 h. [redacted] dim., lun. Valardy dans... Nadine : 21 h 15. [redacted] dim., lun. Charmant [redacted] fou : 22 h [redacted] jeu., ven., sam. Le Trempoint : [redacted] 17 h. Richard Taxy : sam. (dernière) [redacted] h.

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉATRE FIRMIN-GÉ[redacted]) (46-66-02-74). Lettre au porteur : [redacted] 21 h.
[redacted] **(THÉATRE DE LA [redacted])** (48-34-67-67). Grande salle. La Place royale : [redacted] h 30 ; dim. [redacted] h. [redacted] dim. soir, lun.
AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE [redacted]) (48-04-38-48). Opéra équestre : jeu., ven., sam. 20 h [redacted] ; dim. 17 h 30.
[redacted] **(THÉATRE VICTOR-HUGO)** (47-35-58-78). Lettre au porteur : [redacted] 20 h 30.
BEYNES (LA BARBACANE) (34-8[redacted]). François [redacted] bossu : sam. 21 h.
[redacted] **DE LA CULTURE)** (48-31-11-45). [redacted] salle. Electre : ven., [redacted] (dernière) [redacted] h 30. [redacted] Le Souverain fou : ven., [redacted] 21 h ; dim. (dernière) [redacted] h.
CHAMPIGNY-SUR-MARNE (TBM CENTRE GÉRARD-PHILIPE) (48-80-90-90). [redacted] ou la Répétition [redacted] braves : jeu., [redacted] lun., mar. 20 h 45 ; dim. 18 h.
CHATENAY-MALABRY (THÉATRE [redacted]) (46-61-33-33). Les Chapons ; les Gnoufs : 20 h 30 ; dim. [redacted] h. [redacted] soir, lun.
CHATILLON (THÉATRE) (46-57-22-11). Mademoiselle Rose ou le Langage [redacted] fleurs : ven., [redacted] lun., mar., mer., jeu. [redacted] h 45.
CLICHY (PETIT THÉATRE [redacted] CLI[redacted]) (43-57-68-19). Un [redacted] ordinaire : 20 h 45. [redacted] dim., lun.
LA [redacted] (CENTRE JEAN-[redacted]) (48-36-11-44). 7 (Sept) : ven., [redacted], lun., jeu. 20 h 45 ; [redacted] h 30.
CRÉTEIL (MAISON [redacted] ARTS) (49-80-18-88). [redacted] : mer., ven., sam., mar. 20 h 30 ; [redacted] 15 h 30. Petite salle. Le [redacted] rois : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 [redacted] 30 ; dim. 15 h 30.
ERMONT (THÉATRE PIERRE-FRES[redacted]) (34-15-09-48). Volpone : ven. 20 h [redacted]
[redacted] **(AGORA)** (64-97-22-99). [redacted] Bovary, je t'embrasse partout. Gustave : ven., sam. (dernière) 20 h 30.
GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-26-30). Bisboye, alors ? : ven., sam., [redacted], mer., jeu. 19 h ; dim. 15 h 30. Vie et [redacted] du [redacted] Jean : 20 h 30 ; [redacted] 17 h. Rel. dim. soir, lun.
[redacted] **(CENTRE CULTUREL)** (39-87-40-30). Vengeance : ven., [redacted] dim., jeu. (dernière) 20 h 30 ; dim. 16 h.
IVRY-SUR-SEINE (ATELIER-THÉATRE) (48-43-70-16). [redacted] Couleurs du rire : sam. 18 h.
MANTES-LA-JOLIE (CENTRE CULTUREL GEORGES-BRASSENS) (30-94-15-93). Les hommes naissent [redacted] égo : ven. 20 [redacted] 45.
MOISSY-CRAMAYEL (LA ROTONDE) (60-60-02-63). Les [redacted] de Mme Gilles : sam. 20 [redacted] 45 ; dim. 17 h.
MONTREUIL (SALLE BERTHELOT) (48-58-04-22). L'Eternel Mari : jeu., ven., sam., lun. 20 h 30 ; dim. 16 h.
[redacted] **(THÉATRE DES AMAN[redacted])** (48-14-70-00). [redacted] Britannicus : ven., [redacted] mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 16 h. [redacted] polyvalente. John & Mary : 21 h ; dim. 16 [redacted] 30. Rel. dim. soir, lun.
NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). [redacted] qu'elles m'aiment : mer., jeu., ven., sam. 20 h 45.
NEUILLY-SUR-SEINE (THÉATRE SAINT-PIERRE) (45-53-60-00). [redacted] Fourberies [redacted] Scapin : [redacted] h 30.
ORLY (SALLE ARAGON-TRIOLET) (48-92-39-29). Guy Bedos : [redacted] 21 h.
RUNGIS (ARC-EN-CIEL THÉATRE DE [redacted]) (46-60-54-33). Don Juan revient de guerre : ven., sam. 21 h.
SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHILIPE) (42-43-00-59). Grande salle. Chutes : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
[redacted] **(THÉATRE ALEXANDRE-DUMAS)** (30-87-07-07). Désiré : [redacted] 20 h 45.
[redacted] **FLORÉAL-ESPACE 1789)** (40-11-02-27). Dol : [redacted] 15 h.
SARTROUVILLE (THÉATRE) (39-14-23-77). [redacted] Légende [redacted] Siegfried : mar. 21 h. Une des dernières soirées [redacted] carnaval : ven., [redacted] 21 h ; dim. (dernière) [redacted] h.
SAVIGNY-LE-TEMPLE (MAISON JACQUES-PRÉVERT) (60-63-28-24). Grand-père Schlomo : dim. 16 h.
SCEAUX (LES GÉMEAUX) (46-61-36-67). Le [redacted] l'Amour [redacted] la Mort : ven., sam., jeu. (dernière) 20 h 30 ; dim. 17 h.
SÈVRES (SEL DE SÈVRES) (45-34-28-28). Si Béranger m'était conté ou la Gloire [redacted] Béranger : [redacted] h 45.
STAINS (ESPACE PAUL-ELUARD) (48-21-61-05). [redacted] gourmandises : ven., [redacted] lun., mar., mer., jeu. [redacted] h ; dim. 13 h.
[redacted] **(THÉATRE JEAN-VILAR)** (46-97-98-11). [redacted] l'an 2000 : [redacted] 21 h. Parcours : ven. 21 h.
TREMBLAY-EN-FRANCE ([redacted] ARA[redacted]) (49-63-70-60). [redacted] Bovary, je t'embrasse partout. Gustave : [redacted] 21 h.
LES [redacted] (CENTRE BORIS-VIAN) (69-07-65-53). Raymond Devos : [redacted] h 30.
VERSAILLES (THÉATRE MONTAN[redacted]) (39-50-71-18). Raymond [redacted] : [redacted] 21 h.
VINCENNES (THÉATRE DANIEL-SORANO) (48-08-60-83). [redacted] : [redacted] jeu., [redacted] 21 h ; dim. 18 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

[redacted] DE [redacted] (47-04-24-24)

VENDREDI

[redacted] (1970, v.o. s.t.f.), [redacted] Jerzy Skolimowski, [redacted] h 30 ; [redacted] Stratégie [redacted] l'araignée (1970, v.o. s.t.f.), [redacted] Bertolucci, 20 h [redacted]

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE [redacted] (42-78-37-29)

[redacted]

Hommage à la Warner Bros : les Passagers de la nuit (1947, v.o. s.t.f.), de Delmer Daves, 14 h 30 ; la Balade sauvage (1973, v.o. s.t.f.), de [redacted], 17 h 30 ; la Fureur de vivre (1955, v.o.), de Nicholas Ray, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, [redacted] Saint-Eustache, Forum [redacted] (40-26-34-30)

VENDREDI

[redacted] Musique : Portraits : Une [redacted] importance (1988) [redacted] Christine Bernheim-Dennery, [redacted] l'arbre [redacted] (1990) [redacted] Vincent [redacted] 14 h 30 ; Comédie [redacted] : [redacted] Gaumont, Tout le [redacted] il est beau... (1972) [redacted] Jean Yanne, [redacted] h 30 ; [redacted] de films : [redacted] (1988) de Bertrand Févre, Touchez pas au grisbi (1954) [redacted] Jacques Becker, [redacted] h 30 ; Jazz : JATP salle Pleyel (1960) de Jean-Christophe Averty, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; [redacted] Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, [redacted] (43-59-92-82) ; [redacted] Champs-Elysées, [redacted] (47-20-76-23) ; [redacted] Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; [redacted]C Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, [redacted] (43-87-35-43) ; [redacted] Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon [redacted], 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; [redacted] Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; [redacted] Wepler, [redacted] (45-22-46-01) ; [redacted] Gambetta, [redacted] (46-36-10-96).
L'ANNONCE FAITE [redacted] (Fr.-Can.) : Espace Saint-Michel, [redacted] (44-07-20-49).
LE CIEL DE [redacted] (Fr.) : [redacted] Impérial, 2e (47-42-72-52) ; [redacted] Beaubourg, [redacted] (42-71-52-36) ; 14 [redacted] Odéon, [redacted] (43-25-59-83) ; [redacted] 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 8 FÉVRIER

« La Cour des comptes », [redacted] heures, 13, rue Cambon (Paris et son histoire).

« Historique Montsouris [redacted] d'artistes. Le temps [redacted] Le Corbusier », [redacted] heures, métro Cité-Universitaire [redacted] (M. Peyrat).

« Les passages marchands [redacted] dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », [redacted] h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autrefois).

« Cités d'artistes et jardins [redacted] de Montmartre », 11 heures, 14 h 45 et [redacted] h 45, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La marqueterie [redacted] paille », 14 heures, bibliothèque Forney, 1, [redacted] du Figuier (L'Art et la manière).

« Chefs-d'œuvre du dix-huitième siècle au [redacted] Camondo », 14 [redacted] 30, [redacted] rue de [redacted] (D. Fleuriot).

« Hors [redacted] Marais battus », 14 h [redacted] fontaine, face au 2, rue [redacted] Haudriettes (Sauvegarde du Paris historique[redacted]).

« Le quartier du cloître Notre-Dame », 14 h 30, portail central [redacted] Notre-Dame (Paris pittoresque [redacted] insolite).

« [redacted] et son temps au Musée Marmottan », 14 h 30, 2, [redacted] Louis-Boilly (Europ explo).

« Le Grand Louvre, du donjon [redacted] Pyramide, et les nouveaux aménagements », [redacted] h 30, place du Palais-Royal, devant les grilles du Conseil d'Etat (Arts et caetera).

« [redacted] une butte sacrée, un village pittoresque [redacted] vivant », [redacted] h 40, sommet du funiculaire, au fanion Paris autrefois.

« La Conciergerie », 14 h 45, 1, quai [redacted] l'Horloge (Tourisme culturel).

« Institut de France, coupole, [redacted] cinq Académies », 15 heures, 23, quai de Conti (P. Fernandez).

« L'étrange quartier Saint-Sulpice », [redacted] heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« L'abbaye de Saint-Germain-des-Prés et son vieux quartier », 15 heures, métro Saint-Germain-des-[redacted] (Lutèce visites).

« Le Grand Orient de France. Histoire et symbolique de la franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (I. Hauller).

DIMANCHE 9 FÉVRIER

« Le [redacted] jardins. Place [redacted] Vosges », 10 [redacted] 15 heures (Art [redacted] histoire).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 10 h 30, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue [redacted] Archives [redacted] autrefois).

« Le quartier du Temple », 10 h 30, métro Temple ([redacted] deux, Paris).

« Fresques [redacted] gothiques [redacted] français », 14 h 30, [redacted] du musée (Europ explo).

« La crypte archéologique [redacted] parvis de Notre-Dame », [redacted] de la crypte, parvis [redacted] Notre-Dame (E. Romann).

« L'Hôtel-Dieu [redacted] médecine autrefois », 14 h [redacted] entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

« Les [redacted] de l'hôtel [redacted] Soubise, siège des Archives nationales », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Mme Cazes).

« Les salons du ministère de la marine et la place Louis XV » (nombre limité – carte d'identité), 15 heures, 2, rue Royale (D. Bouchard).

« Académie française et Institut », 15 heures, 23, quai Conti (M. Pohyer).

« Les hôtels Rochechouart et Rothelin, leurs salons, leur jardin », 15 he[redacted], 110, rue de Grenelle [redacted] Rojon-Kern).

« Trésor de [redacted] Invalides, spécialement [redacted] », 15 heures, grille principale de l'esplanade des Invalides (I. Hauller).

« Promenade de Saint-Roch au palais des Tuileries », 15 heures, métro Pyramides (Lutèce visites).

CONFERENCES

SAMEDI 8 FÉVRIER

Conservatoire national des arts et métiers, 292, rue Saint-Martin, 14 h 30 : « La neuronique. Neuro-informatique, neurobiologie, application à [redacted] neuropsychiatrie », par les professeurs [redacted] R. Moreau, A. Privat, A. Maruani et le docteur P. Courbin (Association française pour l'avancement des sciences).

DIMANCHE 9 FÉVRIER

Centre associatif Mesnil-Saint-Didier, 25, rue Mesnil, 14 h 30 : « Les très belles dames de [redacted] Renaissance », par [redacted] Thabuis ; 16 h 30 : « L'amiral Lapérouse », par K. Vanderhaeghe (Le Cavalier bleu).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Les mystères du 6 février 1934 », par B. Czarny ; « Le merveilleux à la prison de la Bastille », par Natya (Conférences Natya).

ÉCONOMIE

BILLET

Charges salées

Et l'on se demande pourquoi [illegible] Français consomment moins ! L'« Argus » de la FNAIM [illegible] les charges collectives d'habitation donne [illegible] nouvel élément d'explication à la perte [illegible] moral qui [illegible] consommateur. Alors qu'elles étaient [illegible] raisonnables lors [illegible] deux [illegible] précédentes (moins [illegible] % de hausse [illegible] 1989 et en 1990), [illegible] charges ont nettement dépassé l'inflation entre le 1er juillet [illegible] le 30 juin 1991 pour progresser de 5,6 % (moins de 3 % pour les prix). Ce prix moyen [illegible] établi [illegible] partir d'un échantillon [illegible] 30 [illegible] logements dans 380 immeubles de [illegible] France.

En moyenne, [illegible] Français [illegible] donc [illegible] francs [illegible] leur charges. [illegible] important [illegible] qui [illegible] d'un point à l'autre [illegible] l'Hexagone en fonction du climat. Car le plus [illegible] poste de l'« Argus » [illegible] FNAIM [illegible] chauffage : [illegible] lui [illegible] % [illegible] charges collectives. C'est lui le grand responsable du dérapage [illegible] l'an passé : 9,8 % de hausse sous un double effet prix [illegible] quantité (l'hiver a [illegible] plus long [illegible] plus froid après [illegible] douceur), expliquent les professionnels de la FNAIM. Mais, le chauffage n'est [illegible] le [illegible] fautif. [illegible] dépenses [illegible] au nettoyage-gardiennage croissent aussi trop vite : 4,95 % de [illegible] à l'accroissement des salaires et charges sociales (5,6 %). En revanche, l'augmentation [illegible] des entreprises [illegible] (1 %). Nul [illegible] que, devant [illegible] renchérissement, les propriétaires auront [illegible] se sentir concernés par le sort des [illegible] 000 concierges de plus [illegible] soixante-cinq [illegible] « menacés » [illegible] prendre leur retraite et donc, par ricochet, [illegible] perdre leur logement...

Finalement, [illegible] les dépenses d'ascenseurs (2,94 %) et les assurances multirisques (en [illegible] de 1,16 %) sont « sages » : le [illegible] EDF s'inscrit en [illegible] de [illegible] %. [illegible] augmentation est due, [illegible] la FNAIM, à l'accroissement de la quantité consommée (les tarifs d'EDF ne s'envolent pas), les occupants réclament plus d'éclairage par crainte pour leur sécurité... surtout à Paris, plus que jamais ville lumière : + [illegible] % en un an ! Autres postes qui dérapent : les honoraires des syndics et administrateurs de biens, qui affichent un + 4,27 % (gestion courante), et l'eau froide (près de 4 %).

Bien sûr, ces chiffres sont des moyennes, et les disparités sont énormes en [illegible] et en évolution, selon le [illegible] de l'immeuble, son équipement, son [illegible] thermique, etc. Géographiquement, la capitale se distingue [illegible] : [illegible] une [illegible] de leurs charges [illegible] 9,56 % en un an... et leur ont consacré 12 546 francs pendant la période [illegible], soit plus de 1 000 francs par mois.

FRANÇOISE [illegible]

L'Écureuil a enregistré 2,8 milliards de francs de bénéfices en 1991

Ralentissement du rythme des retraits sur le livret A des caisses d'épargne

L'Ecureuil est [illegible] bonne [illegible]. Il a [illegible] en 1991, un bénéfice de 2,8 milliards de francs. Et le mouvement de « désépargne » des Français semble se ralentir.

Les Caisses d'épargne du réseau de [illegible] se portent bien : le [illegible] de leurs dépôts a augmenté de 6,2 % en 1991, a [illegible] 9[illegible] milliards de francs et devrait arriver aux 1 000 milliards dans dix-huit [illegible] environ. Hors livrets A, les flux d'épargne supplémentaire [illegible] presque stab[illegible] (57,6 milliards [illegible] francs en brut au lieu de 55,6) mais la décrue de la collecte sur le livret A s'est ralentie : l'excédent [illegible] des livrets sur les dépôts est revenu de 37 milliards de francs en 1990 à 29,11 milliards en 1991. En tenant compte des intérêts capitalisés, c'est-à-dire non prélevés par les déposants, le montant des dépôts sur le livret A n'a diminué que de 11,9 milliards de francs au lieu de 19,5 milliards en 1990. La diminution relative a toutefois été plus forte pour la Caisse d'épargne de la Poste : 19,5 milliards de francs d'excédents de retraits sur un encours total de 255 milliards de francs.

Ce [illegible] « décollecte » [illegible] le livret A de l'Ecureuil, – 2,8 % [illegible] – 4,5 % [illegible] à rapprocher d'une légère remontée du taux d'épargne des Français, qui est passé de 12 % en 1990 à 12,4 % en 1991, cela en raison des incertitudes nées de la crise du Golfe; les agents économiques, [illegible] les ménages, réduisant leurs dépenses de [illegible].

Ce phénomène [illegible] néanmoins l'[illegible] d'une évolution en profondeur des flux d'épargne, au profit des produits à longue durée. C'est le cas de l'assurance-vie, qui a représenté 41 % [illegible] flux en 1991, [illegible] 15 % en 1984 et 27 % en 1987. Et c'est le [illegible] également du PEP, qui, en [illegible] ans d'existence, [illegible] déjà 13 % de [illegible] flux. L'apport de capitaux aux comptes sur livrets (Caisses d'épargne et banques) qui représentait 24 % de l'épargne nouvelle en 1987, a pratiquement disparu en 1991. Le pourcentage de liquidités [illegible] apport tombant de 31 % en 1984 à 7 % [illegible] 1991, au profit [illegible] valeurs mobilières, essen[illegible] les SICAV, qui, en sept ans, [illegible] 39 %.

Les Caisses d'épargne de l'Ecureuil n'échappent pas à la règle. Le livret A ne représente plus que 44 % de leurs dépôts et, sur une collecte brute de 57,6 milliards de francs, les SICAV, essentiellement de trésorerie, ont recueilli 29,5 milliards de francs, le PEP 16 milliards (20 % de l'encours total) et l'assurance-vie 8,7 milliards, [illegible] augmentation de 45 %.

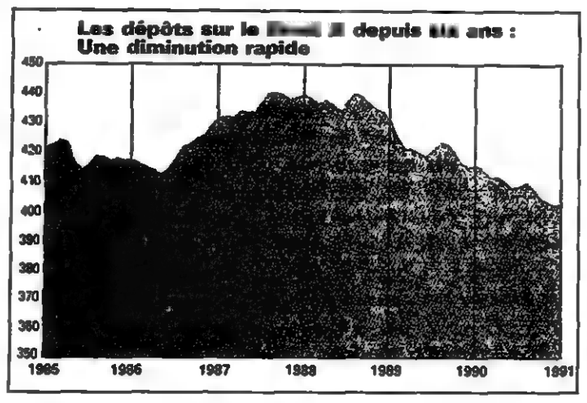
En ce qui concerne les crédits accordés essentiellement sur res[illegible] d'emprunt, si les engagements diminuent de 4 %, à 54,8 milliards de francs en 1991 au lieu de 57,4 mil[illegible] en 19[illegible] en revanche les prêts aux particuliers ont progressé [illegible] 6,2 %, à 36,2 milliards, dont 30,5 milliards pour l'immobilier, [illegible] lieu de 24,4 milliards en 1990.

Dans le dernier domaine, la progression de l'Ecureuil s'inscrit à contre-courant de l'évolution actuelle. Les Caisses d'épargne ont augmenté leurs parts de marché qui étaient de 10,5 % en 1990, bénéficiant de l'atti[illegible] plus sélective et plus prudente adoptée par les banques à la suite de la loi Neiertz sur l'endettement des ménages.

Quant aux résultats financiers de l'Ecureuil, il demeure satisfaisant avec un produit net bancaire en progression de 8 %, à 23 milliards de francs, et un résultat net comptable qui devrait s'élever à 2,8 milliards, [illegible] changement appréciable.

FRANÇOIS [illegible]

Les dépôts sur le [illegible] depuis [illegible] ans : Une diminution rapide



La difficile mutation économique de l'ex-RDA

Le chômage touche plus de trois millions d'Allemands

BERLIN

de [illegible] correspondant

Trois [illegible] mille chômeurs de plus [illegible] été enregistrés [illegible] janvier [illegible] la partie orientale de l'Allemagne où l'on compte au total 1,34 million [illegible] sans-emploi représentant 16,5 % de [illegible] population active. Selon [illegible] tistiques publiées mercredi 5 février par l'Office fédéral du travail, le nombre des chômeurs dépasse main[illegible] les trois millions pour l'ensemble de l'Allemagne. A l'ouest, où les créations d'emplois diminuent, leur nombre a augmenté [illegible] janvier [illegible] 144 [illegible] pour s'élever à 1,88 million.

Après avoir créé un million d'emplois environ lors du boom qui a suivi la réunification, l'économie ouest-allemande, qui vient de connaître [illegible] moindre croissance, s'essouffle. Ces créations d'emplois avaient été [illegible] bienvenues pour absorber l'afflux sur le marché du travail [illegible] l'Ouest, [illegible] des deux années précédentes, [illegible] Allemands [illegible] l'ex-RDA [illegible] des Allemands originaires de l'Europe [illegible] l'Est et de l'ex-URSS. Près de 200 [illegible] Allemands de l'Est [illegible] encore déménagé vers l'ouest en 1991, et on compte environ [illegible] 000 personnes [illegible] l'Est résidant [illegible] lander mais travaillant [illegible] l'Ouest.

La poussée de chômage de janvier [illegible] grande partie due à l'expiration le 31 décembre du règlement spécial qui permettait à l'Office fédéral du travail de financer le maintien dans les entreprises de chômeurs baptisés « travailleurs à temps partiel ». Ce règlement faisait partie des mesures prises au [illegible] de la réunification pour atténuer l'impact psychologique de l'effondrement de l'économie est-allemande. Le nombre [illegible] travailleurs à temps partiel a diminué du même coup en janvier [illegible] la moitié, [illegible] de plus de un million à 519 000.

Les nouvelles statistiques de chômage à l'Est ne font que refléter d'un peu plus près la réalité [illegible] marché du travail dans l'ex-RDA. Près de la moitié [illegible] postes de travail [illegible] du temps du régime communiste n'existent plus ou sont encore appelés à disparaître. Trente-cinq milliards de [illegible] prévus pour l'année en cours afin d'éviter des chômeurs supplémentaires, sous forme de pré-retraites, de formation professionnelle, de travail partiel ; 390 000 personnes étaient ainsi employées en janvier [illegible] des programmes d'intérêt public, et 445 [illegible] suivaient une formation.

En attendant la croissance

Au total [illegible] permettent d'éviter, selon les estimations de l'Office du travail, 1,8 million de chômeurs de plus. L'Institut de recherche économique de Berlin (DIW) estimait fin janvier que le [illegible] de chômage atteindrait en leur absence 35 % à l'Est. Leur financement à long [illegible] représente une [illegible] pour le budget public allemand. Or rien n'indique [illegible] l'on ait atteint le fond du gouffre. Si l'on escompte [illegible] année [illegible] reprise de la croissance dans l'ex-RDA, celle-ci ne devrait [illegible] aller de pair [illegible] une augmentation des offres d'emplois. Les [illegible] investissements industriels [illegible] dans les services [illegible] compenseront [illegible] dégraissages dans [illegible] entreprises que la Treuhand, l'organisme chargé de gérer [illegible] de privatiser le patrimoine [illegible] l'ex-RDA, [illegible] restructurer ou vendre.

HENRI DE [illegible]

Après trois ans d'application

L'accord de libre-échange avec les Etats-Unis rencontre une vive hostilité au Canada

Une nouvelle réunion ministérielle, le 5 février à Aylmer (Canada), entre Canadiens, Mexicains et Américains sur le [illegible] point d'un [illegible] de libre-échange nord-américain n'a pas permis de faire avancer ce projet. L'accord – il est appliqué depuis trois ans – est plus impopulaire que jamais au Canada. Et le débat sur ses bienfaits ou méfaits supposés, [illegible] lequel se joua en 1988 la réélection du premier ministre conservateur, M. Brian Mulroney, reste très vif.

MONTRÉAL

de [illegible] correspondante

Jamais la majorité des Canadiens n'a appuyé cette entente commerciale, pourtant négociée, côté canadien, dans l'espoir d'une immunisation définitive contre le virus protectionniste qui saisit périodiquement [illegible] trop puissant voisin, lequel [illegible] plus des trois quarts de [illegible] exportations. Des deux grands partis d'opposition qui avaient fait [illegible] contre l'accord, l'un (le [illegible] libéral) dit vouloir le renégocier et l'autre (le NPD, [illegible] parti démocratique) l'abolir. Longtemps marginal, le NPD s'est [illegible] année au gouvernement dans trois provinces et un territoire qui représentent [illegible] % de la population du pays.

« [illegible] douanier »

En novembre dernier, l'institut de sondages Gallup recensait 54 % de Canadiens opposés à l'ALE, 10 % de plus [illegible] lors de sa signature. Apportant [illegible] l'eau au moulin des détracteurs, [illegible] livres très critiques, récemment parus [illegible] *Trahison du Canada, le Canada [illegible] enchères* ou *Foi et peur*, ont affirmé que les négociateurs canadiens [illegible] « *laissés manœuvrer* » par leurs homologues américains. Techniquement, cependant, « *l'ALE a un général donné les résultats prévus* », estime l'ex-numéro [illegible] canadien des négociations, M. Gordon Ritchie. Les tarifs douaniers [illegible] dimi[illegible] d'autres obstacles [illegible] disparu, selon le calendrier prévu, voire [illegible]. Le mécanisme spécial de résolution des conflits [illegible] riaux bilatéraux fonctionne. A [illegible] jour, le Canada y a recouru dix-neuf fois, les Etats-Unis quatre fois.

Au ministère canadien des affaires extérieures, on affirme que le règlement des différends est deux fois plus rapide qu'avant; et, surtout, ce système est à peu près imperméable à l'influence des lobbies américains. Cela dit, M. Ritchie, aujourd'hui [illegible] indépendant, met sérieusement en doute la bonne foi des Américains, qu'il accuse de céder aux pressions politiques intérieures et de « *subvertir les rouages de l'accord* » en prenant des mesures qui « *vont à l'encontre de l'esprit et, dans certains cas, de la lettre de l'ALE* ». Il leur reproche [illegible] faire pour certains produits du « *harcèlement douanier* », des excès de zèle dans la vérification des normes et d'utiliser des « *tactiques dilatoires* » [illegible] conflits.

Du coup, à l'ambassade américaine à Ottawa, on a cru bon de rappeler [illegible] l'ALE n'avait jamais prétendu [illegible] relations commerciales canado-américaines à l'abri de tout conflit, ni des pressions politiques intérieures. En tout état de [illegible], l'hostilité de l'opinion publique canadienne à l'accord de libre-échange tient moins à ces modalités d'application qu'aux impacts économiques qu'on lui prête.

Ceux qui l'ont combattu en [illegible] – les milieux syndicaux, agricoles, culturels – font porter à l'ALE toute la responsabilité [illegible] la récession qui frappe le Canada depuis le printemps 1990 et a déjà coûté 300 000 emplois industriels. A l'inverse, le gouvernement Mulroney soutient [illegible] le libre-échange a stimulé les exportations canadiennes de produits finis, valu aux Canadiens, en 1990, un apport net [illegible] capitaux étrangers de 4,3 [illegible] de dollars – niveau jamais atteint depuis quinze ans – et limité les dégâts de la récession. Arguments qui ne font pas le poids quand la balance commerciale canadienne, traditionnellement excédentaire, plonge dans le rouge, comme ce fut le cas en septembre 1991, pour la première fois là aussi depuis quinze [illegible]

[illegible] fait, le [illegible] modèle économétrique, construit à l'université de Toronto, qui s'efforce de [illegible] sérieusement les conséquences du libre-échange, en discerne pour l'instant assez peu.

En trois [illegible] l'ALE aurait accru la croissance économique canadienne de 0,4 %, réduit l'inflation de 0,2 % [illegible] an, stimulé importations comme exportations [illegible] accru les investissements productifs au Canada de 1 %. Mais, faute de méthodes incontestables pour évaluer les effets encore modestes d'un accord, qui n'est après tout qu'au premier tiers d'une période de transition de dix ans, chacun campe sur ses positions initiales. D'autant plus confortablement [illegible] les [illegible] ont [illegible] largement brouillées entre-temps [illegible] la politique monétaire restrictive de la Banque du Canada, l'introduction d'une TVA [illegible] janvier 1991, le ralentissement mondial de l'activité économique et la forte appréciation de la monnaie canadienne face au dollar US. Malgré un récent relâchement [illegible] la politique monétaire, le dollar canadien reste obstinément proche des [illegible] US, alors [illegible] les négociateurs [illegible] l'ALE tablaient sur un [illegible] change à 80 [illegible] US.

Mais, au-delà de ces données conjoncturelles, la question fondamentale demeure, de l'avis de la plupart des observateurs, la compétitivité sous-jacente [illegible] l'économie canadienne. Entre 1985 et 1990, la hausse des coûts unitaires [illegible] main-d'œuvre au Canada a [illegible] supérieure de 46 % à celle [illegible] Etats-Unis, [illegible] la production horaire manufacturière a crû [illegible] 19 %, alors qu'elle stagnait au Canada et que les salaires y augmentaient plus vite. Jusqu'en 1985, ce sont [illegible] Etats-Unis qui ont souffert [illegible] l'appréciation vertigineuse de leur dollar, explique [illegible] récente étude de la Banque Toronto-Dominion. Conséquence : « *Alors que l'industrie manufacturière américaine a fait [illegible] restructuration [illegible] début des années 80 [illegible] trouvait bien placée pour connaître [illegible] expansion jusqu'à la fin de la décennie, le secteur [illegible] facturier canadien semble avoir été protégé des pressions de la [illegible] par [illegible] dollar canadien alors faiblissant* ».

L'industrie du tapis est exemplaire à [illegible] égard. Moins du tiers [illegible] quelque trois [illegible] fabricants américains qui existaient en 1980 [illegible] survécu mais, depuis le libre-échange, leur part du marché [illegible] dien [illegible] passée de 7 % à 35 %. Les tarifs douaniers [illegible] 20 %, qui [illegible] protégé [illegible] fabricants canadiens jusqu'en 1988, [illegible] baissent que de deux points de [illegible]. Les effectifs canadiens du [illegible] déjà diminué de moitié.

Le grand patronat canadien, principal instigateur de la conversion libre-échangiste du premier ministre, M. Mulroney, ne [illegible] mystère [illegible] objectifs : pour sortir les Canadiens de leur [illegible] et leur imposer les dures nécessités d'un alignement des performances de leurs entreprises sur celles de la [illegible] étrangère, il fallait un traitement de choc. L'accord de libre-échange, indiscutablement, en [illegible] un.

CATHERINE LECONTE

La modernisation de la Bourse de Paris

Le CBV examine la réforme du marché à règlement mensuel

Le Conseil [illegible] valeurs (CBV), organisme chargé [illegible] la réglementation boursière, a examiné, depuis le 29 janvier dernier, les rapports [illegible] trois groupes [illegible] travail, présidés respectivement par MM. [illegible] Dupont, Philippe Bordenave et Claude Giraud, qui depuis deux [illegible] réfléchissent au remplace[illegible] [illegible] marché à règlement mensuel. Ce changement, prévu pour la fin de 1993, se ferait [illegible] la forme d'un marché des actions [illegible] au comptant aligné [illegible] les mécanismes en vigueur [illegible] autres grandes places financières.

Un plus grand accès au Marché des options négociables de Paris (MONEP) [illegible] la possibilité pour le particulier [illegible] continuer à acheter [illegible] titres à [illegible] les moyens [illegible] développer un marché efficient de prêt-emprunt de titres ont [illegible] trois [illegible] systèmes [illegible] substitution envisagés [illegible] différentes commissions.

« Formules simples »

En ce qui [illegible] la montée en puissance du MONEP, le Conseil estime que « *celui-ci a atteint [illegible] degré suffisant de maturité pour répondre [illegible] besoins des investis[illegible] particuliers* ». Toutefois, souligne le Conseil, il serait préférable d'utiliser [illegible] « *formules simples, à risques limités* », [illegible] privilégiant l'option d'achat [illegible] en éliminant l'option [illegible] la plus dangereuse en cas [illegible] perte. Le particulier continuant à [illegible] achats à terme, le système s'inspirerait du compte sur marge américain et les intermédiaires feraient alors du [illegible] pour leurs clients jusqu'au règlement [illegible] titres. Pour conclure, la substitution du marché à règlement mensuel par un marché au comptant passait nécessairement par la mise « *sur pied d'un mécanisme approprié de prêt-emprunt de titres* ».

NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
RADIO TELEVISION
[illegible]

□ Nouvel ordre mondial du G15. – Regroupés au [illegible] du G15, les ministres des affaires étrangères de quinze pays en développement (Algérie, Argentine, Brésil, Egypte, Inde, Indonésie, Jamaïque, Malaisie, Mexique, Nigeria, Pérou, Sénégal, Venezuela, Yougoslavie, Zimbabwe) se réunissaient jeudi 6 février à Genève pour adopter un [illegible] nouvel ordre [illegible] dial. Ce document devait porter [illegible] droits de l'homme, la démocratisation, le problème de l'endet[illegible] extérieur, l'Uruguay round, l'environnement, la démographie, les regroupements régionaux. Le G 15 qui a tenu son premier [illegible] à Kuala-Lumpur en juin [illegible] considéré [illegible] un contrepoids au G7.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

● **Commandes industrielles : – 3,8 % en décembre.** – Les commandes industrielles ont chuté de 3,8 % en décembre aux Etats-Unis. Cette baisse est la plus forte depuis novembre 1990. En octobre et en novembre 1991, ces commandes avaient augmenté de 1,9 % et de 0,4 %. Le recul de décembre s'explique essentiellement par un plongeon de 5,2 % des commandes de biens durables. Il semble que de nombreux industriels aient suspendu leurs décisions en décembre [illegible] l'attente des mesures fiscales [illegible] devait annoncer M. Bush.

ARGENTINE

● **Inflation : + [illegible] % en janvier.** – Les prix ont augmenté de 3 % en Argentine au cours du mois de janvier du fait notamment de l'[illegible] (+ 4,8 %) mais aussi d'un très fort relèvement des tarifs du gaz (+ 42 %). En décembre, les prix avaient augmenté de 0,6 %. La forte hausse de janvier réduit les chances de réussite du plan de [illegible] économique appliqué depuis [illegible] 1991 par M. Carlos Menem et son ministre de l'économie, M. Domingo Cavallo. Le gouvernement table pour l'année 1992 sur une hausse des prix comprise entre 6,5 % et 7 %.

ECONOMIE

La CNUCED, portrait d'une idée en marge

La session de la Conférence des Nations unies sur le [redacted] et le développement, réunie du 8 au 25 février à Carthagène, en Colombie permettra aux pays du tiers-monde d'explorer [redacted] nouvelle formule de dialogue [redacted] le Nord fondée sur le partenariat

GENÈVE

[redacted] envoyé spécial

Au Palais [redacted] nations, la CNUCED occupe le bâtiment [redacted] plus éloigné de [redacted] grande porte. Il [redacted] faut voir là aucun signe d'ostracisme même si, aux dires de son secrétaire général adjoint, Yves Berthelot, cette institution, créée en 1964, n'en finit [redacted] de dé[redacted]. Le règlement des [redacted] et jardins, affiché [redacted] le hall, interdit au visiteur [redacted] *« provoquer les paons »* (on s'en garderait bien). Toute latitude [redacted] en revanche laissée [redacted] la CNUCED pour bousculer les dogmes du développement, [redacted] risque de passer pour iconoclaste, voire dangereuse.

Pendant les années 80, elle a cumulé les critiques : lente, inefficace, tiers-mondiste, irréaliste, laboratoire d'idées fausses, défouloir... Le Nord [redacted] Sud, loin d'établir un dialogue, [redacted] affrontés. Le nouvel ordre économique international a laissé le tiers-monde en souffrance. Le programme intégré [redacted] les produits [redacted] – principal [redacted] bataille de [redacted] CNUCED [redacted] partir de 1976, – [redacted] lettre morte. L'idée de prix justes [redacted] rémunérateurs s'est heurtée à [redacted] brutale [redacted] marchés. [redacted] nul n'a trouvé, malgré la profusion d'études, de rapports, [redacted] comités et de résolutions, la voie royale qui mènerait d'un [redacted] équitable au développement durable, pour illustrer [redacted] fameux *« Trade not aid »*. En poste depuis [redacted] ans, Yves Berthelot ressent au jour [redacted] jour [redacted] malentendu. *« La CNUCED,* explique-t-il, *est [redacted] instrument peu utilisé à [redacted] de [redacted] méfiance réciproque de [redacted] membres. Le mûrissement des idées y est lent. [redacted] rôle prophétique a diminué [redacted] l'émergence d'une sagesse [redacted] matière économique où, par exemple, tout le monde s'entend [redacted] le [redacted] nécessaire de la [redacted] ».*

Au neuvième étage [redacted] bâtiment, [redacted] du secrétariat général, on pré[redacted] pourtant la CNUCED VIII de Carthagène, dans un climat de confiance. La grisaille des portes vient de disparaître [redacted] un [redacted] crème accueillant. Et de bureau alvéole en bureau alvéole, chacun [redacted] croire [redacted] réveil [redacted] l'institution, dût-elle [redacted] objectifs, s'abstenir de négocier [redacted] et n'importe quoi [redacted] se réformer de l'intérieur en supprimant des comités pléthoriques, ennuyeux [redacted] inutiles.

Pour Yves Berthelot, la mission fondamentale de la CNUCED [redacted] de s'affirmer comme [redacted] *« OCDE du monde »*, c'est-à-dire un lieu de production d'analyses [redacted] réflexions économiques fiables. Avec une coloration propre [redacted] CNUCED : *« Etre [redacted] chien de garde du développement »*. [redacted] question, selon lui, d'enterrer le dualisme marxisme-capitalisme *« en faisant du libéralisme pur et dur [redacted] idéologie ».*

La CNUCED [redacted] connu [redacted] heure de gloire – toute relative pour un organisme [redacted] – [redacted] des concepts novateurs : la fixation d'un objectif chiffré d'aide des pays riches [redacted] tiers-monde dès 1964 (1 % du PNB, ramené ensuite [redacted] 0,7 %) ; le système des préférences généralisées (1) [redacted] proposition, [redacted] partir de 1978, bien [redacted] le Plan Brady, d'un allègement rétroactif de la dette.

Aujourd'hui, le monde et les modes de pensée ont changé. On ne croit plus [redacted] l'interdépendance entre [redacted] pays. Les nations développées peuvent [redacted] faisant malgré le déclin [redacted] l'Afrique ou la stagnation de l'Amérique latine. *« Mais il existe des problèmes [redacted] à l'humanité entière qu'on [redacted] pourra résoudre [redacted] le tiers-monde,* [redacted] Yves Berthelot : *l'envi[redacted] le désarmement, avec la reconversion de complexes militaro-industriels qui [redacted] aussi des [redacted] du sud, comme le Brésil, l'Inde [redacted] l'Argentine ».*

Renonçant [redacted] forme d'utopie [redacted] développement qui la vouait [redacted] pensées marginales, la CNUCED a *« retroussé les manches »* et palpé les réalités concrètes [redacted] moment. [redacted] place ainsi [redacted] question de l'environnement [redacted] premier [redacted] de [redacted] priorités, [redacted] même titre que la formulation de politiques économiques coordonnées [redacted] consensuelles. Car les exigences de l'écologie [redacted] de contraintes qui pourraient, demain, peser sur [redacted] tiers-monde s'il [redacted] mêmes règles que les [redacted] développés. Hypothèse plausible : il suffirait que soit adopté un [redacted] modèle [redacted] fabrication de pâte à papier non polluant, à base de technologie occidentale, pour [redacted] dans l'œuf l'essor des papeteries du Sud. Autre péril débusqué [redacted] l'organisme genevois : la globalisation, un terme qui désigne [redacted] manière dont [redacted] grandes entreprises s'organi[redacted] le monde en [redacted] services [redacted] d'informations mutuels, excluant [redacted] firmes du tiers-monde opérant [redacted] des [redacted] similaires. Les compagnies se cooptent [redacted] elles, [redacted] un club, pour mener ensemble des politiques de coopération-concurrence. Il devient difficile, voire impossible, [redacted] jouer [redacted] leurs marchés.

Enormes handicaps

Une stratégie illustrée par l'alliance Mitsubishi-Mercedes, [redacted] réseaux informatisés de réservation [redacted] grandes compagnies aériennes où seuls figurent [redacted] ordinateurs [redacted] vols [redacted] firmes « affiliées » [redacted] clubs informels. Une petite [redacted] prise [redacted] offrant des billets compétitifs sur [redacted] destinations comparables à celles des « majors » [redacted] pas sa prestation annoncée dans le système. Les économistes [redacted] CNUCED ont mesuré combien [redacted] globalisation atténue l'efficacité [redacted] merciale en réduisant à [redacted] nombre d'acteurs dans les échanges.

Par l'assistance technique, [redacted] de ses missions clés, la CNUCED [redacted] au maximum [redacted] les procédures du commerce qui représent[redacted] chaque [redacted] mil[redacted] de dollars, [redacted] sactions [redacted]. [redacted] le tiers-monde, [redacted] douanes [redacted] le pire obs[redacted] circulation [redacted] marchandises. Il [redacted] suffi [redacted] réformer pour accroître [redacted] % les [redacted] frontières en Mauritanie... Les pays du Sud [redacted] conservé d'énormes handicaps [redacted] « tuyauterie » [redacted] depuis [redacted] gestion [redacted] ports [redacted] Europe en [redacted] l'incapacité de répondre [redacted] appels d'offres, [redacted] produire [redacted] idoines, d'assurer [redacted] marchandises qui [redacted] par [redacted] perdre. [redacted] parler [redacted] douaniers [redacted] ignorants [redacted] accords que leurs [redacted] se [redacted] pour obtenir... *« Certains [redacted] même [redacted] qu'ils doi[redacted] payer, ni quand »*, s'étonne Yves Berthelot, à [redacted] de la [redacted] N'a-t-on [redacted] vu, [redacted] extrême, un Etat rembourser une ligne [redacted] qu'il n'avait [redacted] tirée !

Les produits [redacted] base, [redacted] l'échange inégal, [redacted] chantiers majeurs ouverts par la CNUCED [redacted] son premier secrétaire général, [redacted] Prebish, avec d'autres chantres du tiers-monde [redacted] Cel[redacted] Furtado, [redacted] Amin, [redacted] med Bedjaoui. Rêves et désillusions. L'institution [redacted] ont débouché sur [redacted] accords qui n'ont abouti à rien [redacted] concret. Mais la nécessité d[redacted] d'un regard global sur [redacted] interactions [redacted] le développement, le commerce, [redacted] investissements, [redacted] technologies, [redacted] services [redacted] les finances. *« Cela n'est examiné nulle part sauf ici »*, plaide le Gha[redacted] Kenneth Dadzie, secrétaire général de [redacted] CNUCED. Arthur Dunkel, [redacted] « patron » du GATT, lui [redacted] lancé cette formule : *« Vous êtes la forêt, nous sommes les arbres »*. Au GATT – un superbe palais [redacted] au lac Léman – l'application d'un accord, [redacted] renégociation ou son amélioration point par point ; le règlement des litiges. A la CNUCED d'embrasser l'ensemble du commerce en [redacted]occupant moins des règles [redacted] que [redacted] la philosophie dont les échanges mondiaux doivent être imprégnés.

Si certains délégués du GATT se [redacted] un peu dégradés lorsqu'ils reçoivent leur affectation à la CNUCED, c'est que cette dernière tourne en rond, désespère [redacted] bo[redacted] volontés par ses inerties. *« Il existe deux CNUCED,* estime Murray Gibbs, le chef du groupe [redacted] international. *C[redacted] vue par les fonctionnaires internationaux, [redacted] ont le [redacted]timent de perdre leur temps dans un débat stérile, des réunions affreuses qui commencent en retard. L'autre CNUCED analyse les sujets en profondeur, soutient les PVD, favorise les négociations. L'enjeu de Carthagène n'est pas de savoir ce que la CNUCED [redacted] devenir [redacted] d'identifier [redacted] objectifs [redacted] développement pour les [redacted] même [redacted] négociation a lieu ailleurs ».* [redacted] CNUCED [redacted] accompli un [redacted] important : elle [redacted] politiques économiques intérieures [redacted] membres. Aucun sujet [redacted]. On parle ajustement structurel, place du [redacted]ché, Etat de droit, décentralisation des décisions, rôle de l'Etat, rapidité d'ouverture des économies, avec une convergence vers les systèmes mixtes.

« Le sentiment d'une nécessaire sol[redacted] économique s'est estompé », [redacted] Yves Berthelot. Mais, [redacted] expression, *« les délégués de [redacted] CNUCED veulent [redacted] marquer des points sur des virgules ».* Le réchauffement [redacted] parfois séman[redacted]. Il est question, [redacted] documents officiels, [redacted] pays d'Europe centrale [redacted]. Oublié l'appellation « Pays [redacted] l'Est », [redacted] froide ». [redacted]cieux de ne pas gêner l'initiative Bush d'intégration dans leur hémisphère, les Etats latino-américains ne veulent rien faire ou dire qui pourrait contrarier Washington. Au point que le Chili, pressenti pour organiser la prochaine conférence, y a renoncé par égard envers les Etats-Unis. Si la Colombie a accepté, c'est pour se donner une image de sérieux malgré l'insécurité liée au trafic de drogue (dans le même but de redorer leur blason, la Corée du Nord et l'Iran ont accueilli les réunions préparatoires de la CNUCED VIII).

De nouvelles méthodes de travail permettraient de *« renoncer à l'habitude de conclure l'examen de la plupart des questions par l'adoption de résolutions négociées laborieusement par un système de groupe rigide »*, estiment les pays nordiques... Il est sugg[redacted] faire davantage appel [redacted] des experts extérieurs *« qui pourraient rendre les [redacted] plus animés et plus intéressants ».* Et répondre à cette question relevant de la quadrature du cercle, mais inscrite depuis l'origine dans le sigle et le mandat de la CNUCED : le développement est-il un enfant du commerce ?

ERIC FOTTORINO

(1) Ce système repose sur l'octroi [redacted] pays du tiers-monde de concessions [redacted]faires sur leurs exportations [redacted] biens manufacturés [redacted] les [redacted] développés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Du 3 au 27 février 1992, exonération totale des droits d'entrée.

DIAPAZE.

*+ 30 % minimum garanti au 29.9.95**

EN MATIÈRE DE PLACEMENTS FINANCIERS LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DONNE LE TON.

Vous souhaitez valoriser fortement votre argent [redacted] une assez courte période, sans prendre de risque [redacted] capital. Aujourd'hui, [redacted] créant Diapaze, un nouveau Fonds Commun de Placement de capitalisation, accessible à partir de 5 [redacted] F, la Société Générale répond à [redacted] attentes.

Pour toute souscription effectuée avant le 28 février 1992, [redacted] êtes assuré, à l'échéance de Diapaze, le 29 septembre 1995, d'une progression minimale de votre capital de 30 %.

Vous bénéficiez également d'une deuxième sécurité : la Société Générale garantit, par paliers progressifs, la valeur de rachat de [redacted] parts à [redacted] prix correspondant [redacted] capital augmenté [redacted] minimum de 7,5 % à partir du 30 septembre 1993 [redacted] de 15 [redacted] à partir du 30 septembre 1994.

Diapaze est [redacted] placement parfaitement disponible : [redacted] pouvez retirer votre argent à [redacted] moment [redacted] aucuns frais de sortie. Il bénéficie de la fiscalité avantageuse attachée [redacted] plus-values de valeurs mobilières. Les [redacted] étant réinvestis et "capitalisés", votre placement est net d'impôts si le total annuel de vos ventes [redacted] dépasse pas le plafond fixé par la Loi de Finances (316 900 F pour 1991).

Fruit de la maîtrise et de la capacité d'innovation de la Société Générale, Diapaze s'impose désormais [redacted] nouvelle référence [redacted] matière de placements financiers. Renseignez-vous auprès d'un conseiller dans l'une des agences du Groupe Société Générale.

**Soit, pour toute souscription avant le 28 février 1992, [redacted] TRAAB de 7,59 [redacted]. Diapaze a reçu l'agrément de la C.O.B. le 16 janvier 1992*

SOCIETE GENERALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

SAATCHI & SAATCHI ADVERTISING

Chaque lundi (daté mardi)
Un Monde à la hauteur du Monde

Rendez-vous
lundi 10 février
(daté mardi 11)

Le Monde
L'ÉCONOMIE

[redacted] Le Monde sur Minitel

GAGNEZ 100 CD de la collection LES GÉNIES DU BLUES avec EDITIONS ATLAS

36.15 LE MONDE
Tapez JEUX

ÉCONOMIE

SOCIAL

Avec l'aide de Renault et du coréen Daewoo

Un plan de soutien pour le nord de la Lorraine devrait créer mille emplois

METZ

de [redacted] correspondant

Pour aider [redacted] bassin de Thionville (Moselle), [redacted] concentrée la quasi-totalité [redacted] trois mille trois cent soixante-dix suppressions d'emplois annoncées par Usinor-Sacilor [redacted] Lorraine d'ici à 1994, M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville [redacted] de l'aménagement du territoire, [redacted] M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué [redacted] l'industrie, [redacted] présenté, jeudi 6 février [redacted] Metz, un *«programme [redacted] soutien»*. Ce plan prévoit 1 milliard [redacted] francs d'investissements publics et la réalisation [redacted] deux projets industriels, soit la création de mille emplois [redacted]

Ainsi, Renault devrait créer sept cents emplois supplémentaires, en accroissant la capacité [redacted] son [redacted] de Batilly (Meurthe-et-Moselle), [redacted] le constructeur doit investir près [redacted] 1 milliard [redacted] francs d'ici [redacted] 1995, pour [redacted] production [redacted] nouvelle gamme [redacted] véhicules utilitaires (Excel). Le groupe coréen Daewoo implantera une unité [redacted] montage [redacted] téléviseurs [redacted] millions [redacted] francs d'investissements) [redacted] Famaeck (Moselle) qui doit employer [redacted] quatorze [redacted]riés. Il étudie aussi la possibilité d'installer un centre [redacted] production de tubes cathodiques [redacted] Longwy (Meurthe-et-Moselle) [redacted] trois [redacted] emplois supplémentaires.

MM. Delebarre [redacted] Strauss-Kahn [redacted] le comité d'orientation des bassins sidérurgiques [redacted] des [redacted] fer nord-lorrains, animé par M. Jean Brenas, [redacted] préfet [redacted] la région Lorraine. Il [redacted] définir des actions pour stimuler la conversion industrielle de [redacted] zone. L'Etat [redacted] Usinor-Sacilor dote[redacted] un fonds d'industrialisation de 125 millions de francs durant trois [redacted]. L'Etat [redacted] également décidé d'accélérer [redacted] mise en chantier de voies de communication néces[redacted] au désenclavement du bassin de Thionville [redacted] d'aider l'aménagement de friches industrielles. Il soutient financièrement la création d'un pôle [redacted] mécanique-soudage». Les syndicats, [redacted] l'exception de FO, avaient appelé [redacted] un rassemblement qui a réuni mille cinq cents per[redacted] [redacted] Metz.

JEAN-LOUIS THIS

Le désaccord entre le gouvernement et les dockers «s'amenuise»

Le secrétaire d'Etat [redacted] la mer, M. Jean-Yves Le Drian, [redacted] 6 février [redacted] direction de la CGT [redacted] négociations nationales sur [redacted] du [redacted] dockers pour[redacted] s'ouvrir, [redacted] que [redacted] syndicat [redacted] préalable d'entamer le dialogue [redacted] *port par port»*. A l'[redacted] d'une [redacted] la fédération CGT des ports [redacted] docks, M. Le Drian a précisé que [redacted] – [redacted] la CGT réclame [redacted] longue date – devraient prendre en compte les «remontées» des négociations locales [redacted] le ministère prône en vain depuis plusieurs mois.

Le [redacted] général de la [redacted]ration CGT, Daniel Lefebvre, [redacted] indiqué que *«le désaccord s'amenuise»*. La CGT continue [redacted] demander, [redacted] préalable, [redacted] *«faire [redacted] les deux [redacted] gouvernemental* : la mensualisation [redacted] les entreprises [redacted] la volonté [redacted] pouvoirs publics [redacted] mécanismes [redacted] *«péréquation»* nationale du chômage des [redacted]

Signé par la CFDT et la CFTC

Accord sur la formation professionnelle à l'INRA

Négocié depuis juin, le protocole d'accord [redacted] la formation professionnelle [redacted] l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), qui emploie 8 [redacted] salariés, [redacted] été signé [redacted] [redacted] février par [redacted] CFDT et la CFTC. Le document est accompagné d'un préambule qui [redacted] le constat de la situation, évoquant des *«déphasages importants entre les générations»*, des *«lignes de clivage»* et des *«conditions qui tendent [redacted] une déqualification des agents»*.

Pour [redacted] remédier, un [redacted] programme, [redacted] le cadre d'un plan pluriannuel 1992-1994, vise au développement des qualifications. Au [redacted] dix-huit mois suivant [redacted] embauche, chaque nouvel arrivant bénéficiera d'un crédit de dix jours [redacted] formation; [redacted] respon[redacted] suivront [redacted] formation *«en accompagnement de la prise de fonction»*, [redacted] les plus anciens auront droit [redacted] un [redacted] personnel [redacted] professionnel. Une première pour des agents [redacted] l'Etat, qui était réservée [redacted] seuls salariés [redacted] secteur privé.

REPRODUCTION INTERDITE

INDUSTRIE

Nouvel accord nippo-américain dans les semi-conducteurs

Sharp et Intel misent sur les mémoires instantanées

Le [redacted] japonais d'électronique Sharp et le premier fabricant américain [redacted] composants Intel [redacted] produire en commun des mémoires instantanées, dites «mémoires flash». Les deux parties, qui misent sur l'explosion de ce marché dans les [redacted] prochaines années, ont conclu [redacted] accord de coopération industrielle [redacted] commerciale, annoncé [redacted] Tokyo mercredi 5 février. Cette alliance s'inscrit dans la lignée d'une série de coopérations américano-nippones [redacted] le domaine des semi-conducteurs.

Après les accords Motorola-Toshiba, Texas Instruments-Hitachi dans les mémoires dynamiques (RAM) et les micro-processeurs, c'est [redacted] tour d'Intel de s'allier [redacted] un grand de l'électronique japonaise, pour développer et commercialiser en commun une nouvelle génération [redacted] puces. Aux termes d'un accord dont Sharp [redacted] révélé l'existence, [redacted] partenariat [redacted] *«la mise [redacted] point, la production et le développement technologique des futurs composants à haute densité»*. Sharp pourra commercialiser [redacted] les produits achetés [redacted] Intel, Intel [redacted] utiliser les mémoires instantanées produites par Sharp pour honorer la demande.

Les perspectives des mémoires instantanées sont [redacted] incertaines. Ces mémoires qui peuvent garder [redacted] informations même lorqu'elles ne sont pas [redacted] tension pourraient, en raison de leur légèreté, [redacted] substituer aux disques durs et disquettes, notamment dans les micro-ordinateurs portables. Selon certaines estimations, les ventes qui s'élèvent actuellement [redacted] millions de dollars (715 [redacted] de francs) pourraient atteindre 1,5 milliard de dollars (8,25 [redacted] de francs) en 1995.

Le Monde

[redacted] la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur [redacted] la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Luchbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
[redacted]
Robert Solé
(adjoints [redacted] directeur [redacted] la rédaction)

Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
[redacted] Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION [redacted] SIÈGE [redacted] :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
[redacted] (1) 40-65-25-25
Télécopieur : [redacted]
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
[redacted] : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

COMMUNICATION

Sur le câble en Allemagne et sur le réseau multivilles en France

La chaîne culturelle européenne se prépare à émettre en mai

Alors que La Cinq se débat pour survivre, à Strasbourg l'équipe [redacted] la future chaîne culturelle européenne se prépare à émettre, [redacted] mai, sur le [redacted] en Allemagne [redacted] sur le réseau mul[redacted] [redacted] France. A [redacted] que le réseau de La Cinq ne devienne libre d'ici là.

[redacted]

[redacted] envoyé spécial

Les locaux [redacted] prêtés, [redacted] studio des futurs plateaux [redacted] encore en cours de construction, l'équipe demeure largement lacunaire... mais [redacted] rêve [redacted]. A Strasbourg, sans complexe aucun, la petite équipe qui s'active [redacted] construire les programmes [redacted] future chaîne culturelle franco-allemande [redacted] rien moins qu'apporter [redacted] touche [redacted] la fabrication d'un *«imaginaire européen»*. Peter Zwick, journaliste allemand [redacted] membre de la rédaction de [redacted] future chaîne culturelle, sait pertinemment que, *«d'un pays [redacted] l'autre de [redacted] communauté, la jeunesse [redacted] des préoccupations différentes»*, mais rien n'interdit de jeter des passerelles. Au-delà [redacted] ambitions collectives, [redacted] future chaîne culturelle représente [redacted] opportunité pour des carrières trop tranquilles. Peter Wien, rédacteur en chef [redacted] responsable de l'unité d'information, voit dans [redacted] petite équipe franco-allemande [redacted] Strasbourg, *«la possibilité de [redacted] à cinquante-deux [redacted] quelque chose de [redacted] fait différent»*.

A priori pourtant, le Groupement d'intérêt économique (GIE) binational [redacted] la chaîne culturelle [redacted] Strasbourg [redacted] lourd de contraintes. Pour un Allemand recruté, un Français doit être embauché, chaque franc investi doit avoir [redacted] équivalent en pfennig, et chaque apport [redacted] la Sept, l'unité [redacted] fournit les [redacted] français, doit avoir une contrepartie du côté de Arte Deutschland, la société qui [redacted] chaînes dont proviennent les [redacted] de l'autre côté [redacted] Rhin...

Mais dans [redacted] édifice quelque peu bureaucratique, une petite équipe renforce de jour en jour sa cohésion. Si la collecte et la diffusion de l'information ont des règles et si celles-ci [redacted] les mêmes [redacted] part [redacted] d'autre du Rhin, ces préalables ne [redacted] d'aucune utilité dès qu'il s'agit de définir le contenu d'une information européenne. Quelle pédagogie faut-il pratiquer pour évoquer les passions islamiques [redacted] l'Algérie ou les passions nationales de la Yougoslavie d'une manière qui soit accessible simultanément [redacted] Allemands [redacted] Français? Mais aussi [redacted] n'importe quel Européen.

La connivence qui peut surgir très vite [redacted] journalistes de nationalités différentes n'existe [redacted] forcément en [redacted] qui [redacted] les documentaires. Alors que les Français avaient quasiment déserté l'histoire contemporaine, l'enquête et l'investigation, les Allemands disposent en ce domaine d'une expérience non négligeable. *«Pour [redacted] chaîne culturelle, c'est [redacted] chaîne de télévision où [redacted] les débats de société [redacted] traités»*, explique Peter Wenger, responsable [redacted] l'unité documentaire. Les documentaires télévisés ont [redacted] joué un rôle important dans la création d'une nouvelle identité nationale allemande depuis la fin de la guerre.

C'est aussi [redacted] télévision, parce qu'elle [redacted] regardée en Allemagne de l'Est, qui a facilité la réunification. En France, en revanche, la culture [redacted] définit [redacted] manière plus restrictive. [redacted] à [redacted] Sept, certains en ont même une vision [redacted] élitiste, ce qui donne lieu [redacted] non [redacted] franco-allemands mais entre des Français [redacted] *«D'emblée le clivage national [redacted] été dépassé»*, affirme André Harris, directeur des programmes de la chaîne culturelle franco-allemande. Le doublage [redacted] films étrangers [redacted] semble-t-il, [redacted] lieu, lui aussi, [redacted] houleux. Fallait-il doubler [redacted] deux films prévus [redacted] lundi soir, [redacted] font [redacted] chaînes allemandes? Ou les sous-titrer, comme [redacted] la tradition culturelle française? Autre débat de fond : quelle différence [redacted] un film et [redacted] téléfilm? La [redacted] qu'entre le jour et la nuit, [redacted] affirmé la plupart [redacted] Français. Affirmation qui [redacted] aba[redacted] Allemands, Fassbinder, Wenders, Schroeter.. [redacted] tous les plus grands cinéastes allemands, travaillant indifféremment pour [redacted] télévision et le cinéma.

Les premiers mois d'audience [redacted] un [redacted] décisif pour toute l'équipe. Car les détracteurs ne manquent pas. Ni de ce côté du Rhin ni de l'autre.

YVES MAMOU

Demandant que Hachette [redacted] à [redacted] créances

M. Berlusconi pose ses conditions à la reprise de La Cinq

Le plan de M. Silvio Berlusconi pour la reprise de La Cinq [redacted] le seul, parmi les trois qu'il avait reçus, que l'administrateur judiciaire de la chaîne, Me Hubert Lafont, ait déposé au tribunal de commerce jeudi 6 février. Dans [redacted] document, [redacted] groupe italien subordonne ce plan à plusieurs conditions [redacted] réunir avant le [redacted] avril.

Le plan exige que Hachette renonce à la totalité de [redacted] créances sur La Cinq [redacted] ses filiales; que la direction du Trésor ne s'oppose pas [redacted] l'entrée [redacted] nouveaux partenaires de la CEE; que le CSA donne son accord au nouveau tour de table, qui inclurait l'association de défense de La Cinq.

M. Berlusconi, qui précise dans ce document avoir investi 120 millions [redacted] francs dans la «première» Cinq, puis plus de [redacted] millions dans la société actuelle, ne s'engagerait à respecter que les dispositions de la loi de 1986 et [redacted] les engagement souscrits conjointement [redacted] Hachette en octobre 1990.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

8e arrdt

Me GEORGE-V. Bel imm. BEAU STUDIO sur rue de Berri, 5e ét., s.d.bns, wc. Soleil. 450 000 F. CRÉDIT. 48-04-95-85

10e arrdt

Me COLONEL-FABIEN 2 PIÈCES - 40 m² [redacted] TOUT CONFORT. VUE DÉGAGÉE. 550 000 F. CRÉDIT. 48-04-95-85

11e arrdt

PARMENTIER. Près MÉTRO. [redacted] TT [redacted] s/rue. Ravalement voté [redacted] payé. PRIX 298 000 F. CRÉDIT. 43-70-04-64

18e arrdt

Me MARX-DORMOY [redacted] 2 P. Superbe vue dégagée. Cuis., wc. 5e ét. Prix 385 [redacted] F. CRÉDIT. 48-04-84-46

92 Hauts-de-Seine

[redacted] ind. [redacted] 5 P. 125 m². Balc. Park. s/sol, 6e et dernier étage. [redacted] réduit. 2 600 000 F. Exclusiv. S.I. : 39-85-92-37

PRIX [redacted] INTÉRESSANT

NEUILLY

Pr BOIS Me Sablons, bon imm., clr. Duplex sé. 4,50 m haut s/plat., s. à m., [redacted] ch., 2 [redacted] m², serv. A rénover. 63, R. CHARLES-LAFFITTE Sam., dim. [redacted] 30-17 h.

[redacted] commerces. 4 [redacted] 90 m². T. bon [redacted] + garage. Soleil. Calme. 1 [redacted] 000 F. 47-02-51-83, 46-11-30-90.

Province

F2. 34 m². [redacted] 2 [redacted]gs couverts. (19) 41-31-819-50-04

DEAUVILLE IMMEUBLE résidentiel, part. vd beau studio, [redacted] prox. Hôtel Royal, 150 m plage. 27 m² hab., 19 [redacted] jard. priv. Park., cave, tt cor[redacted] État impecc. 43-59-69-74 matin.

[redacted] achats

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8e recherche de ttre urgence [redacted] appts de standing, ptes et gdes surfaces. Évaluation grat. sur demande 46-22-03-80 43-59-69-04

locations non meublées offres

Région parisienne

QUAI D'ASNIÈRES-SUR-SEINE

Gd studio, pl. Sud, nouv. imm. stand., 35 m² + terr. + jard. priv. 35 m²). Park., chff. ind., vidéoph., fables ch. 3 900 F. Tél. : (1) 47-74-68-56

locations non meublées demandes

Paris

Jeune couple ingénieur[redacted] ch. [redacted] P. en location ou achat. [redacted] 14e, 15e, Ve[redacted] Issy-les-[redacted] Tél. : [redacted] ou 42-05-49-46 (bur.)

locations [redacted] offres

Paris

Particulier loue

2 P. [redacted] m²), Paris-18e, pour [redacted] FÉVRIER UNIQUEMENT Tél. 42-5[redacted] le soir.

propriétés

SOLOGNE

[redacted]st. Lamotte-B[redacted] 100 HA - 3/4 [redacted] étang. [redacted] rendez-vous [redacted] cession de parts. LIBRE VENTE. 300 HA - MAJORITÉ BOIS 3 étangs, pevil. de [redacted] animaux. CABINET LA SOLOGNE-REINEAU [redacted], 41200 ROMORANTIN TÉL. 54-76-02-92

locaux commerciaux

Locations

URGENT. Assoc. parents d'élèves rech. Paris 5e, 6e, 7e, 13e, 14e, 15e arrond. 1 000 m² activité. État indif. M. Tixier 47-38-66-46

bureaux

Locations

VOTRE [redacted] DOMICILIATIONS [redacted] ts servi[redacted] 43-55-17-50

L'AGENDA

Animaux

Particulier vend jolis chiots Shar-Peis. Typés. Vaccinés, tatoués. Tél. : (16) 36-88-93-22 (le [redacted], après 20 heures).

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

[redacted] choix : «Que des affaires exceptionnelles», écrit le guide «Paris pas cher», tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie. [redacted] ÉCHANGE BIJOUX PERRONO OPÉRA Angle bd des Italiens 4, Ch[redacted] d'Antin magasin à l'ÉTOILE 37, av. Victor-Hugo Autre grand choix.

Cours

Gymnastique à domicile par professeur diplômé d'État de culture physique. Bonne expérience, travail sérieux. 42-39-04-93 (répondeur).

MATHÉMATIQUES par Polytechnicien. [redacted] sup. termin. C. T. 45-26-51-00

[redacted]ONS D'ALLEMAND par professeur expérimenté TÉL. : 45-26-51-00

COURS D'ARABE

Te niv., journée ou soir. Formule : intens. external. AFAC. Tél. 42-72-20-88

Psychologie

DÉPRESSIONS, ANGOISSES, DIFFICULTÉS RELATIONNELLES, adressez-vous à psychothérapeute psychanalyste sur PARIS-OUEST. TÉL. 46-03-19-40

Stages

STAGE ÉCRITURE ET COMMUNICATION Cours du soir (19 mars-14 mai 1992)
- Atelier d'écriture.
- Techniques du reportage.
- Écriture journalistique.
- Prat. de la langue française.

[redacted] d'Écriture et de Communication 43-35-69-74

Vacances

Tourisme

Loisirs

[redacted] À [redacted] À COURCHEVEL [redacted] 7e ét. [redacted] du [redacted] au 16 mars inclus. M. LEBEAU. Tél. (16) 38-73-65-47

ENTRE NÎMES et MONTPELLIER sur Grau-du-Roi [redacted] Part. loue STUDIO dans petit imm. avec petite terrasse pour couple et 1 enfant, conft, 200 m plage, bien situé, tous commerces. JUIN : 3 500 F. JUILLET-AOUT : 6 000 F/ma. Tél. à partir de 19 h 30 : 48-47-58-26

LA PLAGNE BELLE COTE loue pendant JO du dim. 9 au dim. 16 février APPT 5 bis - 3 500 F. T. 46-21-00-50, à part. 19 h.

Vins

[redacted] champagne Possibilité de commercialiser 1 000 bouteilles mensuel. Étudie toutes propositions. Tél. (16) 26-58-38-87

ASSOCIATIONS

Sessions et stages

YOGA

SIVANANDA. stages d'introduction commençant le 20-1 ou le 5-2. Essai gratuit. Méditation. Vacances Yoga Professorat. Bourque. Centre Sivananda, 123, bd de Sébastopol. Tél. : 40-26-77-49.

Le [redacted] DE [redacted] EUROPÉENNE organise un [redacted] RFA à Bühlertal/Forêt N[redacted] pour [redacted] sur «le [redacted] des [redacted]istes», du 23 au 28 mars [redacted] d'inscription. [redacted] F. [redacted] gratuits. [redacted] % [redacted] Renseignements : CIFE 32, rue de Lépante NICE Tél. : 93-85-85-57.

JAPONAIS

par la suggestopédie [redacted] 47-23-33-58.

Cours

MATH +

[redacted] particuliers à [redacted] Stages [redacted] Math, physique, chimie, français, langues. Tous [redacted]

Tél. : 44-85-90-85

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

10 F

Premier dossier

Les étrangers en France

Le chiffon rouge des étrangers [redacted] servi de machine [redacted] faire «bien» voter et à diviser l'adversaire que la [redacted] d'une flambée d'intolérance [redacted] bien réelle. Si le nombre d'étrangers en France est à peu près stable, cette population change. Les difficultés d'intégration sont mieux [redacted] du grand public, mais [redacted] francisation [redacted] en marche, cahin-caha.

Second dossier

Logement : parfum de crise

Les Français aiment être propriétaires ; ils achètent leur logement, même si c'est cher, même si c'est difficile, même s'il faut s'endetter : le nombre des propriétaires occupants a presque doublé en vingt-cinq [redacted] Être locataire n'est [redacted] facile non plus : loyers [redacted] charges augmentent vite, sauf pour les occupants de logements sociaux qui, par conséquent, restent de plus en plus longtemps en place. Une [redacted] plane : la spéculation a été telle que les acheteurs [redacted] peuvent plus suivre.

FÉVRIER 1992

Une nouvelle rubrique : LES CLÉS DE L'INFO

Pour aider [redacted] jeunes lecteurs [redacted] comprendre [redacted] journal de 20 heures, [redacted] écouter [redacted] infos à la radio, à lire [redacted] [redacted] ajoutons chaque [redacted] deux pages [redacted] Les clés de l'info [redacted] dans *le Monde Dossiers* [redacted] *Docu*[redacted] avec pour objectif [redacted] donner des clés, des bases, des repères liés à l'actualité immédiate. Tout [redacted] que l'on [redacted] trouve [redacted] dans les manuels ou dans les dictionnaires : l'histoire récente, les personnages, le vocabulaire, la législation, tout [redacted] qui change, tout [redacted] qui bouge.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

VIE DES ENTREPRISES

En raison des pertes de Spie-Batignolles

Les bénéfices de Schneider devraient diminuer des deux tiers

Spie-Batignolles, filiale du [redacted] Schneider, spécialisée [redacted] bâtiment [redacted] travaux publics, que l'on savait en difficulté, [redacted] annoncé jeudi [redacted] février une perte consolidée de 950 millions de francs. Le président, M. Georges [redacted] Buffevent, a [redacted] remplacé par M. Claude Coppin, soixante-trois [redacted] qui avait pourtant décidé de prendre sa retraite. M. [redacted] Buffevent, qui présidait Spie depuis dix ans, était [redacted] désaccord avec le patron de Schneider, M. Didier Pineau-Valencienne, sur la stratégie [redacted] diversification du groupe.

De nombreux éléments expliquent ces mauvais résultats, anticipés par la Bourse [redacted] Paris, où [redacted] titre avait perdu 7 [redacted] depuis [redacted] semaine. L'activité [redacted] promotion immobilière [redacted] loisirs du [redacted] été catastrophique. Il faudra trois [redacted] pour résorber [redacted] d'appartements invendus aussi bien [redacted] le littoral qu'à [redacted] montagne, selon un porte-parole du groupe. L'activité « bâtiment » a fortement baissé, sauf [redacted] Ile-de-France. La sous-activité [redacted] l'Entreprise générale industrielle, filiale de la branche « génie industriel », [redacted] souffert de nombreux reports de commandes, en raison [redacted] de la crise du Golfe.

D'autre part, Spie-Batignolles n'a pu honorer des [redacted] Iran, [redacted] du contentieux [redacted] Paris et Téhéran qui [redacted] entraîné [redacted] report des garanties de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE). [redacted] ses opérations financières Spie [redacted] également manqué de chance, puisqu'il [redacted] perdu plus [redacted] 200 millions [redacted] francs lorsqu'il a, l'an dernier, décidé d'apporter au conglomérat britannique Trafalgar (qui avait lancé une OPA) les titres qu'il détenait [redacted] société d'ingénierie Davy.

A [redacted] essentiellement [redacted] déconvenues, les résultats de Schneider ne devraient pas être très florissants en 1991 (on [redacted] quelque 300 millions de francs de bénéfice net, part [redacted] groupe), alors qu'en 1990 Schneider avait dégagé 924 millions.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

□ **De Dietrich [redacted] Cie : [redacted] du chiffre d'affaires.** – Le groupe [redacted] Dietrich [redacted] Cie [redacted] son chiffre d'affaires reculer de 3 [redacted] l'an dernier. Cette diminution de 3,46 milliards de francs [redacted] 3,35 milliards [redacted] francs s'explique [redacted] cession, avec effet rétroactif au 1er janvier, [redacted] moitié du capital [redacted] activité [redacted] l'électroménager (fours encastrables) [redacted] Thomson électroménager (TEM). Le groupe n'a donc consolidé [redacted] la moitié des ventes de [redacted] filiale, soit 438 millions de francs, [redacted] lieu [redacted] 946 millions l'année précédente. Toutes les autres divisions du groupe ont vu leur chiffre d'affaires sensiblement augmenter : l'activité thermique (chaudières) progresse de 25 %, la construction ferroviaire de 10 %, l'activité d'équipement chimique de 8 % [redacted] l'activité de fabrication [redacted] pose d'appareillage ferroviaire de [redacted] %.

□ **RVI [redacted] dégager [redacted] résultat positif en 1991.** – Le groupe Renault véhicules industriels (RVI), détenu [redacted] 45 % par le suédois Volvo, compte dégager un résultat net (part du groupe) positif pour 1991. Ce résultat positif succéderait à une perte de 102 millions de francs en 1990. Le chiffre d'affaires [redacted] en léger recul, [redacted] 29,65 milliards de francs [redacted] 1990, à environ 27,5 milliards de francs [redacted] 1991. L'an dernier, les immatriculations de RVI [redacted] Europe ont baissé de 10,9 %, pour [redacted] à 30 440 [redacted] de plus de 5 tonnes, soit [redacted] part de [redacted] ché de 11,8 %. En France, [redacted] 19 190 unités vendues, [redacted] part de marché a progress[redacted] 43,4 %, contre 41 [redacted] en 1990. Sur un marché américain en chute de 21 [redacted] suivant [redacted] catégories [redacted] véhicules, les [redacted] de sa filiale Mack [redacted] reculé de plus de 30 [redacted] sur le haut de gamme, à environ 11 [redacted] unités. [redacted] part [redacted] marché a baissé de 12,7 [redacted] à 11 %.

□ **Olivetti : 1,3 [redacted] francs [redacted] en [redacted].** – Pas de surprise : conformément aux prévisions, [redacted] informatique italien Olivetti [redacted] terminé [redacted] exercice 1991 dans [redacted] rouge, fait [redacted] précé[redacted] depuis 1976, date [redacted] l'arrivée de la firme d'Ivrée dans [redacted] monde des fabricants d'ordinateurs. La perte nette du groupe, désormais directement dirigé par [redacted] actionnaire principal, M. Carlo [redacted] Benedetti, a atteint l'an passé près [redacted] 290 milliards [redacted] lires, soit 1,3 milliard de francs. En 1990, le [redacted] informatique [redacted]geait [redacted] un profit net de 250 millions de francs. Victime [redacted] constructeurs de l'érosion continue des marges notamment dans les micro-ordinateurs et [redacted] de comprimer [redacted] prix, Olivetti [redacted] enregistré une chute de [redacted] % de [redacted] chiffre d'affaires, [redacted] milliards de lires (39 milliards de francs). Les difficultés du groupe Olivetti, qui s'était vu refuser au mois de juin dernier un plan de 3 000 mises en retraite anticipées, sont actuellement [redacted] cœur de négociations tripartites gouvernement-patronat-syndicat [redacted].

□ **Le groupe NRJ baisse le volume... [redacted] les résultats.** – 24 % pour le résultat net du gro[redacted] (qui comprend la radio NRJ [redacted] les régies [redacted] réseaux Chérie [redacted] et Rires et chansons), – [redacted] % pour le résultat de NRJ SA, la société mère cotée en bourse... Les bénéfices du leader des radios FM restent confortables, [redacted] 73,9 millions de francs sur [redacted] chiffre d'affaires groupe en légère baisse de 303,3 millions, et 21,3 [redacted] 218 millions de francs de chiffre d'affaires pour NRJ SA. Mais la chute est rude pour le groupe de M. Jean-Paul Baudecroux, qui l'attribue à « *la réglementation débile* » du CSA, qui a [redacted] exemple retiré les autorisations d'émettre de NRJ dans [redacted] vingtaine de sites.

□ **Chrysler : perte nette de [redacted] millions de [redacted] en 1991.** – Chrysler, troisième constructeur automobile américain, termine l'exercice 1991 avec une perte [redacted] 795 millions [redacted] dollars (4,3 milliards [redacted] francs) contre un bénéfice [redacted] de [redacted] millions [redacted] dollars (365 millions de francs) un an auparavant. Ses pertes sont annoncées malgré un bénéfice exceptionnel de 127 millions de dollars (681 millions de francs) provenant de la [redacted] de [redacted] participation de 50 [redacted] dans la firme Diamond-Star Motors. Son chiffre d'affaires régresse légèrement, passant de 30,6 milliards de dollars (164 milliards de francs) en 1990 à 29,4 milliards (158 milliards de francs) en 1991.

OPÉRATIONS

□ **Peugeot va faire examiner toutes les 605.** – Peugeot va proposer prochainement un examen gratuit des quelque 70 000 voitures 605 [redacted] dues en France depuis le lancement de cette voiture, en 1989. La même opération devrait être étendue ensuite aux pays étrangers, essentiellement européens, vers lesquels [redacted] été exportée [redacted] voiture (produite au total à environ 140 000 unités).

PARTICIPATIONS

□ **Orpar renforce [redacted] participation dans Rémy Cointreau.** – Orpar, holding contrôlé par la famille Hériard Dubreuil, a porté sa participation dans le capital de la nouvelle société Rémy Cointreau, de 45,5 % à l'issue de la fusion-absorption de Rémy et Associés par Pavis, à 50,46 %. Les [redacted] d'Orpar dans Rémy Cointreau [redacted] passés de 55,8 % à 61,89 % à l'issue [redacted] achats d'actions supplémentaires [redacted] Bourse. Afin d'améliorer la liquidité de l'action Rémy Cointreau cotée [redacted] Paris et Francfort, [redacted] groupe [redacted] décidé de supprimer l'autocontrôle de Rémy Cointreau, détenu à hauteur de 20,84 % par sa filiale Rémy Martin. « *Pour cela une opération de marché aura lieu dans les mois [redacted] venir.* »

NOMINATIONS

□ **Sotair : M. Bernard Attali nommé président de la filiale d'Air France.** – M. Bernard Attali, président du groupe Air France, [redacted] prendre la présidence de la Société de tourisme aérien (SOTAIR), filiale [redacted] 67 % d'Air France, et M. Jean-Robert Reznik en deviendra [redacted] 1er mars, directeur général. M. Reznik, ancien du Club Méditerranée, [redacted] outre [redacted] présidence [redacted] Tourisme France international (TFI), filiale à 100 % d'Air France spécialisée dans le tourisme [redacted] France pour les étrangers et de la Sodetif (Visit France), [redacted] à 65 % d'Air Inter. Il aura pour mission de rapprocher les deux entreprises.

SOCIAL

□ **ATT [redacted] 000 suppressions d'emploi.** – American Telephone and Telegraph Co. (ATT), premier groupe mondial de télécommunications, a annoncé, jeudi 6 février, 2 000 suppressions d'emplois dans deux unités de la région de Chicago : Net Work Systems, [redacted] filiale de fabrication de câbles [redacted] d'éléments de centraux téléphoniques, et ATT Bell Labs, l'un de ses laboratoires de recherche. Les performances [redacted] Net Work Systems [redacted] décevantes en 1991 et ont contribué [redacted] la chute de 32 % du bénéfice [redacted] du [redacted] pendant [redacted] période. En octobre dernier, ATT avait annoncé une réduction [redacted] 4,2 milliards de [redacted] son bénéfice net pour couvrir [redacted] coût [redacted] 14 000 suppressions d'emplois d'ici janvier 1994.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BOIRON

L'HOMÉOPATHIE AU-DESSUS DES PRÉVISIONS

Chiffres d'affaires en millions de francs (déduction faite des ventes intra-groupe)

4e Trim.	1991	1990	%
BOIRON S.A.	255,3	229,6	11,2
FILIALES	46,3	36,4	27,2
GROUPE BOIRON	301,6	266,0	13,4

ANNÉE	1991	1990	%
BOIRON S.A.	812,9	758,8	7,1
FILIALES	158,7	128,3	23,8
GROUPE BOIRON	971,6	887,1	9,5

FORTE ACTIVITÉ

Pour [redacted] quatrième trimestre, [redacted] d'affaires [redacted] BOIRON, société mère, progresse [redacted] plus [redacted] 11 [redacted] l'international connaissent un rythme de développement supérieur [redacted] %. [redacted] forçant ai[redacted] le leadersh[redacted] du [redacted]
Le chiffre [redacted] prévisions pour s'établir [redacted] MF.

HAUSSE DES RÉSULTATS

Pour 1991, [redacted] résultat net consolidé [redacted] supérieur à [redacted] progression par rapport à 1990.
Par ailleurs, le groupe vient [redacted] procéder [redacted] la résiliation du bail d'un établissement parisien moyennant [redacted] de 25 MF [redacted] s'inscrira dans le résultat 1992.

"ENSEMBLE L'HOMEOPATHIE"

BOIRON LHF

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 7 février =

Indécision

La [redacted] indécise vendredi à la Bourse de Paris, dans un marché très calme sauf pour les actions du [redacted] pénalisées [redacted] pertes spectaculaires de Spie-Batignolles. En hausse de 0,09 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait [redacted] début d'après-midi, peu avant l'ouverture de Wall Street, un gain symbolique de 0,02 % à 1 860,74 points. [redacted] loyer [redacted] l'argent restait sous [redacted] des 10 % vendredi en début de journée à Paris, mais cela n'était pas suffisant, consta[redacted] pour stimuler un mar[redacted] à la [redacted].

Les opérateurs [redacted] publication, [redacted] la journée, de statistiques américaines concernant l'évolution de l'emploi en janvier. Le volume des échanges [redacted] près [redacted] 500 millions de titres concernés à mi-séance. Seuls les titres du groupe Schneider faisaient l'objet d'échanges assez importants après l'annonce d'une perte de 950 millions de francs de Spie-Batignolles [redacted] 1991. [redacted] 8 % [redacted] l'ouverture, [redacted] pertes.

Du côté des hausses figurait Rémy Cointreau, après l'annonce d'une cession prochaine de l'autocontrôle (environ 20 [redacted] des titres) sur le marché. Hachette s'appréciait également après avoir démenti s'être engagé [redacted] assumer 75 % [redacted] passif [redacted] La Cinq. Les cotations [redacted] l'UCB (Union de crédit du bâtiment) étaient suspendues dans la perspective du dépôt d'un projet d'offre publique [redacted] retrait (OPR) déposée [redacted] Compagnie bancaire.

NEW-YORK, 6 février ↓

Plus résistant

Deuxième journée de baisse jeudi 6 février à Wall Street. Cette fois, quand même, la résistance s'est organisée et le mouvement s'est très sensiblement ralenti. A la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles n'enregistrait qu'une très modeste perte [redacted] 2,01 points (– [redacted]) à [redacted] cote 3 255,59. [redacted] 2 171 valeurs traitées, 899 ont monté, 769 ont baissé et 503 n'ont [redacted].

Un certain optimisme a continué [redacted] régner autour du « Big Board » malgré la mauvaise impression causée par l'annonce d'une rechute des commandes industrielles en décembre (– 3,8 %), pourtant en très légère reprise le mois précédent (+ 0,4 %). Les investisseurs restent, il est vrai, persuadés [redacted] ce mauvais chiffre encouragera [redacted] fédérale à rendre une fois encore les [redacted] au [redacted]. Beaucoup [redacted] en outre les chiffres du chômage [redacted] janvier publiables à la veille du week-end. Témoin du maintien d'un grand intérêt pour les placements en actions, le marché hors cote américain [redacted], lui, battu tous ses [redacted] d'altitude avec l'indice Nasdaq au niveau 637,67. L'activité est restée forte avec 238,18 millions de titres échangés.

VALEURS	Cours du 5 fév.	Cours du 6 fév.
Alcoa	[redacted]	63 1/2
ATT	37 3/4	37 3/8
Boeing	50 1/8	49 7/8
[redacted] Manhattan Bank	21 1/4	22 3/8
Du Pont de Nemours	47 1/8	48 1/4
Eastman Kodak	46 1/2	48 3/4
Exxon	58	58 5/8
Ford	33 1/2	34
General Electric	77 1/2	77 1/2
General Motors	34 7/8	35 1/2
Goodyear	63 3/8	62 1/8
IBM	91 1/4	89 7/8
ITT	58 1/8	58 1/4
Mobil Oil	62 3/8	61 1/2
Pfizer	73 5/8	72
Schlumberger	68	67 7/8
Texaco	58 1/2	[redacted] 1/4
UAL Corp. ex-Allegis	149 7/8	148 5/8
Union Carbide	23 1/8	24
United Tech.	49 1/2	50 7/8
Westinghouse	19 7/8	19
Xerox Corp.	81 1/4	81 1/2

LONDRES, 6 février ↓

Le recul continue

Pour la quatrième séance consécutive, la Bourse de Londres a terminé, jeudi 6 février, [redacted] séance [redacted] rouge. [redacted] la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 12,8 points soit un retrait [redacted] % à 2 534,3. Le volume des échanges s'est élevé à 539,1 millions de titres contre [redacted] millions [redacted] veille.

Le marché [redacted] souffert, [redacted] autres raisons, d'une étude [redacted] courtiers Barclays de Zoete Wedd mettant en doute les méthodes comptables de plusieurs valeurs composant le Footsie. Les titres visés tels les hôtels et les bureaux de paris de Ladbroke, [redacted] compagnie maritime P and O, [redacted] Airways, le [redacted] pharmaceutique Fisons et Cable and Wireless ont [redacted]tement reculé.

TOKYO, 7 février =

[redacted] l'équilibre

Après une journée [redacted] hausse, [redacted] Kabuto-cho [redacted] plafonné vendredi 7 février. La [redacted] avait [redacted] bien commencé et, [redacted] mi-parcours, l'indice Nikkei enregistrait une [redacted] de 149,61 points (+ 0,68 %). Il devait cependant reperdre [redacted] terrain gagné initialement pour finalement s'inscrire [redacted] la cote 22 107,12, [redacted] 2,20 points (+ 0,01 %) au-dessus de [redacted] niveau précédent.

Selon les professionnels, des prises de bénéfices [redacted] liées [redacted] « futures » durant [redacted] moitié de la séance ont pesé sur les cours. Ils ne se disaient toutefois [redacted] affectés. [redacted] *que nous redescendions [redacted] plus [redacted] niveaux [redacted] week-end. Mais le fait [redacted] au-dessus 22 000 points [redacted] encourageant* », assurait l'un d'entre [redacted]. L'activité [redacted] été [redacted] faible avec [redacted] millions [redacted] titres échangés.

VALEURS	Cours du 6 fév.	Cours du 7 fév.
Akai	740	720
Bridgestone	1 130	1 150
Canon	1 460	1 450
Fuji Bank	2 290	2 280
Honda Motors	1 510	1 510
Matsushita Electric	1 460	1 450
Mitsubishi Heavy	660	652
Sony Corp.	4 310	4 280
Toyota Motors	1 460	1 470

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3830	3840	Loca investis.	199	195
Amault Associés	280	282	Locamic	80 10	80 20
B.A.C.	66	66	Matra Comm.	103 80	105
Bque Vernes	800	800	Molex	166	....
Boiron (Ly)	369	369	Publ.Filipacchi	373	373
Boisset (Lyon)	272	....	Razel	400	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	739	730	Rhone-Alp.Ecu (Ly)	283 60	287
Calberson	384	398	S.H.M.	150	148
Cardif	780	780	Select Invest (Ly)	94 60	95 50
C.E.G.E.P.	189	189	Serbo	317	320
C.F.P.I.	260	265	S.M.T. Goupil	130	...
C.N.I.M.	964	959	Sopra	272	270
Conforama	1060	1050	TF1	345	347
[redacted]	180	182	Thermador H. (Ly)	310	310 60
Dauphin	365	365	Unilog	215	....
[redacted]	1150	1150	Viel et Cie	96	98
[redacted] Worms Cie	340	340	Y. St-Laurent Groupe	812	814
[redacted]	845	843			
[redacted]	206	213			
[redacted]	135	135			
[redacted] Belfond	190	182			
Europ. Propulsion	261	262			
Finacor	120	108 30 o			
GFF (group.fon.f.)	117	114			
Grand Livre	365	365			
Gravograph	200	205			
Guntoli	780	770			
Idianova	83 10	86			
Immob. Hôtelière	878	880			
Interm. Computer	155	158			
I.P.B.M.	68	69			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % – [redacted] en pourcentage [redacted] 6 février [redacted]
Nombre [redacted] estimés : [redacted] 118

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	108,18	109,50	109,64
Précédent	108,10	109,4	109,66

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 92	Juin 92	Mars 92	Juin 92
109	0,14	1,27	1,07	0,78

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 6 943

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 876	1 891	1 876
Précédent	1 879	1 892	1 908

CHANGES

Dollar : 5,38 F ↑

Vendredi 7 février, le dollar s'échangeait [redacted] légère hausse sur les [redacted] des changes [redacted] et européens, dans l'attente de la publication des chiffres du chômage américain. A Paris, [redacted] billet [redacted] 5,38 [redacted] au fixing contre 5,3743 F [redacted] la cota[redacted] veille.

FRANCFORT	6 fév.	7 fév.
Dollar (en DM)	[redacted]	1,5395
TOKYO	6 fév.	7 fév.
Dollar (en yens)	125,40	[redacted]

MARCHÉ MONÉTAIRE
([redacted] privés)

Paris (7 février)	9 13/16 - 9 [redacted]
[redacted] (6 février)	4 1/16 %

BOURSES

[redacted] (INSEE, base 100 : 31-12-81)	5 fév.	6 fév.
Valeurs françaises	107	[redacted]
Valeurs étrangères	[redacted]	[redacted]
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	[redacted]	502,40
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	[redacted]	[redacted]
NEW-YORK (Indice Dow Jones)	5 fév.	6 fév.
Industrielles	3 257,60	3 255,59
LONDRES (Indice « Financial Times »)	5 fév.	6 fév.
100 valeurs	[redacted]	2 534,30
30 valeurs	1 970,90	1 961,20
Mines d'or	146,10	145,20
Fonds d'Etat	83,23	88,10
FRANCFORT	5 fév.	6 fév.
Dax	1 686,62	1 681,13
TOKYO	6 fév.	7 fév.
Nikkei Dow Jones	22 105	[redacted]
Indice général	1 631	1 627

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,3920	5,3940	5,4710	5,4760
Yen (100)	4,2957	4,2990	4,3461	4,3523
Ecu	6,9594	6,9637	6,9508	6,9606
Deutschemark	3,4057	3,4081	3,4084	3,4136
Franc suisse	3,8219	3,8248	3,8451	3,8513
Lire italienne (1000)	4,5269	4,5305	4,5047	4,5120
Livre sterling	9,7890	9,7955	9,7787	9,7923
Peseta (100)	5,4110	5,4158	5,3738	5,3841

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 15/16	4 1/16	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8
Yen (100)	5 3/8	5 1/2	5 1/16	5 3/16	4 7/8	5
Ecu	10 3/8	10 1/2	10 5/16	10 7/16	10 3/16	10 5/16
Deutschemark	9 7/16	9 9/16	9 7/16	9 9/16	9 7/16	9 9/16
Franc suisse	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 5/16	7 7/16
Lire italienne (1000)	11 3/4	12	11 3/4	12	11 3/4	12
Livre sterling	10 9/16	10 11/16	10 1/2	10 5/8	10 5/16	10 7/16
Peseta (100)	12 9/16	12 13/16	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
Franc français	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16	9 13/16	9 15/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en [redacted] de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

[redacted] 7 février : [redacted] Labaume, PDG [redacted]

Lundi 10 février : François Curiel Président pour l'Europe de Christie's
Dans le « Monde L'économie » daté 11 février une enquête sur le le marché de l'art

BOURSE DU

Obligations

Actions

Cote des Changes

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 FÉVRIER

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4260	C.N.E. 3%	4300	4300	4320	+ 0 47
876	B.N.P. T.P.	885	885	885	...
830	Cr.Lyon. T.P.	839	830	830	- 1 07
1220	Renault T.P.	1270	1270	1274	+ 0 31
1470	Rhone Poul. T.P.	1480	1490	1490	[illegible]
1075	Saint Gobain T.P.	1079	1077	1068	- 1 02
885	Thomson T.P.	930	901	902	- 3 01
720	ACCOR	725	725	724	- 0 14
685	Air Liquide	692	688	694	+ 0 29
580	Alcatel-Alsthom	577	578	575	- 0 35
1520	Als.Superm.	1530	1530	1530	
325	A.L.S.P.I.	332	332	332	
1890	Arjom. Prioux	1891	1700	1844	- 2 78
485	AGF Sté Centrale	494 50	493	493 10	- 0 28
910	Aux. Entrepr.	920	...	...	
160	Avenir H. Médit.	149 10	149 90	145 50	- 1 76
870	Axa (ex Cie Midi)	900	908	901	+ 0 11
116	Bafip	178 50	178 50	170 10	- 4 71
97	Bail-Equipem.	113	111	116	+ 2 65
755	Bail Investiss.	765	767	766	+ 0 13
510	Bancaire	495	488	493	- 0 40
700	Bazar H.-V.	673	..	.	
615	Beghin-Say	588	580	578	- 1 70
1080	Berger (M)	1059	1060	1060	+ 0 09
335	Bertrand Faure	340	340	340	...
630	Bic	690	689	680	- 1 45
995	B.I.P.	1030	1030	1030	....
320	BIS	331	333	330	- 0 30
330	B.N.P. (CI)	357	359	351 40	- 1 57
785	Bolloré Tech	796	790	793	- 0 38
2830	Bongrain	2805	2805	2829	+ 0 86
775	Bon-Marché	809	805	805	- 0 49
550	Bouygues	589	570	568	- 0 53
121	BP France	123 60	123 20	123 20	- 0 32
1050	B.S.N.	1077	1084	1078	+ 0 09
1030	Canal Plus	1050	1050	1058	+ 0 76
280	Cap Gem.S.	290 60	290	289 50	- 0 38
2320	Carrefour	2345	2340	2360	+ 0 64
143	Casino	146 60	148 [illegible]	147 30	+ 0 48
88	Casino ADP	94	94 [illegible]	93 90	- 0 11
1890	Castorama D.I.	1922	1930	1910	- 0 62
170	C.C.F.	188	185	184	- 0 54
51	CCMC Ly.	59	58	57 80	- 2 03
385	C.D.M.E.	368	362	356	- 3 52
194	C.E.G.I.D.	198	198	200	+ 1 01
175	Centrest (Ny)	165 50	170	167 50	+ 1 21
370	C.E.P. Comm.	389 70	393 10	390	+ 0 08
102	Cerus	106 50	105 20	108 20	+ 1 60
720	Cetelem	732	727	732	
300	CF Int.	317	312	308	- 2 84
305	CGI Info.	320	320	320 50	+ 0 16
1080	C.G.I.P.	1071	1078	1080	+ 0 84
[illegible]	CGP	594	594	594	...
[illegible]	Chargeurs S.A.	1070	1069	1061	- 0 84
....	Christian Dior	384 80	380 90	382	- 0 73
570	C.I.C.A. (M)	600	571	571	- 4 83
260	Ciments franç.	277 10	277	277 10	
670	Clarins	679	678	678	- 0 15
465	Club Méditer.	471 60	471	472	+ 0 11
180	CMB Packa.	187	186	186 10	- 0 48
730	Colas	755	750	750	- 0 66
270	Cpt. Entrep.	265	268	268	+ 1 13
1130	Compt Mod.	1214	1222	1205	- 0 74

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
97	Concept S.A.	102 90	102 90	102 90	.
260	CPR (Paris Rées.)	261	260	260 10	- 0 34
955	Créd. Foncier	916	913	916	...
220	Crédit Loc. France	223 50	223	221	- 1 12
500	Cr Lyon.(CI)	565	565	562	- 0 53
1040	Credit Nat.	1045	1042	1039	- 0 57
215	CSEE	249 80	245 10	245	- 1 96
2590	Darty	2850	2640	2800	- 1 89
390	Dassault Aviation	365	370	362	- 0 82
193	Dassault Electr.	201	201	201	...
1380	De Dietrich	1364	1365	1380	+ 1 17
89	Dév.R.N.C.(Li)	90	90 90	91	+ 1 11
178	Dév.R.Sud-Est	180	180	175	- 2 78
285	D.M.C.	293	280	282	- 3 75
395	Docks France	410	410 50	409	- 0 24
340	Dynaction	340	339 90	331 10	- 2 62
2040	Eaux (Gle)	2101	2113	2110	+ 0 43
740	E.B.F.	735	735	728	- 0 95
375	Ecco	389	380	391 10	+ 0 54
380	Elf Aquitaine	361 30	363	361	- 0 08
245	Erap-Elf (Certif.)	243	246	245	+ 0 82
340	Essilor	350	355	350	.
160	Essil.Int.(DP)	171 50	171 50	173 90	+ 1 40
655	Esso	674	675	673	- 0 15
1460	Eurafrance	1489	1476	1480	- 0 60
600	Eurocom.	625	618	625	..
143	Eurodisneyland	149 90	150	150 60	+ 0 47
870	Europe 1	920	921	911	- 0 98
42	Eurotunnel	45 90	47 20	46 85	+ 2 07
1320	Exor	1320			.
117	Finextel	119	119	119	.
365	Fives Lille	332	328	336	+ 1 20
2590	Fromageries Bel	2701	2712	2702	+ 0 04
1420	Gal Lafayette	1515	...	...	...
1830	G.A.N.	1900	1880	1840	- 1 08
480	Gascogne (B)	496	490	490 20	- 0 97
1380	Gaz et Eaux	1254	1280	1255	+ 0 08
530	Geophysique	564	569	566	+ 0 35
655	Gerland Ly.	683	684	683	..
480	Groupe Cité	480	480	485	+ 1 04
340	GTM-Entrep.	374	375	371	- 0 80
1390	Guyenne-Gas.	1430	1430	1463	+ 2 31
152	Hachette	152	153	154 90	+ 1 91
450	Havas	441 10	444 80	440	- 0 25
345	Ida	360	380	363	+ 0 83
290	Imétal	298 10	299	299 10	.
147	Immob. Phénix	152	153	150	- 1 32
77	Ingenico	73 50	78 95	75	+ 2 04
4630	Inst. Mérieux	5100	5060	5060	- 0 78
445	Interbail	448	448	446	- 0 45
720	Intertechnique	703	708	710	+ 1 00
880	J. Lefebvre	880	853	855	- 0 68
600	Klépierre	588	590	576	- 2 04
740	Labinal	692	690	690	- 0 29
335	Lafarge	317 60	317	316 30	- 0 41
336	Lebon	325	325	321	- 1 23
3920	Legrand	4038	4078	3990	- 1 19
2250	Legrand (DP)	2286	2290	2260	- 1 14
420	Legris Industries	419 10	[illegible]	421	+ 0 46

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
700	Locindus	704	704	704	.
4280	L.V.M.H.	4350	4315	4372	+ 0 51
470	Lyon Eaux/Dumez	476 70	477	478 30	+ 0 34
113	Magnetite Ly	116	116	115 10	- 0 78
305	Mar. Wendel	314	316	313	- 0 32
187	Matra	172 80	172 80	171 30	- 0 87
530	Merlin-Gerin	512	513	507	- 0 98
79	Metaleurop	76 90	76 60	76 60	- 0 39
54 45	Métrologie In.	54 45	...	.	
143	Michelin	164	164 80	163 50	- 0 30
156	Min. Salsig. (Ny)	156 10	....	..	
73	MMB	76 50	76 10	76	- 0 65
166	Moulinex	165	164 10	166	+ 0 61
1220	Navig. Mixte	1190	1190	1190	...
99	Nord-Est	95 90	93 30	95 40	- 0 52
235	Nordon (Ny)	260	250	254	- 2 31
460	Nouv. Galeries	456	458	455 50	- 0 11
180	Olipar	182	184 80	184 40	+ 1 48
730	Oréal	739	738	736	- 0 41
335	Paribas	371 50	372 60	378 70	+ 1 94
180	Pechiney Int.	177 80	177 50	177 [illegible]	- 0 17
320	Pechiney (CIP)	295	[illegible]	292	- 1 02
470	Penhoet	545	[illegible]	512	- 6 06
1410	Pernod Ricard	1488	[illegible]	1489	+ 0 07
680	Peugeot	683	[illegible]	679	- 0 59
290	Pinault	278	[illegible]	275	- 1 08
550	Plastic-Omn.	600	[illegible]	603	+ 0 50
445	Poliet	437 10	[illegible]	437 10	..
640	Primagaz	[illegible]	[illegible]	648	- 0 31
850	Printemps	[illegible]	900	900	
2970	Promodès	3014	3011	3000	- 0 46
490	Radiotechn.	550	540	546	- 0 73
5050	Redoute (La)	5150	5130	5180	+ 0 58
210	Rémy Cointreau	190 10	199 80	193 10	+ 1 58
545	R. Poulenc CIP	544	542	546	+ 0 37
325	Rotor Financ.	316	...	.	
80	Rochette (La)	58	58 50	58 20	+ 0 34
1800	Roussel Uclaf	1900	1939	1940	+ 2 11
3020	R. Impér.Ly *	3001	3002	3001	...
178	Sade (Ny)	183	183	182 50	- 0 27
1650	Sagem	1674	1674	1665	- 0 54
485	Saint Gobain	490	490	487 80	- 0 45
1300	Saint Louis	1324	1324	1315	- 0 68
1720	Salomon Ly.	1845	1810	1823	- 1 19
300	Salvepar (Ny)	344 90	345	345	+ 0 03
1090	Sanofi	1122	1130	1132	+ 0 89
1380	S.A.T.	1400	1388	1370	- 2 14
225	Saul. Chât.	230	227 10	227	- 1 30
1130	Saupiquet (Ns)	1135	1139	1139	+ 0 35
695	Schneider	621	610	616	- 0 81
20	SCOA	20 50	20 45	20 35	- 0 73
505	Scor s.a.	499	489 50	489 50	- 1 90
1870	S.E.B.	1905	1901	1872	- 1 73
470	Sefimeg	484 50	481	482	- 0 52
112	Sélectibanque	112 20	112 20	113 10	+ 0 80
220	Sextant A.	240	241	[illegible]	+ 0 83
785	S.F.I.M.	840	846	[illegible]	- 1 79
220	S.G.E.	215 50	210 10	[illegible]	- 0 93
500	Simco	461 50	460	[illegible]	- 3 58

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
[illegible]	Sk. Rossignol	850	853	855	+ 0 59
[illegible]	Sligos	477	480	480	+ [illegible]
495	Société Géné.	519	517	512	- 1 35
56	Sodecco (B)	70 90	[illegible]	69 40	- 2 12
145	Sodero (Ns)	147 90	..	..	..
875	Sodexho	910	900	905	- 0 55
69	Sogenal (Ny)	72 50	72 50	72	- 0 69
345	Sogerap	362 50	370	372	+ 2 62
1350	Sommer-Allib.	1300	1266	1320	+ 1 54
395	SOPHIA	402	400	400 10	- 0 47
1400	Source Perrier	1398	...	...	
770	Sovac	796	805	793	- 0 38
336	SPEP	326 50	324 50	325	- 0 46
330	Spie-Batignol.	325 80	311 10	310 80	- 4 60
730	Strafor Facom	770	757	756	- 1 82
315	Suez	314 30	314	313 80	- 0 16
1080	Synthélabo	1099	1101	1092	- 0 64
147	Thomson CSF	158 40	160	159 90	+ 0 31
1060	Total	1042	1047	1057	+ 1 44
168	- (certif.)	170 50	172	173	+ 1 47
225	Tauffau Fin.	220	228	220 10	+ 0 05
510	U.A.P.	539	542	537	- 0 37
290	U.F.B. Locab.	290	290	289	- 0 34
745	U.I.C.	722	735	720	- 0 28
490	U.I.F.	490	486	486	- 0 82
775	U.I.S.	726	734	734	+ 1 10
560	Unibail	529	530	544	+ 2 84
585	Valéo	660	662	679	+ 2 88
255	Vallourec	280	281	282	+ 0 71
330	Via Banque	334	330	333	- 0 30
355	Worms et Cie	351	350 10	354	+ 0 85
1180	Zodiac	1306	1320	1315	+ 0 77
1100	Elf Gabon	1091	1088	1091	...
109	Amax	103	105 20	103 80	+ 0 78
154	Amer. Barrick	154	155 30	155 50	+ 0 97
122	Amer. Express	118 90	117 50	115 70	- 0 17
215	A.T.T.	203 20	203	203	- 0 10
220	Anglo Amer.C.	203	199	198 50	- 2 22
400	Amgold	391 40	373 90	373 90	- 4 47
240	Banco Santander	255	251 10	251	- 1 57
820	B.A.S.F.	840	847	835	- 0 60
1000	Bayer	1020	1021	1030	+ 0 98
42	Blenheim Plc	41	39 90	41	.
52	Buffelsfont.	48 50	48 40	48	- 1 03
118	Chase Manh.	115	121 10	120 80	+ 5 04
2530	Daimler Benz	2560	2560	2560	+ 0 04
158	De Beers	150	148	146 20	- 2 53
2390	Deutsche Bank	2418	2405	2410	- 0 33
1180	Dresdner Bank	1226	1215	1226	...
71	Driefontein	67	66 50	66 80	- 0 30
265	Du Pont-Nem.	252 10	259 20	259 20	+ 2 82
270	Eastman Kodak	254	252 80	252	- 0 79
16 50	East Rand	16	16	15 70	- 1 88
42	Echo Bay	43	43 10	43	..
235	Electrolux	240 10	243 50	243 50	+ 1 42
111	Ericsson	114 30	112	110	- 3 76
325	Exxon Corp.	315	318 80	318 40	+ 1 08
175	Ford Motor	184	184 40	184 40	+ 0 22
50	Freegold	48	48 50	48 10	+ 0 20

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
20	Gencor	18 60	18 55	18 55	- 0 27
435	Gén. Elect.	422 80	417	[illegible]	- 1 14
181	Gén. Motors	186 60	190 80	190 90	+ 2 30
350	Gén. Belgique	341 20	349	349	+ 2 29
92	Gd. Métropol.	90	89 60	89 40	- 0 67
52	Guinness	56	56 50	55 50	- 0 89
22	Hanson PLC	21	21	19 80	- 2 22
32	Harmony Gold	33	32 75	32 60	- 1 21
330	Hewlett Packard	335	331 50	335	...
41	Hitachi	39 80	39	39 25	- 1 38
850	Hoechst	852	850	841	- 1 29
84	Homestake	89	87 65	86 75	- 2 53
120	I.C.I.	124 20	122 20	122 20	- 1 61
515	I.B.M.	491 70	489 50	491 90	+ 0 04
320	I.T.T.	310 10	317	313 30	+ 1 03
190	Ito Yokado	184 80	182 90	182 20	- 1 41
63	Matsushita	64 50	63 20	62 20	- 3 57
3 55	Maxwell	3 55	.	...	.
230	Mc Donald's	235	234 40	235	.
845	Merck	853	845	841	- 1 41
515	Minnesota M.	500	497	499 50	- 0 10
53	Mitsubishi	49 66	49 70	49 50	- 0 30
385	Mobil corp.	338 70	334	335	- 0 50
345	Morgan J.P.	340 60	336	333	- 2 29
34700	Nestlé	35310	35480	35350	+ 0 11
129	Norsk Hydro	127	127	125 40	- 1 26
114	OFSIL	108 70	109	109	+ 0 28
1790	Pétrofina	1797	1796	1784	- 0 72
420	Philip Morris	420	422 50	421 70	+ 0 40
95	Philips	94 80	94 45	96	+ 1 27
56	Placer Dome	55 30	55 20	55 30	..
540	Procter Gamble	550	553	553	[illegible]
184	Quilmès	205	200 10	221	+ 7 80
32	Randfontein	29 80	29 30	29 65	- [illegible]
345	Rhone Poul. Rorer	354	356	355 80	+ 0 51
450	Royal Dutch	438 50	442 30	440 50	+ 0 46
80	R.T.Z.	60 90	61 40	61	[illegible]
1 33	Saat & Saatchi	1 35	1 36	1 35	.
38	St Helena	37 50	37 80	36 80	- 1 87
345	Schlumberger	315 40	314	314	- 0 44
47	Shell transp.	45 80	45 90	45 90	+ 0 22
2210	Siemens	2265	2280	2271	+ 0 71
465	Siemens Nixdorf	439	438	425	- 3 19
186	Sony	188	185 80	185 20	- 1 49
82	Sumitomo Bank	81 75	82 65	82 65	+ 1 10
205	T.D.K.	198 80	196	196 80	- 1 01
64	Telefonica	63 50	63 50	63 20	- 0 47
29	Toshiba	27 25	27 55	27 25	...
550	Unilever	557	565	562	[illegible]
280	Unit. Techn.	261 90	274 10	273 40	+ 4 65
380	Vaal Reefs	385 50	368 90	380	- 1 50
1110	Volkswagen	1152	1176	1176	+ 2 08
365	Volvo	352	359	359	+ 1 99
1290	Wagons lits	1299	...	.	
220	West. Deep.	202 60	200 80	202	- 0 30
385	Xerox Corp.	429	438 90	443	+ 3 26
124	Yamanouchi	123 30	123 60	122 60	- 0 65
1 66	Zambia Cop.	1 67	1 67	1 69	+ 1 20

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	124	8 26
Emp.Etat 9,8%78	99 [illegible]	5 62
10,80% 79/94	[illegible]	4 60
[illegible] 13,4%83	108 60	1 75
Emp.Etat 12,2% 84	101 35	4 06
Emp.Etat 11% 85	[illegible]	10 57
10,26% mars 86	104 60	8 30
OAT 10% 5/2000	108 02	8 59
OAT [illegible]	105 45	1 61
OAT 9,8% 1/1996	[illegible]	0 21
PTT 11,2% 85	[illegible] 25	2 03
CFF 10,30% 86	[illegible]	0 45
CFF [illegible] nov 90	107 95	9 21
CNA [illegible] 1979	[illegible]	8 70
CNB Bques 5000F	[illegible]	0 90
CNB Paribas 5000F	98 06	0 90
CNB Suez 5000F	[illegible]	0 90
CNE 11,5% 85	100 90	7 04
CNI 1/82 5000F	98 15	0 80
CNT 9 % 88	97	6 77
CRH [illegible] déc88	107 80	1 04
CHARB FCE [illegible] 100	144 60	..
CNCA	970	..
Cetus	.	.
Alcatel 6 % janv. 89	553	
Ly. Eaux cv 6,5%	740	.
Thoms. cv 6,2% 86	660	..

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	936	944
Applications Hydr	1530	1500
Arbel	379	382
Bains C.Monaco	1139	1140
B.Hypoth Europ.	380	....
B.N.P. Intercont.	338 90	338 50
Beghin-Say (C I)	485	485
Bénédictine	3020	.
Bidermann Internat.	469	469
Blanzy Ouest	2300	2076 o
B.T.P.	65 10	64
Cambodge	900	910
Carbone Lorraine	490	475
Case Poclain	9 20	9 80
C.E.G.F. (Frigor.)	506	506
Centenaire Blanzy	385	392
Cerabati	74	78
Champex Ny	102	.
CIC (CIP)	209 80	212
C.I.M.	1282	1285
C.I.T.R.A.M. (B)	1910	1950
Cogifi	358	360 90
Comiphos	601	600
Cie Industrielle	6610	6330
Cpt Lyon Alemand	383	381
Concorde	693	676
Constr.Mét.Prov.	32 30	
Crédit Gén.Ind	147	141 20
Cr Universel (Cie)	401	.
Darblay	655	655
Degremont	1700	1700
Delmas Vieljeux	3500	3500
Didot Bottin	1220	1200
Docks Fr R. Picardie	1185	..
Eaux Bassin Vichy	2500	2510
Eaux Vittel	936	936
Ecia	249 80	249 80
Electro-Banque	380	343 o
Ent.Mag. Paris	4250	
Erex (ex Eramet)	1665	1680
Finalens	250	..
F.I.P.P.	65	.
F.N.A.C.	1770	1760
Foncière (Cie)	510	530
Foncières Euro.	359	259
Fonc. Lyonnaise	580	624
Fonsira	425 10	..
Fougerolle	765	760
France I.A.R.D.	700	700
France SA (La)	1915	1914
From. Paul-Renard	2500	2390
Gaumont	710	710
Genelim	319	316 10
Gévelot	468	.
G.F.C.	342	340 50
Groupe Victoire	1437	1437
G.T.I. (Transport)	282 50	282
Immobail	319	325
Immobanque	665	680
Im Marseillaise	5280	5280
Immofice	425	430
Invest.(Ste Cle.)	3290	3210
Lambert Frères	267 50	...
Lille Bonnières	1251	1251
Locafinancière	470	..
Louis Vuitton	706	715
Louvre	2726	2720
Lucia	1120	.
Machines Bull	40	38 50
Mag.Uniprix	170	..
Magnant	750	780
Métal Déployé	424	423
Mors	72 10	75 50
Navigation (Nle)	212	209
Optorg	230	230
Oréal (CI)	369	363
Origny-Desvroise	669	.
Palais Nouveauté	1086	....
Paluel Marmont	660	..
Parfinance	180	180
Paris France	244	234
Paris Orléans	211	215
Parthena Invest.	286 20	..
Pathé Cinéma	834	.
Piper Heidsieck	1579	.
Porcher	410	.
Promodès (CI)	1412	.
Publicis	690	689
Rochefortaise	110	110
Rosario	190	190
Rougier	240	284 60 d
S.A.C.E.R.	380	381
S.A.F.A.A.	246	..
S.A.F.I.C Alcan	240	240
Saga	351	355
Saint Dominique (F.)	112	112
Salins du Midi	600	601
Sarosselle M	160	160
S.C.A.C.	745	780
Senelle	376	380
S.Esst.Parf. (M)	139	.
Séc.	551	553
Simnor	139	139
S.I.P.H.	172	179
S.M.C.I.	81	100
Sofal	567	570
Sofio	280	282 90
Soficel	1225	1225
Softam (ex Sasem)	70	71
Sofrag	2459	2341
Soudure Autogène	895	892
Sovabail	370	359
Stem	602	.
Taittinger	3000	3021
Testut-Aequitas	334	
Tour Eiffel	240	.
Ufiner	1160	1110
Vicat	410	405
Vinipra	1580	1580
Virax	103	
Maroc Sté Brasserie	250	.

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	725	741
Akzo Nv Sico	410	.
Alcan Aluminium	106	106
American Brands	246 80	.
Arbed	590	..
Asturienne Mines	129	..
Banco Popular Espa.	603	603
B Règlements Int.	19450	19500
Can.Pacifique	82 60	....
Chrysler Corp.	85 60	..
C.I.R.	8 40	....
Commerzbank	860	.
Dow Chemical	296 10	298
Fiat	21 30	21 30
GBL (Brux Lamb.)	530	520
Gevaert	986	.
Glaxo Holdings Ltd	87	88
Goodyear Tire	334	...
Grace and Co (WR)	224	225 80
Honeywell Inc.	327	380 d
Johannesburg	83 50	82 60
Koninklijke Petroleum	140	140
Kubota	25 90	.
Midland Bank	19	19 60
Noranda Mines	80	...
Olivetti priv	6 90	...
Pfizer Inc	395	393
Ricoh	23 80	.
Robeco	294 50	294 70
Rodamco NV	163	..
Rolinco	297	297
Sapan	5 90	.
Sewa Group	18	.
SKF Aktiebolaget	94	.
Tenneco Inc	190	193
Thorn Electrical	79	79
Toray Ind.	26	.
West Rand Cons.	9	.

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	316	...
Calciphos	90 30	91 90
C.G.H Cogedim	10 45	.
Coparex	850	650
Drouot Assurances	385	.
Europ Accum	79	.
Europ Soutiens Ind.	20	22
Gachot S.A.	89	.
Guy Degrenne	480	....
Lecteurs du Monde	176	176
Nicolas	1250	1250
Patronelle RD	1410	.
Parcop Pomper	350	.
Quadral	22	.
Rorento N.V	215	215 20
St-Gobain Emballage	1912	..
S.E.P.R.	830	..
S.P.R. act. B.	294 50	..
Waterman	1000	.

PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

SICAV (sélection) 6/2

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	214 08	208 35
Agepargne	789 46	755 46
Amérigen	8117 62	7806 40
Amplia	258389 31	258389 31
Amplitude	640 58	621 92
Arbitrages Court T.	6991 32	6991 32
Associc.	1068 31	1068 31
Atout Futur	396 83	387 15
Aurecic	1230 69	1194 84
Avenir Alizes	1753 66	1719 29
Axa Capital	167 29	160 08
Axa Court Terme	7685 85	7685 86
Axa Europe	131 03	125 38
Axa Investissements	118 13	113 04
Axa NPI	124 64	119 27
Axa Première	116 41	116 06
Axa Sélection	149 44	142 05
Axa Valeurs PER	125 30	119 90
Cadence 1	1027 18	1027 18
Cadence 2	1027 89	1027 89
Cadence 3	1027 24	1027 24
Capimonétaire	6117 76	6111 65
Capiblig	6301 40	6177 84
Capitacic	1282 44	1283 49
Comic	1290 93	1258 44
Comptavalor	3405 64	3400 54
Convertimmo	353 66	346 73
Credinter	478 65	464 71
Crédit Mutuel Capital	1255 03	1230 42
Créd Mut Ep Cour.T	651 69	651 69
Créd Mut Ep long T	200 80	195 43
Diese	1288 84	1257 40
Drouot France	846 83	810 36
Drouot Investiss.	980 25	938 04
Drouot Sécurité	250 19	239 42
Ecocic	1059 65	1028 79
Ecupar	135 24	129 42
Ecureuil Capitalisation	2617 18	2492 28
Ecureuil Géovaleurs	2286 55	2219 96
Ecureuil Invest.	429 59	417 47
Ecureuil Monépremière	64971 15	64971 15
Ecureuil Monétaire	38260 48	38260 48
Ecureuil Trésorerie	2361 88	2361 88
Ecureuil Trimestr.	2047 42	2027 15
Elicash	2 707650	2 707650
Energie	267 09	254 97
Epacic	3489 13	3489 13
Eparcourt-Sicav	4523 77	4512 49
Epargne Associat.	26404 01	26191 47
Epargne Capital	10509 71	10405 65
Epargne Croissance	1751 38	1704 52
Epargne Industrie	95 52	92 96
Epargne J.	67538 47	67538 47
Epargne Monde	1269 02	1235 06
Epargne Oblig.	205 28	198 79
Epargne Premiere	14140 26	14035
Epargne Ouest	[illegible]	1071 65
Epargne-Unie	1331 72	1299 34
Epargne Valeurs	[illegible]	442 95
Eufi Cash capi.	[illegible]	[illegible]
Eufinvest capi	[illegible]	[illegible]
Eurocic Leaders	1094 48	1082 60
Eurodyn	[illegible]	[illegible]
Euro Gan	6211 20	5972 31
Europe Nouvelle	553 89	[illegible]
Fonsicav	13958 39	13958 39
France-gan	9827 25	9449 28
France Garantie	276 05	[illegible]
France Index Sicav	109 28	106 08
France Obligations	488 53	483 89
Francic	457 10	[illegible]
France Pierre	106 86	103 76
France-Régions	1230 76	1194 91
Fructi-Associations	34 31	34 31
Fructi-Capi	40 91	40 31
Fructidor	240 99	237 43
Fructifrance act clé	887 30	865 88
Gestilion	14422	14350 25
Gest.Associations	172 10	158 31
Horizon	1222 25	1185 65
HLM Monétaire	13499 39	13499 39
Interépar	110497 28	107278 91
Interoblig	13707 31	13438 54
Intersélection Fce	517 53	507 38
Japacic	161 68	156 94
Jeunepargne	279 80	275 47 e
Latitude	2189 16	2185 88
Laure C.T.	12198 50	12198 50
Laurel L.T.	6639 51	6640 30
Lion Association	11032 22	11032 22
Lion Institution	28922 46	28850 33
Lionplus	965 74	937
Lion Trésor	2242 62	2220 42
Lion 20 000	25617 04	25617 04
Livret Bourse Inv.	561 02	544 68
Livret Portefeuil.	727 28	706 11
Méditerranée	185 63	177 83
Mensuel CIC	10061 71	9961 09
Monécic	5414 46	5414 46
Monédan	65881 89	65881 89
Moné.J.	70559 76	70559 76
Monévalor	79539 31	79539 31
Mutuelle dépôts	13109 74	13083 57
Mutuelle Unie Sél.	142 67	136 53
Natio Court Terme	275448 00	275449
Natio-Epargne	17261 83	17090 92
Natio-Ep. Ret.	125 14	121 79
Natio Epargne Trésor	7621 64	7606 43
Natio-Imm.	1123 05	1092 99
Natio-Inter	1390 89	1363 68
Natio-Monétaire	24613 39	24613 39
Natio-Patrimoine	1351 73	1315 56
Natio-Placements	82577 93	82577 93
Natio-Revenus	1048 02	1037 64
Natio Sécurité	11731 91	11731 91
Natio-Valeurs	873 80	850 22
Nippon-Gan	5565 51	5351 45
Nord Sud Dévelop.	1543 26	1540 18
Obli-Associations	150 50	149 01
Oblicic-Mondial	2591 69	2563 59
Oblicic-Régions	1066 18	1050 42
Oblifutur	2791 68	2723 59
Oblig. ttes cat.	173 89	171 12
Oblitys	1343 56	1330 28
Oblisécurité Sicav	12505 41	12505 41
Oraction	1021 38	996 47
Orvalor	6936 08	6800 08
Paribas Capitalisation	1476 08	1464 27
Paribas Opportunités	131 47	126 11
Paribas Patrimoine	588 56	584 57
Patrimoine Retraite	217 48	213 22
Parvalor	603 60	591 76
Placement A	1408 16	1380 56
Placement J	7021 35	7007 34
Placement M.	64904 30	64774 75
Placement Nord	992 91	973 44
Pléiade	131 32	127 81
Poste Croissance	21155 39	21134 25
Poste Gestion	63744 37	63744 37
Première Oblig.	11159 60	11148 35
Prévoy. Ecureuil	117 21	116 05
Prov'Associations	28596 57	28596 57
Proficias	991 11	985 94
Quartz	133 85	130 59
Réalvalor	828 48	810 27
Rentacic	159 87	157 51
Revenus Trimestr.	5397 02	5343 58
Revenu-Vert	1136 82	1119 72
St Honoré Bio-Alim.	887 05	842 29
St Honoré Bons du Tr.	10903 94	10846 89
St Honoré Global	236 40	225 68
St Honoré Invest.	771 16	736 18
St Honoré Mat. Prem.	[illegible]	189 57
St Honoré Pacifique	863 67	857 20
St Honoré PME	516 96	495 43
St Honoré Réal.	14524 85	14466 99
St Honoré Services	453 82	436 46
Sécuricic	1894 32	1894 32
Sécuri-Gan	12440 83	12196 69
Sécuritaux	1361 66	1361 66
Sicadan	721 66	710 90
Sicav Associations	1792 93	1782 93
SFI-CNP Assur.	676 38	666 66
S.G. Fr. opportunités	1141 15	1116 77
Sicav 5 000	[illegible]	424 78
S.I. Est	1423 38	1362 07
Silvafrance	[illegible] 23	668 13
Silvam	[illegible]	404 88
Silvarente	[illegible]	215 63
Silvinter	[illegible]	433 12
S.N.I.	1209 97	1173 76
Sogefrance	[illegible]	1060 08
Sogépargne	[illegible]	304 28
Sogever	[illegible]	1048 18
Soginter	[illegible]	1281 78
Soleil Investissements	618 82	593 10
Solstice	[illegible]	2144 48
State Street Act. Eur.	10392 77	10041 32
State Street Act. Fce.	10346 12	10044 78
State Street Emer. Mkt	12288 61	11697 72 e
Stratégie Actions	810 47	779 30
Stratégie Rendement	[illegible]	1331 66
Technocic	[illegible]	1046 74
Techno-Gan	5980 99	5731 72
Thésora	647 34	640 93
Transplus	149 63	143 19
Trésor Plus	1257 25	1244 80
Trésor Réel	13907 24	13907 24 e
Trésoricic	125703 30	125703 30
Trilion	5207 03	5140 21
UAP Investissement	449 93	433 67
UAP Actions France	603 98	582 16
UAP Act. Select.	644 43	621 14
UAP Actificand.	582 48	561 43
UAP Alizé	212 78	205 09
UAP Alto Sicav	186 22	182 14
UAP Moyen Terme	136 09	131 17
UAP Première Cat.	11348 55	10938 36
Uni-Associations	119 92	119 92
Uni-Foncier	1264 73	1233 88
Unifrance	587 66	573 33
Uni-Garantie	1281 15	1239 85
Uni Régions	1344 87	1311 87
Univar	230 30	230 30
Univers Actions	1259 21	1228 50
Univers-Obligations	1845 55	1800 64
Valorg	1998 80	1998 80
Valrel	51712 08	51686 24

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/2	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 374	5 380	5 100	5 600
Ecu	6 957	6 960	....	.. ...
Allemagne (100 dm)	340 790	340 800	330	350
Belgique (100 F)	16 549	16 548	16 050	17 050
Pays-Bas (100 fl)	302 760	302 790	291	311
Italie (1000 lires)	4 527	4 527	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	87 870	87 870	83	91
Gde.Bretagne (1 L)	9 782	9 785	9 400	10 200
Grèce (100 drachmes)	2 943	2 943	2 600	3 300
Suisse (100 f)	381 860	....	371	391
Suède (100 krs)	93 760	... ...	89	97
Norvège (100 k)	88 840	... ...	83	90
Autriche (100 sch)	48 431	...	46 [illegible]	49 900
Espagne (100 pes)	5 411	5 411	5 [illegible]	5 650
Portugal (100 esc)	3 954	....	3 [illegible]	4 300
Canada (1 $ can)	4 554	.... ..	4 [illegible]	4 750
Japon (100 yens)	4 284	.. ...	4 [illegible]	4 380

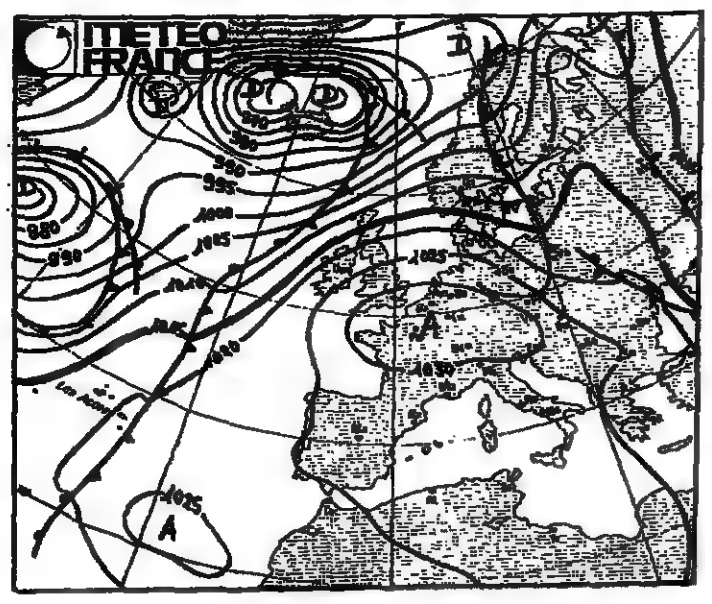
Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/2
Or fin (kilo en barre)	61700	61700
Or fin (en lingot)	62450	62000
Napoléon (20f)	355	352
Pièce Fr (10 f)	415	.....
Pièce Suisse (20 f)	356	356
Pièce Latine (20 f)	352	350
Souverain	452	452
Pièce 20 dollars	2065	2065
Pièce 10 dollars	1100	1102 50
Pièce 5 dollars	625	....
Pièce 50 pesos	2280	2305
Pièce 10 florins	365	367

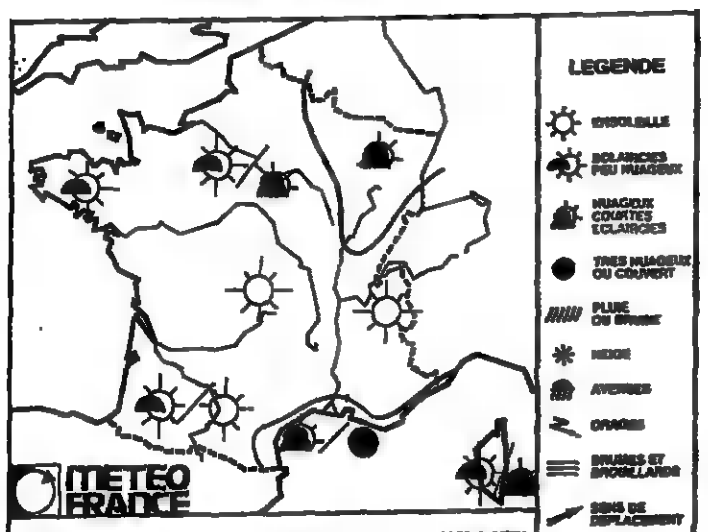
هكذا من الأصل

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7 FÉVRIER [redacted] 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 8 FÉVRIER 1992



Samedi [redacted] février : plutôt [redacted] – [redacted] ou [redacted] nombreux [redacted] le Sud-Est. Le temps deviendra ensuite ensoleillé sur la plupart des régions. Quelques nuages envahiront le ciel près du golfe du Lion à cause d'un [redacted] vent de sud-est. Près des frontières du nord-est, quelques nuages cacheront [redacted] soleil.

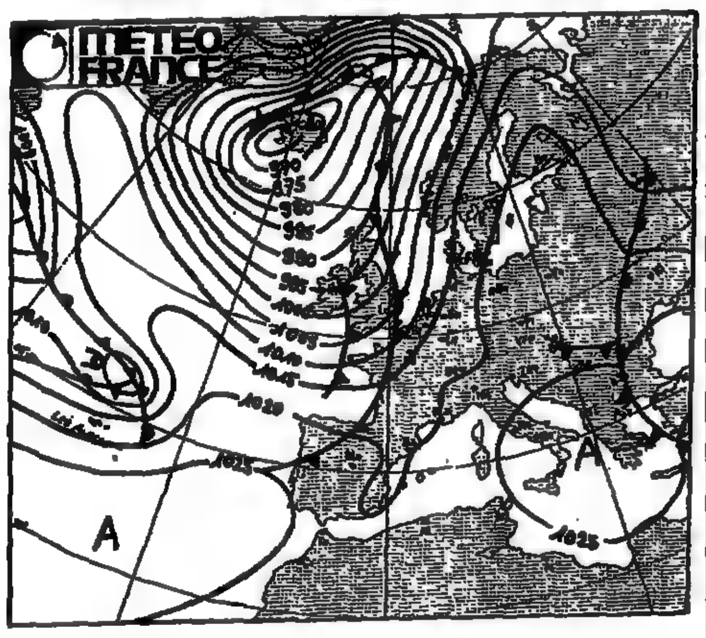
[redacted] sur la Bretagne et les [redacted] Manche, [redacted] un [redacted] nord-ouest *en fin d'après-midi.*

Le vent de sud-ouest se renforcera jusqu'à *40* [redacted] *50 km* le soir sur les côtes de la Bretagne et du Cotentin.

[redacted] températures minimales seront comprises entre 0 degré et – 3 degrés en général, localement entre – 4 degrés et – 6 degrés du nord [redacted] au centre-est.

Les températures maximales atteindront 8 degrés à 13 degrés d'est en ouest [redacted] la moitié nord, 13 degrés [redacted] 15 degrés sur la moitié sud, localement 15 degrés à 17 degrés près de la *Méditerranée.*

PRÉVISIONS POUR LE [redacted] FÉVRIER [redacted] 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 7-2-92

Valeurs extrêmes relevées entre le 6-2-1992 à 18 heures TU et le 7-2-1992 [redacted] heures TU

FRANCE			
AJACCIO	15	[redacted]	N
BIARRITZ	9	6	C
BORDEAUX	8	– 3	B
BOURGES	5	0	D
BREST	11	– 1	D
CAEN	11	– 1	D
CHERBOURG	10	– [redacted]	D
CLERMONT-FER.	7	– [redacted]	D
DIJON	[redacted]	0	B
GRENOBLE	[redacted]	1	C
LILLE	8	3	B
LIMOGES	6	0	D
LYON, BRON	9	2	C
MARSEILLE	15	7	C
NANCY	8	0	B
NANTES	10	– 1	D
NICE	14	9	C
PARIS-MONTS.	11	3	D
PAU	8	4	C
PERPIGNAN	[redacted]	1	D
RENNES	10	– 3	B
ST-ETIENNE	6	– 1	D
STRASBOURG	[redacted]	– 2	B
TOULOUSE	7	5	C
TOURS	10	– 1	D
POINTE-A-PITRE	30	26	D

ÉTRANGER			
ALGER	20	3	D
AMSTERDAM	9	[redacted]	C
[redacted]	[redacted]	6	D
[redacted]	33	21	D
[redacted]	17	[redacted]	D
[redacted]	6	[illegible]	C
BERLIN	8	7	C
BRUXELLES	8	6	C
COPENHAGUE	8	6	C
DAKAR	24	20	D
DJERBA	16	6	D
GENEVE	9	– 1	N
HONGKONG	16	[redacted]	C
ISTANBUL	6	[redacted]	C
JERUSALEM	8	[redacted]	P
LE CAIRE	–	–	–
LISBONNE	18	5	D
LONDRES	10	2	C
LOS ANGELES	16	13	P
LUXEMBOURG	6	1	[redacted]
MADRID	19	– 3	D
MARRAKECH	18	9	N
MEXICO	18	5	N
MILAN	11	0	B
MONTRÉAL	– 12	– 21	D
MOSCOU	0	– 2	A
NAIROBI	–	–	–
NEW-DELHI	16	11	P
NEW-YORK	2	– 1	D
OSLO	– 2	– 8	*
PALMA-DE-MAJ.	18	– 1	D
PÉKIN	[redacted]	– 5	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	16	2	D
SINGAPOUR	32	21	D
STOCKHOLM	– 4	– 4	*
SYDNEY	26	21	N
TOKYO	[redacted]	3	[redacted]
TUNIS	[redacted]	3	[redacted]
VARSOVIE	–	– 2	N
VENISE	11	0	B
VIENNE	8	6	[redacted]

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 [redacted] en [redacted] ; heure [redacted] moins 1 heure [redacted] hiver.

(Document établi [redacted] technique spécial [redacted] Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Naissances

– [redacted] Geneviève MORTAMET [redacted] la joie d'annoncer la [redacted] de leurs petites-filles

Alice MORTAMET,

fille de Stanislas † et Constance, le 22 [redacted]

[redacted] **SANGLARD,**

[redacted] le [redacted] janvier 1992.

7, quai [redacted] Serbie, [redacted] Lyon.

Décès

– Le Seigneur [redacted] rappelé [redacted] Lui, le [redacted] février 1992,

Robert ALLAIN-DUPRÉ,
capitaine de frégate,
[redacted] la Légion d'honneur,
[redacted] 1939-1945.

La [redacted] religieuse sera [redacted] le samedi [redacted] *février,* [redacted] *14 h 30,* [redacted] l'église [redacted]

Mme [redacted] Allain-Dupré,
[redacted] enfants,
[redacted] et [redacted] Allain-Dupré,
Frédérique et [redacted] Allain-Dupré,
[redacted] Allain-Dupré,
[redacted] *La Bouillerie,*
[redacted] et [redacted] Giraud,
[redacted] et Christophe Allain-Dupré,
[redacted] petits-enfants.

[redacted]
29350 [redacted]

– Mme Pierre Bernachon,
[redacted] épouse,
Catherine Bernachon, le docteur Pierre [redacted]
et leurs enfants,
Le *docteur* [redacted] Mme [redacted]
et [redacted] enfants,
[redacted] Bernachon, [redacted] Martin
[redacted] filles,
[redacted] petits-enfants,
ont la douleur de faire part [redacted] décès du

[redacted],
[redacted] la Légion d'honneur,
président honoraire [redacted]
internationale [redacted]

[redacted] le 12 janvier 1992.

Les obsèques ont [redacted] lieu dans l'intimité familiale, le 15 janvier, en l'église [redacted] Pêchereau.

Une messe sera célébrée le 15 février, [redacted] 10 h 30, en l'église [redacted] Médard, Paris-5e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue des [redacted]
[redacted] Le [redacted]

– Les [redacted] de la Société [redacted]
Et [redacted] ses amis,
[redacted] profonde tristesse d'annoncer le [redacted] du

docteur Pierre BERNACHON,
membre fondateur et premier président de la [redacted] médicale Balint,

[redacted] le 12 janvier 1992.

Une [redacted] sera célébrée à [redacted] mémoire, le 15 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Médard, Paris-5e.

– Mme Liliane Simonet-Verhoeven,
[redacted] Guyot,
M. Romuald Szrankiewicz,
M. Serge Legat,
Le bureau
Et les membres du Cercle culturel parisien,
[redacted] *la douleur de faire part du décès de*

M. Patrice VERHOEVEN,
professeur à [redacted] d'architecture de Paris-Conflans,
conférencier [redacted] nationaux,
président du Cercle culturel parisien,
chevalier de l'ordre [redacted] Mérite,

[redacted] sa quarante-cinquième année, muni [redacted] de l'Eglise.

Les [redacted] lieu le lundi [redacted] *février* 1992, à [redacted] 30, en l'église [redacted] la Madeleine, à Paris-8e et l'inhumation aura lieu au cimetière de Callian (Var).

87, boulevard Saint-Michel,
[redacted] Paris.
Bruxelles.

– Le directeur,
Le président
Et les membres du conseil d'administration,
Les enseignants,
Les élèves,
Le personnel de l'Ecole d'architecture de Paris-Conflans,
[redacted] la profonde tristesse [redacted] faire [redacted] du décès de

Patrice VERHOEVEN,
professeur d'histoire de l'art,

survenu le [redacted]

Ecole d'architecture de Paris-Conflans,
11, [redacted] Séminaire-de-Conflans,
[redacted] Charenton-le-Pont.

– [redacted] Fédération [redacted] vices sociaux spécialisés en protection de l'enfance
[redacted] la tristesse de faire part [redacted] décès de [redacted] présidente

Mme Monique MEUSBURGER-PHILIPPON,

survenu le 28 janvier [redacted]

– M. [redacted] Quidet,
son époux,
Ses enfants et petits-enfants,
Mme Joseph Feneau,
sa mère,
M. et Mme Georges Navarre,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme François Feneau
et leurs enfants,
Mme Jean-Marie Vigne,
et ses enfants,
ses frères et sœurs,
Les familles Thelia, Feneau, Quidet, Turbat, Delorme, Kora,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marie-Thérèse QUIDET,
née Feneau,

survenu le 6 *février* 1992, [redacted] (Loiret).

Ils [redacted] *invitent* [redacted] *venir unir* [redacted] prières [redacted] celles de la famille lors de la cérémonie religieuse [redacted] aura [redacted] le samedi 8 février, à [redacted] h 30, en l'église Saint-Paterne [redacted]

10, rue du Colombier,
45000 Orléans.

Anniversaires

– [redacted] Montpellier. Tiaret.

[redacted] 9 février 1991,

Jacques SIBILLAT

était rappelé [redacted] Dieu.

[redacted] pieuse pensée [redacted] ceux [redacted] qui l'ont *aimé et sont restés fidèles* [redacted] son souvenir.

Avis de messe

– A la mémoire de

Michel KREDER,

décédé le 29 janvier 1992,

une messe sera célébrée le [redacted] février, à [redacted] h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, *Paris-7e.*

Martine, Frédéric Kreder,
Et [redacted] de l'imprimerie Reich.

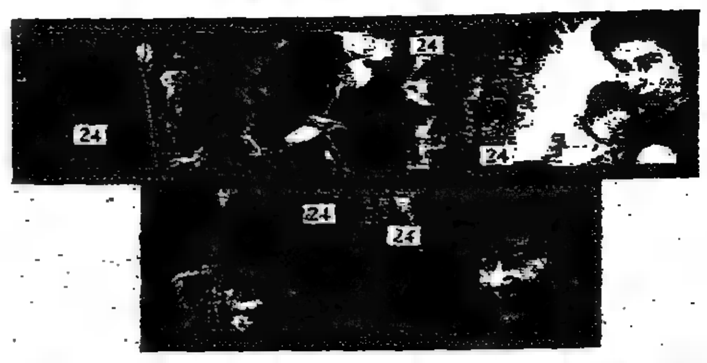
WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS
Samedi 8 février
Drouot-Richelieu, 14 h : [redacted] vins, alcools, tapis d'Orient, [redacted] contemporains.
ILE-DE-FRANCE
Samedi 8 février
Chartres, 10 h et 14 h : chemins de fer; **Enghien,** 14 h 30 : gravures, lithos; **La Varenne-Saint-Hilaire,** 16 h 30 : bijoux.
Dimanche 9 février
Argenteuil, 14 h 30 : livres, reliures; **Enghien,**14 h 30 : [redacted] d'Asie; **La Varenne-Saint-Hilaire,** 14 h 30 : tableaux et gravures modernes; **Rambouillet,** 14 [redacted] 30 : bouteilles, flacons [redacted] parfums; **Versailles** (Rameau), 14 h 30 : tableaux [redacted]
PLUS LOIN
Samedi 8 février
Autun, 14 h 30 : livres, gravures; **Bernay,** 10 h 30 : métal argenté; **Bourges,** *16 h :* tableaux modernes; **Calais,** 14 h 30 : livres; **Châlons-sur-Marne,** 14 h : bibliothèque du [redacted] militaire; **Dijon** (rue [redacted] Mulhouse), 14 h : bijoux, bibelots; **Lyon** (rue Marcel-Rivière), 14 h 30 : appareils photo et photographies; **Marseille** (Castellane) [redacted] h 30 : Orient, Extrême-Orient; **Mayenne,** [redacted] h : étains, cuivres, mobilier; **Nice,** *16 h :* montres Swatch; **Pau,** 14 h 30 : cartes postales; **Poitiers,** 14 h 30 : mobilier, objets d'art; **Vitry-le-François,** 10 h et 14 h : outils, arts populaires.
Dimanche 9 février
Arles, 14 h : dessins, tableaux; **Châlons-sur-Marne,** 14 h : [redacted] **Cherbourg,** [redacted] h 30 : [redacted] modernes; **Coulommiers,** 14 h 30 : tapis d'Orient, tableaux XIXe; **Deauville,** 10 h et 14 h : livres; *Dijon (rue de Gray),* 14 h : mobilier, objets d'art; **Doullens,** 14 h 30 : mobilier, objets d'art; **Évreux,** 14 h 30 : [redacted] époque, faïences; **Honfleur,** [redacted] h 30 : mobilier, linge; **Issoudun,** 14 [redacted] 30 : mobilier, argenterie; **Louviers,** 14 h 15 : mobilier, céramiques; **Maubeuge,** 15 h : mobilier, tapis; **Nancy,** 14 h : mobilier, objets d'art; **Nantes :** [redacted] h 30 : mobilier, argenterie; **Nevers,** 14 h : tableaux modernes; **Noyon,** 14 h 30 : mobilier, tableaux; **Pont-Audemer,** [redacted] h 30 : mobilier, objets d'art; **Saint-Dié,** 14 [redacted] : mobilier, tableaux; **Soissons,** 14 [redacted] 30 : [redacted] modernes; **Troyes,** 14 h : arts populaires; **Valmy,** 10 h : [redacted] venirs historiques; **Vendôme,** 14 h 30 : [redacted] époque, étains.
FOIRES ET [redacted]
[redacted] **Espace Champerret, Le** [redacted] **Autun, Port-Marly, La** [redacted]**-en-Brie, Draguignan,** [redacted]**-les-Hameaux.**

CARNET DU MONDE
Renseignements :
[redacted]

PHILATÉLIE

Vive la reine !



Grande-Bretagne, Zambie, Vanuatu, Maldives, Bahamas..., une quarantaine [redacted] postales des cinq continents ont émis, le 6 février, des timbres et des blocs pour fêter le 40e anniversaire de l'accession au trône de la [redacted] II *d'Angleterre.*

[redacted] jamais, [redacted] après avoir *bénéficié* [redacted] *nombreux* [redacted] fêter, l'an [redacted] cinquième anniversaire, [redacted] britannique [redacted] la personnalité la plus représentée [redacted] *tous les* temps sur timbres-poste. On a calculé que sur les près de *trente-quatre mille vignettes émises* dans le Commonwealth britannique, [redacted] la période allant [redacted] son accession au trône [redacted] 1981, plus [redacted] sept mille six [redacted] arboraient son effigie...

P. J.

[redacted] **Un négociant** [redacted] **émissions du Commonwealth : Alain Charrel, 162, rue Cassan, 95290 L'Isle-Adam (Tél. : (1) 34-69-34-36).**

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes
5, rue Antoine-Bourdelle 75015 Paris
Tél. : (1) 40-65-29-27
Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

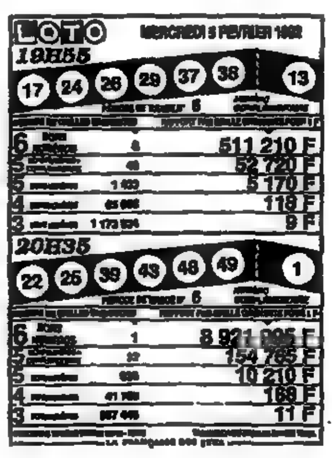
En filigrane

● **[redacted] –** [redacted] prix [redacted] Toutghalian (6, rue [redacted] Couvaloux, [redacted] Suresnes), un [redacted] spécialistes en [redacted] marcophilie classiques. Au catalogue : plus de 2 [redacted] dont une [redacted] de [redacted] (cachet d'essai Paris 1, place [redacted] la Bourse [redacted] n° [redacted] 4 000 F); [redacted] premières [redacted] (20 [redacted] noir [redacted] 15 [redacted] 4 janvier [redacted] à 7 500 F); [redacted] rubrique d'oblitérations mécaniques. Vente à prix [redacted] Laroze (BP 69, [redacted] Givors Cedex) : plus [redacted] 2 000 [redacted] commençant par [redacted] marques postales du dix-septième siècle, puis [redacted] *classiques sur lettres ; une* sélection de non-dentelés (année complète 1964 à 5 750 F); de nombreuses épreuves de luxe; une rubrique polaire.

■ **Souvenirs polaires. –** A [redacted] sa [redacted] sion en Antarctique, [redacted] tion [redacted] utilisera un tampon qui reproduit un [redacted] de Paul-Émile Victor, [redacted] illustrer une série de six enveloppes affranchies avec des timbres émis pour le trentième [redacted] du [redacted] sur l'Antarctique. Ces [redacted] philatéliques [redacted] proposés en [redacted] cription (cachets [redacted] du Chili, de Chine, etc.) au prix de 200 F [redacted] fin juin 1992 (rens. : [redacted] 22, [redacted] Malakoff Cedex).

● **«Portraits» d'avions. –** Concorde, Boeing 747, Airbus, Languedoc... Joseph de Joux, [redacted] philatélistes [redacted] timbres de [redacted] aérienne, [redacted] l'auteur de [redacted] «portraits» [redacted] un portefolio (tirage : mille [redacted] prix [redacted] (port compris). Une première [redacted] du [redacted] 1977 [redacted] dont quel- [redacted] exemplaires [redacted] encore disponibles (350 F également), *comprend vingt modèles* d'avions (Dewoitine, Wibault, Farman F 60, [redacted] Renseignements et commandes : Amicale aérophilatélique Air France-ARAF, 1, square [redacted] Hymans, 75741 Paris Cedex 15.

■ **Lillehammer 1994. –** [redacted] prochains Jeux olympiques d'Albertville commencent à peine que les [redacted] qui se [redacted] Lillehammer (Norvège), [redacted] enveloppe commémorative, [redacted] le 23 février prochain. Cette enveloppe, [redacted] F, [redacted] commandée au Service [redacted] de La Poste, 18, rue François-Bonvin, [redacted] 15.



TACOTAC

LE N° 328 792 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLETS SE TERMINANT PAR

28 792	GAGNENT	40 000 F
8 792		4 000 F
792		400 F
92		40 F
2		10 F

[redacted]
TIRAGE DU 6 FEVRIER 1992

ESPACE CHAMPERRET
7 AU 16 FÉVRIER 1992
Présence d'Experts **DE 11 H. A 19 H.**

SADEMA TÉL. : 45 85 01 85 **MÉTRO : PORTE CHAMPERRET**

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES PIERRE GEORGES

Le fou de Turin

L[redacted] formidable histoire! Elle est venue, jeudi, d'Italie et d'un reportage du correspondant de TF 1 en Italie, Maurice Olivari. Dans [redacted] région [redacted] Turin, un homme-télé, une sorte d'abbé Faria d'époque McLuhan, a passé vingt-trois ans enfermé dans un cagibi avec une télévision.

Ses parents ont expliqué : *«Le médecin est venu, il y [redacted] vingt-trois ans. Et il nous a dit que Bruno* [redacted] *Alors nous l'avons* [redacted]. Et [redacted] solution radicale, le placard [redacted] télé, [redacted] passée inaperçue du voisinage. Si bien [redacted] c'est [redacted] lement après [redacted] vécu [redacted] la [redacted] de [redacted] d'homme que le pauvre [redacted] arraché à l'écran, au néant, par [redacted] carabi[redacted].

Force fut [redacted] que la [redacted] n'arrange [redacted]. Le malheureux, le cheveu fou, [redacted] barbe façon oubliettes, [redacted] dos cassé, les [redacted] marqués [redacted] par les chaînes [redacted] boulets, avait [redacted] hagard du téléphage [redacted] en plein spectacle. Lui qui n'avait plus [redacted] l'humanité qu'une [redacted] et [redacted] lisse, lui qui [redacted] mirait qu'en [redacted] miroir [redacted] hommes.

L'affaire [redacted] du bruit en Italie. [redacted] voisins [redacted] dit, [redacted] deux émissions [redacted] jeux qui [redacted] captivaient eux-mêmes, qu'ils ne s'étaient rendu compte [redacted] rien. Ce qui leur [redacted] l'indignation des [redacted] dupés. Les parents, un brave homme, une mamma de feuilleton, n'ont [redacted] semblé culpabilisés. [redacted] avaient cru bien faire en cachant leur [redacted] esprit dérangeant. La preuve, d'ailleurs, ce joli pliant installé [redacted] le placard, comme pour pêcher [redacted] goujon, [redacted] la vie.

Et la justice s'en [redacted] mêlée d'une vigoureuse inculpation *« pour mauvais traitements »*. [redacted] qui [redacted] le moins. Car on ne saurait impunément instaurer la camisole [redacted].

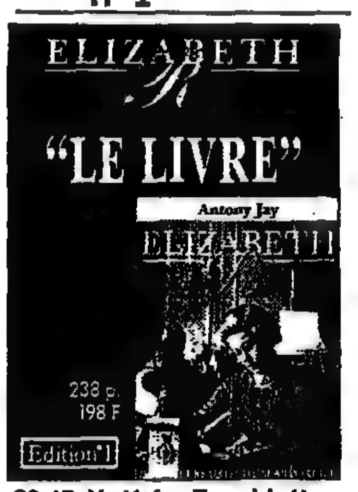
Il [redacted] cependant, devant [redacted] pauvre Bruno, hibou [redacted] par l'irruption [redacted] univers nyctalope, [redacted] voir [redacted] s'avérera [redacted] pire [redacted]. Car, après vingt-[redacted] télévision, l'essentiel du chemin semble fait. Qu'apprendre encore qu'on ne sache déjà? Et doit-on s'en remettre?

Bruno, [redacted] Turin, en son placard savait tout, voyait tout, et, qui sait, comprit [redacted] mortels, que les [redacted] volent, [redacted] les [redacted] terminent, [redacted] régimes [redacted], que [redacted] publicité [redacted] un luxe inutile [redacted] l'information un [redacted] évolutif, que les chaînes croissent, sinon embellissent. Et qu'un placard, lui, [redacted] un placard.

Les programmes complets [redacted] publiés chaque semaine [redacted] supplément [redacted] dimanche-lundi.
Signification [redacted] symboles : ▶ [redacted] dans [redacted] Monde radio-télévi[redacted] ; ▫ Film [redacted] éviter ; ■ [redacted] peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 7 février

TF 1



20.45 Variétés : Tous à la Une.
22.40 Magazine :
Grands [redacted].
23.35 Magazine :
Club Jeux olympiques.
Les chances [redacted] Français ; [redacted] olympiques ; Entraînement [redacted] le descente [redacted] Val-d'Isère : Patinage artistique.
0.40 Journal, [redacted]

A 2

20.50 [redacted] d'hiver.
[redacted] Téléfilm :
L'Argent (1re partie).
23.30 1. 2. 3. [redacted].
23.40 Cinéma :
L'As de pi[redacted]. ■■
[redacted] tchèque [redacted] Milos Forman (1964) (v.o.).
[redacted] Journal [redacted]

FR 3

21.00 [redacted] Magazine : Thalassa.
[redacted] mer.
[redacted] Magazine : Caractères.
Les caractères du mois. [redacted] Balland *(l'Amateur)*; Hector Bianciotti *(Ce* [redacted] *nuit* [redacted] *au jour)*; [redacted] Olievenstein *(l'Homme parano)*; Daniel Pennac *(Comme* [redacted] *roman)*.
23.00 [redacted]
23.20 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS

— *En clair jusqu'à 20.30* —
20.05 Sport : Football.
Auxerre-Metz.
22.30 Sport : Boxe.
Les KO de [redacted].
22.50 Flash [redacted].
22.56 Le Journal du [redacted].
[redacted]
et la [redacted] ■■■
Film [redacted] de Steven [redacted] (1989).

LA 5

20.45 Téléfilm :
Poulets [redacted].
[redacted] Magazine : Urgences.
[redacted] Série : Lou [redacted].
[redacted] Journal de la nuit.

M 6

20.30 Capital.
20.40 Téléfilm :
Méthode antigang.
[redacted] Série : Equalizer.
23.20 Magazine : Emotions, charme et érotisme.
[redacted] Capital.

LA SEPT

21.00 Téléfilm :
Shalom General.
22.45 [redacted] :
La Différence entre l'amour.
23.10 Téléfilm : Alcyon.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives.
21.30 Musique :
Black and Blue.
[redacted] Nuits magnétiques.
[redacted] Du jour [redacted].
[redacted] Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

[redacted] (en [redacted] Sarrebruck) : Easter Orizons ; Noc[redacted] pour ténor [redacted] orchestre Op. 60 ; Enigma [redacted] Op. 36.
23.10 Jazz club.
[redacted] la nuit.

Samedi 8 février

TF 1

14.05 La Une [redacted] vous.
17.20 Divertissement :
Vidéo gag.
17.50 Magazine :
Trente millions d'amis.
18.20 Jeu : Une famille en or.
[redacted] Série : [redacted] Sophie.
19.15 Jeu :
[redacted] Roue de [redacted] fortune.
19.45 Divertissement :
Le [redacted] Show.
19.50 Tirage du Loto
(et à 20.40).
20.00 Journal
Club Jeux olympiques
Tiercé, Tapis vert
et Météo.
20.50 Variétés :
Sébastien [redacted] fou!
22.35 Magazine : Ushuaïa.
Ceylan (1re partie) : [redacted] Equilibristes de Sri-Lanka ; Etranges guérisons, Métiers [redacted] ; [redacted] Catamarans [redacted] mer.
[redacted] Magazine :
Formule sport.
Football ; [redacted] glace [redacted] Chamonix ; [redacted] olympiques.
1.00 Journal [redacted]

A 2

[redacted] Magazine :
Objectif médecine.
Chicago : l'hôpital [redacted] folle ; Côte-d'Ivoire : le sida ; Mon[redacted] : [redacted] hauts [redacted] santé ; [redacted] santé.
[redacted] Magazine : Animalia.
14.45 Documentaire : Shumula.
15.15 Tiercé
[redacted] direct [redacted] Vincennes.
[redacted] Magazine :
Sport passion.
Coup [redacted] XVIes Jeux olympiques d'hiver.
17.00 [redacted] : Jeux olympiques.
[redacted] d'ouverture.
[redacted] INC [redacted]
19.00 Jeu :
Des [redacted] let[redacted].
[redacted] :
Sylvie [redacted] compagnie.
19.50 Trois minutes pour faire lir[redacted].
Souvenir d'un pas grand-chose [redacted] Charles Bukowski
19.59 Journal, Journal du [redacted] Météo.
20.50 Magazine :
[redacted] Nuit des héros.
22.40 Magazine : Double jeu.
23.55 Série :
Les Brigades du Tigre.
0.55 Journal et Météo.

FR 3

13.00 Sport : J.O. d'hiver.
Hockey sur glace : Canada-France, [redacted] Méribel.
15.35 [redacted] animé :
The [redacted] Dragon.
15.45 Télévision régionale.
16.45 Feuilleton : [redacted] Mexico.
17.30 Magazine :
L'Heure du golf.
18.00 Magazine : Montagne.
Un [redacted] pour l'or.
[redacted] Jeu : [redacted]
pour un champion.
19.00 Le 19-20 [redacted] l'information.
[redacted] 19.12 [redacted] 19.35, le journal [redacted] la région.
— *De* [redacted] *à 00.55 La Sept* —
0.55 Magazine : Mégamix.

CANAL PLUS

14.05 Téléfilm :
[redacted] Déraisons [redacted] l'âge.
15.40 Le Journal du cinéma.
16.10 Documentaire : L'Enfance
[redacted] les [redacted].
17.05 Les Superstars du [redacted].
— *En clair jusqu'à* [redacted] —
18.00 Dessin animé :
La [redacted] Supercherie.
[redacted] Décode [redacted] Bunny.
[redacted] Flash d'informations.
19.35 Le Top.
[redacted] Téléfilm :
[redacted] Légende [redacted] ténèbres.
[redacted] *jeune enseignante* [redacted] *prises* [redacted] *vampires.*
[redacted] Les Nuls... l'émission.
22.50 [redacted] d'informations.
22.57 Le Journal [redacted] cinéma.
23.01 Cinéma :
Le Beau-Père 2. ▫
Film américain de Jeff [redacted] (1989).
0.25 Cinéma :
Stormy Monday. ■■
Film britannique de Mike Figgis (1988). Avec Melanie Griffith, Tommy Lee Jones, Sting (v.o.).

LA 5

13.20 [redacted] : [redacted] 2000.
14.15 Série : L'homme
qui valait [redacted] milliards.
15.10 Téléfilm :
Auto-école [redacted] folie.
16.45 [redacted] : Lou Grant.
17.35 Série : TV 101.
[redacted] Magazine : Intégral.
19.05 Série : L'Enfer [redacted] devoir.
[redacted] Journal [redacted] Météo.
20.45 [redacted] : Kojak.
La [redacted] d'un clochard.
Son acolyte vient [redacted] *lieutenant.*
[redacted] :
Deux flics [redacted] Miami.
23.20 Journal [redacted] nuit.

M 6

13.55 [redacted] : Supercopter.
14.50 Série : Laredo.
15.45 Feuilleton :
L'île mystérieuse.
16.45 [redacted] :
Hongkong Connection.
17.35 [redacted] : Le Saint.
[redacted] : Les Têtes [redacted].
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
[redacted] : Papa Schultz.
[redacted] Mode 6.
Spécial J. O.
20.40 Téléfilm :
Le Bal [redacted] l'école.
Fête de [redacted] *d'année* [redacted] *juvéniles.*
22.25 Téléfilm :
Le Prix [redacted] la liberté.
[redacted] *petit truand condamné pour* [redacted] *qu'il a toujours nié.*
[redacted] Musique : Flashback.
[redacted] Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.05 Documentaire :
[redacted] ans [redacted] jazz.
15.00 Concert : Alpha Blondy.
[redacted] Concert :
Les Voix [redacted] succès.
Felicity Lott.
[redacted] Documentaire :
The Satellite Sky.
17.30 Jean Painlevé
au fil [redacted] films.
17.55 [redacted] de tempête.
[redacted] Documentaire :
Occidorientales.
[redacted] Le [redacted].
[redacted] Histoire parallèle.
21.00 Documentaire :
La [redacted] RFA.
22.25 Le Courrier [redacted] téléspectateurs.
[redacted] Soir 3.
[redacted] ▶ Téléfilm :
Shalom General.
0.30 Cinéma d'animation :
La [redacted] l'amour.
[redacted] Magazine : Mégamix.

FRANCE-CULTURE

[redacted] Photo-portrait.
Antoine Margene, peintre.
[redacted] Bernard-Marie [redacted]
ou [redacted] vie volée.
2. Juste [redacted] la nuit.
[redacted] Musique : Opus.
La vie [redacted] l'œuvre d'Henri Christiné (1867-1941).
[redacted] [redacted] de nuit.
Hans et Marie-France.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Opéra (en direct du Metropolitan Opera de New-York) : Fidelio, [redacted] Beethoven, [redacted] Chœur [redacted] l'Orchestre du Metropolitan Opera, dir. Christof Perick ; sol. : Hildegard Behrens, Sylvia McNair, Reiner Goldberg, Donald Kaasch, Ekkehard Wlaschiha, Matti Salminen, [redacted] Held, [redacted] Forest, James Courtney.
[redacted] Les [redacted] siècle. Par Marc Texier.
1.30 J'ai la mémoire qui chante.
Par [redacted] Jisse.

Dimanche 9 février

TF 1

[redacted] : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter
inspecteur choc.
15.15 [redacted] : Columbo.
[redacted] Disney Parade.
[redacted] Magazine : [redacted]
[redacted] Magazine : 7 sur 7.
Invité : Woody Allen.
20.00 Journal
Club Jeux olympiques,
Tiercé,
Météo [redacted] Tapis [redacted].
20.50 Cinéma :
Tonnerre de [redacted]. ■
Film [redacted] de John Badham (1983). Avec Roy Scheider, Warren Oates, Candy Clark.
22.45 Magazine :
[redacted] dimanche.
22.50 Cinéma : La Bamba. ■
[redacted] américain de Luis [redacted] (1986). Avec Lou [redacted] Phillips, Esai Morales, [redacted] De Soto.
0.45 Magazine :
Club Jeux olympiques.
Résumé des épreuves du jour.
1.30 Journal et [redacted]

A 2

[redacted] Dimanche Martin
(et à 15.50).
14.50 [redacted] : Mac Gyver.
17.25 Documentaire :
Trou de fer.
Raid [redacted]
17.50 1. 2. 3. Théâtre
(et [redacted] 0.20).
[redacted] Magazine : Stade 2.
Basket-ball ; Football ; Omnisports : résultats de la semaine ; Rugby ; Cyclisme ; Voile ; Volley-ball ; Course d'orientation ; Omnisports.
[redacted] Le Journal olympique.
[redacted] Série : Maguy.
[redacted] Journal, Journal du trot [redacted] Météo.
20.45 Téléfilm : [redacted] Fox
(2e partie).
[redacted] *preneurs d'otages.*
22.15 Magazine :
Bouillon [redacted] culture.
Invités : Yves Robert et Jean-Loup [redacted].
[redacted] Documentaire :
Roule, routier!
Le [redacted].
0.25 Journal et [redacted]

FR 3

[redacted] Sport : J. O. d'hiver.
Ski alpin, à Val-d'Isère, descente hommes, entraînement dames ; Ski nordique : 15 [redacted] dames, [redacted] Saisies ; [redacted] sur glace : Suède-Pologne, à Méribel ; Luge : solo hommes, [redacted] 1 et 2, [redacted] La Plagne ; [redacted] à ski : 90 mètres, à Courchevel ; Patinage de vitesse : 3 000 mètres dames, à Albertville ; Ski artistique : éliminatoires du ballet, [redacted] Tignes.
16.45 C'est Lulo!
18.15 Magazine :
[redacted] amours.
[redacted] Le 19-20 [redacted] l'information.
Grand témoin :
Frédérique Bredin.
De 19.12 à 19.35, [redacted] journal [redacted] la région.
[redacted] Dessin animé :
[redacted]
pour [redacted] contes [redacted].
20.10 [redacted] : Benny Hill.
20.45 Divertissement :
La [redacted]
[redacted] flamme.
22.05 Journal
Journal [redacted] J.O. [redacted]
[redacted] :
[redacted] Richard
[redacted] service
de la France. ■■
Film français de Raymond [redacted] (1937). Avec Edwige Feuillère, Eric Von Stroheim, [redacted] Galland.
0.15 Musique : [redacted]

CANAL PLUS

[redacted] Téléfilm :
Tous mes maris.
15.20 Magazine : [redacted] heures.
16.15 Magazine : Exploits 2.
16.35 Documentaire :
[redacted] Animaux de [redacted] soif.
17.00 Les Nuls... l'émission.
17.56 Le Journal du cinéma.
18.00 Téléfilm :
[redacted] la Lorelei.
[redacted] *un petit village du* [redacted] *en* [redacted] *Chronique humoristique.*
— *En clair jusqu'à 20.30* —
[redacted] Flash d'informations.
19.40 Ça cartoon.
20.20 Dis Jérôme...?
[redacted] Magazine :
L'Equipe du dimanche.
20.30 [redacted] : Le Brasier. ▫
Film français d'Eric Barbier (1990). Avec Jean-Marc Barr, [redacted] Detmers, Thierry Fortineau.
22.30 Flash d'informations.
22.40 L'Equipe du dimanche.
Actualité ; [redacted] Fight : boxe ; Football.
1.15 Cinéma :
Les Guerriers. ■
Film franco-roumain [redacted] Serge Nicolaesco (1966). Avec [redacted] Brice, Marie-José Nat, Georges Marchal.

LA 5

13.20 Série : Tant
qu'il y aura des [redacted].
14.15 Série :
L'Homme de [redacted].
15.10 Série : Riptide.
[redacted] Série : [redacted]
brigade [redacted] stups.
17.25 Série : Lou [redacted].
18.15 Série : La loi est la loi.
19.05 [redacted] : L'Enfer du devoir.
20.00 Journal [redacted] Météo.
20.50 Cinéma :
Julie pot [redacted] colle. ■
Film français de Philippe [redacted] Broca (1976). Avec Marlène Jobert, Jean-Claude Brialy, Alexandra Stewart.
[redacted] Magazine : Reporters.
[redacted] Magazine : Top chrono.
0.15 Journal [redacted] la nuit.

M 6

13.00 [redacted] :
Mission impossible
vingt ans après.
13.50 [redacted] : L'Incroyable Hulk.
14.45 Variétés : Multitop.
16.15 Jeu : Hit hit [redacted] hourra!
16.20 [redacted] : Clair [redacted] lune.
17.15 [redacted] : Le Saint.
[redacted] :
Tonnerre mécanique.
19.00 [redacted] :
[redacted] du paradis.
19.54 [redacted] minutes d'informations.
[redacted] : Cosby Show.
20.30 Magazine : Sport 6.
[redacted] elle.
[redacted] *femme* [redacted] *chant.*
[redacted] Magazine : Culture pub.
22.50 Cinéma :
[redacted] Emmanuelle
en Amérique. ▫
Film italien [redacted] Joe D'Amato.
0.15 [redacted] minutes d'informations.

LA SEPT

13.45 Opéra : [redacted]
15.30 Documentaire : [redacted] l'Europe.
[redacted] Téléfilm : Alcyon.
[redacted] Documentaire : Lignes de vie.
[redacted] Documentaire :
La Troisième Dimension.
[redacted] Jean Painlevé
au fil de ses films.
20.30 Le Courrier [redacted] téléspectateurs.
[redacted] Cinéma :
Palombella [redacted] ■■
Film italien de Nanni Moretti (1989).
22.00 Court métrage :
Le Coup du ber[redacted]
22.30 [redacted] des [redacted]
[redacted] :
[redacted] Pont du Nord. ■■
Film français de Jacques Rivette (1980).

FRANCE-CULTURE

[redacted] de [redacted] radiophonique. Image [redacted] la musique [redacted] ses parleurs, de Pierre Mariétan, [redacted] la cathédrale [redacted] Lausanne, le 2 juillet 1991.
22.35 Musique : Le Concert (enregistré [redacted] 6 décembre 1991 au Théâtre [redacted] Ville) : Musique traditionnelle [redacted] Mauritanie, [redacted] la chanteuse Dimi Mint Abba, chant [redacted] harpe-luth.
0.05 [redacted] de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

[redacted] Concert (donné le 2 décembre 1991 [redacted] l'Opéra-Comique) : Quatuor pour piano et cordes [redacted] sol mineur K 493, Trio pour piano [redacted] cordes en mi majeur [redacted] 542, Quatuor pour piano [redacted] sol mineur [redacted] 478, [redacted] Mozart, par l'Ensemble Amadeus (Norbert Brainin, violon ; Martin Lovett, violoncelle ; Bruno Pasquier, alto ; Georges Pludermacher, piano).
22.15 [redacted] d'orchestres.
Par Philippe Morin. Symphonie no [redacted] en ré mineur op. 125, de Beethoven.
23.35 [redacted] obscure, père ambigu [redacted] fils accompli.
Par [redacted] Koering. Concerto pour piano no 1, [redacted] Reinecke ; Variations pour orchestre [redacted] cordes [redacted] un thème [redacted] Tchaïkovski, d'Arenski ; Rienzi, ouverture, [redacted] Wagner ; Etudes op. 10, extraits, [redacted] Chopin.
1.00 [redacted] du voyageur. Par François Picard. Musique d'Europe centrale, par [redacted] Groupe Bratsch.

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2
L'heure de Vérité
9 Fevrier
Raymond BARRE
Rediffusion [redacted] 1 [redacted] du matin

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
RADIO TELEVISION

Le Monde

Aux Etats-Unis

La Chambre des représentants autorise une enquête sur la libération des otages américains de Téhéran en 1981

La Chambre des représentants [redacted] autorisé mercredi 5 février une enquête sur les [redacted] de la libération en 1981 [redacted] otages américains de Téhéran, qui [redacted] été reportée pour servir la campagne présidentielle de M. Ronald Reagan [redacted] de son colistier de l'époque, M. George Bush. L'ouverture [redacted] cette enquête a été votée [redacted] 217 voix contre 192 [redacted] houleux, au cours desquels les républicains ont accusé [redacted] majorité [redacted] faire l'écho de rumeurs partisanes, [redacted] pleine [redacted] électorale.

Les rumeurs persistent depuis [redacted] années. Le responsable de la campagne électorale [redacted] M. Reagan, M. William Casey, [redacted] entré en contact avec un intermédiaire iranien pour faire [redacted] la [redacted] Américains, qui étaient [redacted] locaux de leur ambass[redacted] à Téhéran depuis novembre 1979. Le but aurait [redacted] d'éviter qu'un tel dénouement [redacted] la crise ne renforce la cote de popularité du président sortant, le démocrate Jimmy Carter, à un mois du scrutin [redacted] 1980.

Les otages ont été relâchés en janvier 1981, alors que M. Reagan s'installait à la Maison Blanche, [redacted] M. Bush pour vice-président. [redacted] Casey, directeur de la CIA sous la présidence Reagan, [redacted] en [redacted] 1987. Une enquête [redacted] déjà été décidée par une commis[redacted] Sénat. – *(Reuter.)*

Ap[redacted] l'explosion d'une voiture piégée [redacted] Madrid

M. Gonzalez affirme qu'il ne cédera pas au « chantage sanglant » de l'ETA

MADRID

de notre correspondant

« *Ceux qui commettent* [redacted] *en prison quand ce* [redacted] *s'achèvera et* [pendant] *le prochain* », [redacted] déclaré, jeudi 6 février, le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, [redacted] destruction [redacted] fourgon[redacted] l'armée, qui [redacted] explosé lors [redacted] passage à proximité d'une voiture piégée dont la charge a été actionnée [redacted] distance, eut causé la mort de quatre militaires [redacted] d'un civil, [redacted] cœur de la capitale (*le* [redacted] 7 février).

Le chef [redacted] gouvernement [redacted] rap[redacted] que [redacted] n'obtiendront « *aucun résultat par ce chantage sanglant envers l'Etat* » et [redacted] estimé que les auteurs de [redacted] « *étaient* [redacted] *plus* [redacted] *plus* [redacted] *diminués,* [redacted] *pouvant* [redacted] *mettre des attentats* ». Mais surtout, [redacted] pris, sans [redacted] nommer, [redacted] coalition basque Herri Batasuna, organisation politique proche de l'ETA, [redacted] propos de laquelle il a indiqué : « *Il y a des* [redacted] *rationnels* [redacted] *beaucoup plus* [redacted] *nous* [redacted] *imaginer* » [redacted] les [redacted] terr[redacted] « [redacted] *prononcée hier* [redacted] *aujourd'hui* [redacted] *Madrid* », a déclaré le président du gouvernement en annonçant [redacted] de [redacted] le procureur général [redacted] judiciaires afin « *qu'ils agissent* [redacted] *qui profère*[redacted] *impuné*[redacted] *de s'attaquer* [redacted] *cœur de l'Etat* ». M. Gonzalez fai[redacted] allusion à des propos tenus par des responsables de Herri Bata[redacted] Ceux-ci avaient manifesté l'intention [redacted] riposter, après les arrestations effectuées la semaine dernière au Pays basque, plus particulièrement en raison des preuves apportées d'une implication de [redacted] organisation politique [redacted] la collecte [redacted] l'impôt révolutionnaire ». Un [redacted] de Herri [redacted]suna, Mᵉ Alvaro Reizabal, est d'ailleurs détenu dans le cadre de cette affaire (*le* [redacted] du [redacted] février). [redacted] avocat, sénateur de Herri Batasuna, [redacted] Inigo Iruin, [redacted] accusé jeudi de servir d'intermédiaire dans [redacted] paiement [redacted] « impôt » [redacted] chefs d'entreprise.

Des « clans à caractère mafieux »

Un porte-parole de la coalition, M. [redacted] Zabaleta a, d'ailleurs, pra[redacted]ment justifié le prélèvement [redacted] l'impôt révolutionnaire » en expliq[redacted] [redacted]'il s'agissait « *de l'une des conséquences de l'existence* [redacted] *la lutte armée* » et a affirmé que l'avocat Reizabal avait agi par « *altruisme* ».

La question [redacted] de savoir si le pouvoir ne va pas s'orienter vers une interdiction de Herri Batasuna. Cela semble peu probable, actuelle[redacted], bien [redacted] M. [redacted] ait qualifié [redacted] dirigeants de « *serviteurs honteux des terroristes* (...), [redacted] *clans de caractère mafieux* ».

MICHEL BOLE-RICHARD

L'enquête sur [redacted] le DC-10 d'UTA

Le juge Bruguière maintiendrait son déplacement au Congo

Le juge Bruguière devrait maintenir son déplacement au Congo, prévu pour le lundi 10 février, malgré [redacted] confirmation, [redacted] la police et le premier ministre congolais, de l'évasion de M. Bernard Yanga, principal témoin [redacted] charge contre [redacted] Libye dans l'enquête sur [redacted] DC-10 d'UTA (*le Monde* du 7 février).

[redacted] judiciaires, [redacted] juge français, *qui s'apprête* [redacted] tuer son cinquième [redacted] au Congo depuis [redacted] début de l'enquête, est [redacted] depuis plu[redacted] jours [redacted] disparition de M. Yanga. La France ne lui reprochant rien, celui-ci était sous la responsabilité [redacted] gouvernement congolais.

Le directeur général de la police, le colonel Etienne Goma, a précisé jeudi que M. Yanga était jusque-là en garde à vue à titre de « [redacted] *important* », [redacted] *jamais* [redacted] l'objet d'une détention préventive, ni d'une inculpation.

La [redacted] de M. [redacted]

Coopération entre les chambres de commerce de Russie et de Paris

Echanges d'informations, [redacted] aux banques [redacted] données, aides pour les expositions [redacted] internationales, missions commerciales, transfert de savoir-faire : les chambres de commerce et d'industrie de Russie et de Paris ont signé jeudi 6 février une convention de coopération.

But : aider la Russie dans son passage à l'économie [redacted] marché. Mais, [redacted] déclaré, imperturbable, [redacted] Alekseievitch Smirnov, président de la [redacted] de commerce de Russie, répondant à M. Bernard Cambournac, son homologue parisien, [redacted] *nous aussi vous aider* ». Les deux chambres po[redacted] développer un programme [redacted] de gestion organisé à Moscou [redacted] la CCIP.

□ **L'émir du Qatar [redacted] Paris.** – Cheikh Khalifa [redacted] Hamad el Thani, l'émir du Qatar, de [redacted] [redacted] Paris, s'est entretenu jeudi [redacted] avec le M. François Mitterrand. [redacted] l'issue de cet entretien, on a indiqué [redacted] l'Elysée que l'émir avait souligné sa reconnaissance [redacted] adoptées par la France sur le Proche-Orient. M. Mitterrand a accepté une invi[redacted] Qatar. La date [redacted] voyage n'a pas été fixée.

SUR LE [redacted] — CLAUDE SARRAUTE

Et de trois !

POURQUOI Mitterrand va partir. Là, maintenant, [redacted] amateur de [redacted] choc, *l'Evénement* [redacted] *jeudi*, cette [redacted] l'explique [redacted] vingt [redacted] que ci, parce que [redacted] qu'au lieu d'être à plat [redacted], ses ministres se moquent [redacted] de lui. [redacted] que Greenpeace, les Irlandais de Vincennes, le chômage, Urba, Edith, [redacted] et compagnie. [redacted] qu'il ne [redacted] [redacted] onze [redacted], [redacted] suffit.

Loin [redacted] moi [redacted] de m'inscrire en [redacted] contre [redacted] des confrères, mais je me dois de vous signaler la [redacted] d'un comité pour un troisième mandat. Oui, parfaitement. Président d'honneur ? Je vous le [redacted] mille. Djack ? Kiejman ? Roger Hanin ? Non, [redacted] n'y [redacted] du [redacted] l'Opéra... Pierre Bergé ? C'est ça. Et ça, c'est pas [redacted], c'est Latché, c'est le [redacted] intimes.

Un [redacted] nombre d'intellectuels, [redacted] Duras, [redacted] répondu à [redacted] appel. Et le [redacted] lui-même, s'est fendu le mois dernier d'une [redacted] vœux manus[redacted] l'animateur de cette cam[redacted] un banquier qui a tout plaqué pour *pousser l'opinion* [redacted] repousser l'échéance de [redacted] départ.

[redacted] les épaules ? Voyons, [redacted] pas [redacted] son âge ! Alors [redacted] permettez, je vais pas [redacted] topo [redacted] de Gaulle, Churchill [redacted] Adenauer, [redacted] renvoie simplement aux fié[redacted] interrogations de l'hiver 1988 : [redacted] représentera ? [redacted] représentera pas ? L'immense majorité des commentateurs pen[redacted]t que non. Et quand il a dit oui à la télé, sur le ton d'une jeune mariée coiffée d'une couronne d'oranger, ç'a été la stupeur.

[redacted] ma stupeur. Dans mon esprit, ça ne [redacted] un pli. Là, pareil. Il [redacted] en superforme. Et il a [redacted] il ne voit [redacted] en [redacted] de lui, ni [redacted] Rien que [redacted] fous, [redacted] impatients, des incapables, [redacted] coquins [redacted] gradins [redacted] pouvoir. Fafa ? Un jeunot. [redacted] Un emporté. [redacted] renou[redacted] son [redacted] l'Elysée ? Ça ne dépend que [redacted] propriétaires. Nous. Et on a pas encore dit non.

Après l'inculpation de l'ancien président du club de [redacted]

Perquisition au siège d'une banque parisienne dans l'enquête sur le Brest-Armorique

BREST

de notre correspondant

Une perquisition a [redacted] conduite, mercredi [redacted] février, au siège [redacted], dans le quartier de l'Opéra à Paris, [redacted] brestois, M. Jacques Fahet, accompagné des policiers de la Section régionale de police judiciaire de Rennes. Cette perquisition entrait dans le cadre de l'enquête sur le déficit de 150 millions de francs laissé par le Brest-Armorique, club mis en liquidation judiciaire le [redacted] bre 1991 [redacted] dont l'ancien président, M. François Yvinec, a été *inculpé de banqueroute par* moyens frauduleux et écroué, jeudi 23 janvier, à la maison d'arrêt de Brest (*le Monde* du 25 janvier).

Le juge d'instruction essaie de *savoir quels étaient* les liens financiers entre [redacted] banque, aujourd'hui absorbée par [redacted] Banco Commerciale Italiano, [redacted] le club de football dont la gestion était pour le moins dispendieuse. M. Yvinec, en effet, ne regardait pas à la dépense pour attirer des joueurs – notamment sud-américains – [redacted] pointe de Bretagne. Outre cette enquête, le magistrat est saisi d'une plainte contre cette même banque, déposée le 23 janvier par M. Charly Chaker, *ex-financier du club*, pour escroquerie, [redacted] de confiance et faux en écritures priv[redacted] et de commerce. M. [redacted]ker estime avoir été « *dupé* » par cet organisme financier. [redacted]posant en repreneur du club de football, il avait investi 43 millions de francs dans le Brest-Armorique, une somme qui a disparu dans le trou vertigineux du club.

GABRIEL SIMON

EN BREF

□ [redacted] visite [redacted] M. Li Peng [redacted] Bar[redacted] en [redacted] d'une [redacted] – *Le premier ministre chinois*, M. Li Peng, [redacted] écourté sa visite [redacted] Barcelone, jeudi 6 février, en raison d'une manifestation [redacted] plusieurs centaines de [redacted] dénonçant son « *régime assassin* ». M. Li Peng, qui venait de visiter le site des prochains Jeux olympiques, [redacted] été contraint [redacted] renoncer [redacted] la [redacted] qu'il [redacted] avoir [redacted] président du gouvernement catalan, M. Jordi Pujol. – *(Reuter, AFP.)*

□ **IRLANDE DU [redacted] : M. Major [redacted] un sommet [redacted] partis politiques.** – Pour tenter d'enrayer [redacted] recrudescence de violence en Irlande [redacted] Nord, qui rappelle [redacted] son intensité celle [redacted] années 70, [redacted] premier ministre britannique, [redacted] John Major, [redacted] convoqué, jeudi [redacted] février, un [redacted] des responsables des principales formations politiques d'[redacted] Nord. Cette réunion rassemblera, notamment, les chefs des partis unionistes (protestants), MM. Molyneaux et Paisley, [redacted] John Hume pour [redacted] parti [redacted] (catholique modéré), ainsi que M. Alderdice, qui dirige la petite *formation de l'Alliance*. *Un tel* sommet, qui devrait se tenir dès la semaine prochaine, [redacted] précédent depuis seize ans.

□ **[redacted] Bundesbank insiste sur [redacted] nécessité de promouvoir l'union politique.** – *M. Helmut Schlesinger*, président de la Bundesbank, a [redacted] vendredi 7 février sur la nécessité d'accélérer l'union politique européenne. « *Les futurs développements* [redacted] *de l'union politique* [redacted] *signification déterminante pour le succès de la future union monétaire* », a-t-il précisé [redacted] d'une conférence de presse tenue à Francfort. M. Schlesinger a formellement démenti les rumeurs faisant état de dissensions au sein du conseil des gouverneurs de la Bundesbank. Les différents points inscrits dans le traité ont été acceptés à l'unanimité par les [redacted] du conseil [redacted] la Bundesbank, a-t-il indiqué. – *(Correspondance.)*

□ **[redacted] meilleurs disques de l'académie Charles-Cros.** – Le palmarès [redacted] 45ᵉ Grand Prix in[redacted]onal du disque de l'académie Charles-Cros a été proclamé le 7 février. [redacted] été retenus en classique : les symphonies [redacted] Joseph Martin Kraus par le Concerto Köln (Cappriccio), [redacted] pièces [redacted] XXᵉ siècle pour violoncelle seul par [redacted] Heimowitz (DG), les huit quatuors à [redacted] de Malipiero par l'Orpheus String Quartet (ASY-Schott), le [redacted] *irae* [redacted] *Miserere* [redacted] Delalande, direction Herreweghe (Harmonia Mundi), l'*Idoménée* de Mozart, direction Gardiner (Archiv). En musiques ethniques, jazz et variétés : *Musique ancienne de Chang'An* (Maison des cultures du Monde/Auvidis), *Multicolor feeling fanfare* par Eddy Louiss (Nocturne/Media 7), *Turbigo 12-13* de Marie-Laure Beraud (BMG/Ariola), *Marchand de cailloux* [redacted] Renaud (Virgin), [redacted] *dans son coin* de David Mc Neil (Virgin), [redacted] Chanson Plus Bifluorée (RA Production/Media 7).

SOMMAIRE

DÉBATS

L'affaire Touvier [redacted] l'Eglise catholique : un entretien [redacted] .... [redacted]

ÉTRANGER

La fin de la [redacted] de M. [redacted] Elt[redacted] à [redacted] 3
La Croatie a accepté « inconditionnellement » le plan de paix de l'ONU 5
Irlande : l'élection de M. Albert Reynolds 6
Venezuela : après l'échec du coup d'Etat 6
Maastricht : [redacted] principales dispositions du traité [redacted] l'Union [redacted]péenne 8-9

POLITIQUE

La session [redacted] du Parlement 10
La préparation des élections régionales 11
Le Front national vingt [redacted] après (V) : les [redacted] du Révérend Moon 12

SOCIÉTÉ

Ouverture d'une enquête sur la contamination d'enfants à partir d'une [redacted] croissance . 13
La [redacted] sur l'attaque d'un bus [redacted] Hauts-de-Seine ... [redacted]
Ouverture à Albertville [redacted] Jeux olympiques d'hiver .... 14 et 15
Les présidents d'université approuvent [redacted] général [redacted] la réforme universitaire 16

CULTURE

Exposition [redacted] Berlin sur [redacted] juifs » 17
Photo : Arnold [redacted] ou [redacted] portrait [redacted] 17
Théâtre : [redacted] pièces de Sophocle jouées simultanément à l'Odéon 17

ÉCONOMIE

Le rythme [redacted] le livret A des [redacted] d'épargne se ralentit 19
L'accord de libre-échange avec les Etats-Unis [redacted] une vive hos[redacted] .... [redacted]
Le chômage touche plus de trois millions [redacted]mands .... [redacted]
La CNUCED, portrait d'une [redacted] marge 20
Un plan de soutien pour le nord de la Lorraine devrait créer 1000 emplois 21
[redacted] entreprises 22

COMMUNICATION

La [redacted] européenne se prépare [redacted] mai .... [redacted]

SANS VISA

■ Anvers, quais [redacted] doutes ● Au [redacted] *de la* [redacted] ● Vaux, l'écureuil foudroyé ● La [redacted] ● Jeux .... [redacted] à 34

Services

Abonnements 2
Annonces classées 21
Carnet 24
Jeux 32
Loto, Tac-o-tac 24
Marchés financiers 22-23
Météorologie 24
Philatélie 24
Radio-Télévision 25
Spectacles 18
Week-end d'un chineur 24

La télématique du [redacted] : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le [redacted] du « Monde » daté 7 février 1992 a [redacted] exemplaires.

Mᵐᵉ Martine Aubry invitée du « Grand Jury RTL-le Monde »

Mᵐᵉ Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sera l'invitée de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-*le Monde* » dimanche 9 février de 18 h 30 [redacted] 19 h 30.

Mᵐᵉ Aubry, qui [redacted] mai 1991 [redacted] M. Soisson, au [redacted] travail, répondra [redacted] questions d'André [redacted]ron et d'Alain Lebaube [redacted] Richard Arzt et de [redacted] Mangin [redacted] RTL, [redacted] débat étant dirigé par [redacted] Marque.

ADIEU LES PRIX, BONJOUR LES SOLDES !
▶ Pas de respect pour les prix, on les écrase, on les démantibule sans pitié.
▶ Les étiquettes hurlent, mais la qualité domine tout et la Mode triomphe.
▶ Les femmes en profitent. Car "tout" leur est permis quand les prix capitulent.
▶ C'est ça les soldes, depuis 15 F le mètre.
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu le 15 mai 1990, la 3ᵉ Chambre 1ʳᵉ Section du Tribunal de Grande Instance de PARIS a : dit que la SOCIÉTÉ VIVA, la SOCIÉTÉ SBG, la SOCIÉTÉ CELDOV et la SOCIÉTÉ [redacted] TEXTILE, en reproduisant une œuvre de PICASSO sur tee-shirts et sweet-shirts vendus dans les magasins à l'enseigne « COMME ÇA DES HALLES » se sont rendues coupables de contrefaçon et ont porté atteinte au droit patrimonial de la SPADEM et au droit moral des consorts PICASSO. Outre les mesures d'interdiction de reproduction, de confiscation des objets saisis et de publication du jugement, le Tribunal a prononcé des condamnations à dommages-intérêts en réparation des préjudices subis. Le jugement est définitif.

LE SALON DE LA HAUTE FIDELITE
HIFI 92
7-10 FÉVRIER 1992
PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS
ET PARALLÈLEMENT AU SOFITEL / PARIS
ENTRÉE 50 F — Europe 2 — 10H-19H30

Depuis 10 [redacted] nous préparons l'Europe !
EXPO LANGUES
13-16 FÉVRIER 1992
Parc des Expositions de Paris
Porte de Versailles - Hall 5
Tous les jours 9h30 - 19h
Journée professionnelle mercredi 12 février
OIP 62 RUE DE MIROMESNIL 75008 PARIS - MINITEL 3616 SALONS

1993 : Tous vos salariés devront-ils être bilingues ?
Responsables de formation, des ressources humaines, d'entreprises...
Inscrivez-vous à la conférence organisée
le mercredi 12 février à 9h30 au salon Expolangues
par le mensuel Formation France et gagnez un voyage à Rio de Janeiro.
Inscription gratuite. Places limitées. Tél. : (1) 48 01 87 30

هكذا من الأصل

Le Monde

SANS • VISA

Anvers, quais des doutes

Dans l'Europe sans frontières, les villes ne trouveront leur salut que si elles ont la volonté de devenir capitales. Certaines sont mieux placées que d'autres. En Belgique, Anvers, avec ses 500 000 habitants et son port au deuxième rang européen, a cette ambition et souhaite l'affirmer en prenant en 1993 le flambeau de la [redacted] des Douze. Une ombre au tableau, mais de taille : les résultats des dernières élections législatives, qui ont donné plus de 25 % des voix à l'extrême droite. Traumatisme et doutes.

EMMANUELLE DA[redacted]

ANVERS, Antwerpen. A une journée de navigation de la mer du Nord, l'Escaut [redacted] large – plus de 400 mètres – pour [redacted] rêves d'une population qui a [redacted] sa [redacted] l'échange [redacted] ne sait plus quel rôle jouer [redacted]ment. Les navires viennent plus [redacted] quais du centre-ville, sinon [redacted] le plaisir (les Russes, les Japonais le font) mais les Anversois continuent chaque jour de monter [redacted] l'une [redacted] au [redacted] dernier [redacted] usage et, le dimanche, il y a foule. La mémoire collective s'est emparée du capital d'images [redacted] l'idée d'un port fait lever à l'appel de son nom.

Antwerpen, forte en épaules, forte en gueule. Anvers, douce [redacted] une blonde [redacted] d'Anvers. Antwerpen, pétroliers géants, [redacted] de fret, arrimeurs, transitaires, dockers, [redacted] millions de [redacted] l'an dernier. Anvers, étape ultime du [redacted] mariniers partis à la rencontre de l'horizon, [redacted] pilotes de rivière qui [redacted]pagnent la [redacted] géants maladroits, de concert avec les pilotes hollandais (la frontière, fâcheusement, s'interpose [redacted] la ville [redacted] maritime). Anvers dans l'Histoire, [redacted] des hauts (quand l'Escaut [redacted] libre) [redacted] bas (quand [redacted] fermé), depuis toujours l'un des pôles du [redacted] qui irrigue le Vieux Continent. Anvers, [redacted] position sur la carte, là-haut, [redacted] un [redacted] de l'image mentale de l'Europe, à mi-chemin entre Bruxelles et Rotterdam.

« Premier port français », [redacted] l'affirme le bourgmestre, [redacted] Cools, [redacted] le confirment les chiffres publiés récemment [redacted] échanges commerciaux qui préfèrent l'efficacité et les tarifs du port belge [redacted] du Havre [redacted] Marseille, et qui étendent leur rayonnement, [redacted] camions, jusqu'aux [redacted] de Lyon. *« Ah, si nous avions [redacted] Dunkerque, [redacted] aurions fait [redacted] champion, placé [redacted] Il [redacted] au meilleur des passes »*, soupire le maire d'Anvers, socialiste, Flamand élevé dans [redacted] université francophone, maniant avec aisance la polémique et [redacted] langues étrangères et n'ignorant rien des dialectes de la région. C'est aussi *« le premier port soviétique* en *Europe »*, bien [redacted] trafic-là ait diminué depuis quelques années déjà.

Oui, Anvers [redacted] toujours un vrai port, même si les immenses installations industrielles qui assurent sa prospérité se sont déplacées [redacted] le nord, [redacted] dizaines de kilomètres, et forment un ensemble abstrait, séparé de la ville : les marins russes et polonais [redacted] toujours leurs habitudes [redacted] magasins de Falconrui où la réclame s'affiche dans leur langue [redacted] où les vitrines parlent d'abondance disponible à ces [redacted] frustrés de vidéo, d'électronique et de vêtements pour l'hiver. D'autres vitrines, néons bleus, néons [redacted], perpétuent une autre tradition, provoquant un manège automobile incessant [redacted] le pavé [redacted] étroites, elles, encadrées [redacted] la fenêtre, eux, à l'abri derrière le pare-brise.

Partout dans la ville, il y a des cafés [redacted] la nuit (on parle de les fermer à 3 heures du matin). Ceux qui entrent, le soir venu, ont des silhouettes voûtées [redacted] pour ne rien [redacted] de la brume piquante du dehors. [redacted] le bourgeois qui [redacted] la porte de sa maison pour retrouver [redacted] livres ou sa famille dans la chaleur de la lampe a le même [redacted] de protection [redacted] pres[redacted] autant d'empressement. S'il choisit de se glisser dans un tram, l'étranger [redacted] circuler [redacted] effraction dans une cité vieille, belle et décatie, poétique et disparate. Chuintement [redacted] rails, sifflements estompés dans les courbes, grelot léger de la sonnette, rythme distrait du pédalier du conducteur, étincelles sur le fil : une mélodie en mineur pour [redacted] qui [redacted] penser à cet orchestre de jazz mécanique, trompette, accordéon, batterie, [redacted] un mur de musique, dans un vieux [redacted] sur « la rade », un ancêtre du juke-box qu'une pièce de monnaie relance à volonté.

Anvers, Antwerpen. Pas facile de [redacted] le portrait [redacted] « métropole de l'Occident », titre obtenu il y a quatre siècles et dont elle tire volontiers orgueil [redacted] aujourd'hui. Une ville qui ne se [redacted] pas d'être le deuxième port d'Europe derrière Rotterdam, [redacted] depuis trois [redacted], devant Marseille. Une ville qui ambitionne d'honorer en 1993 le titre de capitale culturelle [redacted]péenne et s'y prépare. Une ville qui voudrait renouer [redacted] les rives de l'Escaut, [redacted] activités portuaires ont [redacted] depuis vingt ans [redacted] qui vient pour cela d'organiser de grands concours d'urbanisme.

Une ville, [redacted] le même temps, troublée [redacted] pour certains, traumatisée, par la noirceur du reflet que les élections législatives du 24 [redacted]bre dernier [redacted] ont renvoyé d'elle-même : 25 % des voix dans la circonscription d'Anvers [redacted] Vlaams Blok, le parti d'extrême [redacted] qui n'en recueillait que [redacted] dans l'ensemble de la Belgique. A quoi bon faire la fête en 1993, à quoi bon [redacted] en [redacted] la culture, si les Anversois [redacted] choisi [redacted] façon d'exprimer leurs problèmes ? [redacted] pu se demander certains [redacted] responsables [redacted] des animateurs dans l'équipe chargée d'assurer la programmation [redacted] festivités.

Dans l'Europe sans frontières, les villes deviennent capitales. Elles [redacted] nombreuses à le souhaiter. Anvers, forte de sa gloire passée, et [redacted] efficacité actuelle, [redacted] sur les rangs. Milan, Barcelone, Montpellier, Strasbourg, toutes prétendent acquérir une forme de reconnais[redacted] d'autonomie que leur poids économique ou politique les autorise à espérer. Anvers [redacted] son maire [redacted] joliment joué en faisant coïncider l'ouverture du grand marché, 1993, [redacted] leur nomination [redacted] capitale culturelle des Douze, selon l'idée [redacted] par [redacted] Mercouri à Athènes en 1985. Un titre plus stimulant pour certaines cités (Glasgow en 1990) que pour les « capitales » établies (Paris en 1989, Madrid [redacted] année).

Seulement, [redacted] devient [redacted] Barcelone du jour au lendemain. En regardant [redacted] Baltimore, [redacted] ou Hambourg, [redacted] lançant, [redacted] 1990 un [redacted] d'idées international (deux [redacted] projets), en invitant les élus des villes portuaires à [redacted] rencontrer à Anvers, la municipalité affirmait [redacted] ambition d'être [redacted] *« stad [redacted] de stroom »*, [redacted] ville sur le fleuve, digne de son site. En pre[redacted] pour conseiller un gourou catalan, Manuel de Sola-Morales, elle exprimait [redacted] d'avoir, [redacted] Barcelone [redacted] le moll [redacted] la Fusta, où les bistrots chics [redacted] palmiers d'une « promenade » aménagée [redacted] remplacé [redacted] entrepôts, un [redacted] « front » [redacted] rivière.

« Les gens [redacted] qu'Anvers [redacted] port, et le centre mondial du diamant », [redacted] Cools, [redacted] c'est encore [redacted] image *« trop mercantile »*. Et il s'emploie, [redacted] d'opérations charme, comme dit la presse belge, à compléter le cliché. Tout était bien [redacted] : le concours d'urbanisme en 1990, l'année culturelle en 1993, les élections municipales en 1994, s'il n'y avait [redacted] *« Vlaams Blok qui menace la traditionnelle coalition rouge-romaine, [redacted] commandes depuis 1922 »*, [redacted] l'écrivait Monique Schrans, dans *le Soir*, un an [redacted] élections législatives du 24 novembre dernier qui ont amplement confirmé cette crainte.

Qu'une cité qui a fondé sa fortune sur l'échange, sur un cosmopolitisme actif, [redacted] très sensible aujourd'hui, [redacted] à se méfier, à redouter les étrangers, n'est-ce pas un désaveu qu'elle inflige à sa propre histoire ? La [redacted] « multiculturelle » qui [redacted] la fierté du maire [redacted] devenue en quelques [redacted] un insupportable repoussoir [redacted] pourtant moins [redacted] d'étrangers non européens, [redacted] Turcs et [redacted] Marocains en particulier ? Anvers n'avait-elle admis d'étrangers [redacted] riches et puissants, comme ces diamantaires juifs qui ne lui posèrent jamais [redacted] problème de cohabitation ? A [redacted] ces questions, [redacted] optimistes répondent [redacted] le vote du 24 novembre n'est que l'expression d'une forme de lassitude devant l'« immobilisme » d'une municipalité où la démocratie-chrétienne [redacted] la gauche [redacted] partageraient le pouvoir depuis [redacted] longtemps.

Le bourgmestre, de son côté, qui [redacted] dix [redacted] d'extrême [redacted] déjà installés [redacted] communal (soit 17 %) n'ont jamais proposé de solutions concrètes pour calmer les préoccupations de leurs électeurs. *« Nous ne [redacted] pas les seuls en Europe »*, dit le premier magistrat d'une ville où M. Le Pen a [redacted] invité il y a quelques semaines, [redacted] secret, par ses épigones flamands. *« Que [redacted] faire, en France, les socialistes ? Que va faire M. Mitterrand ? »*

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois

Lire la suite page 30

AU SOMMAIRE

Café de la Paix
le carrefour magique ..... p. 29
Mots d'Etat
les nouveaux lexiques ..... p. [redacted]
La table
célébration du canard ..... p. [redacted]
Vaux-le-Vicomte
l'« affaire » Fouquet ..... p. [redacted]

Escales (p. 28) • Télex (p. [redacted])
Jeux (p. 32) • [redacted] (p. 33)

On se crashe ou on s'écrase ?

NOUS nous [illegible] essayés à deux reprises, dans [illegible] rubrique, à mettre [illegible] lumière le bon niveau d'inventivité actuel du français, [illegible] hors de France (« le Monde [illegible] visa » des 23 février [illegible] 19 octobre 1991). Ces « coups d'œil » [illegible] la création linguistique dans les « maquis » (restaurants) d'Abidjan, chez [illegible] « taxieurs » (chauffeurs de taxi) d'Alger ou les « dépanneurs » du Québec (épiciers ouverts quand tout [illegible] fermé) nous ont valu quelques [illegible] reproche chez certains fonctionnaires français [illegible] pour la francophonie.

« *Certes, la rue, la boutique, la maison fabriquent des* [illegible] *fait acceptables mais surtout dans des domaines liés à la vie quotidienne. L'Etat* [illegible] *doit alors,* [illegible] *c'est le* [illegible] *chez* [illegible] *depuis* [illegible] *moins François Ier, d'intervenir à* [illegible] *tour pour rationaliser et codifier, et pour combler les lacunes* », [illegible] rappelait un des membres d'une des quelque trente commissions ministérielles de terminologie fonctionnant à Paris.

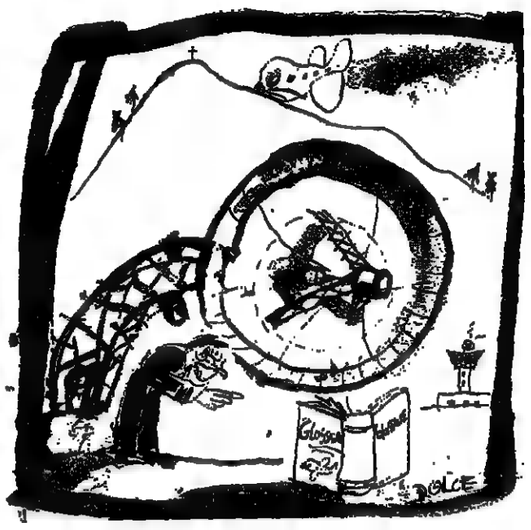
Une pile de glossaires, lexiques et dictionnaires témoignent de l'activité terminologique de [illegible] instances. Mais qui connaît leurs publications d'aspect rébarbatif, émises, qui plus est, par le follement attractif *Journal officiel* ? Sous le précédent septennat, l'essayiste Philippe de Saint-Robert, alors commissaire général de la langue française, avait convaincu le président Mitterrand de la nécessité de fonder [illegible] établissement mixte, le Centre Jacques-Amyot – du nom du plus éminent linguiste français de la Renaissance, – chargé à [illegible] fois d'engranger [illegible] d'enrichir [illegible] inventions linguistiques et [illegible] répondre aux questions du public. En 1985, pour [illegible] 350e anniversaire [illegible] l'Académie française, le chef de l'Etat annonça la fondation du Centre Amyot.

On vit même [illegible] temps, en avant-garde, [illegible] programme [illegible] visé, « L'académie [illegible] enfants », où [illegible] jeunes générations pouvaient phosphorer en liberté, inventant ainsi, par exemple, le néologisme « saucipain » pour remplacer *hamburger*. Bientôt, cependant, disparurent [illegible] l'émission [illegible] le projet Amyot. On préféra « *restructurer* » [illegible] fois de plus – mais [illegible] l'alléger – la pesante armature administrative chargée de la francophonie interne [illegible] (un ministère délégué, [illegible] vice des affaires francophones, un Haut Conseil, [illegible] délégation générale, un Conseil supérieur, pour [illegible] citer que les organes purement étatiques).

Linguiste [illegible] médiéviste, Bernard Cerquiglini [illegible] aujourd'hui délégué général à la langue française. Il [illegible] présente [illegible] appartenant aux « *services de la primature française* ». Primature ? Vous pensez naturellement à « primat ». L'archevêque de Lyon n'est-il pas primat des Gaules ? Eh bien, rien à voir ! C'est un terme forgé par Léopold Senghor quand il dirigeait le Sénégal [illegible] depuis lors répandu [illegible] Afrique noire pour désigner l'ensemble des services du premier ministre.

C'EST [illegible] « bazarette », pour *convenience store* – [illegible] *de moins de 120 m² offrant des produits variés de nécessité courante* ». La trouvaille est jolie mais fera rire le Midi, où une bazarette [illegible] bavarde incorrigible (du provençal *basaruta*, « jacasser » selon Robert Bouvier dans son *Parler marseillais*, éditions Jeanne Laffitte, Marseille, 170 [illegible] 70 F.).

Le délégué général vient de parrainer un opuscule d'une présentation plus aguichante que d'habitude, dû aux [illegible] linguistes Loïc Depecker et Gina Mamavi et humoristique- [illegible] illustré par Dubouillon. Dans [illegible] ouvrage, intitulé *Logiciel et épinglette*, on [illegible] – outre ces deux mots qui [illegible] permis d'éviter *software* [illegible] peut-être demain *pin's* – une foule de néologismes ou [illegible] rappels tombant à propos, [illegible] le domaine [illegible] voyages, transports et communication : auto- [illegible] *(camping-car)*, affrêter ou noliser *(charteriser)*, baladis- [illegible] *(discman)*, cadreur *(cameraman)*, cuisinette *(kitchnette)*, lis- [illegible] *(listing)*, moto-marine *(jet ski)*, pause *(break)*, ruée *(rush)*, sonal [illegible] ritournelle *(jingle)* ou voyagiste *(tour-operator)* s'imposent quasiment d'eux-mêmes. On [illegible] peut guère [illegible] augurer autant pour « coche » ou « coche de plaisance », suggéré à [illegible] place [illegible] *houseboat*.



Quitte à être [illegible] réveiller un [illegible] du seizième siècle, [illegible] du tchèque *kotchi*, pourquoi ne pas avoir remis [illegible] bonnement [illegible] selle « coche d'eau » ? Et *crash* ? L'opuscule n'en pipe [illegible] car l'emploi [illegible] n'a absolu- [illegible] aucune raison d'être : l'accident, la chute d'un avion ne [illegible] mieux traduits par *crash*. « Un appareil s'écrase » [illegible] expression tout aussi parlante qu'« un [illegible] se crashe ».

D'autres publications terminologiques officielles suscitent souvent cette constatation : on [illegible] peut espérer remplacer une expression anglo-saxonne brève par un [illegible] à tiroirs bien de chez [illegible] : « prêt-à-monter » a fort peu [illegible] chances face à *kit*. Quant à *fast-food* on [illegible] le voit guère reculant devant « [illegible] tion rapide » [illegible] « prêt-à-manger », alors que « [illegible] vite » ou « restaupouce », [illegible] mandés d'ailleurs par certains glossaires étatiques, ont peut- [illegible] un avenir.

« CAUSERIE », quoique adéquat, paraîtra [illegible] doute vieillot à bien [illegible] amateurs de *talk-shows*, lesquels, au reste, [illegible] mériteraient maintes [illegible] que la dénomination [illegible] bavardage... En contrepartie, le net [illegible] « creuset » devrait pouvoir envoyer au tapis sans trop [illegible] difficultés l'importun [illegible] *melting-pot*. Et « progiciel » – « *ensemble complet de programmes informatiques conçu pour être fourni à plusieurs utilisateurs* [illegible] *d'une même application* » – paraît promis à la même brillante carrière [illegible] cousins « logiciel » et « matériel ».

Pourquoi d'autre [illegible] nos [illegible] minologues administratifs s'ingénient-ils à inventer ou à emprunter à Montréal, Beyrouth ou Libreville lorsque nous avons ce qu'il [illegible] sous la main : *shopping* possède depuis toujours un synonyme charmant et pratique : « emplettes », [illegible] le *Journal officiel* s'évertue à nous recommander [illegible] lourds « chalandage » ou « magasinage » ou l'un peu longuet « lèche-vitrines ». Le glossaire [illegible] transports édité en 1991 paraît s'en être rendu compte dans [illegible] domaine, proposant rationnellement « aéroglisseur » *(hovercraft)*, « monospace » *(minivan, véhicule du type Renault Espace)* [illegible] « transbordeur » *(ferry-boat, car-ferry, train-ferry)*.

Nos « commissaires linguistiques » accomplissent un travail nécessaire, mais ils devraient sortir [illegible] peu plus souvent de leurs bureaux ; [illegible] dispenserait [illegible] à *bulldozer*, [illegible] exemple, de multiplier les inutiles « bouteur », « excavatrice » [illegible] « pelleteuse » alors que [illegible] chantiers, [illegible] emploie depuis des [illegible] « bul » [illegible] « prononcé » [illegible] non [illegible] Les « [illegible] d'Etat » doivent savoir s'incliner devant la [illegible] *populi*.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

[illegible] *Journal officiel* [illegible] *République française* [illegible], rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, Tél. (1) 40-58-76-00), qui avait publié en [illegible] un *Dictionnaire* [illegible] *néologismes* [illegible] pages grand format, [illegible] F), « édité en [illegible] *tionnaire* [illegible] (300 pages grand format, [illegible] F). La même J. O. diffuse [illegible] petits glossaires spéciaux, ainsi [illegible] sports (30 pages, [illegible] F), [illegible] l'informatique [illegible] pages, [illegible] F) ou des transports (20 pages, 25 F). *Logiciel et* [illegible] francophones recommandés) [illegible] Mamavi [illegible] Loïc Depecker (90 pages, 75 F) est [illegible] par la Documentation française (29, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07, Tél. (1) 40-15-70-00). L'[illegible] APFA (Actions pour promouvoir la [illegible] des affaires, 278, rue de Sandillon, 45590 Saint-Cyr-en-Val, Tél. 38-76-24-05) réédite [illegible] chez Foucher (128, rue de Rivoli, 75001 Paris, Tél. (1) 42-36-38-90) un [illegible] dépliant de poche : *700 mots d'aujourd'hui* [illegible] *affaires* avec leurs [illegible] Enfin la délégation générale à la langue française [illegible] un système d'information terminologique par Minitel : [illegible] AFNOR, [illegible] « Normalisation et réglementation » ou 3616 JOEL, [illegible] (termes nouveaux [illegible] *Journal officiel*).

ESCALES

Retour au Vietnam

La cour [illegible] audiences de la Cité impériale, [illegible] blanche maison des Pionniers, les esplanades bordant [illegible] rivière [illegible] Parfums [illegible] bâtiments modernes (Théâtre Huynh Thien, centre culturel) [illegible] l'ancienne Cité impériale seront, du [illegible] au [illegible] avril, le cadre [illegible] « Rencontres [illegible] Hué ».

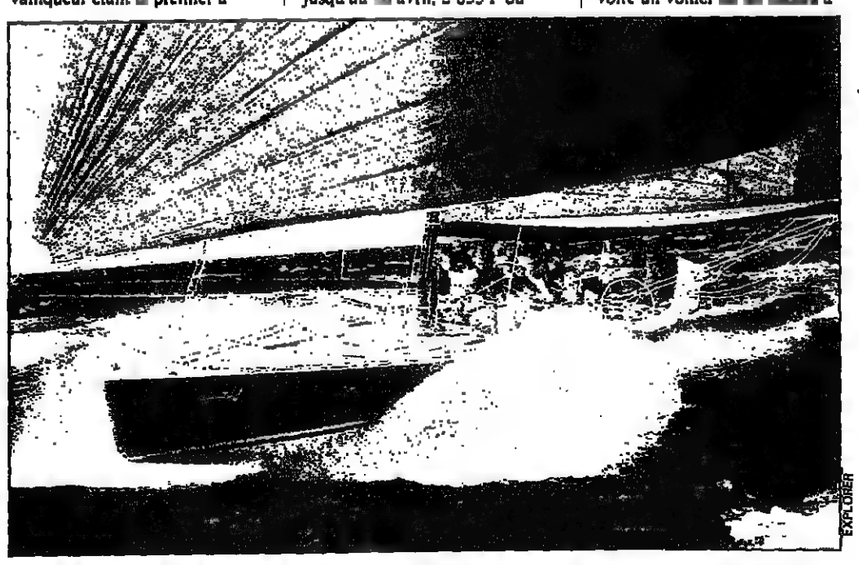
Ce festival franco-vietnamien, premier en date, donnera [illegible] représentations traditionnelles principalement, mais aussi contemporaines, [illegible] deux cultures : théâtre, musique, danses, chansons populaires, marionnettes, cerfs-volants ou spectacles de lampes sur l'eau. Il s'inscrit dans un programme [illegible] coopération [illegible] d'échanges, actions [illegible] mécénat humanitaire [illegible] technologique notamment. Un séjour culturel [illegible] Vietnam permettra d'y assister. La découverte [illegible] la mégapole Saïgon-Ho-Chi-Minh-Ville [illegible] ville plus provinciale de Hué (209 [illegible] habitants), [illegible] pour ses temples [illegible] ses tombeaux royaux, en constituent l'essentiel. Une bonne occasion [illegible] connaître, hors des sentiers battus, l'ordinaire et l'exceptionnel de la vie [illegible] Vietnamiens. [illegible] une croisière [illegible] sampan, [illegible] pique-nique aux environs [illegible] Hué, [illegible] soirée sur un [illegible] flottant et [illegible] échanges [illegible] la population francophone [illegible] la région. Du 27 mars au 11 avril, 14 [illegible] F, [illegible] compris. Une initiative [illegible] l'association Codev Viet Phap, club [illegible] coopération [illegible] développement franco-vietnamien (tél. : 60-70-72-40).

[illegible] par
Patrick Francès
[illegible] **Danielle Tramard**

Régates San-Diego

Huit challengers [illegible] sept pays, dont [illegible] français *Ville-de-Paris*, barré par Marc Pajot (demi-finaliste à Perth en 1987), s'affrontent depuis le 25 janvier, au large [illegible] la Californie, [illegible] le golfe de San-Diego. La compétition durera plus de trois mois, [illegible] la demi-finale du [illegible] mars au 9 avril [illegible] la finale du 20 au 30 avril, le vainqueur étant le premier à gagner quatre manches. Celui-ci affrontera, à partir du [illegible] mai, [illegible] également en quatre manches gagnantes, [illegible] bateau qui se sera imposé, du 14 janvier [illegible] 2 mai, pour défendre [illegible] couleurs des Etats-Unis, pays détenteur du plus ancien (1851) et du plus prestigieux trophée sportif, la Coupe de l'America, une aiguière d'argent de 4 194 grammes qui fait rêver [illegible] skippers du monde [illegible] Pour [illegible] rien dire de l'enjeu économique et de ses retombées considérables. Au total, plus de quatre cents régates verront s'opposer [illegible] divers prétendants. Du grand spectacle en perspective, [illegible] régate (trois heures [illegible] moyenne) étant [illegible] affaire de rapidité que [illegible] tactique, sans oublier l'art de composer avec [illegible] et [illegible]

A ceux qui désirent suivre l'événement sur place, trois voyagistes proposent des forfaits spéciaux. Jetset (dans les agences et [illegible] 42-89-18-00) [illegible] choisi [illegible] hôtels Sheraton, [illegible] Harbor Island, face à la baie : 2 330 F ou 2 [illegible] F jusqu'au [illegible] avril, 2 835 F ou 3 [illegible] F [illegible] mai avec trois nuits, les transferts [illegible] journée en mer. Plus le vol Paris/San-Diego A/R : 2 990 F jusqu'au 31 mars, 4 350 F ensuite. Egalement des séjours de trois [illegible] six nuits avec hébergement (quatre catégories d'hôtels au choix), une journée en mer, une entrée [illegible] Sea World et l'accès au club [illegible] la Coupe [illegible] l'America : [illegible] partir de 1 480 F [illegible] trois nuits en mars, de 2 030 F [illegible] avril et de 2 570 F [illegible] mai. Ajouter le vol [illegible] Jetset'air. De son côté, Via Expansion (40-82-49-90) propose [illegible] départs jusqu'au 13 mai : six nuits avec petits déjeuners, transferts [illegible] avion pour [illegible] 350 F, [illegible] sorties [illegible] mer [illegible] payables sur place. Extension possible [illegible] trois jours à Tucson, dans l'Arizona : 2 [illegible] F par personne [illegible] l'avion [illegible] l'hébergement [illegible] pension complète dans un ranch. Quant à Tonic (agences de voyages, 46-09-25-85), [illegible] programmes « à [illegible] » avec l'avion [illegible] l'hébergement (choix de 7 hôtels) mais également [illegible] possibilité de louer une voiture, voire un voilier [illegible] à moteur pour suivre la [illegible] Départs [illegible] 16 février, 1er, 8, 15 [illegible] 29 mars, 5, 19 [illegible] 26 avril, 10 [illegible] 17 mai.



A noter qu'il [illegible] possible [illegible] vivre la Coupe de l'America, place du marché Saint-Honoré, 75001 Paris, dans [illegible] cadre [illegible] l'exposition présentée à cette occasion. Entrée libre tous [illegible] jours sauf le mardi jusqu'à la fin mai, de 10 heures à 19 heures [illegible] jusqu'à minuit [illegible] jours de compétition. Renseignements [illegible] 47-03-37-87.

TÉLEX

Premier salon du [illegible] **d'exception**, « Voyage Prestige » [illegible] tiendra du jeudi 13 [illegible] samedi 15 février, à l'[illegible] Georges-V, à Paris. Destiné à une clientèle individuelle [illegible] aux entreprises à [illegible] recherche d'un tourisme exclusif [illegible] haut [illegible] gamme, il [illegible] veut [illegible] vitrine [illegible] produits [illegible] services prestigieux : palaces, châteaux, villas, croisières, trains de luxe, circuits. Son objectif : privilégier la [illegible] durant le salon. Entrée libre. Renseigne- [illegible] au 47-23-65-94.

Le « Roy [illegible] **rois » à Nice**, du 20 février au 8 mars, à l'occasion du traditionnel Carnaval [illegible] des multiples fêtes organisées dans [illegible] quartiers de la ville. Au menu : défilé du Roy et [illegible] sa [illegible] (dimanches 23 février, 1er [illegible] 8 mars, [illegible] Gras 3 mars), défilé [illegible] lumières (en [illegible] samedis 22, 29 février [illegible] 7 mars), batailles de fleurs (les 22, 29 février [illegible] 4 mars) [illegible] nombreuses manifestations dédiées aux enfants [illegible] série [illegible] concerts, de spectacles [illegible] de bals. Jusqu'au 8 [illegible] de l'incinération de [illegible] Majesté Carnaval, [illegible] le rivage [illegible] Anges [illegible] du feu d'artifice final. Renseignements au 93-87-16-28 [illegible] par Minitel 3615 code Nice Carnaval.

Une chambre [illegible] **un billet pour l'exposition Toulouse-Lautrec**, du 22 février au 1er juin, au Grand Palais, à Paris. On loge [illegible] Marriott Prince de Galles, avenue George-V. Une nuit (vendredi ou samedi) [illegible] une entrée réservée pour [illegible] F [illegible] personne [illegible] chambre double. Réservations au 47-23-55-11 ou numéro vert 05-90-83-33. Forfait week-end avec 2 nuits [illegible] vol A/R au départ de plusieurs villes [illegible] province : 2 320 F en chambre double. Agences Visit France [illegible] Air Inter.

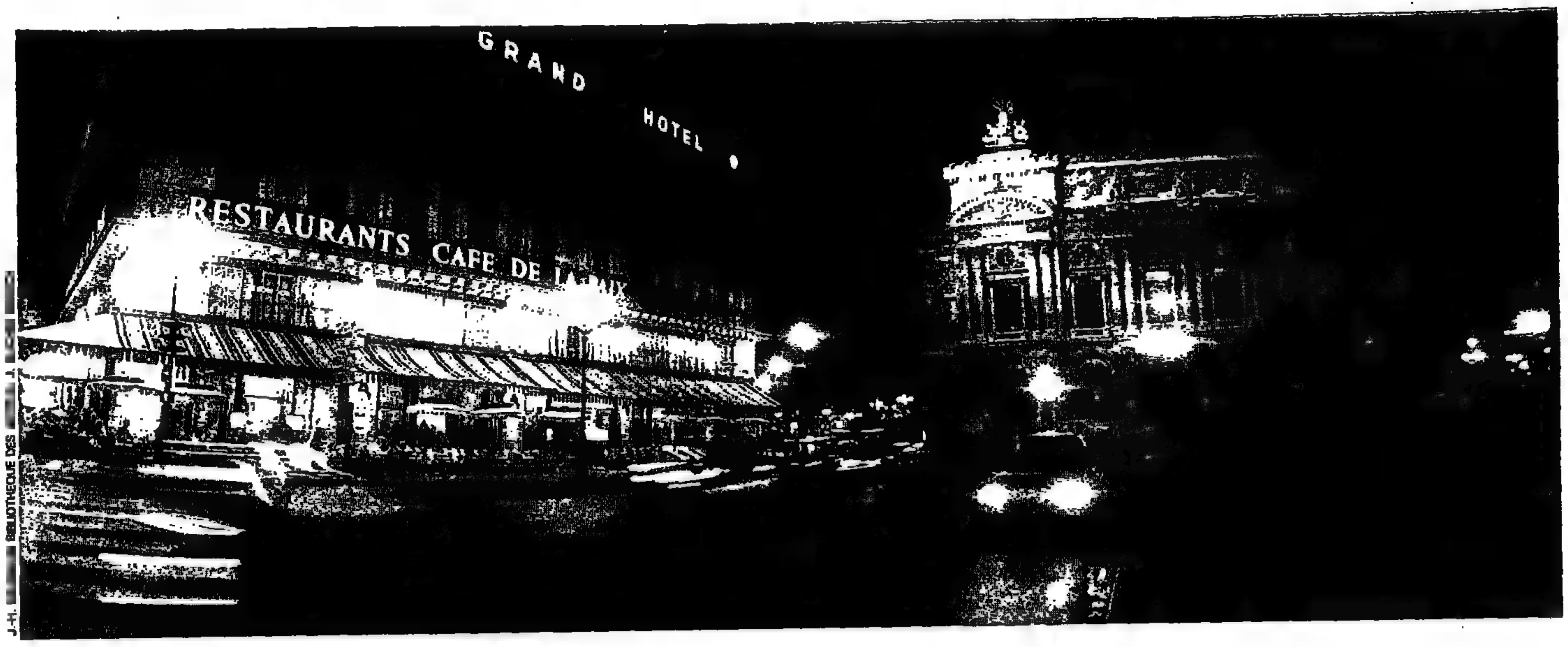
Premières [illegible] **européennes du tourisme pour** [illegible] **enfants**, [illegible] 20 et 21 février à Lille. Baptisé « Génération Tourisme », ce colloque professionnel (Renseignements au 40-22-08-22), organisé par l'agence Tourisme, Marketing [illegible] Communication [illegible] le CRT Nord-Pas-de-Calais, se penchera [illegible] les besoins [illegible] enfants en matière [illegible] vacances, de séjours linguistiques, [illegible] tauration [illegible] d'hôtellerie [illegible] que [illegible] l'offre destinée à [illegible] clientèle [illegible] relativement négligée. Sans oublier les problèmes de financements, de rentabilité [illegible] communication. Un thème également à l'honneur au 27e Salon du tourisme de la Foire de Paris (29 avril au 10 mai) [illegible] diffusion d'un guide présentant trois [illegible] formules [illegible] de voyages pour les moins [illegible] seize ans, en France [illegible] à l'étranger.

L'aventure à [illegible] **h** [illegible] **Paris avec** les Voyages UTA (3, [illegible] Meyerbeer, 75009 Paris, tél. : 48-24-74-74) [illegible] Icelandair qui programment [illegible] découverte [illegible] l'Islande en 5 jours dont 3 jours de safari en jeep (le chauffeur parle anglais) [illegible] explorer un univers où la glace [illegible] le feu se côtoient. Départ [illegible] Paris [illegible] Prix par personne : [illegible] 0 290 F en février à [illegible] 350 F [illegible]

La démocratie [illegible] **Afrique**, thème [illegible] deux voyages d'étude proposés par l'Institut pour la démocratie (106, [illegible] l'Université, 75007 Paris, tél. : 47-53-04-04). L'un [illegible] Afrique centrale, du 17 mars au 7 avril (25 000 F [illegible] pension complète) [illegible] visite [illegible] neuf pays ; l'autre [illegible] Algérie, du 1er au 10 mai (8 [illegible] F), [illegible] extensions possibles dans le Grand [illegible] Hoggar Tassili (7 500 F) et aux confins du Maroc et du Sahara occidental (2 [illegible] F).

Les bonnes [illegible] **de la Savoie olympique** rassemblées dans le guide de Philippe Gindraux (Solar, [illegible] F), qui présente une sélection commentée d'hôtels, restaurants, bars, discothèques et boutiques, [illegible] les [illegible] stations olympiques [illegible] à Chambéry, Aix-les-Bains, Annecy, Grenoble, Lyon et Genève. Utile [illegible] après les J. O.

هكذا من الاصل



J.-H. [redacted] BIBLIOTHÈQUE DES [redacted]

Au Café de la Paix

Comme une sentinelle fidèle, le Café de la Paix garde le carrefour magique [redacted] grands boulevards et [redacted] la place [redacted] l'Opéra. [redacted] lui, l'endroit basculerait dans l'à-peu-près. Portrait de l'institution.

CARDIFF, *La Rochelle, Miami*, Ouagadougou, Québec, Rabat : s'il [redacted] autant [redacted] la Paix (en français dans [redacted] texte) de par le monde, autant d'occasions d'apaiser [redacted] conscience avec sa soif, [redacted] coulent d'une unique [redacted] qui [redacted] Paris. Sous [redacted], ce [redacted] bribes d'une histoire, [redacted] éclats d'un reflet, [redacted] d'une visite, que l'on [redacted] capter, jusqu'à croire, comme [redacted] Mephisto américain [redacted] milliardaire [redacted] début des années 60, qu'il suffirait d'en installer une réplique [redacted] sur [redacted] Vᵉ Avenue pour s'en approprier l'âme. Un espoir ou un hommage aussi [redacted] que de vouloir reconstituer la tour Eiffel [redacted] Tokyo, [redacted] la basilique Saint-Pierre à Yamoussoukro.

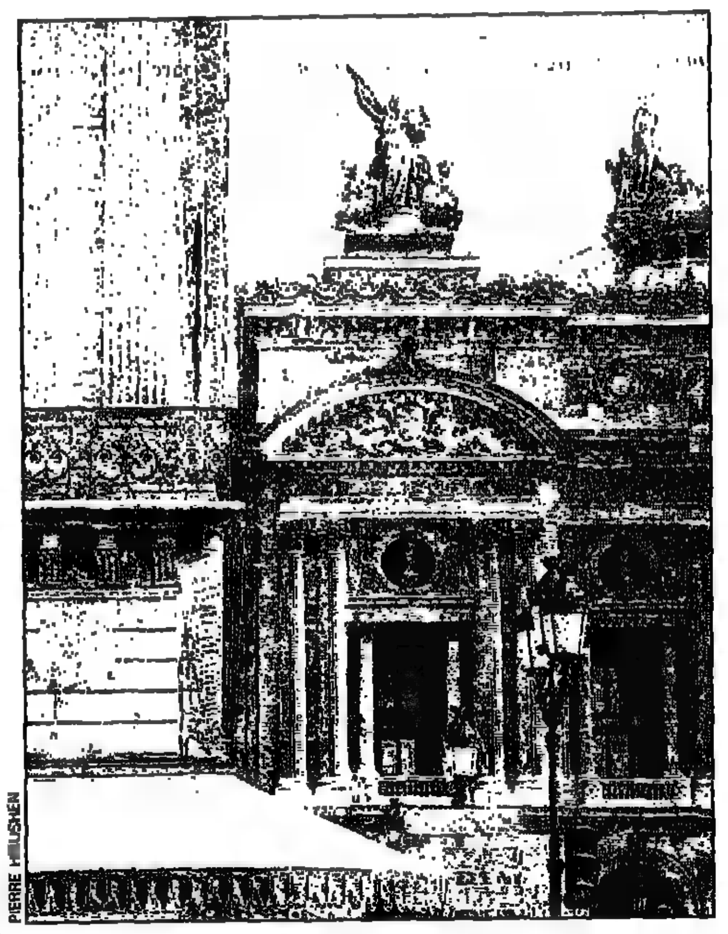
Car [redacted] Café [redacted] la Paix est d'au[redacted] plus solidement ancré depuis [redacted] à l'angle du [redacted] place de l'Opéra [redacted] du 12 boulevard des Capucines qu'il n'est [redacted] né dans [redacted] : c'est l'espace qui [redacted] né *de lui*. Souvenons-nous : le quartier entier [redacted] par [redacted] baron Haussmann. Le chantier de l'Opéra, qui [redacted] terminera qu'en 1874, n'est [redacted] ouvert. Napoléon III suggère [redacted] frères Pereire de financer un hôtel [redacted] celui du Louvre (1) qui pourrait rivaliser avec ceux qu'il fréquentait à Londres. Ainsi feront-ils édifier dans [redacted] man's land le Grand [redacted] de la Paix, [redacted] plus fastueux de l'époque, dont seul [redacted] l'appellation après qu'un [redacted] homonyme [redacted] la rue [redacted] la Paix [redacted] contraint l'hôtel à n'être plus que Grand. Par lui seront dessinés ou redessinés [redacted] de [redacted] place [redacted] l'Opéra, [redacted] la rue Auber et [redacted] rue Scribe.

A l'inauguration de l'ensemble, [redacted] mai 1862, en présence de l'impératrice, [redacted] muses qui feront [redacted] meilleurs clients et l'essentiel [redacted] sa réputation [redacted] disputent déjà sa scène : l'opéra (extrait de *la Traviata*), la danse (*Giselle*), [redacted] théâtre (*29ᵉ* [redacted] *l'ombre*, [redacted] Labiche) [redacted] le music-hall (la chanteuse Thérésa [redacted] le chansonnier Gustave Nadaud). *Le boulevard* [redacted] *là dans son* entier. Jacques Offenbach, qui dirige l'orchestre, n'a plus qu'à en coucher la musique [redacted] papier. [redacted] titre est [redacted] trouvé : désormais, on ne donnera [redacted] *ces lieux rien* d'autre qu'une vibrante *Vie parisienne* avec [redacted] trois intangibles vrais ou [redacted] caractères – l'Etran[redacted] l'Aristocrate [redacted] le Mondain.

Si [redacted] Café [redacted] la Paix pénètre [redacted] coin dans ce qu'on appelle alors «*le* [redacted] *Paris*», c'est pour mieux s'imposer dans l'espace et [redacted] mémoires, en [redacted] offrant deux profils bien différents avec, perché [redacted] une casquette d'écailler [redacted] *son front*, [redacted] *store en quart de cercle*, qui, depuis maintenant un siècle, signe [redacted] souligne l'angle. Son graphisme ou son dessin ont pu changer, [redacted] imperturbable maintien [redacted] *qu'à cet endroit précis* [redacted] un simple tissu peut obtenir raison du temps. Comment ne pas penser alors les murs élevés sur l'éternité, [redacted] les couloirs, où Jean-Luc Godard parcourait Alphaville, hors d'âge?

[redacted] au moment *où s'épanouit la* photographie, le Café de la Paix semble installé [redacted] pour trouver auprès d'elle l'assurance de leur pérennité respective. Nadar, dont *l'atelier* [redacted] *en face, au 35* (il y accueillera les premiers «impressionnistes» [redacted] avril 1874), deviendra «photographe [redacted] nuit» dès [redacted] au Grand Hôtel. Aussi le café délaisse-t-il rapidement la gravure pour [redacted] faire tirer [redacted] portrait. Les photos l'offrent [redacted] toile [redacted] fond [redacted] rue, laissant tout juste paraître [redacted] jovialité [redacted] réjouissances d'un mardi-gras, son patriotisme devant un défilé militaire, sa prudence lors d'une manifestation ouvrière. Tournent fiacres, landaus [redacted] charrettes, se croisent cocottes, galonnés et huit-reflets, [redacted] chevaux apprennent [redacted] méfier [redacted] voitures, [redacted] chapeaux melons éviteront les casquettes, c'est la guerre, la grande, [redacted] la victoire [redacted] ceux qui [redacted] vient déferler [redacted] boulevard, avant d'accepter la [redacted] embouteillages.

Voici l'entre-deux-guerres, [redacted] Seine s'est mis [redacted] tête de [redacted] plus [redacted] Paris, mais [redacted] la partager. A [redacted] rive droite – [redacted] hémisphère droit, – elle parait accorder le don [redacted] et ses divertissements, [redacted] sa rive gauche le siège de la pensée. Comme [redacted] Oscar Wilde n'avait [redacted] rêver [redacted] *Café de la Paix* et Flaubert, Maupassant, Zola qu'y passer. La table dite des «quatre boulevardiers» – Tristan Bernard,



PIERRE HEUSHEN

Lucien Guitry, Jules Renard [redacted] Alfred Capus – [redacted] inoccupée. Restent Maurice Chevalier, Joséphine Baker, Mistinguett, et, Serge Lifar en tête, les armées [redacted] l'Opéra. Ce n'est pas un entracte, simplement [redacted] changement de décor. Imperturbable, plume en main sur la [redacted], Conan Doyle [redacted] attendu la visite [redacted] Mr. Holmes.

La terrasse. Avec elle, l'histoire devient anecdotique, le monde frivole, la vie facile. Ses quarante-deux mètres en font le plus long affrontement entre promeneurs [redacted] de [redacted] Paris. Les [redacted] les autres au demeurant largement complices. Mais c'est au boulevard [redacted] céder [redacted] pas, [redacted] lui de se plier à sa façon sur son [redacted]. Elle ralentit [redacted] marcheur, convoque son regard : impossible de l'ignorer. Qui [redacted] outre doit courber la tête et accélérer [redacted] mouvement sous sa réprobation. Elle [redacted] poids dans [redacted] appréciation [redacted] silhouettes, [redacted] pour unique critère une idéale harmonie entre intérieur et extérieur.

L'exercice avait dû paraître suffisamment risqué [redacted] l'origine, [redacted] l'on en croit [redacted] guide Joanne [redacted] 1862, pour que «*le salon des dames, situé* [redacted] *rez-de-chaussée,* [redacted] *droite* [redacted] *perron*, [soit] *éclairé par des glaces* [redacted] *tain, qui permettent* [redacted] *voyageuses d'assister, sans être* [redacted] *spectacle pittoresque de* [redacted] *circulation parisienne*». L'Histoire, égalitaire, a décidé depuis qu'on ne saurait voir [redacted] être vu, de même qu'elle a profité du Front populaire pour trancher définitivement la grave question de savoir si l'on s'assied en [redacted] pour boire, ou si l'on y boit pour s'y installer : une grève des garçons [redacted] café éclate-t-elle en 1937 que [redacted] n'en [redacted] pas moins noire [redacted] monde jusqu'à la fermeture.

L'art de distinguer une professionnelle d'une bourgeoise, son protecteur d'un honnête agent immobilier, un ancien secrétaire d'Etat (PS) d'un sénateur centriste, [redacted] un citoyen de Grand-Rapids (Minnesota) d'un [redacted] Dunedin (Nouvelle-Zélande) exige trop [redacted] finesse pour qu'on [redacted] aux longues heures d'apprentissage [redacted] le tas. Ce n'est qu'à ce prix que [redacted] *terrasse* deviendra ce qu'elle parait [redacted] : une retraite. Nul, sans doute, n'aura [redacted] aussi loin [redacted] ce fameux colonel britannique, vétéran [redacted] Khartoum, [redacted] plus de [redacted] *ans de suite*, l'intégralité de son mois [redacted], chaque jour [redacted] 10 [redacted] minuit.

On comprendra que le [redacted] de la Paix [redacted] plus [redacted] hors [redacted] nos frontières qu'en France. *Souvenir indispensable* d'un séjour à Paris, l'habitant [redacted] Tokyo, celui de Beyrouth et celui [redacted] New-York n'y manqueront ni leur rendez-vous ni leur courrier *épinglé* [redacted] *sa poste restante, comme* [redacted] où le voyage touchait au mystère. Ces étrangers, qui représentent [redacted] moitié [redacted] sa clientèle, de [redacted] décor, [redacted] son esprit, [redacted] *toujours* [redacted] *lui manifester leur* [redacted] et leur empressement. C'est [redacted] Américain qui dérobe, pour l'emporter outre-Atlantique, [redacted] 1922, la table où il [redacted] pris l'habitude [redacted] *venir s'asseoir* [redacted] pourra [redacted], trente [redacted] plus tard, qu'il renvoie «*une table* [redacted] *de laquelle, grâce à moi,* [redacted] *nazis n'ont pas pu s'asseoir*». Lesquels, en [redacted], n'avaient que trop [redacted] d'une publicité présentant, [redacted] 1939, [redacted] comme «*the heart of the world*», un [redacted] qu'ils s'approprieraient [redacted] réquisitionnant [redacted] Hôtel.

[redacted], ses liaisons, [redacted] infor[redacted] *l'état de* [redacted] *santé* [redacted] d'un personnage [redacted] public, [redacted] témoigne [redacted] entrefilet du *Monde* [redacted] du 22 septembre [redacted] : «*Périodiquement,* [redacted] *bruit* [redacted] *le Café* [redacted] *Paix, qui jouit d'une réputation universelle* [redacted] *qui constitue l'un* [redacted] *attraits de* [redacted] *capitale, serait sur le point* [redacted] *disparaître pour faire place* [redacted] *entreprise d'un genre* [redacted] *différent. Or on nous* [redacted] *assuré ce matin* [redacted] *au Café* [redacted] *Paix que* [redacted] *rumeurs* [redacted] *totalement dénuées de fondement.*»

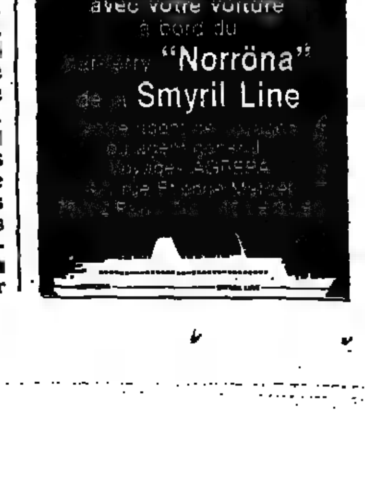
Certes, [redacted] convoitises ont pu [redacted] nombreuses, mais son principal ennemi gisait [redacted] lui-même, [redacted] le manque [redacted] confiance en son passé, en [redacted]. Ainsi aliénait-il son avenir, [redacted] années 70, lorsqu'il prétendit se donner un nouveau visage [redacted] une nouvelle [redacted] «internationales». Aujourd'hui, le [redacted] la [redacted] convaincu qu'il [redacted] sera jamais [redacted] moderne qu'au plus près de [redacted] origines. La brasserie (Relais Capucines) s'est replongée dans une cuisine «de terroir», où mon[redacted] au créneau andouillette, [redacted] cervelas et, après avoir été (mal) [redacted] jardin d'hiver, devrait retrouver prochainement, la mode Second Empire aidant, [redacted] nouvelle ancienne physionomie.

Ses chapiteaux corinthiens et le bronze des colonnes, où [redacted] Garnier [redacted] ses armes [redacted] la direction [redacted] Armand, préludent à l'Opéra par un autre foyer [redacted] la rue [redacted] scène et tantôt la coulisse. On y a ses quartiers (de noblesse), les [redacted] et leurs [redacted] y règnent. Le chapeau [redacted] permet [redacted] différencier l'aïeule, de la mère [redacted] la fille, pareillement envisonnées, [redacted] l'escale d'une course dans [redacted] quadrilatère sacré [redacted] par [redacted] boulevard [redacted] la [redacted] du Faubourg-Saint-Honoré. Le [redacted] de la Paix leur appartient depuis [redacted] générations que [redacted] miroirs se [redacted] parfois [redacted] peu prier pour renvoyer d'autres images. La jeunesse amène de plus loin son indispensable dissonance, japonaise en diable, avide [redacted] goûter, colorée, en transit. [redacted] nuages [redacted] ceux, roses [redacted] bleus, [redacted] d'angelots fleuris, [redacted] plafonds [redacted]. *Les orages sont définitive*[redacted] passés, et rien [redacted] grave [redacted] peut arriver.

Jean-Louis Perrier

(1) Transformé [redacted] années [redacted] boutiques d'antiquaires.

▶ [redacted] a [redacted] de [redacted] dans son ouvrage *Café* [redacted] *Paix*. (En [redacted] sur place, 256 p., 300 F.)



هكذا من الأصل

Anvers, quais des doutes

Suite de ■ page 27

Symptôme d'une crise d'identité, [redacted] ville semble obsédée par [redacted] âge d'or : on peut [redacted] parler [redacted] Philippe II trois fois dans [redacted] même journée. Une fois, c'est un historien, et c'est normal ; [redacted] fois, c'est le bourgmestre, et c'est naturel ; mais la troisième fois, c'est un banquier, intervenant spontanément [redacted] une conversation qu'il entend [redacted] restaurant [redacted] qui tient [redacted] rappeler : « *Nous* [redacted] *inventé* [redacted] *Bourse,* [redacted] *créé Rotterdam...* », pour mieux s'excuser : « *Cette histoire d'extrême droite, c'est marginal, c'est un vote de refus, rien d'autre.* » [redacted] d'être anversois, que l'on [redacted] dans [redacted] milieux, et, pour beaucoup, honte [redacted] vote réactionnaire et xénophobe.

Nés [redacted] **une mappemonde** dans [redacted] tête, prêts [redacted] partir, prompts [redacted] manier les langues, [redacted] les projets [redacted] trébuchants, les Anversois, qui n'ont [redacted] tant à se plaindre du vingtième siècle, [redacted] pourtant la [redacted] leur siècle d'or, [redacted] seizième. C[redacted] ville de cinq [redacted] mille habitants (avec [redacted] annexées [redacted] 1983) [redacted] compte déjà [redacted] la fin du seizième près de [redacted] mille. Une très grande ville pour l'époque, une métropole. L'axe Anvers-Venise est, selon Fernand Braudel, pendant toute cette période, « *l'isthme européen de tous le plus actif* ». Ainsi le poivre de Nuremberg arrive-t-il par Venise, [redacted] par Anvers, indifféremment. Ayant pris le pas sur Bruges, Anvers domine le monde des échanges et du commerce, travaille avec les navigateurs portugais, attire ceux qui veulent faire fortune et, garante [redacted] la tolérance mutuelle [redacted] religions, les idées et les races, [redacted] aussi, avec [redacted] imprimeurs, une capitale de l'humanisme.

Mais chacun [redacted] tête une date funeste : 1585, la prise de la ville [redacted] Alexandre Farnèse, fameux capitaine, pour le compte du roi d'Espagne, Philippe II, fils de Charles Quint, acharné [redacted] établir la suprématie de l'Eglise romaine partout en Europe, qui marque la fin du régime de « *veerdreagzamheid* », de tolérance et [redacted] support mutuel. Catastrophe : [redacted] protestants, les intellectuels, [redacted] esprits libres, quittent [redacted] ville et s'établissent aux Pays-Bas, chez Guillaume d'Orange... D'où le sentiment [redacted] banquier d'aujourd'hui d'avoir contribué [redacted] « créer » la rivale, Rotterdam.

[redacted] **de pont** de la Contre-Réforme par l'occupant espagnol, Anvers met [redacted] trop hésiter [redacted] artisans et ses [redacted] chands au service de la nouvelle idéologie [redacted] lance dans l'exportation de retables, de missels, bibles [redacted] bréviaires qui font la fortune [redacted] imprimeur fameux, Plantin Moretius, [redacted] construire [redacted] plus [redacted] églises jésuites d'Europe du Nord : Rubens, l'Anversois [redacted] doute [redacted] plus célèbre, dessine [redacted] façade [redacted] Saint-Charles-Borromée [redacted] l'intérieur [redacted] peintures. Une église [redacted] tout un peuple d'anges sculptés dans [redacted] bois sombre ont, pour inviter [redacted] confession, un gracieux déhanchement [redacted] seule leur pureté autorise.

C'est en fait [redacted] dix-neuvième siècle, [redacted] période [redacted] prospère, qui a réinventé [redacted] âge d'or [redacted] mis en avant ses héros (tandis que [redacted] Hollandais « découvraient » leur Rembrandt), [redacted] l'historien de l'art Jan Vanderstock, qui prépare pour 1993 [redacted] expositions qui montreront comment « *Anvers s'est faite* [redacted] *les étrangers* », des étrangers « *animés d'une idéologie du travail, d'une certaine austérité et d'un solide* [redacted] *de l'épargne* ».

« *Notre histoire* [redacted] *grande, on aurait pu* [redacted] *contenter de nostalgie autosatisfaite* », remarque André Hebbelinck, jeune musicologue bruxellois qui prépare [redacted] le même enthousiasme un festival de musique ancienne (la polyphonie [redacted] née [redacted] Anvers) [redacted] meilleurs groupes européens (issus de l'enseignement, en Italie [redacted] en France, de spécialistes anversois expatriés...) [redacted] qui s'en [redacted] Maroc chercher les musiciens qui viendront apprendre [redacted] jeunes Berbères [redacted] la ville (une éducation qui ne peut [redacted] passer par l'écrit) les principes de leur art traditionnel.

Ces deux [redacted] reflètent, [redacted] rapprochée, l'état d'esprit d'une communauté qui n'aime pas se reconnaître dans le vote de la peur [redacted] du refus de l'autre qui est sorti des urnes, un certain 24 novembre. Quand [redacted] écoute Eric Antonis, l'homme de théâtre qui a animé un [redacted] culturel [redacted] Turnhout, en Belgique, puis, aux Pays-Bas, dans la ville de Philips, Eindhoven, [redacted] d'être chargé de la programmation d'Anvers 93, [redacted] remarque combien ce résultat électoral le préoccupe. Démocrate [redacted] qu'« [redacted] *sous-estime toujours la qualité du public* », prêt [redacted] utiliser ses crédits pour révéler des talents et stimuler des énergies, [redacted] dehors des circuits des subventions habituelles, il [redacted] peut cacher son inquiétude devant les exaltés du mouvement nationaliste flamand, ces jeunes [redacted] « *qui n'ont* [redacted] *cadre de référence historique* ». Quand on pense, dit-il, qu'« *il y eut un ministre, en Belgique, pour proposer la suppression de l'enseignement de l'Histoire* ».

« La culture, c'est capital », proclame [redacted] slogan du festival de 1993, confié par la municipalité [redacted] une institution autonome, [redacted] courageux dans une ville qui avait jusque-là, selon un observateur, [redacted] « *politique pas trop élitiste pour* [redacted] *pas insulter le peuple, et pas trop populiste pour* [redacted] *pas insulter l'Histoire* ». Pas de culture [redacted] mémoire. [redacted] l'opération « Ville et fleuve » [redacted] pris cette ampleur, c'est peut-être aussi que les édiles voulaient se faire pardonner la démolition, quelques mois plus tôt, des entrepôts royaux, sur le bassin Napoléon, des hangars géants de brique, qu'aujourd'hui sans doute [redacted] choisirait de restaurer.

C'était [redacted] **véritable « ville** dans la ville », nous dit l'architecte [redacted] Van Reeth, qui [redacted] bataillé pour leur conservation : « *Toute la mémoire* [redacted] *là. Mais il y avait* [redacted] *doute beaucoup de gens pour penser, si* [redacted] *mère,* [redacted] *père, ont travaillé là, autrefois, ont souffert, ça doit partir. Mieux vaut effacer.* » Sur les quais, [redacted] Van Reeth est l'auteur d'un surprenant édifice largement rayé de noir [redacted] de blanc (« *une architecture navale* », dit-il), construit pour un ami décorateur et qui fit sensation, en 1985. « *Chaque fois, nous essayons de lancer* [redacted] *signal* », dit celui qui représente l'avant-garde [redacted] qui vient [redacted] terminer [redacted] la transformation d'un autre bâtiment sur le quai, avec [redacted] et un restaurant avec [redacted] sur l'Escaut. Dans le bureau circulaire de son agence, Bob Van Reeth [redacted] « sa » solution pour la transformation des quais. « *C'est très simple, et très bon marché : il suffit de mettre aux deux bouts des panneaux d'interdiction de circuler* [redacted] *d'envoyer les camions sur le périphérique... après l'avoir complété des trois* [redacted] *mètres qui manquent.* » La rénovation [redacted] fera d'elle-même, affirme-t-il.

« *La réussite économique* [redacted] *suffit pas, la culture est un contrepoint indispensable dans* [redacted] *société trop matérialiste* », affirme, en tant que président d'Anvers 93, Maurice Velge, qui [redacted] un [redacted] industriels du stockage [redacted] fruits [redacted] légumes [redacted] d'outre-mer (1 million 700 000 [redacted] l'an dernier) qu'il redistribue [redacted] l'Europe [redacted] un collectionneur, à titre privé, d'art moderne. A lui seul, [redacted] représentation d'un [redacted] tère » de la scène anversoise, [redacted] l'on [redacted] croit [redacted] observateur [redacted] qui [redacted] « *les collections privées sont plus riches que les musées* » et [redacted] « *les galeries* [redacted] *qu'en Europe Genève et Anvers sont les principaux points d'ancrage de ce marché-là* ». [redacted] Maurice Velge [redacted] qu'il n'a [redacted] mal à recueillir sur un budget [redacted] millions de francs belges (150 millions [redacted] francs), [redacted] millions [redacted] mécénat auprès des entreprises privées pour [redacted] festival, [redacted] *première dans ce pays* [redacted] *matière de mécénat* ».

« **La Belgique** [redacted] *un* [redacted] *riche,* [redacted] *un* [redacted] *pauvre* », rappelle ce grand patron. D'autres ajoutent : « *Anvers* [redacted] *ville riche, mais* [redacted] *caisses municipales* [redacted] *vides.* » Ce qui faisait autrefois la fortune [redacted] [redacted] habitants faisait généralement du même coup [redacted] gloire [redacted] la [redacted] de la ville : [redacted] musées, dont plu[redacted] maisons privées d'autrefois, [redacted] Rockoxhuis notamment, [redacted] le remarquable [redacted] ethnographique rouvert il y a à peine trois ans, en témoignent. « *Aujourd'hui,* [redacted] dit un Anversois, *les grandes sociétés prennent la* [redacted] *support, une base d'intervention,* [redacted] *un minimum* [redacted] *participation.* » Tout se passe [redacted] [redacted] la collectivité [redacted] prendre [redacted] que [redacted] réussite économique ne suffisait [redacted] qu'Anvers allait, [redacted] simplement, [redacted] la culture.

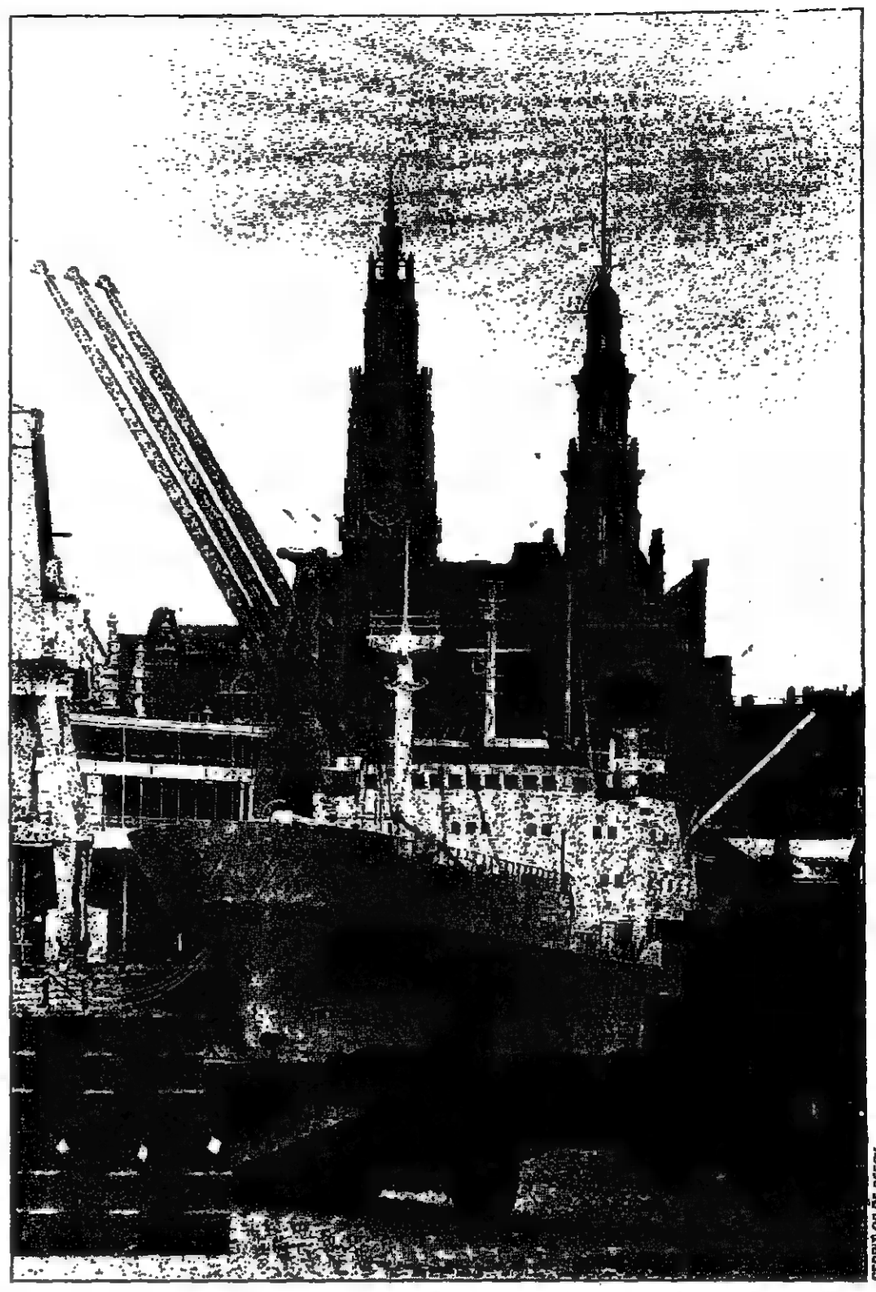
Le dix-neuvième [redacted] avec [redacted] expositions universelles, le vingtième [redacted] exposition en 1930, [redacted] la ville l'empreinte, aujourd'hui souvent bancale [redacted] délaissée, d'un solide renouveau économique. [redacted] étonnantes maisons bourgeoises [redacted] style historiciste ou art nouveau [redacted] Cogels Osylei, [redacted] le faubourg de Berchem, [redacted] trouvé [redacted] pour les remettre [redacted] état, [redacted] centre de la ville a plus de mal [redacted] se refaire spontanément une beauté. Autour [redacted] cathédrale [redacted] l'hôtel de ville, [redacted] silhouettes [redacted] maisons flamandes donnent le ton. [redacted] il y a fort à faire derrière [redacted] façades.

Cependant, Anvers 93 [redacted] un dopant efficace pour certains « bâtiments exceptionnels » : la [redacted], par exemple, basilique [redacted] Viollet-le-Duc, où marbres, stucs, colonnes, cuivres et bronzes avaient disparu sous [redacted] couleurs. Dans [redacted] « quartier Latin », celui de [redacted] vie [redacted] restaurants, un [redacted] passionné s'acharne [redacted] le théâtre Bourla, construit par un Français [redacted] La salle avait [redacted] n'offrait aux [redacted] que l'usage [redacted] son foyer-restaurant, [redacted] ornée [redacted] fresques, [redacted] apprécié [redacted] fréquenté. Le [redacted] l'avenant [redacted] machineries d'époque, un [redacted] plus anciens [redacted] d'Europe encore [redacted] service. Anvers rattrape son retard. En face de [redacted] maison Rubens, un [redacted] de l'image va être abrité dans un palais du dix-huitième [redacted] la grande rue commerçante se [redacted] de la circulation [redacted] Et [redacted] qui [redacted] commandé [redacted] dizaine d'artistes contemporains [redacted] Middelheim permettront d'accroître la collection.

Aujourd'hui, [redacted] ville [redacted] son [redacted] semblent [redacted] trop [redacted] l'usage qu'on en fait : les chiffres confirment [redacted] impression (trois cent mille habitants en 1910 [redacted] l'intérieur [redacted] anciens remparts, l'autoroute actuelle, là [redacted] on n'en compte plus [redacted] mille). [redacted] Hollandais [redacted] sans doute quelques bonnes raisons d'arriver en [redacted] de fin de semaine, [redacted] faire la tournée [redacted] cafés [redacted] déambuler [redacted] d'Anvers. Si cela [redacted] étonne, c'est que [redacted] n'avez pas vu Rotterdam... Anvers, vieux quartier [redacted] Rotterdam.

De [redacted] *envoyée spéciale*
Michèle Champenois

▶ Ville natale de Rubens, Van Dyck [redacted] **de** [redacted] **Jordaens, Anvers célébrera en 1993 le 400e anniversaire** [redacted] **la naissance de ce** [redacted] **baroque, par une rétrospective** [redacted] **œuvres au** [redacted] **royal** [redacted] **beaux-arts. Renseignements** [redacted] **les spectacles** [redacted] **manifestations prévues : Antwerpen 93, 29 Grote Markt B-2000 Anvers. Tél : 19 32 3** [redacted] **11 88. Télécopie : 226 15 55.**



GERRIT OP DE BEECK

GERRIT OP DE BEECK

هكذا من الاصل

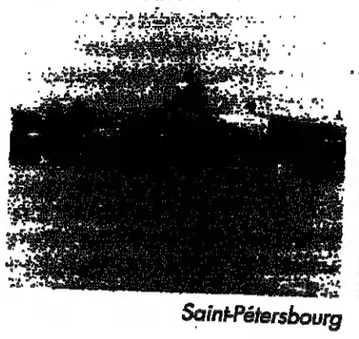
Saint-Pétersbourg – Carélie – Moscou

Grand succès en 1991 plus de 2 500 Passagers enthousiastes

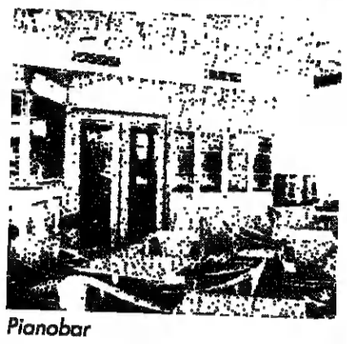
11 jours à partir de 9 600 FF

avec «MS Pakhomov»★★★★

Sous la direction de la société suisse I.C.H. à Rapperswil, notre bateau de croisière fluviale est aménagé à l'occidentale. Le "MS Pakhomov" a été construit en 1990 en Allemagne. Aménagées avec goût, toutes ses cabines sont extérieures et ont toutes WC/douches et climatisation. Les locaux communs sont bien équipés : restaurant, bar dansant panoramique, salle de lecture, grand solarium sur le pont, boutique, salon de coiffure et sauna. Un médecin est à la disposition des passagers. Notre commandant de bord suisse et son équipage sont toujours prêts à répondre à vos questions et veillent à l'animation (cours de russe et cours de cuisine, conférences, culture physique, etc.) et aux excursions à terre.


Saint-Pétersbourg

Valaam


Pianobar

Programme

Saint-Pétersbourg – Moscou

1er jour : Paris Saint-Pétersbourg

Départ de l'aéroport de Paris, par vol régulier jusqu'à Saint-Pétersbourg et transfert sur le « MS Pakhomov ».

2e jour : Saint-Pétersbourg

Tour de ville guidé. Le soir spectacle de Ballet au Kirov ou théâtre Maly.

3e jour : Pouchkine – Neva – lac Ladoga

Le matin, visite de la ville de Pouchkine. L'après-midi, autre excursion à Saint-Pétersbourg. Le soir, le bateau lève l'ancre : cap sur le lac Ladoga en remontant la Neva.

Kishi

4e jour : Le phénomène de Valaam

On aborde le matin à Valaam, île féerique à l'extrémité nord du lac Ladoga. Visite guidée dans une nature enchanteresse et visite du couvent de la Transfiguration du Christ (ancien centre de la vie religieuse russe). L'après-midi, traversée du lac Ladoga pour atteindre l'embouchure de la Svir en fin de journée.

5e jour : Svir – lac Onega – Kishi

Nous quittons les eaux de la Svir au petit matin pour nous engager sur le lac Onega en direction de l'île Kishi, où nous abordons l'après-midi. Visite de l'île avec son extraordinaire église en bois. Le soir, nous reprenons notre périple.

6e jour : Petrozavodsk – canal Volga-Baltique

Nous jetons l'ancre à Petrozavodsk, capitale de la République de Carélie. Petit tour de ville guidé le matin. Puis nous quittons le lac Onega et nous engageons sur le canal Volga-Baltique.

7e jour : Lac Beloje – Belozersk

Nous faisons escale à Goritsky et visitons l'après-midi le couvent orthodoxe de Belozersk.

8e jour : Lac de Rybinsk – Volga

Après l'impressionnant lac artificiel de Rybinsk, nous atteignons la Volga. Dans le courant de la journée, nous allons jeter l'ancre à Ouglitch. Visite guidée de l'une des plus anciennes cités du cours supérieur de la Volga.

9e jour : Canal de Moscou – Moscou

Nous rejoignons la Moskva en suivant le canal de Moscou et accostons à Moscou l'après-midi. Première promenade en ville. Le soir, Cirque de Moscou ou spectacle de danse au Bolchoï.

10e jour : Moscou

Tour de ville guidé, et soirée de gala à bord.

11e jour : Moscou – Paris

Nous débarquons le matin du « MS Pakhomov ». Transfert à l'aéroport et retour à Paris par vol régulier.

Bateau exploité par une société suisse

Le commandant de bord, deux cuisiniers et le maître d'hôtel dirigent l'équipe.

La nourriture est importée d'Europe occidentale

Restaurant aménagé à l'occidentale, bar, salles de séjour.

Pas de changements d'hôtel

Installation à bord du bateau pour toute la durée du voyage.

Aide à la construction de l'économie

Chacun veut y collaborer. Nous le faisons grâce à votre contribution.

Prix exceptionnel

9 600 F par personne pour la croisière en cabine sur le pont principal, avec vols, pension complète, excursions.

Nos prix comprennent :

- vol Paris – Saint-Pétersbourg/Moscou – Paris
- croisière selon programme, dans la catégorie de cabine que vous aurez réservée
- pension complète à bord
- toutes les excursions
- toutes les taxes et service
- transfert
- service d'un accompagnateur
- 20 kg de bagages autorisés

Non compris :

- frais de visa
- assurances optionnelles
- boissons et dépenses personnelles

Sous réserve de changements de programme

North Western River Shipping
Saint-Pétersbourg

Programme

Moscou – Saint-Pétersbourg

C'est le même voyage, mais en sens inverse. Seuls les horaires peuvent changer.

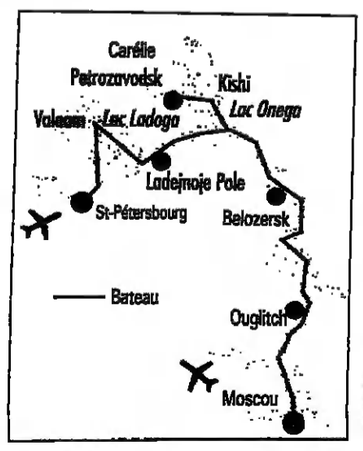
Rendez-nous visite au 1er salon du tourisme d'Exception le 13-15 février 1992 Hôtel George-V, Paris

ATHENAEUM
Renseignements/Inscriptions
6, rue Quentin-Bauchart
75008 Paris
Tél. : (1) 47-23-65-94
Fax : (1) 49-52-01-17

Dates de voyage :

Saint-Pétersbourg – Moscou
24.05. – 03.06.1992
13.06. – 23.06.1992
03.07. – 13.07.1992
23.07. – 02.08.1992
12.08. – 22.08.1992
01.09. – 11.09.1992
21.09. – 01.10.1992

Moscou – Saint-Pétersbourg
23.06. – 03.07.1992
13.07. – 23.07.1992
02.08. – 12.08.1992
22.08. – 01.09.1992
11.09. – 21.09.1992
01.10. – 11.10.1992



Nos succès en CEI

- **Eurasie Express**
  Moscou – Pékin – Hong-Kong
- **Express de la Route de la Soie**
  Pékin – Moscou
- **Transsibérien**
  Moscou – Vladivostok
- **Croisières fluviales, confort occidental**
  Saint-Pétersbourg – Carélie
  Dniepr – Ukraine
  Prix spécial
- **Demandez la brochure détaillée**

(1) 47-23-65-94

INSCRIPTION

Inscription définitive de la (des) personne(s) suivante(s) à la croisière Saint-Pétersbourg – Carélie – Moscou : (cocher ce qui convient)

Date de voyage :	Prix par personne en fr. Le Monde
☐ cabine à 2 lits, pont principal	9 600.–
☐ cabine à 2 lits, pont intermédiaire	10 800.–
☐ cabine à 2 lits, pont supérieur	11 900.–
☐ cabine à 1 lit, pont supérieur	12 300.–
☐ suite	19 600.–
☐ supplément pour occuper seul(e) une cabine à 2 lits	4 500.–
☐ assurance-annulation et rapatriement (obligatoire si non-titulaire d'une assurance équivalente) Nom de l'assurance	230.–

1. Nom _____ Prénom _____
2. Nom _____ Prénom _____
Rue _____
Code postal/localité _____
N° de téléphone _____

Bridge

nº 1472

ILLUSION D'OPTIQUE

La plupart des bridgeurs se laissent influencer par les quatre jeux, et ce fut le cas dans cette donne où un chroniqueur proposa une solution que certains experts ont qualifiée de « ridicule ».

♠ 7 2
♡ R 10 5
◇ D V 8 4
♣ R 6 4 2

♠ D V 10 9 5
♡ D V 9 8 7
◇ 5 3
♣ –

N / O E / S

♠ A R 8 4 3
♡ 4 3 2
◇ 2
♣ D V 10

♠ 6
♡ A 6
◇ A R 10 9 7 6
♣ A 8 7 5

Ann. : S. don. N-S vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1◇	2◇	3◇	4♣
5◇	passe	passe	passe

Ouest a entamé la Dame de Pique et a continué Pique. *Comment Sud doit-il jouer* pour gagner CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Réponse :

Après avoir coupé le second Pique et battu deux fois atout, le problème est d'essayer de gagner *même si les Trèfles sont 4-1.*

Voici la ligne de jeu « ridicule » qui a été proposée par le chroniqueur qui, à l'origine, a publié la donne : le déclarant, après deux coups d'atout, tire l'As et le Roi de Trèfle, constate la mauvaise répartition et estime qu'il ne perdra encore qu'un seul Trèfle si Ouest a la Dame et le Valet de Cœur. En effet, il suffit de jouer l'As, le Roi et *le 10 de Cœur* sur lesquels Sud jette un Trèfle pour mettre Ouest en main et l'obliger à rejouer Cœur ou Pique pour la coupe du mort et la défausse d'un autre Trèfle.

Il y a cependant mieux à faire si l'on n'est pas victime de l'illusion d'optique qui fait croire que les intermédiaires à Trèfle sont trop petits pour jouer un rôle. Or, regardez bien les Trèfles, et vous allez voir que la présence du *8 de Trèfle* est décisive si le singleton à Trèfle d'Ouest n'est pas le 3 !

Le déclarant, après deux coups d'atout, élimine les Cœurs en coupant le troisième Cœur, et joue un *petit Trèfle des deux mains.* Ouest resté maître doit rejouer coupe et défausse et, si Est préfère prendre à Trèfle, il ne pourra que continuer avec la Dame de Trèfle prise par le Roi du mort, et Sud n'aura plus qu'à faire l'impasse au valet de Trèfle sur Est grâce à la fourchette d'As 8 de Trèfle.

On voit que la ligne de jeu du Trèfle à blanc gagnera quatre fois sur cinq, alors que la probabilité que Ouest ait la Dame et le Valet de Cœur est plus faible même quand Ouest a promis cinq Cœurs. Mais le terme « ridicule » est bien trop sévère !

DÉDUCTION SUR L'ENTAME

Un déclarant doit penser en général tirer des déductions de l'entame choisie. C'est particulièrement important pour un chelem où il s'agit par exemple de savoir si l'adversaire a pu attaquer sous un Roi. Voici un exemple utilisé par le champion américain Kantar dans ses cours sur le jeu de la carte.

♠ 10 9 8 7 6
♡ A 2
◇ R V 3
♣ 9 3 2

♠ 4
♡ 9 7 6 5 4
◇ 10 7 6 4
♣ D 10 5

N / O E / S

♠ 5
♡ R V 10 8
◇ D 9 5
♣ V 8 7 6 4

♠ A R D V 3 2
♡ D 3
◇ A 8 2
♣ A R

Les annonces les plus simples (S. don. E-O vuln.) pourraient être les suivantes :

Sud	Ouest	Nord	Est
2♣	passe	2♡	passe
2♠	passe	5♣	passe
6♣	passe	passe	passe

Ouest ayant entamé le 5 de Cœur, *comment Sud doit-il jouer* pour gagner le PETIT CHELEM A PIQUE contre tout défense ? Fallait-il faire l'impasse à Cœur à la première levée ?

Note sur les enchères :

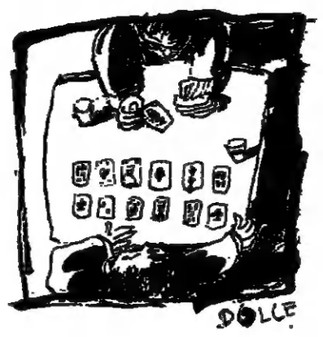
La réponse de « 2 Cœurs » est correcte si N-S joue le 2 Trèfles forcing de manche avec réponse à l'As. Ensuite sur « 2 Piques », Nord aurait pu dire « 3 Carreaux » avant de donner un soutien à saut à Pique.

COURRIER DES LECTEURS

Le revers de la médaille (nº 1467)

Quelques lecteurs (F. Pierre, Monteil...) ont signalé une deuxième solution pour gagner QUATRE CŒURS. Le déclarant, après l'As de Pique, donne trois coups d'atout et joue le 8 de Carreau. Cette ligne de jeu est également correcte.

Philippe Brugnon



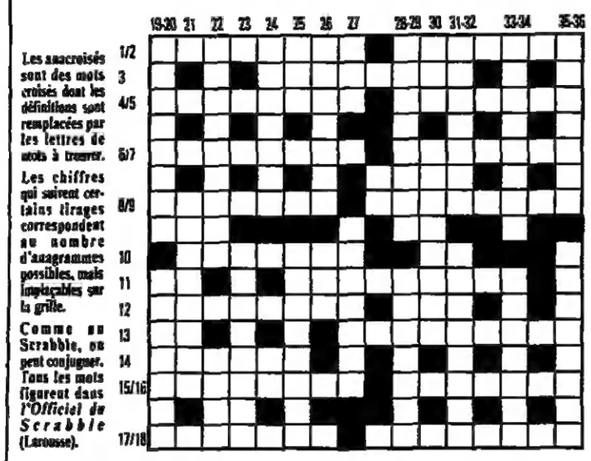
Anacroisés (R)

nº 703

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais impliquables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).



HORIZONTALEMENT

I. AALOPRST (+ 1). – 2. EGIRRTU. – 3. DEIOQRSU. – 4. ADDEEINO. – 5. AEEGNTY. – 6. AEFIIRTT. – 7. AEEGRST (+ 5). – 8. AEEPRTZ (+ 2). – 9. AEGIINRT (+ 2). – 10. CEIRSTU (+ 3). – 11. AAEILORV+S (+ 2). – 12. ABCEENRT (+ 1). – 13. EEIILMNT+S (+ 1). – 14. ADEEIL (+ 1). – 15. CEERSTUV. – 16. DEEIRST (+ 3). – 17. AEORSTT (+ 2). – 18. ACDEERSU (+ 3).

VERTICALEMENT

19. AEIINPST (+ 1). – 20. CEIIRTV. – 21. ADESRTUU. – 22. ACEELRST+E (+ 3). – 23. ACEEHRST (+ 4). – 24. ADENOOT. – 25. CEENORSU (+ 4). – 26. ADEIORS (+ 3). – 27. AFISSTT. – 28. EEGNSTUU. – 29. AEMSSUU. – 30. AEEINSTT (+ 5). – 31. AEEGRSU (+ 5). – 32. AAEGNORR. – 33. AABEIKNS. – 34. EIOSSTT (+ 1). – 35. EECIRRT (+ 6). – 36. CENOORSU (+ 1).

SOLUTION DU Nº 702

1. SURDOUEE. – 2. AMPOULE. – 3. CURSEURS. – 4. MOHAIRS. – 5. FUTURES. – 6. FLETANS. – 7. CICUTINE alcaloïde de la ciguë. – 8. LINACEE (CALINEE). – 9. HELLENES. – 10. ENONCA. – 11. BENIES (BINEES NIEBES). – 12. ENTOUREE. – 13. INSISTE (SINITES). – 14. PRENDREZ. – 15. REUNION. – 16. UNIPARE. – 17. OUVRIT. – 18. EPISSAI (EPAISSI). – 19. EMBALLE. – 20. RETENUES (ETERNUES). – 21. SINUSAL (INSULAS). – 22. SCABREUX. – 23. SOUFFLE. – 24. EPHORES. – 25. URSULINE. – 26. ROUAMES. – 27. TENONNE (ENTONNE). – 28. DEBUTANT. – 29. NIRVANA (NAVARIN). – 30. RACCORD. – 31. MENEAU. – 32. RUTILER. – 33. ECOSSE. – 34. BENZINE. – 35. RAUCHEES. – 36. ASINIEN. – 37. IRAKIEN. – 38. CLISSER. – 39. PUSTULE. – 40. TUEUSES. – 41. ETESIEN. – 42. NEUTRON (NUEKONT). – 43. EMPRESSE. – 44. NANISME.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Scrabble (R)

nº 390

DICTIONNAIRES DE POCHE

A ma gauche, *le Petit Larousse illustré*, 2,5 kg (légère tendance à l'obésité), en couleurs et encyclopédique. A ma droite, le *Petit Robert*, 2,1 kg, champion de la citation et de l'association des idées. Voici comment Raymond Devos arbitre ce combat dans *Matière à rire* (Ed. Orban, 148 F).

Le monsieur me dit :

– J'ai des poches sous les yeux. Dans la poche droite, j'ai le *PLI.* Dans la poche gauche, j'ai le *Grand Larousse encyclopédique.*

– Mais vous n'avez pas les *Robert ?*

– Non ! Les *Robert*, c'est ma femme qui les porte !

– Ah, elle a des poches sous les yeux ?

– Non ! Des valises...

Notre propre comparaison entre les deux ouvrages portera sur leurs entrées respectives, avec un échantillonnage fondé sur les premiers mots de la lettre N et limité aux mots courts.

Mots de *l'Officiel du Scrabble* présents dans le *PLI* et absents du *Petit Robert :* NABATÉEN, *d'un ancien peuple de l'Arabie du Nord* – NABLE, *mar. trou d'évacuation d'eau* – NAHUA, *Amérindien* – NAHUATL, *langue* – NAIRA, *monnaie du Nigéria* – NAMIBIEN – NANIFIER, NANISER, *rendre nain* – NANTAIS – NAPHTA, *distillat du pétrole* – NASTIE, *réaction rapide d'un végétal* – NATRÉMIE, *taux sanguin du sodium* – NAURUAN,E, *de Nauru, île indépendante du Pacifique de 21 km² et 8 000 habitants* – NAVEL, *orange* – NÉBULISER, *vaporiser* – NECTON, *animaux marins qui nagent* – NÉMERTE, *ver marin* – NÉOLOCAL,E, *(résidence des nouveaux époux) différente de celle des parents.*

Mots présents dans le *PR* et absents du *PLI :* néant, ce qui prouve que le second marque le premier « à la culotte ».

Mots de l'*ODS* absents du *PLI* et du *PR :* NABLA, *signe mathématique* – NACRURE – NADIRAL (nadir) – NAGEOTER – NAIAS, *plante aquatique* – NAMUROIS – NANDINIE, *mammifère carnivore* – NAPHTÈNE, *hydrocarbure* – NASONNER, v.t., *nasiller* – NATRIUM, *sodium* – NÉGRO.

Michel Charlemagne

Scrabble-Club de Lorient. Centre social de Kervénanec, 8 janvier 1992. Tournois le mercredi à 14 heures et le vendredi à 20 h 15.

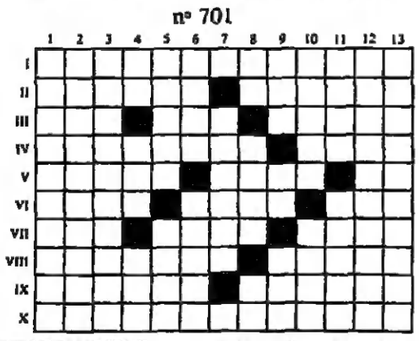
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).

Nº	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	NELFSEK			
2	EFN+TOIL	LEKS	H 7	26
3	AHDAEHR	SOLFIENT (a)	10 H	65
4	H+JPATSA	ADHERAT	O 4	36
5	AHP+TIMA	JETAS	M 9	40
6	AIP+ENGE	MATH (b)	L 12	32
7	ENIACRF	PAGINEE	I 1	66
8	SEGAMOR	FINANCER (c)	5 E	102
9	EUUISBA	FORMAGES	E 6	76
10	NNRTEEE	SUBAIGUE	3 D	62
11	SLNIYOD	ENTERENT	14 H	62
12	DILN+LIZ	OYES	H 12	42
13	–ULTURET	ZIP	I G	42
14	RU+SMOQC	LUTTE	D 11	27
15	CMS+OLWI	ROQUA	4 K	31
16	CIM+DLBU	SLOW	2 B	39
17	–DEVPEV?	MUID	1 A	34
18	DEP+AXOR	V(I)VE (d)	4 A	36
19	DOPR+CIE	AXEE	15 A	39
20	IPR+NUBL	CODEX	B 11	34
21	BR+I?	VULPIN	A 4	33
22	R?	BI (e)	C 12	22
23		R (E) JETAS	M 7	14
				960

(a) ou FILETONS. (b) KHI, 9 H, 30. (c) FRANCHIE, 15 G, perd 4 pts. (d) ou DEP (A) VE, C 8. (e) ou C (AB), 2 H.
1. F. Hervé 895. 2. C. Le Carvennec 850. 3. J. Sarboni 833.

Mots croisés

nº 701



HORIZONTALEMENT

I. N'est pas, malgré l'apparence, le patron des fripiers. – II. Avalé. Mit en boîte. – III. Ile. Signes extérieurs de richesses. Bien utile au constructeur. – IV. Aide aux grandes inventions. Qu'on lui donne du temps. – V. Elle est amoureuse, cette bête. Adoré en Egypte. Fait moins parler d'elle. – VI. Gros tas. Doublent les épaisseurs. Se prête parfois au diagnostic. – VII. Béquille. Tu. Les premiers sont parfois les meilleurs. – VIII. Se retrouve comme en l'an quarante. Peut tourner au délire. – IX. Partage sa maman. Utile ou disgracieux. – X. Provoquèrent l'admiration par leur brillant.

VERTICALEMENT

1. Fait de la comédie. – 2. Spécialiste des formes et de leurs dessous. – 3. Si elles sont ainsi, c'est paresse ou manque d'informations ? – 4. N'a rien de positif. Peut être traité à la main ou à la machine. Venant du bas, il s'y connaît. – 5. Quand un et deux fusionnent. Se doit de protéger votre vie publique et votre vie privée. – 6. Vous tiennent enchaînés. Toujours insupportable. – 7. Box. – 8. Note. Ne perd pas des yeux. A son festival. – 9. Trois lettres, comme le disait Cyrano. Note inversée. Quand elle est bonne, l'intention l'est aussi. – 10. Prend place dans l'interrogatoire. Une partie de notre temps. – 11. Indispensable à la démocratie. Vieil occidental. – 12. Que d'eau, que d'eau ! – 13. Risquent ou ne risquent plus de se retrouver démunis.

SOLUTION DU Nº 700

Horizontalement

I. Sacher Masoch. – II. Echouée. Croÿ. – III. Néons. Uranus. – IV. Trio. Glénait. – V. Ibère. Andine. – VI. Menace. Dater. – VII. Tilleul. Ri. – VIII. Na. Tablées. – IX. Tir. Tei. Urdu. – X. Amène. Massue. – XI. Législateur.

Verticalement

I. Sentimental. – 2. Acerbe. Aimé. – 3. Choient. Reg. – 4. Honorait. Ni. – 5. Eus. Eclatés. – 6. Ré. Elbe. – 7. Meula. Elima. – 8. Rendue. At. – 9. Scandaleuse. – 10. Ornait. SRSU. – 11. Couiner. Dur. – 12. Hystériques.

François Dorlet

Echecs

nº 1475

10e FESTIVAL DE VIENNE, 1991.
Blancs : L. Christiansen.
Noirs : J. Nunn.
Défense est-indienne.
Système Saemisch.

1. d4 ..... Cf6
2. c4 ..... g6
3. Cc3 ..... Fg7
4. e4 ..... d6
5. f3 0-0
6. Fé3 ..... c5 (a)
7. dxc5 ..... dxc5
8. é5! (b) ... Cf-d7 (c)
9. f4 ..... f6 (d)
10. éxf6 (é) ... éxf6 (f)
11. Cf3 (g) ... Dé8 (h)
12. Dd2 ..... Cb6
13. Fé2 ..... Ca6 (i)
14. Td1 ..... Ff5
15. 0-0 (j) ... Dé7 (k)
16. Cb4! (l) ... Fç2 (m)
17. Td-e1 ..... Ta-d8
18. Dç1 ..... Fd3 (n)
19. f5! (o) Df7
20. Fxd3 ..... Txd3
21. Db1! (p) ... Tf-d8
22. Cd5! (q) ... Cb4
23. fxg6 ..... hxg6
24. Fxç5 ..... Cbxd5
25. a3!! (r) ... Cxç3 (s)
26. bxç3 ..... Cçb
27. Fd4! (t) ... Dxç4
28. Cxg6 ..... Cxd4
29. çxd4 ..... Dxd4+
30. Rh1 (u) ... Db6
31. Da2+! ... Db3 (v)
32. Dé2! ..... Td2 (w)
33. Db5! Dç4
34. Cé7+ Rf8
35. Db7! (x) ... Té8 (y)
36. Txf6+! abandon (z)

NOTES

a) Cette avance est, en principe, préparée par 6..., Cb-d7 ou par 6..., b6. Sacrifier le pion ç5 afin d'ouvrir au plus vite la diagonale h8-a1 du Fg7 est une suggestion de plus de quinze ans au cours desquels on a régulièrement réfuté puis amélioré cette variante.

b) La suite 8. Fxç5, Cç6 ; 9. Fé3, Cd7! ; 10. Tç1, Da5 ; 11. Ch3, Td8 de la partie Dlugy-Gelfand (Palma, 1989) n'est claire pour personne. La prise du pion ç5 est généralement précédée de l'échange des D ; par exemple, 8. Dxd8, Txd8 ; 9. Fxç5, Cç6 ; 10. Cd5 (ou 10. Cg-é2 ou 10. Td1 ou aussi 10. Fa3, a5), Cd7 ; 11. Fxé7, Cxé7 ; 12. Cxé7+, Rf8 ; 13. Cd5, Fxb2 ; 14. Tb1, Fg7 ; 15. Cé2, Cç5 ; 16. Cç1, Fé6 ; 17. Cd3, Ta-ç8! (Gheorghiu-Gelfand, Palma, 1989). Les Blancs peuvent aussi renoncer au gain du pion ç5 qui donne souvent un bon contre-jeu aux Noirs et suivre cette idée positionnelle de Portisch jouée contre Gelfand à Linares en 1990, une idée simple qui consiste à occuper le centre.

c) Selon Gelfand, la suite 8..., Dxd1+ ; 9. Txd1, Cf-d7 ; 10. f4, f6 ; 11. é6, Cb6 ; 12. Fxç5, Fxé6 ; 13. b3 est avantageuse aux Blancs.

d) Et non 9..., g5? à cause de 10. é6!

é) 10. é6, Cb6 ; 11. Fxç5, Fxé6 ne semble pas gêner les Noirs.

f) Si 10..., Cxf6, ; 11. Dxd8, Txd8 ; 12. Fxç5, Cç6 ; 13. Cf3 avec avantage aux Blancs ; de même, si 12..., Ca6 ; 13. Fa3, Cg4 ; 14. Cd5!, é6 ; 15. Cé7+, Rh8 ; 16. Cf3 (menaçant Cg5-f7) comme dans la partie Razuvaiev-Wahls, 1990.

g) Après 11. Fé2, Dé8! ; 12. Ff2, Ca6 ; 13. Cf3, Cb6 ; 14. 0-0, Fh6 ; 15. Dç1, Ca4 ; 16. Cxa4, Dxa4 ; 17. Té1, les jeux sont égaux (Beliavsky-Gelfand, Munich, 1991).

h) Si 11..., Dé7? ; 12. Cd5.

i) Ou 13..., Fé6 ; 14. b3, Ca6 ; 15. Td1 et les Blancs sont mieux.

j) Au cours du même tournoi, Christiansen continua par 15. Rf2 contre J. Polgar, ce qui est peut-être plus fort.

k) 15..., Td8 ; 16. Dç1, Dç6 paraît plus sûr pour les Noirs.

l) Une question difficile est posée au F. Si 16..., Fé6 ; 17. f5!, Fxç4 (ou 17..., Cxç4 ; 18. Cd5!, Fxd5 ; 19. Dxd5+, Rh8 ; 20. Cxg6+!, hxg6 ; 21. Tf3, Cxé3 ; 22. Th3+, Fh6 ; 23. Txh6+, Rg7 ; 24. Txg6+, Rh8 ; 25. Df3, Cxd1 ; 26. Th6+, Rg8 ; 27. Fç4+ ou 26..., Rg7 ; 27. Dg4+) ; 18. fxg6, Ta-d8 ; 19. gxh7+, Rxh7 ; 20. Dç2+.

m) Amusant mais sans doute inférieur à 16..., Fd7.

n) Si 18..., Cb4 ; 19. Ff2!, f5 ; 20. a3!

o) Les difficultés des Noirs grandissent ; Si 19..., g5 ; 20. Fxd3, Txd3 ; 21. Fxg5, Df7 ; 22. Ff4 avec avantage aux Blancs, et si 19..., Cxç4 ; 20. Cd5!, Txd5 ; 21. Fxd3, Cé5 ; 22. Fé4!, Td7 ; 23. fxg6.

p) Fin et fort. Si 21..., Dxç4 ; 22. fxg6, hxg6 ; 23. Cxg6.

q) Après cette interception sur la colonne d, la Td3 est en prise.

r) Une pointe magnifique alors que les Noirs espéraient la suite 25. çxd5, Dxd5 ; 26. Fxb4, Dd4+ et 27..., Dxh4.

s) Ou 25..., Td2 ; 26. axb4 ou 25..., Ca6 ; 26. Dxd3, Cxç5 ; 27. Dd1! ou 25..., b6 ; 26. axb4, Td2 ; 27. Cxg6, bxç5 ; 28. çxd5.

t) Nouvelle interception qui gagne le pion g6.

u) Egalité de matériel, mais les Noirs ne sont pas encore sauvés en raison des menaces qui planent sur l'aile-R.

v) Si 31..., Rh7 ; 32. Df7, Td3-d7 ou d8-d7 ; 33. Cf8+!

w) Si 32..., Df7 ; 33. Dh5!

x) Menace 36. Cg6+, Rf7 ; 37. Té7 mat.

y) Si 35..., Td8-d7 ; 36. Txf6+!, Fxf6 ; 37. Cg6 mat.

z) Si 36..., Fxf6 ; 37. Cg6 mat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE Nº 1474
A. HERBSTMAN

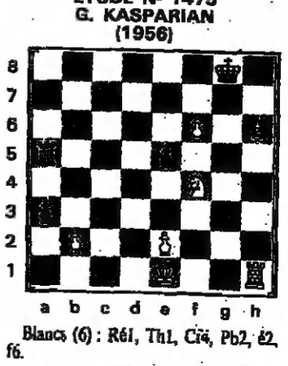
(Blancs : Rh3, Tf3, Pa6 et g4. Noirs : Rç6, Pb4, ç2, g5, h4. Nulle.)

Si 1. a7?, Rb7 ; 2.Tf7+, Ra8 ; 3.Tç7, b3 zugzwang! et les Noirs gagnent.

1. Tf6+!, Rç7 ; 2. a7, Rb7 ; 3. Ta6!, Ra8 ; 4. Tç6, b3 ; 5. Tç7 et ce sont les Noirs qui sont en zugzwang, b2 ; 6. Tç8+!, Rxa7 ; 7. Txç2, b1=D ; 8. Ta2+!, Rb6 ; 9. Tb2+!, Dxb2. Pat.

A noter que 3. Tç6 est insuffisant : 3..., b3 ; 4. a8=D+, Rxa8 ; 5. Tç7, Rb8! 6. Tç3, Ra7! ; 7. Tç6, Rb7 ; 8. Tç3, Ra6 ; 9. Tç5, Rb6 ; 10. Tç3, Ra5! ; 11. Tç4, Rb5.

ÉTUDE Nº 1475
G. KASPARIAN
(1956)



Blancs (6) : Ré1, Th1, Cf4, Pb2, é2, f6.

Noirs (5) : Rg8, Ta5, Fh6, Pa3, é5.

Les Blancs jouent et font nulle.

Claude Lemoine

هكذا من الاصل

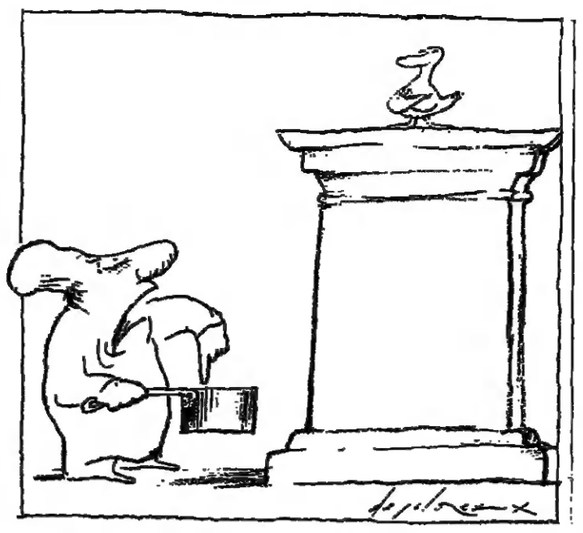
Célébration du canard

LE canard nous vient de Chine, où il est l'emblème de la félicité... du couple, car cet oiseau est si fidèle que, dans un couple de palmipèdes, si l'un meurt, il n'est pas rare que l'autre se laisse mourir !

Mettons à part les canards sauvages, famille nombreuse comptant colverts, sarcelles, macreuses, tadornes, eiders et autres, pour saluer ici le canard domestique, de belle consommation puisque, outre un élevage traditionnel de quelque dix millions de têtes, un élevage quasi industriel double annuellement ce chiffre. Il va sans dire (et mieux en le disant) qu'il faudra s'intéresser gastronomiquement à la volaille de bon élevage. On en distingue plusieurs espèces : le barbarie à la chair musquée, le nantais à forte poitrine, le pékin qui est plus petit et de chair parfumée. Le canard de Rouen, variété de nantais, a tendance à disparaître, mais l'Ordre des canardiers perpétue l'ancestrale recette du canard au sang, qui s'est épanouie avec le fameux canard (numéroté) de *La Tour d'argent*. Le canard mulard, né d'une cane commune et d'un canard musqué, est, dans le Sud-Ouest notamment, élevé pour son foie, de même que c'est dans le Sud-Ouest qu'est née la vogue du maigre de poitrine (« *lou magret* », cher à Daguin) et que l'on trouve à présent, vrai ou faux, sur beaucoup de cartes.

Alexandre Dumas, dans son *Grand dictionnaire de cuisine,* parle de quarante-deux variétés de canards. Il y a bien plus encore de recettes. Et, du reste, un cuisinier poète, J. Rouyer, l'a chanté :

Détournez les yeux de la boue
Dans laquelle il fait son festin ;
N'écoutez sa voix qui s'enroue
A cancaner soir et matin ;
Et lorsque l'oiseau palmipède
Sera devenu gras et gros,



Faites-en des daubes, des rôts...

La Cuisinière bourgeoise (1763) donne déjà les recettes d'un canard farci de godiveau, d'un canard en hochepot, d'un canard aux navets, d'un canard à la « bruxelle » (farci de ris de veau, bardé et braisé au vin blanc et bouillon), d'un canard en daube, d'un canard à la béarnaise, d'un autre « à l'italienne » (poché au vin blanc, bouillon et huile d'olive), d'un canard à la purée verte (de pois), avec aussi le célèbre canard du Père Douillet (Pierre de Lune, en 1654, donne déjà la recette du cochon du Père Douillet, lequel fut le confesseur de Mme de Maintenon). Sans oublier le plus moderne canard à l'orange (hier à la bigarade), à Paris l'une des gloires de la carte de Lasserre.

Que cette célébration du canard me permette alors de vous parler d'un restaurant parisien pas comme les autres : *Le Canard au pot.* A la carte de Michel Féraud, ledit canard est en vedette, non seulement « au pot » mais aussi en soupe gratinée, en magret à la moutarde de Meaux ou aux grains de cassis, en steack au poivre vert, à la choucroute quelquefois, ou en cassoulet, en gelée aux cerises par temps chaud... Et d'autres façons encore, tel le canard au vin (friand comme un coq) pour peu que vous le commandiez à l'avance, car Michel Féraud est un vrai scout canardier : « toujours prêt ! »... à vous régaler. Il pratique, selon un client humoriste, « *le canard et la manière* ». Au point que l'avenante Albertine, son épouse (reine du shaker, elle a créé un excellent cocktail : moitié Campari, moitié crème de whisky), vous proposera en finale le « café-canard » (un petit verre d'eau-de-vie et un sucre pour faire trempette !).

La Reynière

▶ Le Canard au pot, 2, rue Boulard, 75014 Paris. Tél. : 43-22-79-62. Fermé mercredi et samedi midi. Parking : Saint-Jacques. Carte bleue. Un menu-carte à 150 F (choix entre trois entrées et trois plats, dont un de canard bien sûr !), fromage et dessert ; à la carte, compter 250-300 F. Vins au verre.

Semaine gourmande

Le Pergolèse

Albert Corre (venu, je l'ai signalé déjà, de chez Jacqueline Fénix, à Neuilly) se retrouve dans ce cadre aux tons pastel, élégant comme le quartier, fort à l'aise mais encore « inquiet » peut-être. Il a tort, et ce ne sont certes pas ses voisins qui peuvent surenchérir sur la qualité du produit, ni la réalisation, par exemple, de son foie gras de canard, du saumon fumé « maison » (au bois de chêne), de la dorade cuite « en peau » et sa sauce porto, du rognon de veau à la moutarde de Meaux. Encore moins de ses desserts (sa crème brûlée vanillée est accompagnée de madeleines chaudes qui auraient fait rêver Proust !). Cave encore à compléter mais gentil service. Un menu à 230 F (déjeuner), un autre « Plusieurs Bouchées » à 300 F et la carte (compter 350 F/450 F).

▶ Le Pergolèse, 40, rue Pergolèse (16e). Tél. : 45-00-21-40. Fermé samedi et dimanche. Parking : Porte-Maillot. Carte Bleue. Chiens acceptés.

L'Escargot Montorgueil

Cette merveilleuse petite maison du siècle dernier (la fresque de Clairin qui « illustrait » naguère la salle à manger de Sarah Bernhardt, ses miroirs obsolètes) est le fief de Kouikette Terrail. Un jeune bon chef, Thierry Gay, y entretient le culte du gastéropode de l'enseigne, mais il pratique également la blanquette (veau et volaille) à l'ancienne, le pied de porc grillé pommes frites, le rôti de cochon au jus. Sans oublier les desserts de son enfance. Une formule « Midi Bistrot » (entrée et plat, ou plat et dessert) est à 128 F. A la carte, compter 300/400 F. A noter aussi les « Soupers de l'Escargot » proposant après les six escargots un des trois « plats de minuit » et un dessert (210 F). Ou, simplement possible, une entrée/un plat ou un plat/un dessert. Arrosés de vins (au verre : 22 F) par exemple. C'est une agréable résurrection que l'on doit à la sœur de Claude Terrail, à la fille d'André Terrail : de qui tenir !

▶ L'Escargot Montorgueil, 38, rue Montorgueil (1er). Tél. : 42-36-83-51. Fermé lundi. Parking : Halles. Salon 30 couverts. C.B.-A.E.-D.C. Chiens acceptés.

Le Poquelin

Marie-Claire Biard a su orner de fresques (si j'ose écrire) adéquates le nouveau décor : portrait de Molière, de quelques-uns de ses interprètes (de Raimu à Jean Le Poulain), les jardins de Versailles, etc. Nous voici donc dans une salle agrandie, claire, bien agréable, à nous régaler de la cuisine de Michel Guillaumin (dans des assiettes de Limoges reflétant le rideau rouge du Théâtre-Français). Cuisine que l'on connaît, avec ses foies gras (au naturel, en salade, chauds), les précieuses entrées et le saumon à l'unilatéral, le ragoût noble de veau moutardé, la selle d'agneau, le filet de bœuf au graves rouge et le duo de canard et foie gras aux fruits. Roquefort et porto en avant-desserts superbes. Grande cave. A la carte, compter de 350 F à 450 F, sourire de Maggy Guillaumin compris. Le « vin du mois » à moins de 100 F.

Le Poquelin, 17, rue Molière (1er). Tél. : 42-96-22-19. Fermé samedi soir et dimanche. Parking : Pyramides. A.E.-D.C.-C.B.

Restaurant du Pont de Suresnes

Lorsque paraîtront ces lignes, Hubert Auriol sera de retour du Paris-Le Cap. Aussi bien Bruno Gensdarmes, son adjoint, veille sur cette ex-mini-usine bien transformée, et la cuisine reste égale à ce que l'on attend d'un vrai bon bistrot de charme et d'honnêteté culinaire : lisettes marinées, poireaux tièdes et jambon cru de Laguiole, morue poêlée à la lyonnaise, entrecôte à la moelle, crème brûlée, avec de bons vins honnêtes (comme le gamay de Touraine de Marionnet à 92 F). A la carte, compter 250 F.

Le Pont de Suresnes, 58, rue Pasteur, à Suresnes (92150). Tél. : 45-06-66-56. Fermé dimanche midi. Voiturier. C.B.-A.E. Chiens acceptés.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

06500 MENTON
HÔTEL VILLA NEW-YORK**NN
Logis de France
FORFAIT SOLEIL 7 J/7 Nuits
à part. de 1 550 F en 1/2 pens.
Chambres grand confort.
Douche ou bains, W.-C. Tél.
TV couleurs, climatisées,
vue panoramique. Jardin exotique.
Parking clos. La tranquillité
à 100 m des plages.
Doc. : Tél. : 93-35-78-69
Fax : 93-28-55-07.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES – STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**NN
LOGIS DE FRANCE
Soleil, calme, ski de fond, piste
Pension, demi-pension
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.-c.
Tél. direct. TV couleur. De 280 F à 420 F
FAX : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

PORTE DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Télex : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (310 F à 360 F)
Petit déjeuner à 25 F
TV couleur. Tél. direct, minibar.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE
ET DES ARTISTES***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333 Fax. 52-03-721
et son Restaurant
nouvelle ambiance « bohème »
TAVERNA LA FENICE
Tél. : (41) 52-23-856 Fax. 52-37-866.

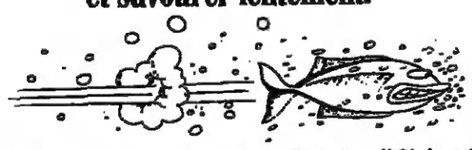
Suisse

LEYSIN
Alpes Vaudoises
HÔTEL SYLVANA***
Pour vos vacances d'hiver, situation exceptionnelle à 50 m des pistes de ski. Chambres tout confort.
Prix demi-pens. selon saison Fr S 71.– à 90.– (env. FF 285.– à 360.–) tt compr.
Fam. Bonelli. Tél. 19-41/25/34-11-36, CH-1854 Leysin.

TOURISME
SKI DE FOND
Haut-Jura 3 h Paris TGV
Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme franc-comtoise du XVIIe, confortable, rénovée, chbres 2 personnes avec s. de bns, w.-c. Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. maxi., tables d'hôtes. Cuisine mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Poss. rand. pédestres, patin à glace, tennis, VTT. Pension complète + vin + matériel de ski + accompagnement 2 400 F à 2 950 F pers/semaine.
Renseignements et réservations (16) 81-38-12-51. LE CRÊT L'AGNEAU La Longeville – 25650 MONTBENOIT.

GASTRONOMIE

On peut être très Turbot et savourer lentement.



Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Viviers de homards et de langoustes.
10, place de Clichy Paris 9e
Réservation : (1) 48 74 44 78 - Fax : (1) 42 80 83 10

CHEZ HANSI
L'Alsace de Hansi dans un décor unique.
3, place du 18-Juin-1940 Paris 6e
Angle Montparnasse Rue du Rennes
Réservation : (1) 45 48 96 42 - Fax : (1) 45 44 55 48

DRAGONS ÉLYSÉES
« Vous marcherez sur l'eau »
Décor futuriste : 150 places
Spécialités chinoises & thaïlandaises 7 jours sur 7 jusqu'à 23 h 30.
11, rue de Berri (8e)
Tél. : 42-89-85-10

les meilleurs escargots de Paris
Ce sont les chroniqueurs gastronomiques qui disent qu'on les trouve à LA MAISON DE L'ESCARGOT. Ayez-en toujours d'avance. Sauf le lundi, de 8 h 30 à 20 heures et le dimanche de 9 heures à 13 heures. 79, rue Fondary (15e). Me Emile-Zola, bus 80. Tél. : 45.75.31.09.

LE SOUFFLÉ
35e ANNÉE
L'enseigne annonce la couleur. Les amateurs n'auront que l'embarras du choix. Au fromage, aux crustacés, soufflé d'avocats et saumon fumé. Les sucrés au chocolat, au Grand Marnier ou à la framboise ! Tous bien gonflés et aériens. Claude, le maître des lieux, vous conseillera ; commencez votre repas par les ramequins de moules à la fourme d'Ambert, ou par un foie gras suivi par une escalope de saumon soufflée aux tagliatelles, ou le ris de veau grand'mère ! Arrosez le tout d'un cahors ou d'un madiran. *Environ 200 F.*
36, rue du Mont-Thabor (1er). Réservation : 42-60-27-19. Fermé dimanche.
Service assuré jusqu'à 22 h 30.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ELYSEES
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franç.-Ier, 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.

COPENHAGUE, 1er étage
FLORA DANICA, sur un jardin
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.
142, av. des Champs-Elysées, 43-59-20-41

CONVENTION
LE DEY 109, rue Croix-Nivert, 15e D/dim. lun. Tél. : 48-28-81-64
Cuisine algéroise ; Bourek, Chorba
Choix de couscous et tagine algérois.

GOBELINS
ENTOTTO 45-87-48-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13e
Spécialités éthiopiennes.

MAUBERT
LA COUR COLBERT,
12, rue Hôtel-Colbert. 5e. 43-54-61-99,
TLJ. Cadre XVIIe
authent. PMR 220 F.

BANGKOK CITY
13, r. Montagne-Ste-Geneviève
Spécialités thaïlandaises
43-26-22-19. F. dim.

ODEON
LA TOUR DE L'ODÉON
Fermé dimanche.
7, rue Corneille, 6e. 43-26-03-65.

PL. PEREIRE
DESSIRIER tlj. Jusq. 0 h 30
Huîtres, coquillages, crustacés.
Spéc. de poissons, viandes
9, pl. Mal-Juin, 17e (voiturier)
42-27-82-14 – 43-80-50-72.

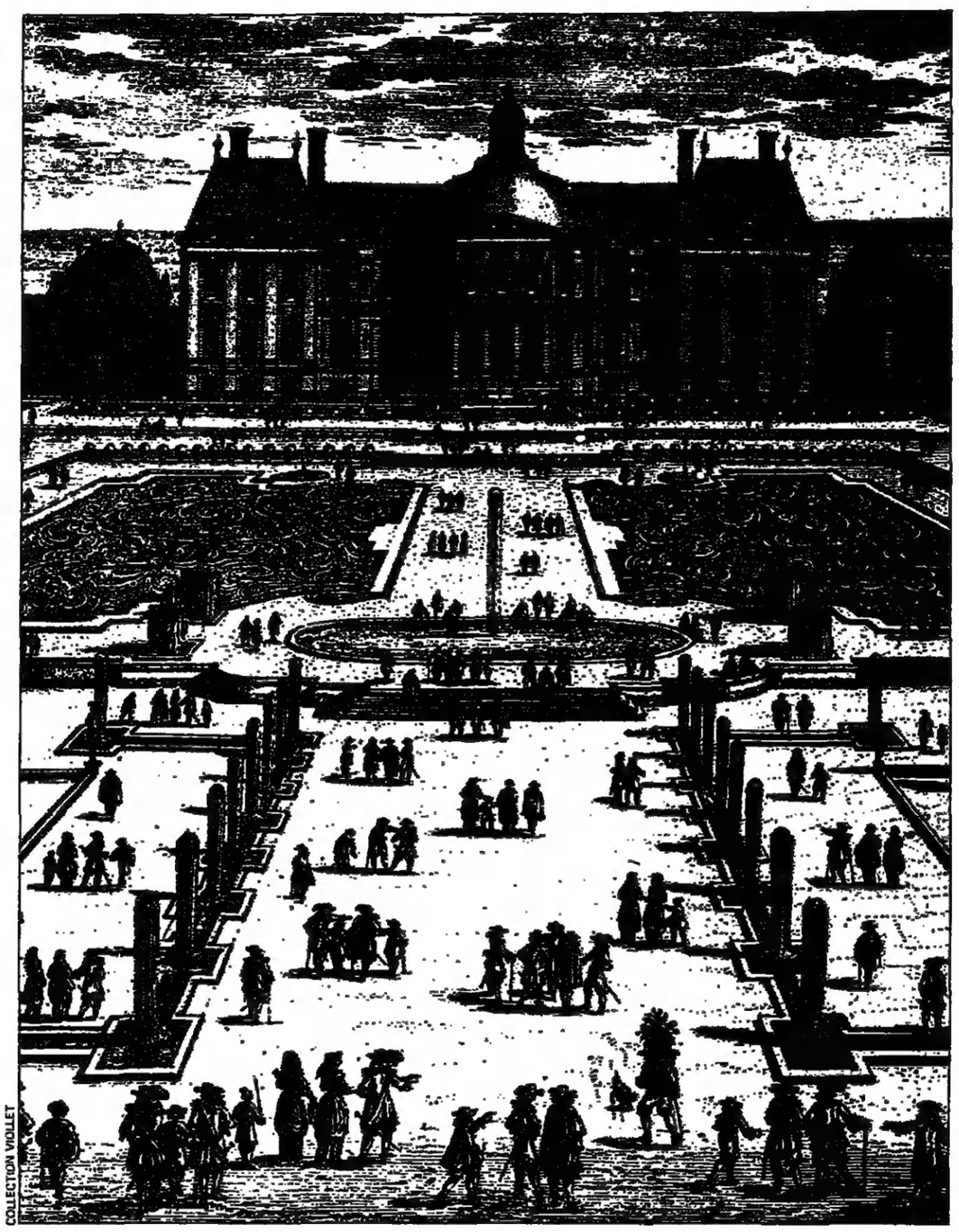
Vaux, l'écureuil foudroyé

PAR un hasard prémédité avec soin, deux des plus hardis et des moins semblables turbulents d'un régime qui ne plaisantait pas avec les originaux s'étaient retrouvés entravés par les mêmes fers, serrés dans la même bure du même courroux royal, soumis ensemble à l'horizon sans espoir de la même forteresse; on ne pouvait s'échapper de Pignerol, geôle elle-même prisonnière d'un Piémont hostile, que par le remords ou les radotages. Lauzun et Fouquet dînaient donc ensemble, le premier – de matricule plus récent – donnant à l'autre des nouvelles presque fraîches de Versailles, tout en lui remémorant quelques-uns des coups les plus fumants qui en avaient fait le personnage le moins fréquentable du royaume.

Protégé et mis à découvert par les soupirs et les sanglots des femmes qu'il séduisait avant de les faire entrer dans les tourments, ce courtisan monté en graine avait mille histoires, toutes plus salaces ou horribles à raconter; elles égayaient le cachot où continuait de trembler son compagnon d'infortune, un homme dont la fièvre quarte était comme une seconde nature. Louis XIV jetant sa canne par la fenêtre de peur de n'avoir à s'en servir contre un insolent, c'était le terrible Lauzun; la Grande Mademoiselle folle de ses trop mauvaises manières, c'était lui; l'embastillé, le turbulent colonel des dragons, le tout nouveau capitaine des gardes du corps, encore lui. Un chenapan qui, ne touchant jamais ni à l'eau ni à la pâte dentifrice, s'était fait une réputation d'invincible, et qu'on avait trouvé irrésistible jusqu'à son envoi en forteresse de redressement.

Fouquet, ex-prince de la haute finance, « raider » assombri des deniers de la France, ne lui donnait que mollement la réplique. Un certain devoir de réserve lui commandait de ne pas entrer dans les détails et de garder pour lui les secrets des comptes à numéro de cette épaisse liste de fauchés de haut lignage dont il avait arrondi les difficultés en leur faisant payer sa confiance au prix fort. Pignerol servait de tertre à sa mémoire. Du reste, il avait presque tout dit, tout avoué, tout révélé dans le fil de son interminable procès, et il savait d'instinct qu'il resterait pour toujours et à jamais ce personnage munificent et flou, brillant et fragile, l'un de ceux dont l'Histoire aime à se farder tôt le matin et à se débarrasser pas trop tard le soir. Ainsi Lauzun faisait-il du Lauzun, et lui, lui qui avait encore un peu de temps pour y penser, songeait à quelques-unes de ses gaffes fatales, celles qui le trouvaient là, saoulé des frasques d'un extravagant qui était parvenu à la célébrité par des voies très exactement contraires à celles qu'il avait cru pouvoir emprunter pour dégrossir l'éveil laborieux de cette première moitié du dix-septième siècle, mais certainement pas pour être réduit à la ronflante et irréversible condition de criminel politique.

Il était surintendant des finances. Le nom seul de la charge donne l'ampleur du pouvoir dont il disposait au cœur des rouages grippés d'un Etat en perpétuelles disettes financières. Son rôle? En gros, ayant les mains libres pour agioter et écumer le brouet des fonds publics à sa guise, il servait de caution et de réserve générale à qui avait besoin de fonds frais. Mazarin, son protecteur et maître, lui avait enseigné l'art retors de placer, sinon entre des mains solvables, du moins auprès de personnages d'audience irréprochable, les liquidités dont devaient se nourrir les guerres, les grands travaux, les alliances, les élans d'inventeurs, les conquêtes, l'industrie et même les tragiques fournaises dans lesquelles les coups de cœur, ou les coups du sort, entraînent parfois l'homme de qualité sans assez de moyens. Il répondait présent. Le reste tenait à la manière de voir grand et de ne pas s'effaroucher des chiffres : de ceux qui vous mettent dans le rouge; de ceux aussi qui vous font l'égal d'un monarque et le régisseur de ses actes et de son action. Glorieux mais dangereux.



COLLECTION VIOLLET

Il aurait fallu à Fouquet un roi moins désargenté et de caractère plus établi, moins jeune. Car vingt ans les séparaient, et ce prince de petite taille, haut perché sur ses talons rouges, s'accommodera mal de l'autorité naturelle d'un désinvolte sentimental auquel il finissait par devoir beaucoup. Mais, plus encore que les délicates et préoccupantes questions de trésorerie, c'est l'aura de Fouquet auprès du monde des lettres et des arts qui rendait Louis XIV nerveux. Entre un jeune homme de vingt ans sans le rond et un gentilhomme amateur de bons textes et de marqueteries rares, de jardins à la française et de tapisseries de haute lisse, les artistes cherchaient leur mécène. Comme des lucioles, ils étaient venus naturellement apporter leurs lumières à ce personnage au regard vif qui passait des commandes sans faire état de sa fortune ni les esbroufer par la clairvoyance de son goût. Il inspirait le respect et on pouvait facilement s'y attacher; le soutenir même; lui garder sa fidélité sûrement.

Tout se passait donc assez mal entre les deux astres, l'un éclairant l'autre d'une lueur un peu trop vive et que Colbert, des cintres du grand théâtre des affaires, allait s'attacher à rendre moins voyante. Il est pourtant des intérêts plus piquants que ceux attribués aux seules choses de l'argent pour faire se lever les dépits farouches et laisser la mémoire pour longtemps à vif.

Fouquet n'était pas connu pour être un homme à femmes, mais il savait s'en servir. L'écureuil, dont

***« Quo non ascendet »*, se demandait-il. Jusqu'où ne monterait-il pas, cet animal trop futé, perché dans les ramures d'un nouveau pouvoir décidé à ne plus laisser l'Etat être conduit par des ambitieux trop éhontément attachés à son service? L'écureuil, un surintendant des finances, Nicolas Fouquet, avait été le gestionnaire des situations confuses. Les temps changeaient. Le sien lui était tenu compté. Une « affaire » qui fit du bruit à l'époque.**

il avait fait son totem blasonné, aimait aller grappiller dans les hautes branches de la cour pour ramener au nid des informations que ses services secrets transcrivaient avec adresse avant de les faire fructifier en bourses, ou qu'ils couchaient, plus simplement, sur les bordereaux de la chronique du temps qui passe. Or l'information venait de tomber sur les télex : le roi étrennait une nouvelle maîtresse, jeune comme tout, fraîche, pure, ravissante, d'origine modeste mais à la naïveté de bon aloi. Nicolas a-t-il voulu souffler à Louis cette oie encore blanche que la reine mère venait de jeter dans les bras de son fils pour l'inciter à ne plus faire porter par Monsieur – son frère – des cornes en face desquelles Henriette d'Angleterre – la belle-sœur – composait des véroniques de circonstance? Peut-être pas. Se servir de la donzelle pour en savoir plus sur les pensées et les futures stratégies de l'amoureux, certainement.

Il se lance et va tenter d'acheter au prix fort ce qu'il prend malencontreusement pour un bibelot de luxe, à soustraire de toute urgence à un homme qui manquait de tout mais n'avait besoin de rien. La folie des petites grandeurs... Il n'y a pas de commérages sans feu, et les ragots mondains font faire leur flamboyant travail de sape pour alerter le roi sur deux ou trois mauvaises façons employées par le surintendant pour soustraire la gentille Louise de La Vallière à l'ardeur d'un taurillon dégourmé selon les règles et qui entendait sans attendre céder avec sérieux aux appels de son sang bleu. Car il découvrait pour la première fois le plaisir de la solitude à deux et s'imaginait être seul au monde avec elle. Elle lui dit tout : les mots maladroits, les regards en coin, les écus proposés par Judas, tout, jusque et y compris son chagrin de voir si mal commencer un amour éternel. Lui tombe dans les plus sombres réflexions, marqué pour toujours au fer d'une rancune meurtrière. Même Paul Morand, avocat de la défense commis d'office sur le tard, admet dans sa vibrante plaidoirie (1) que le Soleil offusqué avait toutes les raisons de l'être et qu'il faut s'étonner de tant de manque de savoir-faire de la part d'un courtisan aussi souple que l'était le châtelain de Vaux-le-Vicomte.

Vaux-le-Vicomte, ou l'heure du guet-apens. Vaux, cénotaphe d'un écureuil qui n'avait pas prévu l'hiver ni vu venir les rudesses de l'âge classique. Celui de la royauté pure et dure, lavée des cabrements de la Fronde, patronne du terrain, revêche et brutale, impitoyable pour le désobéissant, sans pitié pour le prévaricateur, expéditive pour le félon. Un monde était en train de basculer : Fouquet donnait une fête. Pour lui la dernière, pour ces invités le modèle de ce qu'une époque déjà révolue pouvait inventer de plus nouveau et de plus moderne. Vaux-le-Vicomte, ou le songe d'une nuit d'été.

Cinq années avaient été nécessaires pour élever ce qui paraissait être ce que l'on avait fait de mieux pour abriter les ambitions d'un bâtisseur disposant du trio de créatifs le plus performant de l'époque : Louis Le Vau, architecte; Charles Le Brun, peintre; André Le Nôtre, jardinier. Splendide! Le roi était déjà venu reconnaître l'endroit, avait pris la mesure des dégâts et commandé à son surintendant une invitation de la cour pour le mois d'août, car, malgré les inconvénients des grosses chaleurs, il tenait à mener rondement la perte de l'innocent dont ils avaient, Colbert et lui, décidé vers le mois de mai la fin des activités. Il aurait sans doute pu s'éviter le déplacement, mais les manuels d'histoire auraient mal compris l'affaire et lui se serait privé d'une violente colère en même temps qu'il raterait un divertissement utile à ses projets d'avenir.

17 août 1661, 6 heures de l'après-midi. Poudrée de l'haleine des moissons, la campagne voit apparaître des mousquetaires à cheval ouvrant la route à la fine fleur du royaume. Toute la courtisanerie rapprochée est là, et parmi le gratin de l'establishment ne manque que la reine, retenue à Fontainebleau pour raison de grossesse. Quelques centaines de personnes, pas plus, mais qui auront pour longtemps une solide histoire à raconter. Fouquet, comme à l'accoutumée, défaille de fièvre mais prend le choc des formalités de réception avec courage. La soirée va être pénible pour moi, se dit-il, mais mon bâton de premier ministre devrait normalement se trouver dans un des carrosses du retour. Vaux sent l'encaustique et les fleurs coupées; les menuisiers viennent de lâcher leurs marteaux, les peintres de remiser leurs échelles. Le château explose sous le luxe le plus compromettant et le moins contestable : alibabesque demeure meublée à la hâte par le rapatriement, de ses différentes propriétés, des trésors du financier. C'est Versailles! L'orage menace, le temps est lourd; des orangeades sont servies au salon. Fin du premier acte. **L'eau ne tombera pas du ciel** ce soir-là, mais s'élèvera, haute et claire, jaillissante, intarissable, lancée par les dieux, placée sous l'ordonnance d'un rythme réglé par Neptune lui-même. L'assistance reste pétrifiée de bonheur. Magique. Les jardins ne sont plus que ruissellements, cascades, écume. Il faut oser s'enfoncer dans cette virevoltante manie liquide pour le croire. Le roi prenait des notes; il n'était pas au bout de ses soucis. Après les geysers, le repas et la vaisselle d'or, les cailles et les ortolans, les perdreaux et les bisques, les rôtis et les douceurs : tout ce qu'un « ambigu », avec Vatel aux commandes, pouvait proposer de plus subtil. La nuit est tombée, c'est l'heure du spectacle. Il est placé sous la baguette de Molière, qui lance ses *Fâcheux* en faisant sortir la Béjart d'un coquillage, histoire d'impressionner son monde. Ensuite le ballet et les violons, et les mouvements de scène, les drôleries, les couleurs, les répliques composées tout exprès, et le public, debout, qui crie « Encore! ».

Il n'y avait plus de raisons pour que cela s'arrêtât. Place à Torelli et à ses artifices jetés aux étoiles. De partout crépitait la mitraille multicolore, l'eau reprenait du service, les orchestres faisaient danser les bosquets. La cour chancelait et s'entravait de plaisir dans du jamais-vu. Comme il se faisait tard et que personne ne bâillait, le roi décida qu'il fallait lever le camp. Re-mousquetaires, carrosses à l'alignement, route vers le logis. Ronflements d'ivrognes, demoiselles d'honneur le sein tendu et le jupon froissé, duchesses bavardes et princes pincés, chambellans médusés et cochers hilares. La cour rentrait chez elle : nulle part. Dans la voiture de devant, celle aux chevaux harnachés de blanc, dit dans un sifflement mais tout chaud sorti de l'âme, quelqu'un va lancer : *« J'aurais dû faire arrêter Fouquet sur l'heure! »*

C'est d'Artagnan qui en sera chargé début septembre, à Nantes. On accusera Fouquet de péculat – d'avoir fait de l'argent avec l'argent du roi, et avec tout ce qu'on avait bien voulu lui faire tomber sous la griffe – et, pour faire bonne mesure, de lèse-majesté. Louis XIV, il l'avait fait savoir, voulait la mort; ses amis et l'opinion, la remise en liberté; les juges, dans leurs petits souliers, optèrent pour le bannissement; on trouva une solution intermédiaire : lui faire passer plus de sept mille jours en prison, jusqu'à l'assoupissement définitif de ses mauvaises fièvres.

Jean-Pierre Quélin

(1) Paul Morand, *Fouquet ou le Soleil offusqué*, Gallimard, 1985.

► **Domaine de Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 60-66-97-09.**

هكذا من الاصل